Université de France. Académie de Douai. Faculté de droit. Thèse pour le doctorat. Droit romain : du Droit latin. Droit [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Dubois, Charles-Victor. Université de France. Académie de Douai. Faculté de droit. Thèse pour le doctorat. Droit romain : du Droit latin. Droit français : de la Nationalité d'origine... par Dubois (Charles-Victor).... [s.d.].

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

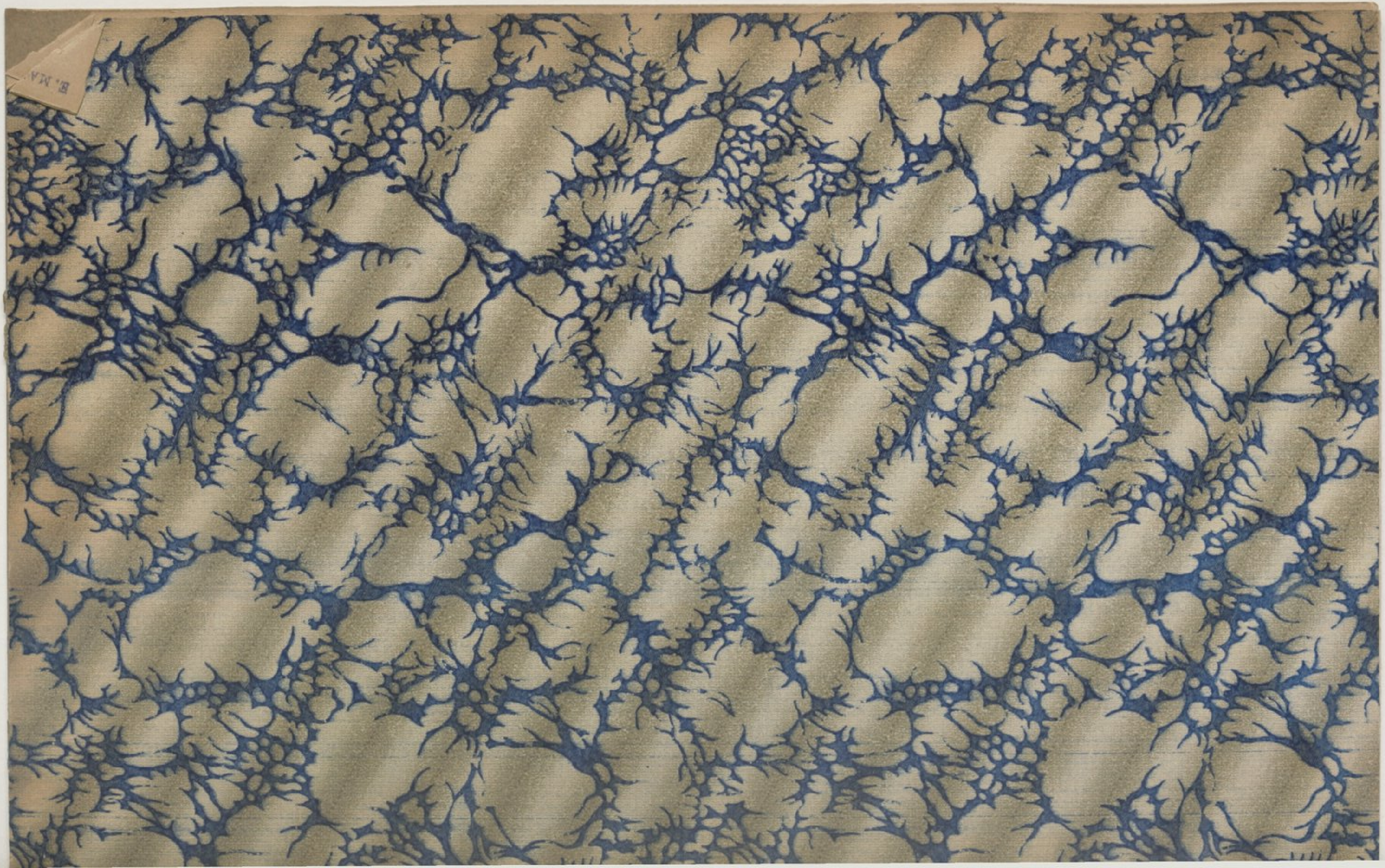
5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France





RTIN REL.

UNIVERSITÉ DE FRANCE

ACADÉMIE DE DOUAI

FACULTÉ DE DROIT

THÈSE

41

POUR

LE DOCTORAT

L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le Samedi 15 Janvier 1887,

à deux heures de l'après-midi,

PAR

DUBOIS (Charles Victor)

né à Vincennes (Seine), le 18 Octobre 1861,

Avocat à la Cour d'appel de Douai,

Lauréat de la Faculté de Poitiers.

3554

J. LEFORT, IMPRIMEUR

LILLE
rue Charles de Muyssart, 24.

PARIS
rue des Saints-Pères, 30

UNIVERSITÉ DE FRANCE

ACADÉMIE DE DOUAI — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

DROIT ROMAIN

Du Droit latin.

DROIT FRANÇAIS

De la Nationalité d'origine.

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS SERA SOUTENU LE SAMEDI 15 JANVIER 1887,

A DEUX HEURES DU SOIR,

DANS LA GRANDE SALLE DES EXAMENS DE LA FACULTÉ,

PAR

DUBOIS (Charles Victor)

né à Vincennes (Seine), le 13 Octobre 1861,

Avocat à la Cour d'appel de Douai,

Lauréat de la Faculté de Poitiers.

Le candidat devra, en outre, répondre à toutes les questions qui lui seront faites sur les autres matières de l'enseignement.

2557

J. LEFORT, IMPRIMEUR

LILLE
rue Charles de Muyssart, 24

PARIS
rue des Saints-Pères, 30

(C)

8°F
4f37-38-39.

JURY D'EXAMEN :

Président : M. DRUMEL, professeur.

Suffragants : MM. PIÉBOURG, ARTUR, Professeurs.

MOUCHET, Agrégé, chargé de cours.

FACULTÉ DE DROIT DE DOUAI

ENSEIGNEMENT :

MM.

DANIEL DE FOLLEVILLE (O. I. P. ✠), Doyen, Professeur de Code civil et de Droit international public.

DRUMEL (O. I. P. ✠), Professeur de Droit romain, Membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique, chargé du cours de Pandectes.

FÉDER (A. ✠), Professeur de Code civil et chargé d'un cours sur une matière approfondie du Droit français.

PIÉBOURG (A. ✠), Professeur de Droit romain.

GARÇON, Professeur de Législation criminelle, et chargé d'un cours d'histoire du Droit romain et du Droit français, pour le doctorat.

VALLAS, Professeur de Code civil et chargé du cours de Législation industrielle.

LACOUR, Professeur de Droit commercial terrestre, et chargé du cours de Droit commercial maritime.

ARTUR, Professeur de Procédure civile, et chargé d'un cours spécial pour le doctorat, sur les saisies.

BOURGUIN, Agrégé, chargé du cours de Droit administratif et d'un cours de Droit constitutionnel,

AUBRY, Agrégé, chargé du cours d'Économie politique et d'un cours sur la science financière.

MOUCHET, Agrégé, chargé d'un cours de Droit international privé et d'un cours sur l'enregistrement, dans ses rapports avec le Droit civil

JACQUEY, Agrégé, chargé du cours d'histoire générale du Droit français public et privé.

ADMINISTRATION :

MM.

DANIEL DE FOLLEVILLE (O. I. P. ✠), Doyen.

PROVANSAL (A. ✠), Secrétaire.

BIBLIOTHÈQUE :

M. COUSIN (A. ✠), Licencié en droit, Bibliothécaire de l'Université.

MEIS ET AMICIS

INTRODUCTION

La nationalité est le lien juridique qui existe entre un individu et un État ; elle a nécessairement varié dans sa nature et dans ses effets selon la conception que l'on avait de l'État lui-même, c'est-à-dire de la société organisée. La première forme de celle-ci a été la tribu que, sous des noms différents, l'histoire retrouve à l'origine de tous les peuples (1), et dont l'organisation est semblable à celle de la famille (dont elle a pu n'être qu'une extension); le chef y exerçait seul tous les pouvoirs (2). Par l'augmentation naturelle du nombre des hommes et des familles qui se formaient au sein de la tribu, celle-ci s'est agrandie et divisée (3) ; par la réunion de plusieurs de ces groupes, se sont constituées les *Civitates*, les petits États qui, souvent reliés en confédérations, ont été absorbés dans l'Empire romain, après le démembrement duquel une période de confusion et d'anarchie a préparé l'avènement de la Féodalité. Celle-ci a établi un ordre nouveau, subordonnant la souveraineté à la propriété et rattachant l'individu à la terre et au seigneur dont elle dépendait. Puis, sous l'influence des philosophes du XVIII^e^ siècle, s'est dégagée la conception moderne de l'État, fondée sur l'idée d'association volontaire, dont la Révolution française a commencé l'application.

Au point de vue spécial de la nationalité, on peut déduire

(1) Γένη grecque ; gentes (?) et tribus romaines ; clan écossais ; sept irlandais ; tribus frises, ditmarses, slaves, laponnes (ces dernières encore existantes); douar arabe ; dechera kabyle ; etc....

(2) Chef de geus, *paterfamilias*, cheik ou aman des Arabes, etc....

(3) En gentes, curies, etc. Les chefs de ces groupes les représentaient dans les assemblées.

de la base juridique de l'organisation sociale deux séries de conséquences : les unes, relatives à la détermination des conditions qui rangent un individu parmi les membres de tel ou tel État; les autres, relatives à la situation faite dans les divers États, d'une part, à leurs sujets ou citoyens, de l'autre, à ceux qui restent en dehors de cette catégorie, aux étrangers.

Dans la société primitive, tous ceux qui ne faisaient pas partie de la tribu n'avaient aucune participation à la protection que l'autorité patriarcale du chef assurait à ceux qui y étaient soumis. C'est probablement de là qu'est issu l'esclavage, auquel on réduisait les étrangers quand on ne les mettait pas à mort.

La rencontre plus fréquente des tribus sur la terre de plus en plus peuplée, l'union de quelques-unes, un adoucissement des mœurs dû sans doute au développement de quelques arts grossiers, mais rendant la vie moins précaire, furent probablement la cause du traitement moins rigoureux des étrangers, parmi lesquels on distingua plusieurs catégories ayant des droits plus ou moins restreints. La division des personnes à Rome offre des exemples de ces distinctions ; un des plus remarquables est le droit spécial aux Latins.

Dans les sociétés modernes, la condition des étrangers, généralement uniforme pour tous, diffère également moins, le plus souvent, de celle des citoyens, surtout en matière de droit privé; mais, par suite des rapports plus fréquents entre les peuples, la détermination des personnes que l'on doit considérer comme relevant de chaque État, surtout par leur origine, présente par elle-même, et indépendamment de la condition juridique de ces personnes, un intérêt assez considérable et peut donner lieu à des questions de souveraineté et de liberté individuelle.

DROIT ROMAIN

DU DROIT LATIN

De l'état et de la division des personnes à Rome.

Les deux faits qui ont dominé toutes les institutions de l'antiquité, l'esclavage, d'une part, et, de l'autre, le groupement des hommes libres en tribus, puis en cités, paraissent avoir été le point de départ de l'organisation de l'état des personnes à Rome et la cause de la distinction des trois éléments qui composent cet état dans son expression la plus complète : *Libertas*, *Civitas*, *Familia*. Le *Status Libertatis* appartenait à tous les hommes libres, la division en hommes libres et en esclaves étant universelle dans l'antiquité et, par suite, considérée à Rome comme faisant partie du *Jus Gentium*, bien que contraire au droit naturel (1). Il en résultait que la subdivision des hommes libres en *ingénus*, ou libres de naissance, et en *affranchis*, ou esclaves libérés, *manumissi*, s'appliquait aussi universellement. Le *Status Civitatis* consistait dans le lien entre un individu et une cité et correspondait à

(1) Cf. *Institutes*, tit. II, § 1. (Dig. 1, 5), III, § 2.

peu près à la nationalité moderne ; c'était le plus important des trois « états », supposant nécessairement la possession du premier, et comportant ordinairement le droit au troisième, à la *Familia*. Il suffisait, d'ailleurs, pour l'avoir, de faire partie d'une cité quelconque ; on pouvait même, selon certaines législations, être citoyen dans plusieurs pays à la fois, ce qui n'était pas possible à Rome (1). Les Barbares, les affranchis non citoyens, les déditices, les exilés en étaient seuls absolument dépourvus. La *Civitas* se transmettait, comme la *Libertas*, des parents aux enfants et des patrons aux affranchis. Enfin la *Familia* se caractérisait à Rome par le lien qui unissait à un auteur commun et plaçait sous sa puissance ses descendants par les mâles, légitimes, ou adoptés ou adrogés. Deux conditions étaient nécessaires pour que cette *Patria Potestas* existât : il fallait d'abord que le *Pater* fût citoyen romain ; l'organisation de sa puissance, espèce de magistrature et de sacerdoce, fonction publique, en quelque sorte, autant et plus que relation naturelle, était, en effet, exclusivement romaine, ou à peu près, comme le dit Gaius (2), et ne pouvait, à aucun titre, participer du droit des gens. Aussi, le *Connubium*, qui en est la seconde condition, puisqu'elle ne pouvait exister que sur les enfants issus *ex Justis Nuptiis*, était-il insuffisant pour la faire acquérir aux étrangers : ceux-ci n'avaient donc jamais, à Rome, de *Status Familiæ*, alors même que certains attributs du droit de cité leur étaient concédés.

Ce *Triplex Status* formait la base des prérogatives du citoyen romain, qui se distinguait des non citoyens par diverses marques extérieures (3), la toge (4), la langue latine (5),

(1) Gaius, 1, § 131 ; Dig., l. 1, § 2, 1, 50.

(2) 1, § 55.

(3) V. M. Michel (N. H.), *du Droit de Cité Romaine*, épigraphie.

(4) Pline le Jeune, *Lettres*, IV, 11 : *Carent enim togæ jure quibus aqua et igni interdictum est.* Elle était obligatoire pour les actes officiels : Cincinnatus dut la revêtir pour recevoir les délégués du Sénat qui venaient lui offrir la dictature. Cf. Tac., *Ann.* III, 26.

(5) L'emploi du latin dans les actes officiels était obligatoire : Claude enleva

toutes deux communes avec les peuples du *Latium*, et un nom composé d'après des règles spéciales et invariables, de manière à exprimer les diverses qualités civiles de la personne qu'il désignait. Ce nom se composait de cinq éléments, formant trois groupes, le premier comprenant les trois *nomina* (*Prænomen*, *Nomen Gentilitium*, *Cognomen*); le deuxième, l'indication de la tribu et de la cité, ou quelquefois de hautes fonctions remplies; le troisième, la désignation du père qui, pour les affranchis, était remplacée par celle du patron. Le *Cognomen* était la plus personnelle de ces dénominations; aussi, lorsqu'il était devenu héréditaire dans une famille, en ajoutait-on un second pour distinguer les divers membres entre eux. Lorsqu'un étranger acquérait le droit de cité, c'était son nom qui devenait *cognomen;* il empruntait le *prænomen* et le *nomen gentilitium* du magistrat qui le recevait citoyen (1).

Ces dénominations, surtout celles qui désignaient la tribu et la famille, n'avaient pas leur raison d'être pour les membres des *exteræ nationes*, puisqu'ils ne faisaient partie d'aucune *gens*, d'aucune *familia*, ni d'aucune tribu romaine, et n'avaient d'une manière complète et générale, au point de vue romain, que le *Status libertatis*. Le respect de la liberté de l'étranger, moins bien protégée, à la vérité, que celle du citoyen romain, constituait, sur l'état primitif, où probablement aucun droit n'était reconnu à ceux qui n'étaient pas membres de la cité (2), où leur existence n'était même probablement pas garantie, un progrès déjà réalisé sans doute à l'époque où le Droit romain s'est formé. Celui-ci paraît de plus avoir toujours distingué parmi les étrangers diverses catégories ayant chacune

sa qualité de citoyen romain à un Lycien, parce que, interrogé devant le Sénat sur des troubles survenus dans son pays, il ne comprit pas les questions posées en latin. (Dion Cassius, LX, § 17.)

(1) Sur l'emploi des *Tria Nomina*, v. au Dig. l. 12 § 1, *qui Testamentum facere possunt* (XXVIII, 1). Cf. Sénèque, IV, 8; Juvénal, *Sat.* V, 125-127; Lex Julia Municipalis, l. 142; v. M. Michel, *du Droit de Cité Romaine.*

(2) Cet état se renouvelait en cas de guerre et subsistait à l'égard des Barbares.

une condition juridique un peu différente de celle des autres, et une dénomination particulière qui a varié selon les temps. Anciennement, on appelait *Hostes* (d'*hostire*, exprimant une idée d'égalité) ceux des étrangers qui étaient unis à Rome par un *Fœdus par* et vivaient sous leurs lois (1), par opposition aux peuples avec qui l'on était en guerre, *Perduelles*, et pour lesquels il n'y avait aucun droit. Plus tard, sous la République, on appliqua aux étrangers avec qui l'on était en paix le nom de *Peregrinus*; le mot *Hostis* désigna ceux avec qui l'on était en guerre; *Barbare*, ceux avec qui l'on n'avait aucun rapport (2). Parmi les Pérégrins, il y avait aussi plusieurs catégories, qui différaient entre elles par la nature des rapports entre Rome et les diverses cités et les droits reconnus à leurs membres, individuellement. On distinguait les états libres, *Civitates liberæ ac federatæ*, *Socii*, puis les *Déditices*, c'est-à-dire ceux qui avaient été soumis par les armes (3). C'est surtout parmi les peuples italiques que se trouvaient les alliés, et les peuples du *Latium*, ou, plus généralement, alliés du nom latin, étaient les mieux traités par la législation romaine, comme l'indiquent les dénominations ordinairement appliquées aux alliés italiens (4) : *Socii nomenque Latinum*, *Socii et Latium*, *Socii nominisque Latini*, qui distinguent des autres *Socii* les *Populi Latini* ou *Latinorum*, appelés aussi *Civitates Latinæ*, *Gens Latinorum*, etc. Ceux-ci n'en étaient pas moins des *Pérégrins* (5), et à ce titre étaient

(1) Varron, de L. L.; v, 1 : *Multa verba aliud nunc ostendunt, aliud ante significabant ut « Hostis; » nam tum eo verbo dicebant Peregrinum qui suis legibus uteretur; nunc dicunt eum qui tum dicebant « Perduellem. »* Cf. Festus, s. v. *Hostis,* lib. VIII, 76, 7 : *Hostis apud antiquos peregrinus dicebatur, et qui nunc hostis, perduellio.*

(2) V. L. 234, Pr. Dig., L, XVI; *de Verb. sign.*; l. 118, *ibid.*; l. 24 Dig., XLIX, XV, *de Capt.*

(3) Gaius, I, § 14 : .... *Victi se dediderunt.* V. T. L., VII, 31.

(4) Cic. *in Verrem*, V, 24; *pro Balbo*, 8; *pro Sestio*, 13; *Brutus*, 46; *de Repub.*, VI, 12; Salluste, *Jugurtha*, 95.

(5) Gaius, I, § 79; Tite Live (XLIII, 13) parle d'un prodige arrivé à Frégelles, colonie latine, *peregrino loco*, par opposition à des villes ayant la *Civitas* (Réates, Minturnes, Cumes).

régis à Rome, en principe, par les règles du « Droit des gens », c'est-à-dire par les principes du Droit romain qui étaient considérés comme dérivant de toute organisation juridique, et opposés comme tels à ceux qui appartenaient exclusivement au droit d'une cité sans résulter nécessairement de la nature des choses. Cette distinction du *Jus Gentium* et du *Jus Civile* ne fut d'ailleurs jamais complétée par des définitions bien précises, et les Romains ne paraissent en avoir eu qu'une conception assez confuse. A ce point de vue, la différence entre les *Pérégrins* ordinaires et les *Latins* était marquée par ce que ceux-ci avaient accès à une partie des droits résultant du *Jus Civile*, comme les citoyens romains, et en vertu de la jouissance de certains démembrements de la *Civitas* qui leur appartenaient et dont la détermination constitue l'étude de la compréhension du Droit latin.

Mais il est nécessaire de connaître préalablement son extension, c'est-à-dire les conditions nécessaires et suffisantes pour être Latin.

La « latinité » a d'abord appartenu aux cités latines, ou plutôt à leurs citoyens, les *Latini Veteres;* un certain lien fédératif unissait ces peuples en une ligue où Rome occupe une place plus ou moins importante suivant les époques, jusqu'au moment où elle la détruisit et soumit ses anciens alliés égaux. Il y avait aussi entre eux une communauté d'origine que la similitude de mœurs et de langue révèle : de là, sans doute, la position privilégiée des Latins au milieu des autres alliés, position qui paraît avoir été quelque peu modifiée à leur désavantage après la dissolution de la ligue, en 338 de Rome. Le même droit fut appliqué à partir de ce moment à une partie des colonies fondées par Rome, auxquelles, après la concession du droit de cité à tous les Italiens, accordée par les lois *Julia* et *Plautia Papiria*, en 664, furent assimilés diverses cités et même quelques pays. Enfin, beaucoup plus

tard, en l'an 671 ou 772 (1) de Rome, la loi *Junia Norbana* créa une nouvelle cause de Latinité tout artificielle, si l'on peut ainsi dire, en ce que les personnes visées par cette loi n'étaient pas des Pérégrins et n'avaient rien de commun avec l'ancien Latium ou les pays plus récemment investis de la qualité de latins, qu'elle attribua à des affranchis de citoyens romains, qui, par suite d'un vice dans la *manumissio*, n'avaient pas droit, antérieurement, à la liberté, sauf lorsque le préteur intervint pour la leur faire avoir en fait. La loi *Ælia Sentia* apporta quelques modifications à la loi précédente; les droits des « Latins Juniens, » ainsi qu'ils furent appelés du nom de la loi qui les avait créés et de la position qu'elle leur donnait, paraissent avoir différé un peu de ceux des « Latins des Colonies, » *Latini Coloniarii*, sur laquelle fut calquée en principe leur condition.

Pour les trois classes de Latins, cette qualité était héréditaire : au cas de *Connubium*, permettant de contracter les *Justæ Nuptiæ*, il suffisait que le père fût Latin (2) pour que son enfant le fût aussi. Toutefois, un sénatus-consulte, rendu sous Hadrien, et qui paraît avoir tranché une ancienne controverse, décida que l'enfant d'un Latin et d'une citoyenne romaine serait, même en ce cas, citoyen romain (3). Cette dérogation était destinée à empêcher que l'enfant eût une situation moins favorable lorsqu'il était né *ex Justis Nuptiis* que lorsque ses parents n'étaient unis que par le lien d'ordre inférieur du concubinat. Hors du *Legitimum Matrimonium*, ainsi que l'on nomme quelquefois les *Justæ Nuptiæ*, l'enfant, dont l'un des parents était Latin, suivait la condition de sa mère selon la loi commune ; il importait peu, si la mère était Latine, que le père fût citoyen romain ou pérégrin : l'enfant était Latin (4).

(1) Il y a controverse sur cette date. V. Ch. III, § Ier de la Sect. I.

(2) Sa condition s'appréciait au moment de la conception.

(3) V. Gaius, I, §§ 77-80.

(4) Gaius, I, § 66, §§ 80, 81, §§ 67, 71 ; la condition de la mère était celle

Enfin, les affranchis des Latins recevaient de leurs maîtres, devenus leurs patrons, la « liberté latine. »

C'étaient là les causes générales qui attribuaient à un individu la jouissance du *Jus Latii*, ainsi appelé du pays de ses plus anciens titulaires. Mais le plus important est de déterminer les conditions que ce droit supposait et les effets qu'il comportait spécialement pour chaque classe de Latins.

CHAPITRE I

Des Latini Veteres.

La nature des rapports qui existent entre des peuples, leur situation vis-à-vis de ceux qui les environnent, leur organisation politique et sociale, telles peuvent être les causes qui influent sur les droits attribués par chacun d'eux aux membres des autres : le nombre et la diversité des populations de l'Italie ancienne, en mettant en présence des races différentes, ont dû favoriser cette influence et donner lieu à des distinctions juridiques entre les personnes, selon qu'elles appartenaient aux cités que leur affinité portait à se grouper ou à des peuples que leurs traditions rendaient ennemis, à des républiques puissantes dont on désirait l'alliance ou dont on redoutait la domination, ou à des peuplades faibles dont on n'avait rien à craindre et que l'intérêt ne commandait pas de ménager, mais portait plutôt à asservir. Ce sont des circons-

qu'elle avait au moment de la naissance, sauf au cas de changements successifs pendant la grossesse : on appliquait alors la condition la plus favorable. (Gaius, I, §§ 89, 90; Paul, *Sent.* II, XXIV, §§ 2, 3; Marcien, L. 5, §§ 2, 3, Dig., I, V; *Inst.*, I, IV, Pr.; L. 4 Code, IV, XLIX.)

tances de cette nature qui ont valu aux *Latini Veteres* les avantages que leur reconnaissait le Droit romain, puis qui les ont fait restreindre.

SECTION I

Extension du Droit latin ancien, ou quelles personnes jouissaient du Droit latin ancien.

I. Les plus anciens habitants de l'Italie paraissent avoir été, au commencement de la période historique(1), des Pélasges (2), connus sous le nom de Tyrrhéniens et venus de Lydie, d'après Hérodote (3), et établis entre le Tibre et l'Arno. Là, comme dans les autres pays où cette race s'est fixée, des travaux pour ainsi dire impérissables et qui rappellent par leur longue durée ceux de l'Égypte, ont marqué son passage. Son culte, qui personnifiait dans les trois Cabires le principe générateur du monde, s'est aussi conservé longtemps, puisque l'initiation aux mystères de Cabires (deux d'entre eux étaient les Dioscures Castor et Pollux) était considérée comme un acte de haute dévotion. Après les Pélasges, les Ligures et les Ombriens (4), peuplades d'origine probablement gauloise, puis les Étrusques, venus on ne sait d'où, occupèrent le nord et l'ouest de l'Italie. Les Étrusques conquirent les pays des Pélasges et des Ombriens :

(1) Des antiquités trouvées dans le Latium font supposer que cette partie au moins de l'Italie a été habitée dès l'époque de la pierre polie; mais dans l'état actuel de la science, ces découvertes ne présentent qu'un intérêt à peu près exclusivement archéologique; l'histoire et le droit surtout ne sauraient guère en tirer parti.

(2) Servius *in Æneid.*, VIII, 600 : *Pelasgi primi Italiam tenuisse præhibentur.*

(3) I, 94. Cp. Virgile, *Æneis,* VIII, 479-480 : ... *ubi lydia quondam Gens bello præclara jugis insedit etruscis.*

(4) Appelés par Pline *Gens antiquissima Italiæ.* Les Ombriens parlaient un idiome italique : cela a fait supposer qu'ils appartiendraient à la famille des Osques Sabelliens, quoique leurs mœurs les rapprochassent des Gaulois.

ceux-ci formaient une confédération puissante dont les destinées, à partir de ce moment, furent unies à celles des douze peuples étrusques. Quant aux Pélasges, les uns, des Sicules, passèrent en Sicile ; les autres vécurent sous la domination étrusque, formant une classe d'artisans qui eut probablement sa large part dans les travaux d'utilité ou d'art qui portent le nom des conquérants, nom emprunté par ceux-ci au pays où ils s'étaient établis (1). Les autres peuples qui habitèrent l'Italie à cette époque assez reculée, furent, outre les « Casci (2) » ou aborigènes, cantonnés dans les monts escarpés du centre, les Grecs qui avaient fondé au sud de la péninsule plusieurs colonies très florissantes et auxquels s'assimilaient très facilement, paraît-il, les Pélasges italiens, sans doute à cause de la commune origine, les Grecs étant issus de tribus pélasgiques ; puis des Gaulois, au nord.

II. La plupart de ces peuples en étaient à cette phase de l'histoire qui est caractérisée par la confusion dans des sociétés ayant déjà une organisation assez complète, des pouvoirs et des autorités si distincts dans les États modernes, et notamment des fonctions sacerdotales, civiles et militaires. D'après un historien italien, M. Micali (3), cet état de choses aurait son

(1) Les Étrusques se nommaient eux-mêmes « Rasenas; » le nom de Tyrrhéniens est devenu le leur : Τυρρῆνοι, Τυρσηνοι, chez les Grecs; *Turscum*, chez les Ombriens, d'après la Table Ingubine; *Tursci, Etrusci*, chez les Latins. La langue étrusque, objet de beaucoup d'études qui n'ont abouti qu'à faire connaître une vingtaine de mots, serait, paraît-il, indo-européenne, au moins en partie (V. *Revue historique*, t. XXVII, p. 409, et références) et se rapprocherait plus du grec que les autres langues italiques; d'autre part, certains usages des Rasenas ressemblent à ceux des Slaves; cette dualité de caractères tient peut-être, comme les deux genres de figures que l'on trouve sur les monuments et les objets d'art (les unes monstrueuses et difformes, comme celles des Égyptiens et des Asiatiques, les autres à traits fins et moins différentes des travaux des Grecs), à la coexistence des deux races, Rasenas et Pélasges. (V. M. Duruy, *Histoire des Romains*, Introd., Étrusques et Ombriens.)

(2) Osques et Sabelliens. Festus, s. v. *Aborigines : A. appellati sunt quod errantes convenerant in agrum qui nunc est populi Romani. Fuit enim gens antiquissima Italiæ.... « Aborigines » proprie « aberrigines » diu narrant.*

(3) *Storia degli antichi popoli italiani*, I, p. 142.

origine dans l'antique Orient ; mais l'organisation des cités italiennes diffère de celle des théocraties asiatiques, en ce que celles-ci ont une caste sacerdotale, placée en dehors et au-dessus des autres classes dans la hiérarchie sociale et surtout politique, tandis que celles-là ont des chefs qui réunissent les divers caractères religieux et politiques. Cette dernière manière de concevoir le gouvernement peut être le résultat du mode de formation des sociétés antiques. La tribu, qui a pu n'être d'abord qu'une extension de la famille et qui n'était encore à Rome qu'une réunion de *Gentes* (1), doit avoir préexisté partout à la cité, et, ce qui tend à le prouver, c'est que la division en tribus était assez générale dans les cités antiques. Or, il est probable que, dans la tribu (et dans la *gens*) comme dans la famille, il n'y avait qu'un seul chef ayant cette autorité patriarcale qui se retrouve dans la *Patria Potestas* du chef de la *Familia* romaine. Le même faisait les sacrifices pour le culte du groupe à la tête duquel il était placé, rendait la justice et conduisait les guerriers. Il n'est pas étonnant que les chefs qui, sous des noms divers (2), ont exercé le pouvoir dans la première organisation des cités, n'aient participé au caractère de ceux qui existaient seuls avant cette organisation. C'est chez les Étrusques que cette union étroite de la politique et de la religion s'est le plus nettement manifestée dans le « lucumon, » qui était, à un degré égal, d'une part, chef militaire, de l'autre, chef religieux. Chez les chefs (« Dictateurs » ou « Préteurs ») des Latins et des Sabins, et chez les Patriciens (ceux-ci chefs de leur *familia*, et de tous ceux qui s'y rattachent, clients et serviteurs), le caractère militaire l'emportait sur le caractère religieux ; aussi leur autorité s'imposait-elle d'une manière moins absolue.

Ce mélange des choses divines et humaines produisait ses

(1) Il est à remarquer que, dans la langue littéraire, *Gens* se traduit tantôt par « famille » et tantôt par « nation. »

(2) « Lucumon » étrusque, « Meddix Futicus » campanien, « Préteur » ou « Dictateur » latin, etc....

effets aussi bien sur le droit privé que sur le droit politique : la propriété, et surtout celle du sol, avait une base religieuse manifestée par les bornages solennels faits par les *Agrimensores* (1), institution étrurienne qui est passée dans le droit romain, les formes sacramentelles de la transmission, le culte du dieu « Terme, » protecteur des limites et de la propriété elle-même, etc.... Cette organisation de la propriété peut s'expliquer par ce fait que la plupart de ces peuples s'étant fixés en corps sur le territoire qu'ils occupèrent, c'était la tribu, l' « état, » si l'on peut ainsi dire, qui, maître du territoire conquis ou nouvellement occupé, avait dû en distribuer la plus grande partie à ses membres : quoi d'étonnant si ce partage a emprunté le caractère religieux du chef qui y procédait (2)? Il faut ajouter, en ce qui concerne les Étrusques, que leur agriculture, très prospère et très en honneur, était aussi considérée comme une chose religieuse et avait une réglementation, soi-disant révélée par le nain fabuleux Tagès, et formant une sorte de rituel. Enfin, l'on peut dire qu'en général un acte, pour avoir une sanction civile, avait besoin de revêtir certaines formes sacra-

(1) Augures et Prêtres. (V. Ovide, *Fastes*, II, 639-684). Il est facile d'expliquer que les usages étrusques se soient implantés chez d'autres peuples, notamment chez les Romains, s'il est vrai, comme on l'a avancé (M. J.-G. Cuno, *Etruskische Studien*), que les Étrusques se sont répandus, à une certaine époque, dans toute l'Italie. Ils paraissent du moins avoir dominé le Latium du temps des Tarquins : de là, leur influence sur le droit et les usages romains.

(2) Les « lois agraires » constituaient ou plutôt ordonnaient une opération analogue, dont l'objet était cette partie du sol, nommée *Ager Publicus*, que l'État avait conservée par devers lui lors des premiers partages.

Une plus grande analogie existe entre ce qui devait se passer lorsque des tribus se fixaient dans un pays et ce qui constituait la fondation d'une colonie par les Romains : il y avait un partage des terres précédé de la prise des auspices et de la *Limitatio* et une assignation de lots (Cp. *la soumission des Herniques*, en 486, T. L., II, 41); on laissait ordinairement un tiers des terres aux anciens habitants.

Les villes aussi avaient leur enceinte sacrée et le *Pomœrium*, au delà duquel étaient relégués primitivement tous ceux qui ne se rattachaient pas aux *Familiæ* patriciennes, les plébéiens et les étrangers.

mentelles, qui marquaient, au moins à l'origine, une intervention sacerdotale.

Le résultat pratique de cette organisation était une influence et une puissance considérables au profit de la classe des patriciens qui connaissaient seuls ces solennités et avaient seuls qualité pour les accomplir. De là, la position très inférieure des plébéiens et des étrangers, ceux-ci n'ayant aucune participation aux *Sacra*, et par suite, généralement exclus de tous les actes juridiques ou à peu près, sauf ce qui tenait au *Jus Gentium*, à moins qu'un citoyen ne les prît sous sa protection comme « hôtes, *hospites* », ou « clients, » les faisant ainsi bénéficier des avantages qui appartenaient aux membres de sa *Familia*, à laquelle le client était rattaché.

Dans le très ancien temps, il n'y avait pas en Italie, ainsi que cela se conçoit aisément, de villes au sens propre du mot, mais, d'après Marquardt (1), des espèces de communes ou de cantons (*Geschechtergemeinschaften* ou *Gauen, pagi*) (2), composés d'un certain nombre de cabanes ou de maisons de village (οἶκοι, *vici*) (3), avec un lieu fortifié (*Burg, arx, castellum*) au centre : c'était là que l'on se retirait en cas de danger, c'est-à-dire d'attaque des voisins, et ce sont probablement ces espèces de citadelles qui ont été le point de départ des villes qui se sont formées par la suite ; cette organisation peut se résumer en une association des *Pagani*. Mais elle se rattachait à une communauté plus importante (*Groesse Allgemeinschaft*, dit Marquardt), à la confédération que formaient

(1) *Rœmische Staatverwaltung*, I, p. 4 (*die Stædtischen Gemeinden*) « *Pagi.... Geschechtergemeinschaften oder Gauen in welchen Hütten und Hœfe zerstreut lagen, oberfür in dem Kriegfall eine Burg verhanden war, welche den Gaugenossen zur Zutluchstætte diente und die Heiligthüoner schuetzte....* »

(2) *Pagus* viendrait de πηγή, d'après les anciens (Festi *Epit.*, p. 221 M.); de πήγνυμι, d'après les modernes; la racine de l'un et de l'autre est παγ, exprimant l'idée d'enfoncer; πηγνυμι, comme *pango*, signifie également « attacher, réunir. »

(3) Du radical Οικ, idée de maison.

généralement les peuples de même race, auxquels s'adjoignaient quelquefois ceux qu'ils avaient vaincus, comme les Ombriens à la ligue étrusque, qui comprenait auparavant douze petits peuples, avec une assemblée commune à Voltumna. Cette idée de république fédérative paraît avoir été très familière aux petits peuples italiens, ainsi que l'atteste le grand nombre de ligues qu'ils avaient formées, usage qui était aussi suivi par les Grecs italiotes qui avaient une *Amphictyonie* fondée par Alexandre le Molosse. Le besoin de sécurité a dû contribuer à ce groupement de peuplades que leur origine rapprochait d'ailleurs. Le lien fédératif était généralement assez faible, et, le plus souvent, il n'y avait pas de pouvoir commun permanent, mais seulement des assemblées qui réunissaient de temps en temps les confédérés et donnaient lieu à des cérémonies religieuses. Car, dans la ligue, comme dans la famille et dans la cité, c'était surtout le culte commun qui unissait les individus ou les groupes : aussi chaque ligue, comme chaque famille, comme chaque cité, avait-elle un dieu particulier dont le sanctuaire était le lieu de réunion des députés des cités (1). Il n'y avait guère que dans le cas d'une guerre commune qu'un chef commandât à l'ensemble des confédérés (2) ; les guerres entre les peuples d'une même ligue n'étaient pas très rares, seulement elles paraissent avoir supposé, au moins dans certaines confédérations, des déclarations préalables, nécessaires pour rompre le *Fœdus*, et faites selon les règles du *Jus Feciale*, qui fut d'abord connu chez les Ligures et chez les Eques, peuples qui se distinguèrent cependant par leurs mœurs

(1) Voltumna pour les Étrusques, Férentina pour les Latins; puis Lavinium (culte de Vénus) et Laurentium; Aricie pour les Eques, Rutules, Volsques (culte de Diane); les Étrusques connaissaient aussi un dieu suprême, « Tinia, » outre les « *Dii consentes,* » personnifications des forces de la nature, à la différence des autres Italiens et à la ressemblance des Asiatiques.

(2) Roi étrusque ; « embradur » (imperator) Sabellien ; Dictateur de Tusculum, chef des Latins (Egerius fut élu pour faire la dédicace du temple commun d'Aricie).

guerrières et leurs fréquentes incursions chez leurs voisins. Les derniers se rattachent à la même souche que les Latins (1).

§ I

De la confédération latine.

En ce qui concerne particulièrement l'union des peuples latins, il y a à déterminer en premier lieu la composition de cette ligue. Elle se forma par l'établissement dans les plaines occidentales du centre de l'Italie, entre le Tibre et le Liris, des « Osques » ou « Opiques » (2), précédemment fixés dans l'Apennin, et se prétendant autochtones (3), ainsi que les « Sabelliens » qui restèrent sur les pentes de l'Apennin, et dont le principal peuple était les Sabins, le plus ancien probablement (4). Ceux-ci s'avancèrent plus tard jusqu'au Tibre par le mont Lucrétile, après avoir refoulé les habitants qui les avaient précédés. Tous ces montagnards sabelliens se distinguaient, comme ceux de la Suisse, par leur austérité, leur tempérance, leur probité et leur attachement à leurs dieux. Par suite de l'usage des « Printemps sacrés, » qui consistait à vouer aux dieux, dans les moments de disette ou par crainte de quelque calamité, tout ce qui naissait en mars, y compris les jeunes gens qui, sans doute par un progrès, étaient conduits, à l'âge de vingt ans, hors du territoire et allaient s'établir ailleurs, en suivant un animal sacré, les peuples issus des Sabelliens furent assez nombreux, et l'on peut citer comme les

(1) C'est d'eux que Virgile dit : *Convectare juvat prædas et vivere rapto* (*Æneis,* VII, 749); Cf. Tite Live, I, 32.

(2) Aurunces, Ausones. Venus de l'est de l'Italie, anciennement occupée par les Illyriens, qui paraissent être de race pélasgique et dont la langue ressemblait à la leur, les Osques avaient probablement la même origine. Leur migration date de l'an 1000 (?)

(3) L'Italie a été quelquefois appelée « Opica. »

(4) Virg., *Æneis,* VII, 178 : *Paterque Sabinus....*

plus importants ceux qui, au nombre de onze (1), formaient la grande confédération samnite.

Quant aux Osques ou Opiques, auxquels les Romains appliquaient indistinctement la dénomination de Latins, ils étaient aussi divisés en plusieurs peuples ou ligues (2), parmi lesquelles celle des *Prisci Latini*, établis entre Tibur et la mer d'une part, sur une longueur de 53 kilomètres, et, d'autre part, entre le Tibre et une ligne passant au delà du mont Albain, sur une largeur de 30 kilomètres. Dans cet espace, bien restreint si on le compare aux territoires occupés par les États modernes, étaient trente cités ou villages (*pagi*), indépendants les uns des autres, quoiqu'unis par un lien fédératif, qui donnait lieu à des sacrifices communs en l'honneur de Jupiter Latiaris. Ces sacrifices se célébraient sur le mont Albain (3), ce qui marque la supériorité d'Albe sur les autres cités de la ligue. Le nom d'« Albains » que portaient aussi les *Prisci Latini* ou *Casci* prouve également ce fait. Il est probable en outre qu'Albe était la plus ancienne de ces cités, la première fondée par les Osques à leur arrivée dans le pays qui devint le *Latium* : cela expliquerait qu'elle fût restée la métropole des autres *pagi* fondés par la suite, et, en même temps, cela paraît avoir été la croyance des anciens Romains : *Omnes Latini ab Alba oriundi*, dit Tite Live (4).

(1) Vestins, Marrucins, Péligniens, Marses, au N. ; Sentriens, Hirpins, Caudiniens, Caracénins, Frentans, Picentins, Lucaniens, au S. ; en dehors de la confédération Samnite et les Sabins proprement dits, les Picénins.

(2) Eques, Herniques, Volsques, Ausones ou Aurunces. Les Osques qui s'établirent dans la Campanie furent soumis par les Étrusques et les Grecs avant la fondation de Rome, excepté les Sidicins de Téanum et les Aurunces de Calès. Les Rutules avaient la même origine que les Prisci Latini.

La langue latine est dérivée de l'osque : le peuple comprenait les « Atellanes, » comédies osques importées à Rome en 391.

(3) Il y en avait aussi à Lavinium. Un culte était rendu à Janus, Saturne, Faunus, Latinus, à Évandre et à sa mère Carmenta, personnages plus ou moins historiques et légendaires.

(4) I, 52.

Outre le lien politique et religieux entre les diverses cités latines, s'il faut croire à quelque fondement de vérité dans les récits légendaires relatifs aux premiers âges de ces peuples, des unions par mariage auraient été assez fréquentes entre leurs membres (1). Et cela n'a rien qui surprenne si l'on considère que leur origine, leur langue, leurs institutions, leurs mœurs étaient les mêmes. Chacune des trente cités avait son culte, son temple, ses vestales, ses prêtres, son sénat.

§ II

De l'origine de Rome et de ses rapports avec la confédération latine.

Au point de vue du droit des *Latini Veteres* à Rome, ce qu'il importe le plus de connaître, c'est la situation respective des peuples romain et latins qui a dû résulter des circonstances dans lesquelles Rome a été fondée environ trois cents ans après l'établissement des Casci. (753 av. J.-C.?)

I. Mais on n'a à cet égard que des données incertaines, les légendes étant à peu près la seule base des reconstitutions historiques des premiers temps de Rome, si l'on ne veut pas en être réduit à des hypothèses qui peuvent n'être que des conceptions purement subjectives.

Peut-être en est-il ainsi de l'explication présentée par M. Otto Gilbert, d'après laquelle Rome aurait été formée par la réunion en deux groupes, puis en un seul, de sept villages fortifiés établis sur les collines et dont les rois auraient été la personnification (2). Mais ce système paraît donner une part trop restreinte à l'influence étrusque et sabine et, de plus, l'existence de certains des rois de Rome est presque prouvée.

(1) Évandre, Énée, Tibur, Ulysse (?), et autres; les Romains et les Sabines, plus tard....

(2) *Zeitalten des roemischen Geschichte*, 6e édit.; cf., en sens contraire, Zaller, *Latium und Rom.*

Il se peut que Romulus et Rémus eux-mêmes ne soient pas des personnages fabuleux et qu'ils se rattachent à la famille royale d'Albe ; obligés de quitter leur patrie à la suite de luttes dynastiques ou à cause de leur naissance illégitime (1), ils se seraient établis avec une troupe d'aventuriers militaires (les *Ramnes*), semblables aux Mamertins (2) et aux condottieri du moyen âge, sur les collines de Rome, probablement déjà habitées. Unis ensuite avec les Sabins venus de Cures avec leur roi Tatius (les *Titienses*), ils auraient formé un nouveau *pagus* qui s'augmenta plus tard d'une tribu d'origine étrusque (les *Luceres*). La situation de la cité naissante au milieu des *Prisci Latini* fut sans doute d'abord très inférieure, à en juger par les récits des historiens sur les relations avec ses voisins. Il n'est pas certain d'ailleurs qu'elle ait été unie par le *fœdus* avec tous les peuples de la ligue qui reconnaissait l'hégémonie d'Albe, et, de documents empruntés à Varron, on a conclu qu'il y a eu, à une certaine époque, deux confédérations latines, l'une ayant Albe, et l'autre Rome pour chef-lieu (3). Cela est contestable, mention n'étant faite des féries latines sur l'Aventin qu'après la destruction d'Albe. De plus, pour que Rome ait disputé à celle-ci sa suprématie, il faut bien qu'elles aient fait partie de la même ligue. La même conclusion peut se tirer et de la cause de la guerre amenée par la trahison du dictateur albain Mettius Suffétius, et de la manière dont le différend fut vidé en champ clos, et des liens qui unissaient les familles des champions. C'est encore vraisemblablement pour la même raison qu'après la destruction d'Albe, ses habitants, transférés à Rome, y conservèrent le rang et les droits qu'ils

(1) Les noms donnés à leur mère par les légendes rendent cette hypothèse assez vraisemblable : Rhéa, c'est-à-dire Rea, accusée (d'avoir violé ses vœux de vestale), Lupa, ou courtisane, d'après une autre légende, etc....

(2) Festus, s. v. *Mamertini* (Printemps sacré parti du Samnium et établi en Sicile).

(3) M. O. Seeck, *Museum Philologie, Neue Folge,* vol. XXXVII, 1882, pp. 125 et 598-609 (rapporté dans la *Revue historique*).

avaient dans leur patrie. A ce moment, un traité fut conclu entre Rome et les Latins ; quatre villes qui le rompirent sous Ancus Martius subirent le sort d'Albe. L'union des peuples du Latium fut plus étroite sous la dynastie étrangère des Tarquins, sans doute étrusque, comme le font supposer l'introduction à Rome des divinités étruriennes et la création de sénateurs, de vestales et de patriciens pris parmi les *Luceres* (1). Le successeur de Tarquin l'Ancien, Servius Tullius ou Mastarna (2), chef d'une troupe d'aventuriers, arrivé au pouvoir par l'assassinat du jeune Tarquin, sentant la nécessité de s'attacher la plèbe et les Latins pour résister à la noblesse étrusque, fut l'auteur de diverses réformes : la division du territoire en quatre tribus, comprenant tous les habitants; la concession de terres ; le classement des citoyens selon leur fortune, le cens; et l'établissement des comices par centuries (3). Le traité avec les Latins fut renouvelé (4), et le seul avantage que Rome paraît obtenir à cette époque, est l'établissement sur le mont Aventin d'un lieu de réunion et d'un sanctuaire communs aux confédérés (5). Les tendances dominatrices de Rome commencent à se manifester d'une manière plus apparente sous Tarquin le Superbe, gendre du précédent d'après les écrivains latins, fils de son frère naturel d'après une interprétation des peintures de Vulci, et, plus certainement, son meurtrier. Ce dernier, soit par ruse, soit à la suite d'une guerre, obtient un nouveau traité établissant que les armées de toute la confédération seraient commandées en chef par des généraux romains.

Les liens ainsi resserrés par Tarquin le Superbe entre les

(1) Cic., *de Republ.*, II, 20; Tite Live, I, 36; Valère Maxime, III, IV. 2.

(2) D'après un récit étrusque connu par un discours de l'empereur Claude, gravé sur une table de bronze trouvée à Lyon en 1524, combiné avec des peintures découvertes à Vulci, en 1857, dans un tombeau.

(3) Cic., *de Rep.*, 22; T. L., I, 42, 43, 44; Den. Hal., IV, 14-21.

(4) Den. Hal., IV, 26, 27.

(5) Précédemment à la source Férentine. Festus, s. v. *Prætor ad Portam;* T. L., I, 50, VI, 25; Den. Hal., III, 34, 51.

Latins et les Romains se relâchèrent après la révolution de 510, faite par Brutus et autres à la suite de la mort de Lucrèce et qui aboutit à la chute définitive des Tarquins et à l'établissement de la République. Les Latins cherchèrent à se rendre complètement indépendants de Rome, et il y eut des luttes entre les peuples de la ligue. La bataille du lac Régille et un danger commun, les invasions des Eques et des Volsques, déterminèrent une nouvelle alliance, sous le consulat de Spurius Cassius Viscellinius et de Titus Postumus Cominius Auruncus (493 av. J.-C.). On voyait encore du temps de Cicéron une colonne de bronze sur laquelle était gravée la teneur (1) du traité, dont les clauses principales révèlent une base d'égalité : paix perpétuelle entre Rome et les Latins, secours réciproques en cas d'attaque, partage du butin commun, commandement des armées de la ligue alternativement par des généraux romains et latins. Sept ans plus tard (en 486), les Herniques, par un traité conclu avec le même Spurius Cassius, furent admis dans la confédération au même titre que les Latins proprement dits (2). L'année suivante, fut votée la loi agraire (la première de ce nom), malgré l'opposition des patriciens, concessionnaires de l'*Ager publicus*, qu'elle avait pour but de distribuer en partie aux plébéiens, aux Latins et aux Herniques. Ces derniers entraient pour un tiers dans la composition des armées de la ligue, comme les Romains et les Latins (3).

Assez affaiblie pour avoir besoin de l'aide de ses voisins,

(1) Conservée par Den. Hal. (VI, 95) et résumé par Tite Live (II, 33). Cic., *Pro Balbo*, 23 : ... *quod quidem nuper in columna ænea meminimus post Rostra incisum et præscriptum fuisse...?*

Festus, s. v. *Prætor ad Portam*, rapporte un usage suivi depuis la destruction d'Albe jusqu'au consulat de Décius Mus : la reconnaissance du préteur romain par un délégué latin.

(2) Ainsi que cela avait eu lieu sous Tarquin (ce qui explique le nombre de 47 villes au lieu de 30); Den. Hal., IV, 48; T. L., VIII, 69, 72, 77; IX, 5; v. aussi, II, 41.

(3) III, 22 (T. L.).

Rome semble recommencer son histoire et traite avec égard ses alliés qui, l'entourant comme d'un cordon de sentinelles, subissent avant elle les incursions des Volsques et des Eques et lui donnent le temps de se préparer à repousser l'ennemi commun. Cette situation lui permet d'augmenter ses forces tandis que ses alliés voient diminuer les leurs. C'est ce que sentent les Latins qui ne tardent pas à renouveler leurs efforts pour rompre la ligue (1). Depuis les invasions des Gaulois, ces tendances séparatistes se manifestaient de plus en plus, malgré un renouvellement du traité en 358. L'éloignement des Gaulois, l'affaiblissement des Volsques, l'abandon par Rome de l'alliance des Sidicins et des Campaniens, enhardirent sans doute les Latins, jaloux de la suprématie romaine. Une réclamation présentée par les préteurs latins Aunius de Setia et Numesius de Circei, demandant l'égalité civile et politique, la moitié des sièges de sénateurs et une charge de consul sur les deux, pour les Latins, souleva les protestations indignées de Manlius et fut la cause (2) déterminante de la rupture. La guerre s'en suivit (3), et la victoire de Manlius donna aux Romains une partie du territoire du Latium, qui fut partagée entre les citoyens ; le même général battit une seconde fois les Latins près d'Antium, tandis que Furius prenait Pedum. Désormais les Latins avaient perdu leur indépendance. Il est à remarquer que dans cette guerre du Latium il n'est pas question des Herniques ; mais on sait qu'en 306, ils étaient soumis (4).

(1) T. L., II, 26, 22, 28, 30, etc..., VI, 12 (refus de contingents) ; etc....
(2) VIII, 6.
(3) VIII, 11, 12, 13.
(4) IX, 43 (*Anagnia* était alors *civitas sine suffragio*) ; cp. XXXIV, 42.

SECTION II

Compréhension du Droit latin ancien, ou droits que comporte le Droit latin ancien.

Il est facile de concevoir comment les Latins de la confédération devaient avoir dans les cités unies avec la leur une situation juridique plus avantageuse que celle des autres étrangers. En fait, d'abord, la communauté d'origine et de langue, la similitude d'organisation, n'apportait que des facilités aux relations entre les individus de diverses cités, d'ailleurs si rapprochées que les rapports devaient être fréquents entre leurs habitants; de plus, chacun des *pagi* avait intérêt à se rendre favorables les autres confédérés, et cet intérêt devait apparaître plus nettement à ceux qui se sentaient faibles en comparaison des autres ou mal vus de ceux-ci, ce qui paraît avoir été le cas de Rome à ses débuts. Ensuite, en droit, le caractère religieux en même temps que politique du lien fédératif, justifie, à une époque d'union aussi étroite entre la religion et le droit, une certaine participation des confédérés au *Jus civile* des cités dont ils n'étaient pas membres; fixer les limites de cette participation, en d'autres termes rechercher quels étaient les attributs de la *civitas* concédée aux *Latini Veteres*, constitue la détermination de leur condition juridique. A cette étude des *jura privata*, qui se rattachent tous au *Commercium* et au *Connubium*, et des *jura publica*, c'est-à-dire des droits protégeant la liberté, du *Suffragium*, des *Munera*, des *Honores*, de la *Militia*, etc..., il faut ajouter celles des modes d'acquisition de la cité, qui était particulièrement facilitée pour les Latins.

§ I

Du commercium (jus privatum).

Le *Jus Commercii* paraît avoir été, à toute époque, un de ceux qui caractérisaient ce qu'on a appelé à Rome la *Latinitas* (1). Du passage où Tite Live dit, en parlant des *Prisci Latini* que Rome venait de soumettre, *commerciaque ademerunt*, on peut d'ailleurs conclure que ce droit existait chez tous les peuples du *Latium* au profit des membres des autres cités latines. Les relations probablement fréquentes entre Latins et Romains, soit à cause des rapports de parenté qui paraissent avoir existé entre des membres des divers peuples confédérés, soit à cause des assemblées communes et des féries qui les réunissaient, ou des partages de terres ou de butin pris en commun (2), devaient rendre ce droit d'échange très avantageux pour ceux qui en étaient investis, alors même que la propriété à Rome n'était pas reconnue aux étrangers (3). De leur aptitude générale à prendre part à la *Mancipatio,* résultait pour les Latins celle de figurer dans un testament avec un rôle actif ou passif, laquelle ne paraît avoir subi aucune restriction pour les *Latini Veteres :* ils pouvaient donc laisser ou recueillir une succession testamentaire, bien qu'ils fussent exclus des successions légitimes (4). Enfin, non seulement, le contrat *verbis*, mais encore le contrat *litteris*, renfermé plus étroitement que le précédent dans les règles du Droit civil pur, leur était accessible (5), au moins comme débiteurs.

(1) Ulp. V, § 4, XIX, § 4.

(2) Sous Servius Tullius, et en vertu de la loi agraire de Sp. Cassius, etc....

(3) Cette exclusion était encore prononcée par la loi des XII Tables : *Adversus hostem æterna auctoritas.*

(4) Paul, IV, x, § 3.

(5) Tite Live, XXXV, 7 : .. *Via fraudis inita erat, ut in Socios qui non tenerentur iis legibus, nomina transcriberent....*

§ 11

Du connubium (jus privatum).

De même que les relations économiques, les rapports de famille entre les peuples de la confédération latine, paraissent avoir été accessibles aux uns chez les autres. Le passage de Tite Live, relatif à l'organisation du *Latium* après sa défaite définitive par les Romains, ne peut guère laisser subsister de doute à cet égard, puisqu'il dit : *connubia inter se... ademerunt* (1)... Il est vrai que l'on a soutenu, et cette opinion a cours surtout chez les auteurs allemands, que ce serait seulement en vertu de traités spéciaux que le *Connubium* aurait existé entre certains des peuples de la ligue. Cette manière de régler la condition des étrangers est cependant assez moderne pour qu'il semble difficile de croire qu'elle ait été appliquée dès une aussi haute antiquité, et un texte de Tite Live, s'exprimant ainsi : *Cum Laurentibus renovari fœdus jussum, renovaturque ex quotannis post diem decimam Latinarum* (2), n'est pas assez décisif pour donner à cette opinion une très grande probabilité; il est certain que des traités existaient, puisque la ligue latine n'avait pas d'autre base; mais le *Fœdus par* ou *impar* constitue une alliance défensive et offensive et n'a généralement pas le droit privé pour objet. Le sens juridique du mot *Connubium* ne semble d'ailleurs guère compatible avec l'explication par des traités.

Il y a lieu de supposer, en outre, que les mariages légitimes pouvaient être conclus aussi bien entre Latins et Romains qu'entre les citoyens d'autres villes latines. Marquardt émet cette opinion avec une certaine réserve : *Das Jus Connubii*

(1) VIII, 14.

(2) VIII, 11. — Ce serait la faculté de conclure des traités qui aurait été enlevée aux Latins après la guerre latine.

hatten in alter Zeit nur die roemischen Patricier unter sich und wielleicht mit latinischen Patricierfamilien (1).

On a fondé une objection à cette existence du *Connubium* entre Romains et Latins sur ce que cette faculté de contracter les *Justæ Nuptiæ* n'appartenait anciennement pas aux plébéiens. Cela ne prouve rien : chaque cité ne formant pas un corps unique, plusieurs races s'y juxtaposant ou s'y superposant, il pouvait y avoir moins de distance sociale entre les patriciens de deux villes confédérées qu'entre eux et les plébéiens de leur patrie, surtout si l'origine de la distinction des deux ordres était la conquête et la domination d'une race par une autre. L'histoire fournit des exemples d'unions légitimes, *justæ*, entre des Romains et des Latines, ou réciproquement. D'abord, l'enlèvement des Sabines. On dit que, précisément, les compagnons de Romulus eurent recours à ce procédé violent, parce qu'ils ne pouvaient pas épouser régulièrement les femmes des cités voisines : mais le refus dédaigneux que les autres peuples opposèrent à la demande de Romulus peut tout aussi bien s'expliquer par des raisons de fait, sinon mieux, que par une impossibilité légale. Enfin, il faut remarquer que, d'après certains historiens, l'enlèvement a été la forme primitive du mariage ; qu'en outre, le nombre des Sabines ainsi amenées à Rome est beaucoup moins considérable d'après les écrivains les plus anciens, et qu'il va en grossissant à mesure que les récits sont d'une époque plus rapprochée de nous, et par conséquent plus éloignée de l'événement rapporté, ce qui est une chance d'erreur. On peut aussi se demander à quoi il aurait servi aux Romains d'enlever des femmes avec qui ils n'auraient pas eu le *Connubium*, condition essentielle pour fonder des familles romaines, avoir la *Patria Potestas* et, ce qui est encore plus important, avoir des enfants romains? Les

(1) « Dans l'ancien temps, avaient le *Jus connubii* les Patriciens romains seulement, entre eux, et peut-être avec les familles patriciennes latines. » (*Das Privatleben der Rœmer*, p. 27.)

Romains n'auraient-ils pas eu, dès le principe, la faculté de contracter des *Justæ Nuptiæ* avec les Latins, ç'aurait été une raison de plus pour accorder cette faculté à ces derniers, afin qu'ils fissent la même chose pour les Romains, dont l'intérêt était de se créer des alliances que devaient faciliter les unions entre familles patriciennes de cités diverses. Si l'histoire des Horaces et des Curiaces n'est pas une fable, il en résulterait que les unions de ce genre étaient fréquentes, au moins dans certaines familles, puisque la sœur des Curiaces était l'épouse de l'un des Horaces, et que la sœur de ceux-ci, Camille, était fiancée à l'un des champions d'Albe. Les allusions à des faits du même genre ne sont pas rares dans les auteurs qui ont raconté les guerres latines; ainsi Denys d'Halycarnasse, à propos de la bataille qui fut livrée auprès du lac Régille et fut cause de la destruction d'une ville située dans le voisinage, dit que toutes les Romaines mariées à des Latins revinrent à Rome, tandis que deux seulement des Latines mariées à des Romains quittèrent Rome (1). Le même auteur et Tite Live rapportent également que Octavius Manilius, Tusculan (2), était marié à la petite-fille du dernier Tarquin. Enfin Diodore de Sicile et Strabon disent formellement qu'il y avait ἐπιγαμία (3) entre les divers peuples unis par le *Fœdus*, et Tite Live parle du *connubium* avec les *finitimis externisque* (4). Il n'est

(1) VI, 1, Δόγμα δὲ βουλῆς ἐκύρωσαν ἐπιεικέστατον Λατίνοις ἀνδράσιν εἴ τίνες ἔτυχον ἐκ τοῦ Ῥωμαίων ἔθνους, συνοιχοῦσαι γυναῖκες, ἢ Ῥωμαίοις Λατίναι ἑαυτῶν κυρίας ἐάν τε μένειν θέλωσι παρα τοῖς γεγαμηκόσιν, ἐὰν τεμή εἰς τας πάτρίδας ἀναστρεφειν. « .... Etait prise une décision très convenable, que, s'il se trouvait des femmes d'origine Romaine unies à des hommes Latins, ou des Latines à des Romains, elles auraient la faculté de rester chez leurs maris, si elles le voulaient, ou de retourner dans leur patrie.... »

(2) Den. Hal., IV, 47; T. L., I, 49 : « *Octavio Maniliano, Tusculano (is longe princeps nominis latini erat) filium nuptum dedit....* » (Tarquinius) pour se faire des amis et des parents.

(3) Diodore, VIII, 25; Strabon, V, 231 : οὐδέν ὀ'ἧττον ἐπιγαμίαι τέ ἦσαν πρὸς ἀλλήλους καὶ ἱερακοινά τὰ ἐν Ἄλβα καὶ ἄλλα δίκαια πολιτικὰ. « Il n'y en avait pas moins droit de légitime mariage et sacrifices communs, à Albe, et autres droits politiques. »

(4) IV, 3.

pas nécessaire d'ajouter que ce qui précède ne s'applique qu'aux patriciens des diverses cités latines, au moins en tant qu'il s'agit de l'époque où les plébéiens, même Romains, étaient privés du *Connubium* avec les patriciens (1).

On peut remarquer que toutes les raisons de décider de cette importante question sont tirées de textes littéraires et, en général, de ceux des historiens. C'est qu'en effet il est impossible de se référer aux textes juridiques, qui datent, pour la plupart, et surtout ceux de l'époque classique du droit, d'un temps où le *Latium Vetus* avait depuis longtemps disparu, où ce n'était plus qu'une page d'histoire juridique et non une institution du droit pratique, qui préoccupait à peu près exclusivement les jurisconsultes et les empereurs romains dont les écrits ou les travaux législatifs ont subsisté.

Quant à ses effets, le *Connubium* donnait, selon sa définition, aux Latins qui en étaient investis une aptitude générale (2) à contracter le mariage romain et avec les citoyens romains (3) ; ce mariage produisait ses conséquences ordinaires en droit, et, particulièrement, donnait aux enfants la condition du père (romain ou latin), mais sans donner à ce dernier la puissance paternelle romaine, s'il n'était pas citoyen romain.

§ III

Des jura publica.

Après avoir constaté la situation avantageuse des *Latini Veteres* en matière de droits privés, il est intéressant d'examiner

(1) Ils obtinrent le *Connubium* en 444.

(2) V. sur le *Connubium* et ses effets généraux, comme sur les acceptions juridiques de ce terme, M. Accarias, *Précis de Droit romain*, t. I, nos 85 et ss., p. 189 et ss.

(3) Sauf les obstacles qui pouvaient naître de la situation réciproque des personnes qui voulaient s'unir, obstacles dont l'absence constituait le *connubium* relatif à telle ou telle personne.

comment ils étaient traités au point de vue des droits publics et politiques, confondus chez les Romains sous la dénomination générale de *Jura Publica*. L'exclusivisme des législations antiques, à la différence de ce qui se passe chez les modernes, n'était souvent pas plus caractérisé dans cette branche du droit que dans celle qui constituait le *Jus Privatum*, l'organisation de la famille, l'état des individus ayant un côté politique et religieux aussi bien que les institutions politiques. Les principaux attributs des citoyens quant au *Jus Publicum*, composé, d'après Ulpien (1), de trois éléments (*Sacra*, ou organisation des cultes, cérémonies, etc.; *Sacerdotes*, ou organisation des sacerdoces, recrutement et fonctions des prêtres; *Magistratus*, institutions politiques, recrutement et attributions des fonctionnaires publics, des assemblées, etc.), étaient : certains droits destinés à sauvegarder leur liberté, puis les *Munera*, ou obligations envers la cité, constituant en même temps des droits, enfin, ce qu'on appellerait aujourd'hui les « droits politiques proprement dits : le droit de vote (*Jus Suffragii*) et l'aptitude aux magistratures (*Jus Honorum*).

I. En ce qui concerne les droits qui assurent la liberté des citoyens et qui sont la *Provocatio*, ou appel au peuple réuni en comices, l'*Appellatio* au collègue du magistrat qui a prononcé une condamnation contre un citoyen, et, plus tard, l'*Auxilium Tribunitium*, l'*Exsilium in civitatem juris exsulandi* (2), il paraît probable que c'était une prérogative des seuls citoyens. Si quelques doutes ont pu s'élever à cet égard et au sujet des Latins, c'est pour une époque de beaucoup postérieure à celle des *Latini Veteres*. Les deux premières lois qui ont établi ces garanties spéciales, la loi *Valeria*, rendue en l'an 246 de Rome, c'est-à-dire 508 ans av. J.-C., et la loi des Douze-Tables (3),

(1) L. 1 § 2, Dig. *De Just. et Jure.*

(2) Comme Tibur, Préneste.

(3) L. Valeria (de Valerius Publicola) : *Ne quis magistratus civem romanum adversus provocationem necaret neve verberaret;* (Dig. I, II, l. 2, § 16; Cic. *de Rep.*, II, 31, 54); L. des XII Tables (*Enchiridion* de M. Giraud, pp. 21, 22) :

contemporaines toutes deux de la confédération latine, font mention des citoyens exclusivement, et rien ne porte à croire que d'autres dispositions législatives aient décidé de même en faveur des Latins.

II. Parmi les obligations, aussi bien que parmi les droits dérivant de la qualité de citoyen romain, se trouve le *Jus Sacrorum*. Il y a deux sortes de *Sacra : Publica sacra quæ publico sumptu pro populo fiunt, quæque pro montibus, pagis, curis, sacellis; at Privata quæ pro singulis hominibus, familiis, gentibus, fiunt*. Parmi tous ces cultes, ou plutôt au-dessus, il y avait celui qui était rendu par toute la ligue des peuples latins ; c'était évidemment là des *Sacra* communs avec les Romains. Mais quant à ceux qui étaient particuliers à Rome, les Latins n'y avaient pas plus de participation que les membres d'une *familia* ou d'une *gens* n'en avaient à ceux d'une autre famille ou d'une autre *gens*. Il n'y avait d'ailleurs que les citoyens qui fissent parti d'une *familia*, d'une *gens*, ou même d'une *tribu*. On comprend de même que les étrangers de tout ordre ne pouvaient pas prendre part aux *sacra* du peuple romain (1).

III. De même, des citoyens seuls étaient inscrits sur les registres du cens, institué par Servius Tullius, et servant de base à la division en tribus, curies et centuries, utilisée pour la composition des comices par tribus et des légions. Par suite, celles-ci ne recevaient dans leurs rangs que des citoyens romains ; encore les dernières classes, les « prolétaires » et les « *capite censi* » en étaient-ils exclus, comme n'étant pas intéressés à la défense de la république.

IV. Cependant les confédérés latins avaient une certaine participation au *Jus Militiæ :* le *Fœdus*, en effet, pour les guerres communes, soit offensives, soit défensives, supposait la réunion

De capite civis nisi per maximum comitiatum, etc.... Ex Cicer. *de Legibus*, III, 19, 44 ; ... *altera (tabula) de capite civis rogari, nisi maximo comitiatu, vetat*....

(1) Cp. L. 4, Dig. XLVII, XII; L. 36, XI, VII.

des troupes des divers peuples ; c'était même là, peut-être, le côté le plus utile de cette alliance. Seulement on conçoit que la combinaison des armées romaines et latines a varié dans ses proportions et son organisation, suivant les vues politiques et la puissance respective des diverses cités (1).

C'est ainsi que le traité conclu par Spurius Cassius attribuait le commandement alternativement aux généraux romains et latins, tandis que celui qui avait été conclu par Tarquin le Superbe mettait les officiers romains à la tête de l'armée de la ligue à l'exclusion des chefs latins.

En un mot, les Latins servaient comme alliés (2), mais plus ou moins indépendants ; leur nombre et leur importance variaient suivant les circonstances.

V. D'après les règles suivies pour la composition des comices, il semblerait que quiconque n'était pas citoyen romain dût en être exclu d'une manière complète. Il résulte cependant de divers passages des historiens de Rome (3) que les Latins établis dans la ville (les *incolæ*) étaient admis aux comices par tribus. Cette participation des *incolæ* aux droits politiques paraît avoir été d'un usage assez général, au moins chez les peuples qui se considéraient comme égaux. Mais une différence quant à la répartition dans les tribus séparait à cet égard les Latins des citoyens romains : la tribu dans laquelle ils prenaient part au vote était tirée au sort, et c'était la même pour tous. En outre, comme il n'a jamais été question d'une semblable faculté pour eux dans d'autres assemblées que dans les comices par tribus, établis d'après la division du territoire et des habitants, faite par Servius Tullius, on peut en conclure assez logiquement que ce n'est qu'après l'établissement du tribunat que ce droit fut admis. Sans doute, l'habitude

(1) V. M. Madvig, t. IV, ch. x, § 4, pp. 198 et ss.

(2) Festus, s. v. *Auxiliares*.

(3) Den., VIII, 72; cf. t. l. II, 64; VI, 2; VII, 12; VIII, 2, etc.... Den. Hal., VIII, 69, 74, IX, 2, 15, 16; Diodore, VIII, 25.

des *concilia* de la ligue, où Romains et Latins délibéraient en commun, contribua à faire consacrer pour ces derniers le droit de prendre part à la confection des plébiscites.

VI. Mais il paraît certain que les Latins étaient électeurs sans être éligibles, et les *Magistratus* et les *Sacerdotia* ne leur étaient pas accessibles à Rome, quoique d'ailleurs ils fussent capables de les exercer en ce qui concerne les sacrifices communs et le commandement de toute la confédération. Le service des dieux romains, même des divinités importées d'ailleurs (comme Cérès), n'était jamais confié qu'à des citoyens : ainsi lorsque des prêtres étrangers furent appelés à Rome pour y introduire un culte nouveau, ils reçurent la cité ; c'était d'ailleurs une des prérogatives auxquelles les Patriciens tenaient le plus que celle d'être Pontifes et de connaître seuls les mystères des dieux, comme aussi le droit. Quant aux magistratures, appelées aussi *Honores*, c'étaient, à Rome, la questure, l'édilité, la préture, le consulat. Primitivement, il fallait faire partie de l'ordre équestre ou patricien pour y arriver, et c'était dans les comices centuriates que se faisaient les élections. Cela suppose qu'électeurs et éligibles faisaient partie des diverses classes dans lesquelles étaient répartis les citoyens romains. Enfin, non seulement on n'a pas d'exemple qu'aucune magistrature, ni qu'aucun sacerdoce, ait jamais été exercé par un non citoyen, mais encore les propositions de loi tendant à leur accorder de semblables droits (1), ont toujours échoué devant les protestations des grands, et la demande faite par les Latins de la moitié des places dans le Sénat et d'une place de consul fut précisément l'événement qui amena la rupture entre Rome et les Latins.

(1) Deux propositions furent faites dans un but analogue en 536 = 218 et en 558 = 196; v. T. L., XXIII, 3, XXXIV, 42. La première donnait aux Latins la cité et l'accès au Sénat.

§ IV

De l'acquisition de la cité.

Un des principaux avantages du Droit latin était de pouvoir arriver assez facilement à la qualité de citoyen romain. Sans parler des concessions individuelles ou collectives de la cité que les comices pouvaient accorder, cette acquisition des droits de citoyen était de droit dans trois cas.

I. Le premier était celui où l'on avait exercé pendant un an une magistrature dans son pays (1). M. Madvig (2), répondant à une objection de quelques auteurs modernes, fait observer que, si ce droit n'est prouvé d'une manière certaine qu'à partir de l'an 90, il ne faudrait pas en conclure qu'il n'existait pas auparavant, car ce n'est pas à ce moment qu'on aurait songé à le donner aux Latins s'ils ne l'avaient déjà eu. On peut ajouter que les auteurs qui en parlent ne paraissent pas le considérer comme une nouveauté, et, spécialement en ce qui concerne les *Latini Veteres*, que les droits des Latins des époques ultérieures sont une réduction des leurs.

II. Cicéron (3) fait connaître un autre cas d'acquisition de la cité, qui paraît remonter à une assez haute antiquité, et était la récompense des Latins (4) qui avaient fait condamner un magistrat romain comme concussionnaire. Cela prouve que l'incitation aux délations ne date pas exclusivement des temps de la décadence ; mais il faut tenir compte de ce que, le

(1) Sur ce mode, les renseignements sont fournis par Appien, *De Bello Civili*, II, 26 ; Asconius *in Pisonem*, p. 121 ; Strabon, IV, I, § 12 ; Cicéron, *ad Atticum*, V, 11 ; Gaius, I, § 95.

(2) L'*État Romain*, t. I, p. 72, note 25.

(3) *Pro Balbo*, 23, 24 : *Serviliæ legis aut ceteris quibus Latinis nominibus aliqua ex re præmium civitatis.*

(4) Ou même de tous les Pérégrins, d'après Mommsen, ce que parait confirmer un texte de la loi Acilia *Repetundarum*, disant : *Si queis eorum quei civis romanus non erit....*

ministère public n'existant pas chez les Romains, il était nécessaire que les particuliers se chargeassent du rôle d'accusateurs publics, rôle qui pouvait devenir dangereux quand il s'agissait d'attaquer des personnages puissants. Cela justifie la récompense qui leur était accordée, pour avoir fait, en définitive, un service d'utilité publique.

III. Le troisième mode d'acquisition de la cité offert aux Latins, qui est révélé par Tite Live (1), consistait à venir s'établir à Rome en laissant des enfants chez soi, à son lieu d'*origo*. Il ne dit pas s'il s'agit d'un ou de plusieurs enfants ; l'hypothèse dont il fait mention semble plutôt n'en comporter qu'un seul. Ceux qui n'avaient pas d'enfants étaient évidemment exempts de cette condition, et cela avait donné lieu à une fraude : la mancipation à un tiers de l'enfant que l'on avait, de sorte que, juridiquement, le *pater* n'avait plus de fils, et venait simplement s'établir à Rome. C'est ce qui fit abolir ce droit.

Ces modes de naturalisation (si cette expression n'est pas ici un anachronisme) subsistèrent longtemps après la dissolution de la ligue, ou, plus exactement, la soumission des Latins ; les colonies ou les autres pays qui formèrent plus tard le *Nomen Latinum* en bénéficièrent aussi, et c'est même à propos d'eux que l'on a les renseignements les plus complets sur le fonctionnement de ces faits, grâce auxquels les Latins, montant un degré de l'échelle des distinctions juridiques, arrivaient à la première des conditions établies par le Droit romain, à celle de citoyen.

(1) LI, 8. Cf. XXXIX, 3.

CHAPITRE II

Des Latini Coloniarii, et généralement des Latins après la dissolution de la ligue et la soumission du Latium.

Après avoir soumis les peuples qui composaient la ligue latine, Rome s'était occupée de régler leurs rapports entre eux et avec elle. Entre eux, elle avait autant que possible supprimé les liens qui les unissaient, liens qui, nous l'avons appris par le récit même des mesures prises par Rome après sa victoire, étaient de trois sortes : *Connubia commerciaque et concilia inter se ademerunt* (1). De ces mots *inter se* (2), on a voulu conclure que Rome avait enlevé aux Latins, non des droits d'échanges selon le Droit civil, de mariages légitimes, de réunions politiques existant d'une manière générale entre tous les membres de la ligue, mais le droit de passer des traités économiques, civils et politiques. A cette explication, deux objections se posent comme d'elles-mêmes : d'abord ces traités sur des questions spéciales ou sur un ensemble de faits du même ordre juridique procèdent d'une conception bien moderne des rapports internationaux pour avoir été pratiqués dès 338 av. J.-C. ; ensuite ces trois mots, surtout les deux premiers : *connubia*, *commercia*, *concilia*, ont dans la langue juridique des Romains un sens assez nettement déterminé pour qu'il soit très vraisemblable de croire que c'est dans ce sens, plutôt que dans celui de « faculté de traiter sur..., » que Tite Live les a employés, et qu'il parlait bien

(1) T. L., VIII, 14.

(2) V. M. Madvig, l'*État Romain*, t. I, p. 74, n° 56 (du traducteur).

réellement du droit de contracter mariage, de faire des conventions ou de transmettre des biens selon le Droit civil, et de tenir les assemblées communes en usage du temps de la ligue.

Les rapports des cités vaincues avec Rome, rapports qui touchent plus directement à la condition de leurs citoyens devant le Droit Quiritaire, furent également modifiés, puisque chacune se trouva isolée en présence du vainqueur, que des droits différents (1) leur furent attribués, et que celles même qui conservèrent le nom de Latines virent la situation de leurs citoyens transformée quant à leur participation au Droit civil romain.

D'autres villes ne tardèrent pas à bénéficier des avantages laissés aux Latins et furent aussi désignées sous ce nom, quoique la plupart n'appartinssent à l'ancien Latium ni par leur position géographique, ni par l'origine de leurs habitants : ce furent d'abord des colonies. Puis des cités, des contrées même furent assimilées aux précédentes après la concession du droit de cité à toute l'Italie, alors que, par conséquent, les villes de l'ancien Latium étaient des municipes de citoyens, depuis longtemps, pour la plupart. Aussi les droits des Latins après 338 (ou 416) nous sont-ils mieux connus pour ce qui est relatif à ces titulaires du Latium « fictif » ou « juridique » que par ceux auxquels on les avait assimilés. Mais avant de déterminer ce que comportait comme avantages légaux ce

(1) En combinant les inégalités établies entre elles (Lanuvium, Aricie, Pédum, Gabies, Nomentum devinrent *civitates;* les nouveaux citoyens formèrent deux nouvelles tribus : *Mutia* et *Scaptia ;* Tusculum, Anagnia, *civitates sine suffragio ;* les autres *Sociæ ac Federatæ)* avec l'isolement résultant de la suppression des *jura connubii, commercii* et *concilii,* on entretenait les dissensions et les haines entre les divers *pagi* au cités, qui n'avaient plus d'autre alliance ni d'autre appui que Rome, et, ainsi forcément unis à elle, formaient autour d'elle des cercles concentriques de populations qui assuraient sa sécurité extérieure ; les *civitates romanæ* étaient surtout parmi les plus rapprochées, formant le premier cercle ; c'étaient naturellement les plus intéressées à la défense de l'*Ager Romanus;* en même temps, on avait ainsi récompensé les plus fidèles.

Droit des « Latins Coloniaires » qui empruntèrent leur nom à la situation d'une partie d'entre eux, et de la plus importante avant les lois *Julia* et *Plautia Papiria*, il est intéressant de s'occuper un peu de ceux qui en étaient investis.

SECTION I

De l'extension du Droit latin après 338=416, ou quelles personnes jouissaient du Droit latin après 338=416.

Il y eut, après la destruction de la confédération des *Prisci Latini*, trois catégories de personnes comprises dans le *Nomen Latinum* : les citoyens du Latium qui ne reçurent pas la cité avec ou sans suffrage, ceux des colonies latines, puis, après 664, ceux des pays à qui ce droit fut accordé. Ces deux dernières catégories étaient les *Latini Coloniarii*.

Il y a peu de chose à dire de la première catégorie ; elle ne comprit qu'un nombre de cités plus restreint que les deux autres, et que diminuèrent les concessions du droit de cité que Rome accordait avec une facilité relative et plus ou moins grande, suivant les époques, aux villes les plus rapprochées d'elle. Il n'y a, d'ailleurs, pas de distinction à faire, en ce qui concerne le *Nomen Latinum*, entre les cités qui faisaient partie du Latium proprement dit et celles qui, situées autour de ce Latium primitif, avaient plus tard adhéré au *Fœdus* des *Prisci Latini*, comme celles des Herniques, auxquelles il faut ajouter quelques villes des Eques et des Volsques.

§ I

Des colonies latines.

La fondation de colonies était un usage commun aux

anciens peuples de l'Italie (1) et fut pour Rome d'une grande utilité. Elle en établit de très bonne heure, puisqu'on attribue à Romulus la fondation de la première (Ostie). Par la suite, le nombre en fut assez considérable (2) et marqua, pour ainsi dire, les étapes de la domination romaine chez les peuples qu'elle soumit peu à peu. Les auteurs latins ont laissé plusieurs définitions des colonies (3) : *Colonia est coetus eorum hominum, qui universi deducti sunt in locum certum ædificiis munitum, quem certo jure obtinerent* (4). — *Colonia est quæ græce ἀποικία vocatur; dicta autem est a colendo : est autem pars civium aut sociorum missa ubi rem publicam habeant, ex consensu suæ civitatis, aut populo, unde profecti sunt consilii.... — Quandum oppida universe colonias appellant, tamen colonos a ceteris incolis sæpe distinguunt. Nam quæ nullos habent veteres incolas, inter has antiquas, una commemoratur Ostia* (5). La seconde de ces définitions donne la base d'une division des colonies, fondée sur la qualité des colons : *pars civium aut sociorum*. Dès l'époque de la ligue latine, il y eut des colonies fondées par Rome seule, et exclusivement formées par des citoyens (6) ; d'autres, établis en commun par les divers peuples de la confédération, Romains, Latins, Herniques, et ayant la condition des villes latines (7). Ce n'est qu'après la soumission du Latium que le Droit latin fut attribué à des colonies fondées par Rome seule, parce que ce n'est qu'à partir de ce moment qu'elle put disposer de ce droit. Les colonies qui en furent investies furent surtout celles de l'inté-

(1) T. L., IV, 37, Samnites ; IV, 49, Éques ; Adr. Liv. V, 53, Étrusques, etc. V. Marquardt, *Die roemische Staatverwaltung* (*die latinischen Colonien*).

(2) La liste est rapportée dans Marquardt, *r. St.*, III, 1, 18 à 19, 32 à 34.

(3) Ces définitions sont rapportées dans les *Madvigii Opuscula*, nº 1, p. 225, I, VIII, *De Jure et Conditione coloniarum Populi Romani.*

(4) Servius *in Æneidem*, I, 12.

(5) Den., IV, 14,

(6) Aulu Gelle, XVI, 13.

(7) Cic., *pro Balbo*, 24, 54. Ces colonies fondées par les confédérés se distinguaient des colonies latines postérieures à la dissolution de la ligue par le nom de *Priscæ*. V. Festus, s. v. *Priscæ*.

rieur : les colonies maritimes étaient le plus souvent romaines (1). Le but des Romains, en envoyant des Latins dans leurs colonies, était de ne pas diminuer sans nécessité le nombre des citoyens de la ville; « Rome se servait non de ses propres citoyens mais des souches alliées et fédérées qui, sans union entre elles et au milieu de peuples soumis, étaient forcées de perpétuer la prétention de Rome, et regardaient comme un bienfait l'assignation de terres, etc. (2). »

La fondation d'une colonie était décidée par une loi, ordinairement par un plébiscite, rendu sur l'initiative du Sénat (3), puis des *Triumviri Ducendæ Coloniæ* étaient désignés pour présider à l'établissement (quelquefois ils étaient plus de trois) (4); on les prenait généralement parmi les personnages consulaires (ce qui donne lieu de supposer qu'il fallait avoir le *Jus Honorum* ordinaire). On dressait ensuite la liste des colons, de ceux qui *nomina dabant* et qui pouvaient se répartir en trois classes : des volontaires, qui étaient ordinairement des citoyens pauvres, surtout lorsqu'il s'agissait de colonies latines : le besoin et l'espérance d'un sort meilleur leur faisaient abdiquer la qualité de citoyen; la seconde classe comprenait les condamnés à des amendes, qui se soustrayaient ainsi au paiement ou plutôt se libéraient de leur dette; enfin, des fils de famille désignés par leur père, formaient la troisième catégorie. Tels étaient les colons, investis du droit que comportait la qualité de romaine ou latine de la colonie, à l'exclusion des anciens habitants, s'il y en avait. Parmi les effets qui résultaient de leur émigration, pour ceux qui étaient citoyens romains, on peut citer la cessation de la puissance paternelle à l'égard des fils de famille désignés par le père.

(1) Marquardt, I, p. 50.
(2) *Ibid.*
(3) T. L., XXXIV, 53.
(4) Ce furent des Décemvirs, d'après la loi Servilia (63); des Vigintivirs pour l'*Ager Campanus*, du temps de César. On trouve sur ce point des renseignements dans Dion Cassius, XXXVII, 1; Cic. *ad Att.*, II, 16; Pline, *Hist.*, VII, 76.

Mais, comme le fait observer Gaius (1), cet effet ne se réalisait qu'au moment où les colons étaient reçus citoyens de la nouvelle cité. Pour les autres colons, la perte de la cité à Rome n'avait lieu qu'à condition qu'ils eussent donné valable consentement, et non par le seul fait de leur inscription (2).

Ces colons partaient avec leur famille, primitivement au nombre de trois cents (3), et, plus tard, en nombre plus considérable (4); cela dépendait des circonstances et des raisons qui motivaient l'établissement de la colonie. Ce personnel se recrutait anciennement, surtout parmi la lie du peuple (*fæx populi*), puis un certain nombre de chevaliers y fut ajouté.

Les colonies furent au commencement des moyens de défense; c'étaient comme des postes avancés surveillant et contenant les populations soumises à la domination romaine, et défendant la ville contre les invasions du dehors. Ce caractère est très nettement exprimé par les termes φρουρὰ et κληρουχία de Denys (5) (parlant d'Antium) et par ces mots de Cicéron (6), *non oppida Italiæ sed propugnacula imperii*. C'est pourquoi, lorsque le nombre de colons volontaires était insuffisant, on tirait au sort pour le compléter (7).

Une fois ces mesures préliminaires prises, les colons, rassemblés au jour dit, partaient militairement, *sub vexillo* (8), divisés en *equites* et en *pedites* et conduits par des centurions.

(1) I, §. 131.

(2) Cicéron, *pro Domo*, 30, 78 : *Qui Cives Romani in colonias proficiscebantur, fieri non poterant latini, qui non erant auctores facti nomenque dederant.* V. aussi *pro Cecina*, 30, 98.

(3) Den., II, 35, 53; T. L., VIII, 21, etc....

(4) Satricum, Parme, Modène en reçurent 2000 (T. L., VI, 16; XXXIX, 55); Calès, Luceria, 2500 (VIII, 16; IX, 26); le pays des Volsques, 3000 (V, 24); Interamne, Sora, Caseoli, etc., 4000 (IX, 28; X, 1, 2); Albes (chez les Eques) et Plaisance, 6000 (X, 1); etc....

(5) IX, 58, 59 « Poste » ou « garnison », « colonie. »

(6) *De lege agr.*, II, 27.

(7) Den., VIII, 13; Plutarque, *Coriolan*, 13. Ceux que l'on tirait au sort ne perdaient pas la qualité de *cives romani* lorsqu'il s'agissait d'une colonie latine.

(8) Cic., *Phil.*, II, 40.

Cette organisation était comme le prélude de celle des colonies militaires établies plus tard pour les vétérans et qui ressemblaient aux Confins Militaires de l'Autriche moderne.

Après l'arrivée au lieu choisi, ordinairement une ville soumise à laquelle on enlevait les deux tiers de son territoire, on procédait à la consécration de celui-ci et à la prise des auspices. On prenait note de la date pour pouvoir célébrer l'anniversaire, et quelquefois même cette date fut prise comme point de départ d'une ère spéciale à la nouvelle cité. C'est alors qu'avait lieu la distribution de terres (1), précédée d'une *Limitatio* selon les règles des *Agrimensores*, et faite exactement comme celles qui étaient le résultat d'une loi agraire portant assignation de terres de l'*Ager Publicus* romain. C'est de ce partage de la propriété du sol qu'est née la seconde utilité des colonies, qui était de donner une satisfaction au moins partielle aux plaintes des pauvres ou plus exactement des plébéiens des dernières classes, en leur donnant le moyen d'être propriétaires. En même temps, et c'était un troisième avantage, on débarrassait ainsi la ville de Rome d'une population souvent gênante pour ceux qui exerçaient le pouvoir. Ce n'est qu'à une époque assez avancée que ces raisons furent prépondérantes pour décider l'établissement de colonies.

Quant à l'organisation municipale, elle était donnée par une loi (*Formula* ou *Charta*), imitée de celle des municipes, mais assez uniforme pour toutes les colonies. Des clauses spéciales règlaient leurs obligations comme *Sociæ et Federatæ*, titre que Cicéron donne à une colonie (2). Que la colonie fût romaine ou latine, les mêmes formes étaient observées pour son instal-

(1) Cp. T. L., IV, 47; VII, 16; VIII, 21; V, 24; 2 *jugera* forment la part de chaque colon; 5 après la première guerre punique (XXXIX, 55); dans la Haute-Italie, ainsi que pour les colons de classe supérieure, les parts étaient aussi plus fortes : T. L., XXXVII, 57, sur Bologne; les *pedites* reçurent 50 *jugera*, les *equites*, 70; à Aquilée, les *pedites*, 50; les centurions, 100; les *equites*, 140.

(2) *Pro Balbo*, 21.

lation. Il n'y avait de différence que dans la condition juridique que ses membres devaient désormais avoir, et souvent aussi dans leur origine. Ceux-ci jouissaient d'ailleurs dans leur nouvelle cité de tous les droits privés et publics, y compris les droits politiques, et l'administration municipale était indépendante des lois romaines, dont l'adoption n'était pas obligatoire (1).

A diverses reprises, des propositions de lois avaient été faites pour accorder aux Latins la plénitude des droits qui composaient la *Civitas* (2). Ces propositions, prématurées peut-être et souvent motivées par des intérêts politiques nés des circonstances, étaient sans doute le résultat d'un commencement de transformation de la conception primitive du droit, qui, sans changer les principes qui en formaient la base, tendait à les adoucir par des tempéraments équitables, quoique dangereux pour la société dont ils ébranlaient les principes, ou plutôt dont les principes s'ébranlaient. Parmi les mesures libérales qui ont concordé avec la décadence des mœurs et de la littérature romaines, on peut citer, à une époque ultérieure, les nombreuses concessions du droit de cité faites par certains empereurs et qui sont concomitantes avec la diminution du prestige de la qualité de citoyen romain, dont les anciens Romains étaient si jaloux. De là, l'opposition énergique que rencontraient, sous la République, et de la part des citoyens attachés aux traditions, tous les projets qui pouvaient, selon leurs adversaires, être taxés de prodiguer le droit de cité, comme celui qui fut présenté (sous le consulat de Cn. Domitius Ahenobarbus et de C. Fannius Strabo, en 631 de Rome ou 122 av. J.-C.) par C. Gracchus et proposait d'admettre tous les Italiens à la *Civitas*. Mais la guerre sociale (des Alliés,

(1) *Die neue Gemeinde bildet einen sowerdenen Staat, ist nicht verbundt roemische Gesetze auzunehmen.* « La nouvelle commune forme une cité indépendante, elle n'est pas obligée d'adopter la loi romaine. » Marquardt, *Roemische Staatverwaltung*, I, p. 53.

(2) Proposition de Sp. Cassius, 536 = 218 (T. L., XXXIII, 3); en 558 = 196 (T. L., XXXIV, 42) : *Novum jus eo a Ferentinatibus tentatum ut qui in coloniam nomina dedissent cives romani essent.*

Socii), qui dura deux ans (663-665), fit comprendre aux Romains la nécessité de s'attacher l'Italie par des bienfaits, et la loi Julia fit pour les Latins ce que C. Gracchus avait essayé (1). Les nouveaux citoyens furent incorporés dans huit tribus nouvelles, ajoutées aux trente-cinq qui existaient déjà (2); mais elles furent supprimées par une loi du tribun Sulpicius (3), à la suite de leurs réclamations, et on les fit entrer dans les anciennes tribus. Sous Sylla, on les en exclut, mais ils y reprirent place sur la proposition de Cinna. Ainsi les villes latines devinrent des *Civitates*, les colonies latines des municipes romains (4), et le Droit latin aurait-il disparu sans les attributions qui en furent faites selon une loi nouvelle, soit à des individus, soit à des cités, qui reçurent le droit qui avait appartenu aux colons, et, plus tard, à ceux qui émigraient dans une colonie déjà existante; et le nom de *Latini Coloniarii* fut conservé aux nouveaux titulaires.

§ II

Du Droit latin concédé (après la loi Julia).

Peu de temps après l'élévation des Italiens à la qualité de

(1) *Leges Julia et Plautia Papiria*, établissant l'unité de l'Italie, 664-665; la première pour les Latins, la seconde pour les autres Italiens; Drusus avait fait une proposition analogue à celle de Gracchus, et elle lui avait valu le même sort, c'est-à-dire la mort.

V. Cic. *Pro Balbo*, 8; Vell.-Paterc., IV, 4. La loi *Julia* fut proposée par le père de Jules César, et date de l'an 90; la loi *Plautia*, de l'an 69 (sur la 1re, Vell. Pat., II, 16; sur la 2e, Cic., *pro Archia*, 4); App., *de Bello civili*, 1, 49, 53.

(2) Suivant un usage ancien.

(3) T. L., Ép., 7; App. *de B. c.*, I, 55, 56; v. M. Madvig, pp. 29, 30 (l'*État Romain*).

(4) Festus donne comme exemple de municipes des anciennes colonies latines (Bologne, Plaisance, Nepete, Sutrium); Brundisium est appelé colonie par Cicéron, etc. V. aussi Cic., *Phil.*, XIII, 8; *de Lege agraria*, II, 31; César, *de Bello civili*, III, 22 (*Thurii*), etc. Cic., *Phil.*, VIII, 2; T. L., Épit., 80, 84 (le droit de suffrage enlevé, puis rendu), 86, 88.

Les Italiens furent réintégrés dans les anciennes tribus en 87, les Samnites, Lucaniens et quelques villes d'Étrurie exclus (Cic., *Pro Cec.*, 33, etc.).

citoyens romains, la loi de Pompéius Strabon créa la nouvelle forme de Latinité, en la concédant à la Gaule Transpadane (en 89 av. J.-C.), dont on voulait récompenser la fidélité et qui réclamait une condition supérieure à celle des Pérégrins, en voyant accorder la cité aux autres Italiens. Sa population se composait, d'ailleurs, d'Italiens et d'indigènes parlant latin; en outre, elle formait corps avec l'Italie. Rome se servit d'une manière assez habile de concessions semblables d'un droit qui, autrement, aurait disparu, faute de sujets, pour s'attacher les Provinciaux en les élevant à un état juridique supérieur à celui des Pérégrins ordinaires, sans multiplier d'une manière prodigue les concessions du droit de cité. C'était un moyen de conserver à celui-ci quelque chose de son ancien prestige et de le grandir en quelque sorte aux yeux des sujets de l'*imperium romanum*, en mettant entre ce droit et celui que possédaient la plupart d'entre eux une condition intermédiaire et en conservant la gradation ancienne de l'état des personnes (1). Plusieurs villes de la Gaule Narbonnaise reçurent la qualité de latines, qui fut ensuite attribuée à l'Espagne. Enfin certains empereurs en firent d'assez nombreuses concessions, soit à des cités, soit à des particuliers. Cette cause artificielle de la Latinité subsista jusqu'au moment où Caracalla, généralisant dans un but fiscal les libéralités accordées à des particuliers par ses prédécesseurs (2), quant à la jouissance des droits de citoyen (3), en investit tous les habitants libres de l'empire. Depuis longtemps déjà, dès le siècle d'Auguste, l'origine première de la Latinité commençait à se perdre

(1) Asc. *in Pisonem*, p. 3 : *Pompeius enim eas non novis colonis constituit, sed veteribus incolis manentibus jus dedit Latii ut possent habere jus quod ceteræ latinæ coloniæ*, etc.

(2) Le droit de cité fut concédé rarement sous Auguste, plus souvent sous Néron et les « mauvais empereurs » (qui en trafiquèrent); Claude l'accordait volontiers aux Gaulois (Tac., *Annales*, XI, 23 à 25); Pline le Jeune, *Epist.* X, 7, etc.

(3) Dion Cassius, LXXVII, 9; L. 17, *De Statu Hominum*, I, v.

de vue, et les auteurs n'avaient plus une conception exacte de la distinction des colonies en romaines et latines : c'est ainsi que Velléius Paterculus confond les unes et les autres dans une même énumération (1). Quant aux auteurs du droit classique, ils font bien rarement allusion aux anciennes colonies latines et se réfèrent à peu près exclusivement aux Latins des provinces qui avaient reçu la concession du *Latium*, ce mot désignant quelquefois le droit des Latins aussi bien que le pays de l'ancienne ligue.

SECTION II

De la compréhension du Droit latin après 416, ou quels droits comporte la condition des Latins après 416.

Après la défaite des Latins et leur soumission en 338 ou 416, leur condition juridique à Rome subit une transformation qui, sans être aussi radicale que celle des rapports entre villes latines, que Rome voulait rendre nuls, dut consister dans une réduction des droits dont ils jouissaient antérieurement et servir ensuite de base au nouveau Droit latin coloniaire. Il résulte de la disparition, assez vite survenue, de ces deux catégories, que les textes juridiques font généralement défaut pour déterminer d'une manière précise les attributs que la loi romaine reconnaissait à chacune d'elles; et qu'il faut chercher les renseignements, soit dans les ouvrages des historiens, soit dans les passages des jurisconsultes relatifs aux Latins de leur temps, dont la condition ne fut qu'une imitation à peu près complète de celle des précédents, mais nous est mieux connue, surtout quant au droit privé, les *Jura Publica* ayant perdu de leur importance sous l'empire.

(1) I, 14. Cp. T. L., XXVII, 9; XXXVI, 3; XXIX, 13.

§ I

Des jura privata.

I. En ce qui concerne les droits privés, il paraît hors de doute que les Latins avaient le *Commercium*. Ulpien, en effet, s'exprime clairement sur ce point, au moins pour la *Mancipatio*, et il résulte du contexte du paragraphe 4 du titre XIX et des paragraphes suivants qu'il s'agit des conditions générales de capacité pour transmettre ou acquérir selon le Droit civil (1). On peut, à titre d'exemple d'une *Mancipatio* entre Latin et Romain, citer le cas, rapporté par Tite Live (2) et où des Latins, pour obtenir la cité en venant s'établir à Rome et se soustraire à la condition imposée de laisser un enfant chez eux, le mancipaient à un Romain, sous condition de l'affranchir, de sorte qu'ils étaient sans enfant, en droit. Cette fraude eût été impossible si les Latins n'eussent pas eu le *Commercii Jus*. Cela répond à l'objection de M. Madvig (3), que le fait en question, constituant une fraude et non un usage normal du droit, ne peut servir à prouver l'existence de la faculté de prendre part aux actes solennels. Le même auteur et quelques autres s'appuient aussi, pour dénier cette faculté aux Latins, sur un passage de Cicéron (4), dans lequel celui-ci parle de douze colonies qui avaient le *droit d'Ariminium*, en vertu duquel leurs citoyens jouissaient à Rome de la *Factio Testamenti* et du *Jus capiendi*. Mais tout ce que l'on pourrait conclure de là, ce serait que les autres colonies latines n'avaient

(1) *Mancipatio locum habet inter Cives Romanos et Latinos Coloniarios, Latinosque Junianos, eosque peregrinos quibus commercium datum est.* Ainsi les Latins sont mis sur le même rang que les Pérégrins pourvus du *commercium*; suit la définition de cette faculté (§ 5). La *Mancipatio* est d'ailleurs souvent prise comme type des contrats solennels, dérivés du *Nexum*.

(2) XLI, 8 : ... *in eam conditionem mancipio dabant ut manumitterentur*....

(3) T. I, ch. II, § 19, p. 75.

(4) *Pro Cæc.*, 31.

en matière de testament ou d'hérédité *ab intestat* (car il n'est nullement question des mutations entre-vifs) qu'un droit restreint, analogue, et peut-être exactement égal à celui que possédèrent plus tard les Latins Juniens. Cette explication ne s'accorde pas avec le paragraphe 15 du titre XX d'Ulpien, qui considère comme une disposition exceptionnelle celle qui prive les Latins Juniens du *Jus capiendi*; les Latins coloniaires l'avaient donc probablement d'une manière générale, et ce n'était pas seulement aux citoyens romains émigrés aux colonies latines qu'appartenait le *Jus Commercii*, comme on l'a prétendu en se fondant sur le paragraphe 56 du Commentaire III de Gaius (1).

II. Il paraît plus douteux que le *Connubium* ait été conservé aux Latins après la soumission du Latium. Assurément, il ne faisait plus partie du Droit latin tel que le connurent les jurisconsultes classiques, les textes d'Ulpien le prouvent (2). Or il n'est pas à supposer qu'il ait été supprimé après la guerre sociale, époque où Rome se montra libérale envers ses alliés et les provinces. On ne trouve d'ailleurs aucune trace d'une modification aussi importante, et rien ne prouve que les Latins coloniaires aient eu ce droit antérieurement; en outre, comme le fait observer M. Madvig, aucun exemple historique de mariages entre Romaines et Latins ne démontre que même les

(1) M. Madvig, ch. II, § 19; voici la phrase de Gaius : ... *Latinos ideo, quia lex eos liberos perinde esse voluit atque si essent cives Romani ingenui, qui ex urbe Roma in latinas colonias deducti Latini coloniarii esse cœperunt.* Quant à la cause pour laquelle les douze colonies auraient eu un droit supérieur à celui des autres pays latins, elle paraît difficile à trouver; c'était, dit-on, la fidélité de ces villes pendant la 2me guerre punique, mais il y eut 18 colonies fidèles. (T. L., XXXVII, 9; v. Madvig, *ibid.* (note.)

Un argument a été tiré en faveur de l'existence du *Commercium* dans le Droit latin coloniaire de ce que tout l'*Ager Italicus* en était susceptible, mais c'est une qualité réelle qui ne touche pas au *Commercium* personnel; l'*Ager Italicus* était *res mancipi*, susceptible de *Dominium ex Jure Quiritium*, voilà tout; mais pour être investi de ce droit de propriété quiritaire, il fallait d'abord avoir le *Jus Commercii* personnel. (V. M. Madvig, p. 75 et la note 38.)

(2) Titre V, §§ 4 et 9. Aj. Gaius, §§ 56, 67, 76.

Latins de l'ancienne confédération aient contracté les *Justæ Nuptiæ* après 338 = 416. Un fragment de Diodore, cité par ceux qui croient à l'existence du *Connubium* au profit des Latins après cette époque, n'est pas concluant, puisqu'on peut aussi bien l'appliquer aux rapports des Latins et des autres alliés (1). Il semble donc plus sûr de s'en rapporter aux textes juridiques, où les Latins et les Pérégrins ordinaires sont mis, au point de vue des *Justæ Nuptiæ*, sur le même pied.

§ II

Des jura publica.

I. La condition des Latins après 416 n'étant en général qu'une réduction de celle des *Prisci Latini*, il n'y a pas, pourrait-on croire, à rechercher s'ils ont eu des prérogatives qui n'appartenaient pas à ces derniers. On a pourtant soutenu que la *Provocatio ad populum*, en vertu de laquelle un citoyen, condamné à une peine corporelle, pouvait toujours en référer au peuple, protégeait également la liberté individuelle des Latins. Cette opinion se fonde sur un fait rapporté par plusieurs historiens (2) : il s'agit d'un habitant de Novum Comum que Marcellus fit battre de verges « pour qu'il allât montrer ses coups à César »; or cette ville faisait partie de la Gaule Transpadane qui avait reçu le droit latin. Pour voir dans l'action de Marcellus un outrage et un défi jeté à César et contraire au droit, il faut donc supposer qu'une loi semblable à celle qui garan-

(1) XXXVII, fr. 15; Συχνούς δε οἰκειους καὶ συγγενεῖς, κατενόουν οὓς ὁ της ἐπιγαμίας νόμος ἐπεποιήκει κοινωνεῖν τῆς τοιαῦτης φιλίας. « Ils pensaient aux nombreux parents et alliés que la loi du *connubium* avait fait participer à une telle affection. »

A cette citation, on oppose deux passages de Tite Live : VIII, 14 ; IX, 43. Il faut remarquer qu'il ne peut être question que des rapports entre les Latins et d'autres (le *connubium* entre eux leur ayant été enlevé en 416).

(2) Plutarque, *César*, 29 ; πληγάς εἶναι ξενίας σύμβολον : « les coups être symbole d'extranéité. » Strabon, V. 15 ; Suétone, *César*, 28.

tissait (1) les citoyens romains contre l'arbitraire des magistrats existait en faveur des Latins. Une lettre de Cicéron paraît s'accorder avec cette explication (2), et cette loi donnant aux Latins l'espèce d'*habeas corpus* des citoyens romains serait due à Livius Drusus, collègue de Gracchus, dont elle portait le nom. Mais les circonstances dans lesquelles cette loi aurait été rendue sont de nature à inspirer quelque doute sur sa portée. Drusus, en effet, cherchait surtout à contrebalancer l'influence de son collègue dans l'intérêt du Sénat, et, toutes les fois que Gracchus proposait une loi favorable aux plébéiens, il s'empressait « sous motif d'utilité ou d'honnêteté » de présenter un projet d'apparence aussi libérale que possible. Ainsi, C. Gracchus ayant demandé la fondation de deux colonies, L. Drusus veut en faire établir douze ; Gracchus réclamant que l'on fît payer la redevance aux concessionnaires de l'*Ager Publicus*, Drusus est d'avis qu'on la supprime ; enfin, au projet d'extension de la cité à tous les Latins présenté par son collègue, il répond en faisant défendre de les battre de verges ; la disposition législative que l'on invoque était donc une mesure transitoire, en quelque sorte, prise dans un but purement politique, une « loi de combat » comme on dirait aujourd'hui, et non une règle normale. D'autre part, la ville de Novum Comum aurait été, d'après la *Lex Vaticina de imperio Cæsaris*, qui date de l'an 695 de Rome ou 59 avant Jésus-Christ, une colonie romaine; et cela expliquerait assez bien la phrase de Cicéron : *Etsi ille magistratus non gesserat*.... et la gravité de l'outrage. Enfin, Salluste dit d'un Latin : *Turpilius,.. verberatus, capite pœnas solvit, nam*

(1) Aucune de celles-ci ne fait mention des Latins : 1° L. Valeria (de Valerius Publicola); 2° L. des XII Tables; 3° L. Valeria, 301 (T. L., X, 9) : *Eodem anno M. Valerius, consul, de provocatione legem tulit diligentius sancitam;* 4° L. Porcia (*ib.*) : *Porcia tamen lex sola pro tergo civium lata videtur; quod ea gravi pœna, si quis verberasset necassetve civem, sanxit.* 5° L. de C. Gracchus (631 = 123) : *Ne de capite civium Romanorum injussu vestro judicatur* (Cicéron, *de Rab. perduell.*, 4, 12.)

(2) Cic. *ad Atticum* (703) : *Marcellus fœde de comensi : etsi ille magistratus non gesserat, tamen erat Transpadanus.*

is civis ex Latio erat (1), ce qui semble prouver que les Latins pouvaient être battus de verges et mis à mort sans appel au peuple. A Salluste, on oppose, il est vrai, Tite Live : *Nominis Latini qui erant, securi percussi, Romani in crucem sublati* (2); mais il ne résulte rien autre chose de ce passage sinon que le mode d'exécution n'était pas le même pour les Latins que pour les Romains, ce qui est peu concluant quant au *Jus provocationis*. Alors même que la loi Livia aurait établi ce droit au profit des Latins, elle n'aurait été en vigueur que pendant un temps assez court : sa date serait en effet l'an 122 ou 123 avant Jésus-Christ, soit l'an de Rome 630 ou 631; or on n'en trouve plus trace du temps de Marius, à plus forte raison n'existait-elle plus du temps de Cicéron. Une autre raison de croire que, même sous l'empire de cette loi Livia, le *Jus provocationis* n'appartenait pas aux Latins d'une manière générale, c'est que la loi Acilia, qui est de la même date, l'accorde au Latin qui aura fait condamner un magistrat comme concussionnaire (3).

II. En leur qualité d'étrangers, les Latins étaient exclus des *Sacra* et ne figuraient pas sur les registres des censeurs, mais ils participaient néanmoins aux *Munera*, à titre de *Socii* et en vertu de la *Charta* ou *Formula* de leur cité, et, particulièrement, étaient astreints au service militaire. Ne pouvant entrer dans les légions, où les citoyens seuls étaient admis, règle qui ne subit que de très rares exceptions avant l'empire, ils contribuaient à la composition des *Auxiliares* (4), joints

(1) *Jugurtha,* 69. V. cette discussion dans un article (*le Majus et le Minus Latium*, par M. Beaudouin) de la *Revue historique,* 1881, pp. 145 et ss., 592 et ss.

(2) XXXIII, 43.

(3) *Corpus Inscriptionum Latinarum (alias C. I. L.)*, n° 198, p. 63, l. 78, ch. 65 : *De Provocatio*[*ne*]... *eque danda.* Voici la dernière proposition : ... *ei deinceps ad Populum Romanum provocare liceto tanquam sei civis Romanus esset.*

On peut se demander si c'est plutôt à titre de récompense que de précaution contre le danger qui pouvait résulter pour l'accusateur de son initiative.

(4) Festus, s. v. *Auxiliares* (Lib. I) : *Auxiliares in bello dicuntur socii*

aux légions sans en faire partie : on pourrait dire qu'ils étaient « à côté », au propre et au figuré. La composition des contingents fournis par les alliés varia suivant le temps ; elle fut fixée après la guerre des Samnites (1). D'après Tite Live, au IVe siècle, le contingent latin était de même force que l'armée romaine ; en 295, il était plus nombreux (2), ainsi que lors des guerres puniques (3). Le *Fœdus* des villes alliées, la *Charta* ou *Formula* des colonies réglementait les conditions de la levée et le nombre d'hommes à y comprendre ; de là, les plaintes des colonies dont la population était diminuée par l'émigration à Rome, et qui étaient néanmoins tenues de fournir le même nombre de soldats (4). Ce nombre variait, paraît-il, en proportion de celui des légions mises sur pied (5) ; mais il ne paraît pas avoir été d'usage de limiter la levée à quelques villes seulement (6). Les troupes ainsi formées étaient organisées en cohortes par ville, une par chaque, en général ; plusieurs pour les plus grandes villes, une seule pour plusieurs petites (7), et commandées par des

Romanorum exterarum nationum, dicti ex Græco vocabulo αὔξησις, *quod nos dicimus rerum crescentium auctionem.* Cf. Varron, *de Lingua Latina*, v. § 90. — M. Marquardt, *Roemische Staatverwaltung*, I, p. 53 (*latinischen colonien, Jus Militiæ.*) *Dienen daher nicht in den Legionen, sondern wie die uebrige Bundesgenossen, in* alæ *und* cohortes. » « Ils ne pouvaient servir dans les légions, mais seulement comme les autres alliés, en *alæ* et *cohortes.* »

(1) V. M. Madvig, l'*État Romain*, t. IV, c. x, § 4, pp. 198 et ss.

(2) VIII, 8; X, 26.

(3) XXXI, 17 : 6 légions, soit 24,000 *pedites*, 1,800 *equites* et 40,000 *pedites socii* et 4,400 *equites socii* ; XXV, 41, en 192, 2 légions avec 20,000 fantassins et 8,000 cavaliers alliés; XXXV, 41 : 5,000 alliés à pied, 300 à cheval par légion. Cf. Polybe, III, 27 : l'infanterie alliée égalait en nombre, la cavalerie surpassait celles des Romains, après prélèvement d'un cinquième, destiné à former un corps d'élite.

(4) T. L., LI, 8 ; il est aussi question de l'obligation résultant de la *Charta* ou du *Fœdus* au L. XXVII, 10; XXIX, 15. V. § III ci-dessous, I, p. 61 et s.

(5) T. L., XXXI, 17.

(6) Un seul exemple : T. L., XXXIV, 56.

(7) *Cohors Pelignia, Formiana,* etc... T. L.; Cic., *pro Balbo*, 22 : *Duæ cohortes Camertium...* avec *turmæ equitum...*; T. L., XXXVIII, 34 : *Turma Fragellana...*; XXIII, 14 : *Cohortes ex agro Piceno et Gallico....*

officiers indigènes (1); au-dessus, il y avait des *præfecti sociorum* (2); ceux qui étaient nommés par les alliés assistaient ceux de Rome. Ces officiers avaient le rang et les attributions des *tribuni militum* (3).

Lorsque les Romains eurent une marine, son personnel comprit quelques alliés : c'est dire que les Latins pouvaient en faire partie. Les Romains paraissent n'avoir pas eu beaucoup de goût ni d'estime pour la navigation ; ainsi, des deux classes d'hommes servant à bord de leurs vaisseaux de guerre, la première, les *remiges* (ἐρέται des Grecs) ou rameurs et matelots, se composait d'affranchis et même d'esclaves rachetés (4) ; la seconde, les *milites* (ἐπιβαται chez les Grecs), de prolétaires et d'alliés (5). Les Pérégrins obtenaient la cité par vingt-cinq ans de service dans les équipages ou les troupes de la flotte (6). Le commandement était exercé par un *Præfectus Navium* (7) ou un *Magister Navium* (8) ; sous l'empire, c'était un chevalier (comme Pline l'Ancien) ou un affranchi impérial (9).

Comme les levées d'hommes, les prestations en argent, ne constituant pas un impôt fixe ni permanent, étaient réclamées aux colonies quand on en avait besoin et selon la *Formula*.

III. Il n'est pas certain que, malgré cette participation aux charges publiques, les Latins aient eu après la soumission les mêmes droits politiques qui avaient appartenu aux membres

(1) Polybe, VI, 21 : αἱ πόλεις... ἐκπέμπουσιν ἄρχοντα συστησασαι..; « les villes... envoient des chefs organiser.... » T. L., XXXIII, 19 : *Prænestini.... cum prætore suo M. Antonio...;* XXV, 14 : *Cohors Foligna...* avec son préfet....

(2) 12 par 4 légions (Polybe, VI, 26), c'est-à-dire le tiers du nombre des tribuns.

(3) Polybe, VI, 34, 37 ; Salluste, *Jugurtha,* 47.

(4) T. L., XXXVI, 2. Marins et soldats de marine : division qui existait encore il y a peu d'années avant que l'infanterie de marine fût une troupe coloniale.

(5) T. L., XLII, 27, 31 ; XLIII, 12, *ex Sicilia.*

(6) Des renseignements sur la marine romaine, etc... se trouvent dans Tacite, *Hist.*, I, 6; II, 69 ; III, 12, 51 ; Suétone, *Aug.*, 16 ; *Galba,* 12.

(7) T. L., XXXI, 61; XXX, 10.

(8) XXXIX, 25, XLIII, 8.

(9) Tacite, *Hist.*, I, 87; *Ann.* XIV, 3.

des cités confédérées, avant 416. Cependant, certains passages des historiens tendaient à faire supposer qu'ils prenaient part aux comices : Appien dit, pour distinguer des Latins les autres *Socii* : οἷς οὐκ ἐξῆν ψῆφον ἐν ταῖς Ῥωμαίων χειροτονίαις φέρειν (1). Tite Live rapporte que « *Tribuni populum submoverunt, sitellaque allata est ut sortirentur ubi Latini suffragium ferrent* (2). » Mais il ne faudrait pas considérer cette phrase comme décisive, car toutes les éditions ne la donnent pas telle qu'elle est citée précédemment : l'édition Weissemborn adopte la leçon suivante : « .... *ut sortirentur tribus ac statim suffragium ferrent*... » où il n'est nullement question des Latins. L'argument que l'on a voulu tirer de la loi de Malaga, qui décide, dans son chapitre LIII, que les présidents des comices tireront au sort une tribu pour y faire voter les *incolæ* Romains et Latins, n'est pas non plus très concluant, Malaga n'étant pas un municipe romain, mais une ville latine (comme toute l'Espagne). Tout au plus pourrait-on induire de là qu'il y avait une réciprocité quant à ce droit de vote entre les pays de Droit latin et les *Civitates Romanæ*; encore cette réciprocité n'existait-elle peut-être qu'entre municipes ayant le même droit, et la faveur qu'elle consacrait pouvait-elle très bien appartenir, dans une cité, aux citoyens de pays investis d'une condition juridique supérieure ou au moins égale, non à ceux qui avaient une condition inférieure à celle des originaires. Enfin, on peut remarquer que la tendance à admettre les étrangers à la jouissance des droits de citoyens se manifeste toujours plus largement dans les colonies (et les provinces romaines peuvent à cet égard être comparées à des colonies, en donnant à ce mot un sens plus moderne) que dans une cité telle que Rome.

(1) *De Bello Civili*, I, 23, du temps de Caius Gracchus (« ceux à qui n'appartenait pas le droit de voter dans les assemblées des Romains »), peut-être ceux qui n'avaient pas reçu la *civitas* ?

(2) XXXV, 3.

IV. S'il est téméraire d'affirmer que le droit de suffrage ait appartenu aux Latins Coloniaires, à plus forte raison y a-t-il lieu de croire que les *Honores*, hors de leur ville, ne leur étaient pas accessibles. On ne peut considérer comme équivalant aux *Honores* le commandement des *Auxiliares*, d'autant plus que c'était toujours aux généraux romains qu'était dévolue l'autorité supérieure, réunissant sous leur main les divers contingents ; le *décurionat*, qui rentre plutôt dans la catégorie des *Munera*, paraît être la seule fonction publique dont aient été investis les *incolæ* (1). Un texte du *Digeste* leur attribue d'ailleurs formellement les *Munera* et garde le silence sur les *Honores* (2) : « *Incola et his magistratus parere debet apud quos incola est, et illis apud quos civis erit ; nec tantum municipali jurisdictione in utroque municipio subjecta est, verum etiam omnibus publicis muneribus fungi debet.* » Si Frontin et Aggerius Urbicus parlent de colonies où les domiciliés étrangers étaient admis à l'exercice des fonctions publiques, ce n'est pas une raison pour qu'il en ait été de même à Rome (3).

§ III

De l'acquisition du Droit de cité.

Des divers avantages du *Jus Latii*, celui que les Latins d'après 416 paraissent avoir eu de la manière la plus com-

(1) Les inscriptions fournissent deux exemples d'*incolæ* décurions (Orelli, 3725, Dia Voconsiorum ; C. I. L. II, 1055, Lora.)

(2) L. I, 29, Gaius.

(3) Frontin, *Grammatica Veteres*, t. I, p. 52 (éd. Lachmann) : *Quædam coloniæ aut beneficio conditorum perceperunt, ut Tudestini, aut postea apud principes egerunt, ut Fenestræ, ut incolæ, etiamsi essent alienigenæ, qui intra territorium colerent omnibus honoribus fungi in colonia deberent* ; Agg. Urbicus (*ib.* t. I, p. 84) constate le même droit ; mais il résulte de la citation même qu'il était spécial à certaines colonies.

Aux inscriptions relatives aux incolæ décurions à Dia Voconsiorum (ou *Colonia Dea Augusta Voconsiorum*, Saint-Dié, Drôme), et à Lora (Bétique), on peut en ajouter une de Pelpit (Espagne) qui se rapporte à un *Incola Pontifex* (P. Rutilius), Orelli, 3709.

plète, celui, en même temps, qui paraît avoir été le plus précieux pour ceux qui désiraient jouir à Rome de l'état juridique le plus complet, c'est la faculté de devenir citoyen romain en remplissant certaines conditions, c'est le droit qu'ils acquéraient ainsi en vertu de leur qualité de Latins, en se mettant dans l'un des trois cas où ce bénéfice leur était accordé.

I. De ces trois cas, le premier consistait à se fixer à Rome en laissant des enfants, ou un enfant, dans son pays, *Stirpem ex sese domo relicta*, au moins un enfant mâle, c'est-à-dire un futur citoyen, qui plus tard devait supporter les charges publiques de la colonie, ou de la ville, en général. Ce moyen d'acquérir la cité paraît avoir été fort usité, du moins à une certaine époque. Sans doute, l'infériorité du Droit latin depuis la dissolution de la ligue, les charges imposées aux alliés et aux colonies faisaient ressortir à leurs yeux les avantages de la condition des citoyens de la métropole (1). Les nombreuses émigrations des Latins à Rome donnèrent lieu à des plaintes des villes latines, et douze mille Latins furent renvoyés chez eux (2). De nouvelles réclamations s'élevèrent en 575 (179) : « .... *Cives suos censos Romam plerosque commigrare. Quod si permittatur, perpaucis lustris futurum, ut deserta oppida, deserti agri, nullum militem dare possent.* » Il paraît en effet que quatre mille familles de Frégelles étaient venues se fixer à Rome. On conçoit le tort que causait à la prospérité des colonies ces émigrations, qui réduisaient leur population, sans que pour cela les charges imposées envers Rome par la *Formula* fussent diminuées, et c'était surtout lorsque Rome exigeait la levée des *auxiliares* que les réclamations se produisaient (3). Elles eurent pour résultat

(1) C'est à peu près ce qu'exprime Asconius, p. 67 : « *Cum summa cupiditate civitatis romanæ Italiæ populi tenerentur et ob id magna pars eorum pro civibus romanis se gereret,* etc.... » Den. Hal., VIII, 72; T. L., XXV, 3, etc....

(2) T. L., XXXIX, 3.

(3) T. L., LI, 8. Des fraudes avaient lieu (v. Ch. I, Sect. II, § IV, III ; Ch. II, Sect. II, § I, I.); T. L., LI, 9.

l'adoption d'un sénatus-consulte qui supprima ce mode d'acquisition de la cité, en considération des fraudes et des abus auxquels il donnait lieu. On n'est pas d'accord sur la date exacte de la loi *Licinia et Mutia de Civibus regundis* qui consacra le nouvel état de droit établi à la suite des plaintes des villes du Nom Latin. D'après Asconius, elle aurait été rendue trois ans avant la guerre sociale, en 659 ou 93 avant Jésus-Christ ; d'autres placent la date du consulat de Licinius et de Mucius en 655-99 ; enfin, les *Fastes Consulaires*, d'après Pighius et quelques rectifications d'auteurs plus modernes, désignent P. Licinius Crassus et Q. Mucius Scævola comme consuls en l'an 658 de Rome, correspondant à l'an 95 avant Jésus-Christ. Quoi qu'il en soit au sujet de la date exacte, cette abrogation de l'ancien mode ne précéda que de quelques années la concession de la cité aux Latins par la loi *Julia* et à toute l'Italie par la loi *Plautia Papiria*. Mais il paraît que la mesure prise pour lutter contre la tendance des Latins à se faire admettre au rang des citoyens les mécontenta au point d'avoir été la cause ou au moins l'une des principales causes de la guerre sociale (1).

II. Le second cas où le droit à la cité était acquis par le Latin était celui où il avait fait condamner un magistrat comme concussionnaire. Diverses lois ont réglementé cette attribution des droits de citoyen. Cicéron était d'avis que la loi *Licinia et Mutia de Civibus regundis* n'avait en rien porté atteinte à ce mode d'acquisition, consacré par la loi *Servilia Repetundarum* (2). Une autre loi sur le même objet paraît (3) disposée de même en faveur de tous les Pérégrins, à en juger par le texte qui en a été conservé (4) : « *De Ceivitate danda. Sei qui*

(1) Asc., p. 67 : « *Verum ea lege ita alienati animi sunt principum Italicum populorum, ut ea vel maxima causa belli Italici fuit.* » Cic., *pro Sestio*, 13, 16 ; M. Marquardt, *op. cit.*, p. 55 du t. Ier.

(2) Cic., *pro Balbo*, 23, 53 (24, 54).

(3) *Lex Acilia Repetundarum.*

(4) C. I. L., n° 198, pp. 62, 63, l. 76. Cette loi date de 122 ou 123 av. J.-C.

eor[u]m quei civis romanus non erit, ex hace lege alterei nomen [ad prætorem] quoius ex hac lege quæstio detolerit et is [eo] judicio ex hace lege condemnatus erit, [tum eis quei ejus nomen detolerit, quoius eorum opera maxime unius eum condemnatum esse ei judicio constiterit sei volet..... ipse fileique quei eiei gnatei erunt cum] ceivis romanus ex hace lege fiet, nepotesve [tu]m eiei filio gnateis, civeis romani justei sunto [et in qua tribus quoius is nomen ex hace lege detolerit suffragium tulerit in ea tribu sufragium] ferunto inque e[am] tribum consento. » Mais cette faculté avait disparu à l'époque classique ; Ulpien n'y fait aucune allusion quand il parle des modes d'acquisition de la cité ; et, quant à la matière des concussions, il est question, à cette époque, d'une *Lex Julia Repetundarum*, dont il existe des fragments au Digeste (1).

III. Les Latins parvenaient encore à la cité par l'exercice d'une magistrature dans leur cité. Ce bénéfice paraît avoir de tout temps fait partie des avantages de la Latinité (2), soit avant, soit après la loi Julia. Les magistratures étaient, dans les colonies, le duumvirat, l'édilité et la questure (3), et il fallait avoir été investi pendant un an de l'une de ces fonctions. Mais il y avait, ou il y a eu au moins à une certaine époque, deux sortes de Droits latins, relativement à ce mode d'acquisition. Cette distinction est exposée dans le paragraphe 95 du

(1) L. 8, D., *De lege Julia Repetundarum,* XLVIII, v (les choses reçues à titre gratuit par un magistrat contrairement à cette loi sont vicieuses et non susceptibles d'usucapion.)

(2) Cic., *ad Atticum*, 11, 12; *Lex Salpensiana,* R^e. XXI, XXIII ; Asconius, *in Pisonem*, p. 3 : « *Pompeius enim* (le père du grand Pompée), *non novis colonis eas constituit* (les villes transpadanes), *sed, veteribus incolis manentibus, jus dedit Latii ut possent habere jus quod ceteræ latinæ coloniæ, id est ; in gerendo magistratus, in civitatem romanam adipiscerentur.* »

(3) *Lex Acilia Repetundarum* (C. I. L., n° 198, p. 63, l. 78 : « *De Provocatio[ne]... eque danda. Sei quis eorum q[uei nominis Latini sunt..., quei eorum in sua quisque civitate dictator], prætor ædilis non fuerint,* » etc; *Lex Salpensiana,* R. XXII, col. 1, l. 1 à 5 (rapportée à la fin de l'ouvrage de M. Giraud) : « *Ut magistratus civitatem romanam consequantur. Qui iivir ædilis questor ex hac lege factus erit c. r. sunto cum post annum magistratum.* »

Commentaire premier de Gaius, et, comme ce passage du manuscrit est resté indéchiffrable pendant très longtemps, son interprétation avait donné lieu à de nombreuses hypothèses très différentes (1). La restitution donnée par M. Wilhelm Studemund, « de ce texte qui semblait détruit sans espérance, restitution si simple que, si l'on s'était hasardé à la donner comme une conjecture, elle aurait pu difficilement, à cause de cette simplicité inattendue, compter sur l'assentiment des savants (2), » a fait disparaître les difficultés pour ainsi dire matérielles auxquelles donnait lieu la recherche de la nature de ces deux droits, des conditions qu'ils supposaient et des effets qu'ils produisaient. Le *Majus Latium* est le droit des Latins qui arrivent à la cité aussi bien par les fonctions de décurion que par celles de magistrat; le *Minus Latium*, celui des Latins qui ne deviennent citoyens romains que par l'exercice des magistratures seulement. Le texte ne présente guère de difficultés en ce qui concerne les décurions; du moins la fonction à laquelle est attachée le bénéfice en question est-elle nettement déterminée. Il n'en est pas de même pour l'exercice des magistratures : l'emploi simultané,

(1) Dues à Niebhur, Puchta, Mommsen, Huschte; v. M. Beaudouin, *le Majus et le Minus Latium, Revue historique du Droit,* III, 1879, pp. 1-30, 111-169.

(2) M. Otto Hirschfeld, *Contribution à l'histoire du Droit latin,* traduction de M. Thédenat, p. 1. Voici cette restitution : « § 95. *Alia causa est eorum qui Latii jure cum liberis ad civitatem romanam perveniunt; nam horum in potestate fiunt liberi.* »

« § 96. *Quod jus quibusdam peregrinis civitatibus datum est vel a populo romano, vel a Senatu, vel a Cæsare.... Aut majus est Latium aut minus. Majus est Latium cum et hi qui decuriones leguntur et ei qui honorem aliquem aut magistratum gerunt civitatem romanam consecuntur. Minus Latium est cum hi tantum qui magistratum aut honorem gerunt ad civitatem romanam perveniunt. Idque compluribus epistulis principum significatur.* »

Exemples du fonctionnement de ce droit : C. I. L., 1631, Lucena (Bétique); C. I. L., 1945, Ilura (Alora, Bétique); autres inscriptions de la Gaule Cisalpine, et notamment de *Tergestæ*, colonie devenue *civitas*, mais entourée du pays latin des *Carni* et des *Catali;* ceux-ci obtenaient le droit de cité à Tergeste (Trieste) par l'exercice des magistratures (pour qu'ils y payassent la *summa honoraria*).

répété par deux fois, des mots *honorem* et *magistratum*, ordinairement synonymes, fait hésiter sur le sens précis qu'il convient d'attribuer à chacun d'eux. Par suite de l'impossibilité d'admettre que *honos* désignât le sacerdoce, ce qui serait contraire aux habitudes de langage des Romains, on peut donner ce titre soit aux fonctions du *Præfectus* désigné par l'empereur, et qui n'était pas élu comme les magistrats proprement dits (et non à celles du préfet laissé par un duumvir absent, à cause de la rubrique XXV de la loi de Salpensa) (1), soit à l'édilité et à la questure, par opposition au duumvirat, comme on l'a induit de certaines inscriptions et de certains textes (2). Mais la questure n'était peut-être qu'un *munus*, et si c'était un *honos*, le terme *magistratus* lui convenait également. Cette dernière observation pourrait aussi s'appliquer à l'édilité ; il est possible toutefois que le mot *magistratus* ait été employé de préférence pour le duumvirat.

En ce qui concerne le *Majus Latium*, il résulte de la loi *Julia Municipalis* que, jusqu'au IIIe siècle de notre ère, les décurions étaient, au moins en règle générale, d'anciens magistrats (3). A cette époque, le mode de recrutement de la curie fut changé ainsi que les conditions d'admission (4) ; il fallut désormais avoir été décurion ou être fils de décurion pour arriver aux magistratures (les charges qui incombaient aux membres de la curie commençaient à en rendre la

(1) V. M. Otto Hirschfeld, *Contribution à l'Histoire du Droit latin.*

Lex Salp., Rubr. XXV : « ... *e]i qui ita præfectus relictus erit... in omnibus rebus id ius e[a]que potestas esto præterquam de præfecto vel relinquendo et de c(ivitate) Romana consequenda, quod ius quæque potestas h(ac) lege II viri[s qui iuri d(icundo) præerunt datur.* »

Rubr. XXIV : pour le préfet de l'Empereur, il n'y a pas de clause restrictive.

(2) C. Just., X, XXXI, 18 ; C. Théod. XII, I, 16 ; Orelli, 2004 ; Dig., Ulpien, XXXIX, II, 4, §§ 3, 4 ; Orelli, 643 (date du 26e consulat d'Auguste) ; *Lex Julia Municipalis*, ch. VI, ll. 89 et ss. V. M. Beaudouin, *op. cit.*

(3) M. Beaudouin, *op. cit.*. pp. 111-169 ; en sens contraire, M. O. Hirschfeld, *op. cit.*, pp. 6-7, nº 2.

(4) Wilmans, 2029 ; Paul, l. 2, 7, § 2, Dig.

composition difficile) ; tout décurion alors n'avait pas été magistrat, ce qui explique la création du nouveau Droit latin.

Il est en outre vraisemblable que ce n'est guère avant l'époque de Gaius que se place la date du droit créé en faveur des membres de la curie : aucune allusion n'y est faite, soit dans les inscriptions, soit dans les écrits antérieurs (1), car le *Decretum Tergestinum* (2) vise le cas tout spécial de la curie d'une colonie romaine à laquelle étaient admis les Latins (*Catali* et *Carni* du pays environnant attribué *in reditum pecuniæ*).

Le but même de cette modification, celui d'augmenter le nombre des candidats, peut conduire à décider qu'elle a été réalisée au moment où ces candidats sont devenus difficiles à trouver. Et, comme l'expression de Gaius *epistulis principum* ne permet pas d'attribuer cette mesure à Antonin le Pieux, il est très possible qu'Hadrien en soit l'auteur. De sorte que la distinction des deux Droits latins n'a eu qu'une assez courte durée, et qu'elle a existé à une époque où la qualité de citoyen romain s'accordait facilement.

Le texte n'indique pas le moment à partir duquel le droit de cité était acquis au magistrat ou au décurion : était-ce à leur entrée en charge ou à leur sortie ? Le présent *gerunt, perveniunt,* employé par Gaius, semblerait confirmer cette opinion, à moins que *gerunt* ne fût mis pour *gesserunt*, par une sorte de contraction. Il en est de même des passages de Strabon (3) et d'Asconius (4) et de la restitution du texte de la loi de Salpensa, donnée par Zumpt (5). En sens contraire, on peut invoquer la restitution du même texte de Mommsen, adoptée par Rudorf. De plus, les inscriptions des magistrats

(1) Asc. *in Pison.*, p. 3 ; Cic., *ad Attic.*, V. 11, 2 (an 703).
(2) C. I. L., V, 532.
(3) IV, 1, 12 ; v. n. 1.
(4) *In Pis.*, p. 3.
(5) *Studia Romana*, pp. 354 et ss. ; en sens contraire, Rudorf, *de Majore ac Minore Latio,* pp. 7 et ss.

latins ne portent pas indication d'un nom de tribu, comme celles des citoyens romains (1). Cette absence du *Nomen Tribunitium* peut s'expliquer par ce qu'il est quelquefois remplacé par la désignation des hautes fonctions remplies (2). L'acquisition par l'entrée en fonction aurait eu ce résultat que tous les magistrats des colonies latines eussent été citoyens romains ; la condition d'exercice pendant un an semblerait favoriser la solution contraire. Mais les éléments d'une décision tant soit peu certaine font donc défaut.

Ainsi la dernière modification du Droit latin coloniaire nous est imparfaitement connue quant à ses conditions et quant à ses effets ; la dernière mention des *Latini Coloniarii* se trouve dans le paragraphe d'Ulpien relatif à la Mancipation (3), et l'on peut se demander comment Marquardt a trouvé (4) « que jusqu'à Justinien il exista toujours un Droit latin de double sorte : celui des *Latini Coloniarii* et celui des *Latini Juniani*, alors que Justinien s'exprime ainsi (5) : « *Cum enim Latini liberti ad similitudinem antiquæ latinitatis, quæ in colonias missa est, videntur esse introducti, ex qua nihil aliud reipublicæ nisi bellum accessit civile, satis absurdum ipsa rei origine sublata imaginem ejus derelinqui....* »

(1) M. O. Hirschfeld, *op. cit.*, pp. 8 et ss.
(2) M. Michel, *Du Droit de Cité Romaine,* IIIe partie, p. 47.
(3) T. XIX, § 4.
(4) *R. St.* I, p. 62.
(5) C. VII, VI, I, I, an. 531. V. M. O. Hirschfeld, *op. cit.*, p. 20, n° 4.

CHAPITRE III

Des Latini Juniani.

Lorsqu'un esclave, par l'affranchissement, obtenait la qualité d'homme libre, c'est-à-dire qu'il était admis parmi les personnes et cessait d'être une chose, en droit, le maître qui, par la *manumissio*, lui donnait ainsi la vie juridique et sociale, lui transmettait sa qualité de citoyen, de Latin ou de Pérégrin, comme aurait pu le faire un père naturel (1). De même, la désignation du père, qui formait le cinquième élément du nom romain, était remplacée pour les affranchis par le nom du patron, précédé de *libertus* (2). L'affranchi recevait également de son patron son *origo* et son *domicilium* (3) de celui-ci ; il paraît même résulter d'inscriptions (4) qu'il avait une certaine part aux *Jura sepulcri* de son ancien maître, dont la famille lui tenait lieu des agnats qui lui faisaient nécessairement défaut ; le *Jus obsequii* (5) s'explique aussi par l'idée de paternité civile. Tels étaient les effets d'une *Manumissio* régulière ; l'esclave d'hier était aujourd'hui dans une condition supérieure, à certains égards, à celle du fils de famille, soumis

(1) Pline le Jeune, Ep., X., 4.

(2) Sur les noms romains, on peut consulter M. Michel, *Du Droit de Cité Romaine*, épigr. jur., IIIe partie.

(3) Ll. 7 et 27 Dig., L, 1. Conséquence : celui qui a plusieurs patrons (l'esclave commun affranchi par ses maîtres), peut avoir plusieurs origines (l'*origo* est un lien avec un lieu, donnant la *Patria* et la qualité de *Municeps*, sorte de droit de bourgeoisie inférieur).

L. 7, C. X, XXXIX. (Le *Domicilium* et l'*Origo* sont surtout des bases de compétence et d'imposition des charges municipales.) L. 6, § 3, *ad Munic.*, L, 1 ; Fragm. Vatic., § 326.

(4) Orelli, 4434, 4436.

(5) Sur les conséquences juridiques de ce droit, v. M. Accarias, *Précis de Droit Romain*, t. Ier, p. 129, n° 59.

à la *patria potestas*, laquelle, au moins dans la rigueur du droit primitif, n'était pas sans analogie avec la *dominica potestas*; d'autre part, l'ingénu jouissait de quelques privilèges refusés aux affranchis. Mais lorsque l'une des conditions de forme ou de fond, nécessaires pour l'existence et la validité de l'affranchissement, n'avait pas été remplie, l'esclave restait dans son néant juridique et civil, et la volonté de son maître d'en faire un homme libre et un citoyen restait dénuée de tout effet. Cela était d'autant plus rigoureux que, par suite de la nécessité d'employer des formules et des solennités strictement déterminées, il suffisait d'une circonstance minime en apparence pour empêcher la volonté des parties d'avoir son effet. En outre, les conditions nécessaires n'étaient pas toujours, ni facilement, réalisables. Il fallait, en effet, indépendamment du droit le plus entier du maître sur son esclave, une *manumissio legitima*, c'est-à-dire faite par la *Vindicte*, le *Cens* ou le *Testament*. De ces trois modes, le premier seul était toujours à la disposition du maître, c'était aussi le seul qui produisit immédiatement ses effets ; encore fallait-il réunir quatre personnes (maître, esclave, *assertor libertatis*, magistrat). Quant au cens, c'est un procédé qui n'était praticable que de temps en temps. Le testament ne pouvait donner la liberté qu'à la mort du patron, et de plus, c'est un acte tout spécial qu'on ne fait pas en vue d'une affaire particulière. Il résultait de cette règlementation de l'affranchissement que les nullités étaient fréquentes et que le droit maintenait en servitude un assez grand nombre d'hommes qui s'étaient vus libres un moment. Il en était de même de ceux qui, ayant été aliénés sans les formes solennelles nécessaires pour les choses *mancipi*, continuaient à appartenir à leur ancien maître, *ex jure Quiritium*, tandis que le préteur les maintenait *in bonis* au profit de leur acquéreur, et que ni l'un ni l'autre maître ne pouvait valablement affranchir faute d'un droit entier. Cet état de droit avait d'assez bonne heure attiré l'intervention du préteur qui s'était

opposé à ce que les maîtres exerçassent des droits auxquels ils avaient renoncé (1); mais cette initiative du magistrat, en réparant dans une certaine mesure les conséquences de la rigueur des anciens principes, avait le grave inconvénient de tous les palliatifs de ce genre, celui de créer entre le fait et le droit un antagonisme d'où résultent des situations équivoques qu'il est difficile de régler. De là à des abus divers, difficiles à réprimer par suite des contradictions entre les deux principes admis, la distance est courte; et le résultat final est la création d'un certain nombre d'individus déclassés qui peuvent quelquefois devenir un danger pour la société. Cet inconvénient se faisait d'autant plus sentir que le nombre croissant des affranchissements, toujours en partie irréguliers, aurait fini par peupler la cité d'une foule de *servi in libertate*. Peut-être aurait-il été rationnel de mettre fin à cette situation en modifiant des formalités trop rigoureuses; on préféra un moyen mixte, consistant à reconnaître un effet juridique incomplet aux affranchissements nuls selon l'ancien Droit, soit pour défaut de formes solennelles, soit pour absence de *Dominium ex Jure Quiritium* chez le *manumissor* : l'esclave, même dans ces conditions, reçut la liberté, mais sans le droit de cité; il eut la liberté *latine*. Telle est l'origine de cette troisième forme du Droit latin, créée par la loi *Junia Norbana*. D'autres affranchis reçurent le même droit en vertu de la loi *Ælia Sentia;* les uns et les autres prirent le nom de *Latini*, de la condition qui leur fut donnée en imitation de celle des *Latini Coloniarii*, et de *Juniani*, de la loi qui fut la première à les assimiler à cette catégorie de personnes. Les dispositions de ces lois, soit quant à la détermination des personnes qu'elles régissent, soit quant aux droits qu'elles leur attribuent, forment le Droit des *Latins Juniens*.

(1) Gaius, III, § 56; Dosithée, *De Manumiss.*, §§ 5, 7.

SECTION I

Extension du Droit des Latins Juniens, ou quelles personnes jouissent de ce Droit latin.

Les deux lois qui établirent la latinité Junienne procèdent d'un esprit bien différent : la première, ayant pour but de donner un état juridique régulier aux affranchis auxquels le droit pur ne reconnaissait même pas la liberté, et, par conséquent, libérale ; la seconde, au contraire, réduisant à la qualité de Latins des affranchis qui, avant les nouvelles conditions exigées par elle pour acquérir la cité par *manumissio*, auraient été citoyens romains, et, par conséquent, restrictive. L'une et l'autre furent abrogées par Justinien.

§ I

Loi Junia Norbana.

La date de la loi *Junia Norbana* n'est pas certaine : on trouve dans les *Fastes consulaires* plusieurs personnages portant les noms de *Junius* et de *Norbanus*. L'un est le consul Junius Norbanus, en l'année 671 ; les autres sont les consuls de l'an 772, Julius Silanus et Norbanus Flaccus. Pour que la loi en question eût été rendue sous le consulat de ces derniers, il faudrait qu'elle eût pris un des éléments du nom de chacun d'eux, ce qui n'est pas fréquent, bien qu'on en puisse citer des exemples (1). D'autre part, les *Topiques* de Cicéron (2), qui datent de 710, ne citent que les trois modes d'affranchissement solennels, c'est-à-dire le *cens*, la *vindicte* et le *testament*.

(1) V. M. Accarias, *Précis de Droit Romain*, t. I, p. 134 (n° 62) n. 1.
Exemples de lois empruntant les noms de deux consuls; *Valeria Horatia* (Tite Live, III, 55); *Gellia* et *Cornelia* (Cicéron, *pro Balbo*, 16); *Julia* et *Titia* (*Instit.*, pr., *de Atilio Tutore*, XX, x); *Licinia* et *Mutia* (V. ch. II, sect. II, § III, 1).

(2) *Topic.*, 2.

La loi *Junia Norbana* ayant donné effet à d'autres modes, on peut donc supposer qu'elle n'existait pas encore à l'époque où furent publiées les *Topiques*, à moins que Cicéron n'ait voulu parler que des modes qui donnent droit de cité. Enfin, si la loi *Junia* datait de 772, elle serait postérieure à la loi *Ælia Sentia*, qui est de l'an 757. Ce serait donc celle-ci qui aurait établi la latinité Junienne. Or il semble plus naturel de supposer que les affranchis Latins doivent leur nom à la loi qui les a créés qu'à une loi postérieure. Un texte d'Ulpien (1) dit bien que la loi *Ælia Sentia* reconnaissait la qualité de Latins à certains affranchis, mais non que c'était la première qui établit un semblable droit ; et Gaius (2) s'exprime dans le même sens. Or, d'après Dosithée (3), c'est la loi *Junia Norbana* qui a créé les Latins Juniens. Comme cela semble indiqué par leur nom et n'est pas contredit par les jurisconsultes, il est raisonnable de croire que c'était bien la première en date. On peut ajouter que l'époque du consulat de Junius Norbanus, qui se trouvait en charge lors des guerres de Marius contre Sylla, a dû être propice à des mesures législatives du genre de la loi *Junia Norbana* qui, assurant un certain effet à des affranchissements nuls d'après le droit strict, recevait de son objet même un caractère libéral, en harmonie, non seulement avec l'esprit du temps, mais encore plus avec les tendances du parti démocratique, dont Junius Norbanus était membre et qui fit accorder le droit de cité à toute l'Italie (4). Il est une autre raison de croire que la date de la loi *Junia* est l'an 671 : sa disposition relative au *Jus capiendi* aurait été inutile en 772 (sous Tibère), parce qu'à cette époque, les fidéicommis, devenus obligatoires, permettaient de l'éluder (5). La probabilité, sinon la certitude, paraît donc être en faveur de la date la plus ancienne.

(1) I, § 12.
(2) I, §§ 29, 31, 66.
(3) *De Manumiss.*, § 12.
(4) Velleius Paterculus, II, 25.
(5) Gaius, I, § 24. M. Accarias, *op. cit.*, p. 136, n. 1.

Les causes (1) pour lesquelles la loi *Junia Norbana* attribue à des affranchis la qualité de Latins sont au nombre de deux. La première est la situation des esclaves qui avaient été affranchis sans les formes solennelles de la vindicte, du cens ou du testament; le droit prétorien avait, à la vérité, prévenu cette réforme, en assurant, pendant leur vie, à ces esclaves les avantages d'une liberté de fait (2). Mais l'œuvre de la loi *Junia* fut surtout de mettre le droit d'accord avec ce fait, en consacrant l'effet des affranchissements nuls pour vice de forme, effet limité, il est vrai, les individus pour lesquels cette modification de l'ancien droit était accomplie restant en dehors de la classe des citoyens romains, mais ayant une condition juridique supérieure à celle des simples Pérégrins.

Le second cas visé par la loi *Junia Norbana* est aussi un exemple des tempéraments apportés par le préteur aux conséquences du formalisme qui régissait la plupart des actes de la vie civile et des inconvénients de ces remèdes de fait qui ne touchent pas au fond du droit que l'on sent la nécessité de modifier. La chose *Mancipi*, notamment l'esclave, qui avait été aliénée, ou plutôt que l'on avait voulu aliéner par un mode non solennel, par exemple, par la tradition, restait, *ex Jure Quiritium*, la propriété du *tradens*, qui, eût-il reçu le prix de l'*accipiens*, ne lui avait transmis aucune parcelle de son droit de propriété. Le préteur, qui avait, sans doute, souvent à constater, dans l'exercice de ses fonctions, l'iniquité d'une telle règle et surtout les actes de mauvaise foi auxquels elle pouvait donner lieu, surtout à mesure que les translations de propriété devenaient plus fréquentes et, par suite, les formalités plus gênantes, le préteur fit pour le *Dominium du tradens* ce qu'il avait fait pour celui du maître de l'esclave affranchi sans solennités : de même qu'il maintenait l'esclave *in libertate*, de même il maintenait la chose livrée dans les biens, *in bonis*, de

(1) Gaius, I, § 17.
(2) III, § 56; Dosithée, *De Manum.*, §§ 5-7.

l'*accipiens*, l'investissant de la faculté de jouir et de disposer de la chose ; mais il n'alla pas jusqu'à lui donner le droit d'affranchir l'esclave (1) : il fallait pour cela un droit entier, que ne comportait pas la propriété bonitaire. Quant au *tradens*, ayant perdu la *Potestas dominica*, il lui était également impossible d'accorder à l'esclave sa *manumissio* (2). Le concours des deux maîtres eût donc été nécessaire, puisque leurs droits se complétaient l'un par l'autre ; mais c'était là évidemment une condition difficile à réaliser, pour ne pas dire impossible, en fait. Cela choquait d'autant plus l'équité que le propriétaire *in bonis* était seul intéressé à la conservation de l'esclave comme tel ; lui permettre de l'affranchir était donc une réforme imposée par la raison ; mais la loi *Junia*, en l'accomplissant, ne fit que ployer l'ancien principe sans le détruire : la *manumissio*, émanant du propriétaire bonitaire, n'eut que l'effet limité qui était attribué à celle pour laquelle les solennités n'avaient pas été observées.

§ II

Loi Ælia Sentia.

Une troisième cause de latinité Junienne fut ajoutée aux deux précédentes par la loi *Ælia Sentia*, rendue en l'an 757, qui avait pour but, à l'inverse de la loi *Junia Norbana*, de restreindre l'effet des affranchissements en exigeant une condition nouvelle. On voulait réduire le nombre d'affranchis citoyens, toujours croissant, et qui, au moins dans l'esprit des Romains, tendait plutôt à diminuer le prestige de la *civitas* qu'il n'attestait la générosité des maîtres.

Pour que l'affranchi fût citoyen, il fallut désormais qu'il eût atteint l'âge de trente ans lors de l'affranchissement : sinon,

(1) Dosithée, *De Man.*, § 9.
(2) Gaius, III, § 56 ; I, § 54.

il n'était que Latin, à moins que les trois conditions suivantes n'eussent été remplies (1) : 1° que l'affranchissement eût été fait selon les formes solennelles de la *vindicte*; 2° en vertu d'une juste cause; 3° examinée par un conseil. Les mêmes conditions étaient exigées dans un autre cas : celui où, l'esclave ayant l'âge légal pour recevoir la liberté et la cité, le maître était âgé de moins de vingt et un ans. Mais alors la sanction était la nullité, hormis si, la vindicte n'ayant pas été employée, les deux autres conditions nécessaires se trouvaient accomplies; le défaut de vindicte empêchait seulement l'esclave de devenir citoyen, mais lui donnait la liberté latine. On peut, à ce propos, faire remarquer que, sous Justinien, la *manumissio inter amicos* ayant été assimilée à la vindicte quant à ses effets, il n'y avait plus à distinguer entre ces deux modes, comme le fait Justinien d'après Gaius (2). Le but de ces dispositions était d'empêcher le caprice des maîtres de peupler la ville d'une foule d'affranchis, et, lorsqu'il s'agissait de maîtres encore au-dessous de vingt et un ans, elles s'inspiraient de l'intérêt de ces maîtres aussi bien que de celui de l'État. Il faut ajouter que, sous Justinien, les formalités requises ordinairement ne l'étaient pas pour les affranchissements faits *in sacrosanctis ecclesiis* (3), du moins pour les esclaves mineurs de trente ans.

En ce qui concerne les conditions dont le défaut imprimait la qualité de Latin au *manumissus* en vertu de la loi *Ælia Sentia*, la *vindicta* est un procès fictif imité de la *liberalis causa* et soumis à la procédure des *legis actiones*, un *assertor libertatis* jouant le rôle de demandeur et réclamant la liberté de l'esclave, et le magistrat déclarant celui-ci libre sur l'acquiescement ou le silence du maître. Tous quatre devaient

(1) Gaius, I, §§ 18, 19; *Institutes*, I, VI : *Qui quibus ex causis, manumittere non possunt*.

(2) Gaius, I, § 41.

(3) L. 2 C., *Comm. de man.*, VII, XV.

évidemment être présents. Quant aux *Justæ causæ* (1), les *Institutes* en donnent quelques exemples, car l'énumération ne saurait être limitative. C'est le cas où l'affranchissement est imposé au maître par une obligation de conscience : ce serait faire tourner la protection contre lui que de l'obliger à manquer à un devoir. Dans le même ordre d'idées, on peut faire rentrer l'hypothèse où il s'agirait de donner la liberté à son père ou sa mère, à sa nourrice, enfin à un proche parent ou à une personne envers qui l'on a contracté une dette de reconnaissance. A plus forte raison faudrait-il décider de même si l'obligation était, non seulement morale, mais légale, par exemple, si elle était imposée par le titre d'acquisition de l'esclave (2). On considère aussi comme juste cause le fait que l'acquisition de la liberté par l'esclave est nécessaire pour atteindre un but (3) que le maître se propose, pourvu que ce but soit lui-même raisonnable et moral. Justinien cite l'affranchissement d'une *ancilla* que le *manumissor* se propose d'épouser, d'un esclave qu'il a l'intention de constituer *procurator ad litem ;* il faut supposer que ces personnes ont l'aptitude légale pour l'affaire en vue de laquelle ils obtiennent la liberté (4). Ces trois groupes de faits, ou d'autres analogues, constituent les justes causes qu'est appelé à examiner un conseil dont la composition varie, suivant que l'on est à

(1) *Inst.*, I, VI, § 5; Cp. Gaius, I, § 19. L'impossibilité d'affranchir entraînait celle de vendre sous condition d'affranchissement (l. 7, § 1, *Qui et a quibus*, XL, IX) et celle d'imposer au débiteur l'affranchissement de l'esclave qu'il devait (l. 66, *de Verb. Obl.*, XLV, I).

(2) L. 16, § 1, *de Manum. Vind.*, XL, II; l. 29, *de Fide lib.*, XL, V.

(3) § 5, *Inst.*, *loc. cit.*

(4) Par exemple, au cas où le but est le mariage avec l'*ancilla*, que le *manumissor* ne soit pas castrat ; au cas de constitution d'un *Procurator ad litem*, que le mineur ne soit pas au-dessous de l'âge requis pour plaider (17 ans); §§ 5 et 7, *Inst.*, *loc. cit.*; l. 1, §§ 2, 3, *de Post.*, III, I * ; en outre, la juste cause est non avenue, au cas de l'*ancilla*, si le mariage ne s'en suit dans les 6 mois.

* Il fallait s'engager par serment à conclure ce mariage. V. ll. 13 et 19, *De Man. Vind.*, XL, II, et loi 14, § 1, décidant que la femme mineure de vingt ans ne peut ainsi affranchir que son *Conservus*.

Rome ou dans les provinces : à Rome, cinq sénateurs et cinq chevaliers ; dans les provinces, vingt récupérateurs citoyens romains (1), choisis et présidés par le magistrat (préteur ou consul) (2). Il n'est pas certain que le président n'ait pas eu le droit d'admettre ou de rejeter la décision de l'assemblée (3). M. Accarias (4) n'admet pas ce pouvoir discrétionnaire, en quelque sorte, du président : la loi invoquée en faveur de ce droit (5) signifierait qu'il « choisit les membres du *consilium*. » L'appel n'était pas admis, contrairement à la règle ordinaire.

(1) Les récupérateurs étaient des juges compétents spécialement entre citoyens et pérégrins (Festus, s. v° *Recuperator*), et siégeant au domicile du défendeur (Den. Hal, VI, 95); chaque partie en choisissait un de sa nationalité ; un troisième était probablement désigné par les deux autres pour les départager (leur nombre était toujours impair). Cela avait lieu ainsi dans les villes libres, et à peu près de même dans les villes soumises. Sans doute, les juges et récupérateurs y étaient-ils indigènes et de la cité de chaque partie (Cic., *in Verrem.*, 2e act., 2e Disc., n° 13) ; pris sur la même liste en Sicile, ailleurs le juge sur l'une, les récupérateurs sur une autre. La compétence, d'abord limitée entre Pérégrins, s'étendit entre Pérégrins et Romains, puis entre Romains, même à Rome (T. L., XLIII, 2; Plaute, *Bacchides*, II, 3, V, 36 ; Cic., *Pro Cecina*); tandis que des procès entre Pérégrins étaient portés devant le juge unique (Gaius, IV, § 105, range les uns et les autres dans les *Judicia Imperio continentia*); ces délimitations de compétence sont d'ailleurs mal connues. Les règles relatives au *Consilium* chargé de statuer sur les *Justæ Causæ* sont formulées dans les lois 1, pr. et § 2, *de Off. Cons.*, I, x et I, 5 *de Man. Vind.*

(2) LL. ci-dessus; l'acte est de juridiction gracieuse ; conséquence : le magistrat ne pouvait se faire remplacer par son *Legatus* (L. 2 Pr., *De Off. ejus qui mand.*, I, xxi). A Rome, certains jours étaient, paraît-il, réservés pour ces sortes d'affaires; dans les provinces, le président exerçait sa juridiction, contentieuse ou gracieuse, dans des tournées (comme les *Missi Dominici* de Charlemagne ; César, *De Bello Gall.*, V, 1, 2 ; Cicéron, 2e *Verr.*, V, 11); le dernier jour de ces *conventus* était consacré à l'examen des *Justæ Causæ*.

(3) L. I, § 2, *de Off. Cons.*, I, x, « *Consul consilii causam examinat.* »

(4) *Précis de Droit Romain*, t. I, pp. 154 et s., n° 70 et n. 3. La loi précitée semble cependant, par suite du sens grammatical de l'expression *causam examinat...* avoir trait à « un examen de fond. »

(5) *Inst.*, § 6, *loc, cit.* ; L. 9, § 1, *de Man. Vind.*, XL, II, rescrit d'Antonin le Pieux cité par Marcien. Cela se concilierait bien avec le droit d'appréciation du président.

§ III

Cas spéciaux de Latinité Junienne.

En dehors des causes générales qui attribuaient la qualité de *Latin Junien*, elle pouvait résulter aussi de deux causes spéciales :

I. La femme libre qui avait entretenu des relations avec l'esclave d'autrui devenait elle-même, en vertu du sénatus-consulte Claudien, esclave du même maître, après trois dénonciations de celui-ci et adjudication par le magistrat (préteur ou président) (1). Lorsque c'était une affranchie et que son patron avait ignoré le commerce (*Contubernium*) avec l'esclave, elle perdait sa liberté au profit de ce patron, en même temps qu'il était interdit à celui-ci de jamais lui faire obtenir la qualité de citoyenne romaine (2). Il en résultait que l'affranchissement ultérieurement fait par ce maître donnait à son *ancilla* la qualité de Latine Junienne.

II. Par suite de la corruption croissante des mœurs et des abus plus fréquents que les maîtres firent de leur droit absolu sur leurs esclaves, quelques restrictions inspirées par des sentiments d'humanité furent apportées à ce droit. Telle est la décision de Claude déclarant libres et Latins Juniens les esclaves malades que leurs maîtres avaient exposés dans le temple d'Esculape pour n'avoir pas à les soigner (3).

§ IV

Réforme de Justinien.

A l'époque où furent accomplis les travaux législatifs de

(1) Paul, *Sent.*, II, XXI A, § 17.

(2) § 7. L. 3, C. Théod. IV, XI, *ad Set. Claud.*

(3) Suétone, *Claude*, 25; L. 2, *Qui sine manum.*, XL, VIII; L. unic. § 4, C. *de Lat. lib. toll.* VII, VI.

Justinien, le nombre des affranchis Latins Juniens était devenu extrêmement petit. D'une part, en effet, la distinction entre le *Dominium ex jure Quiritium* et la propriété bonitaire n'était plus guère connue dans la pratique et allait disparaître tout à fait (1) ; d'autre part, par suite du peu d'efficacité des lois qui atteignent la liberté individuelle en voulant réformer les mœurs, et du relâchement toujours grandissant de la rigueur du droit, l'examen par le *consilium* de la *justa causa,* nécessaire pour que l'affranchissement d'un esclave âgé de moins de trente ans eût son plein et entier effet, avait dû dégénérer en simple formalité, ou du moins ne consistait plus qu'à s'assurer d'une volonté bien déterminée du maître. Des diverses causes de Latinité pour les affranchis des citoyens romains, les vices de formes étaient à peu près la seule qui subsistât ; encore faut-il tenir compte de l'efficacité attribuée par Justinien à la *manumissio inter amicos*. Il était d'ailleurs dans l'esprit du temps de renoncer à ces vieilles distinctions qui, ainsi que le formalisme, avaient pu avoir leur raison d'être dans la cité des anciens Romains, mais n'étaient plus en accord avec l'état social du vaste empire de Justinien dont les sujets, appartenant à tant de races diverses, étaient, en général, citoyens romains depuis Caracalla, qualité qui ne leur donnait guère d'avantages. Aussi était-il rationnel d'abolir une distinction comme celle des affranchis citoyens et des affranchis latins (2), qui ne fut, en quelque sorte, qu'une mesure transitoire pour faire passer de l'esclavage à la cité ceux dont la *Manumissio* n'avait pas été faite selon les formes ou dans les conditions requises. Ce fut l'œuvre des lois qui rétablirent l'ancienne règle, que l'affranchissement valable donnait la qualité de citoyen, que l'affranchissement nul était totalement dépourvu d'effet juridique (3).

(1) L. un. C., *de Nudo Jure Quirit.*, VII, xxv.

(2) De même qu'on ne distinguait plus les ingénus en citoyens romains, latins, etc....

(3) L. un. C., *de Dedit. lib.*, VII, v ; l. un. C., *de Lat. lib.*, VII, vi.

SECTION II

Compréhension de la qualité de Latin Junien, ou droits que comporte cette qualité.

La situation des nouvelles catégories d'hommes libres créées par les lois *Junia Norbana* et *Ælia Sentia* fut réglée, comme l'indique leur nom, d'après celle des Latins des colonies. Il y a toutefois entre ces deux sortes de Latins une différence assez profonde qui, sans avoir une très grande influence sur leur participation au Droit civil pur, est digne d'être notée et tient à la cause même qui leur fit attribuer un état supérieur à celui des Pérégrins et inférieur à celui des Romains. Si les Latins des villes latines n'avaient qu'une partie des droits résultant de la loi romaine, c'était en raison de leur qualité d'étrangers, du lien qui les attachait à une autre cité, et s'ils avaient une autre condition juridique plus avantageuse que celle des Pérégrins ordinaires, c'était en considération, soit de leur origine, soit des rapports qui unissaient leur pays à Rome; enfin ils avaient nécessairement un état juridique complet, c'est-à-dire la qualité de citoyens dans le lieu de leur *origo*; tandis que les Latins Juniens, ne se rattachant à aucune autre cité que Rome, n'avaient pas ailleurs les droits, civils ou politiques, qui leur étaient refusés par la loi romaine, et la raison de cette restriction à leur égard se trouve dans des circonstances spéciales. Au fond, il y a sans doute une cause générale identique pour les uns et les autres, le caractère privilégié des droits de citoyen; mais les causes efficientes sont différentes et affectent un caractère plus exceptionnel pour les Latins Juniens. On ne saurait d'ailleurs méconnaître que la loi *Junia Norbana* n'ait réalisé un progrès conforme à l'équité en régularisant la position de ceux qui n'étaient auparavant que *Servi in libertate*, et, si la loi *Ælia Sentia* se montra peu libérale

en diminuant le nombre de ceux qui parvenaient à la cité, du moins ne peut-on lui reprocher de les avoir placés dans une condition par trop défavorable.

§ I

Des jura privata.

Le *Commercium*, sauf quelques controverses, a appartenu à tous les Latins : nul doute qu'il n'ait été accordé aux affranchis des lois *Junia Norbana* et *Ælia Sentia* (1). Ceux-ci pouvaient donc figurer dans les actes solennels, comme parties ou comme témoins ; stipuler, promettre ; acquérir ou transférer le *Dominium ex Jure Quiritium*. Mais en ce qui concerne les mutations par décès, pour employer une expression du droit moderne, bien qu'ils eussent, en principe, la *Factio Testamenti*, grâce à laquelle ils pouvaient figurer comme témoins, etc., dans un testament et même être institués héritiers, ou gratifiés de legs, une restriction avait été apportée par la loi *Junia Norbana*, qui limitait leur droit à ces conséquences pour ainsi dire platoniques de la *Factio Testamenti*, et leur enlevait le *Jus capiendi*, c'est-à-dire la faculté de recueillir les hérédités et les legs à eux déférés, sans laquelle la *Factio Testamenti* n'offrait pas d'avantage pratique appréciable. Il peut paraître singulier que, dans un droit aussi formaliste que celui des Romains, on se soit, en ce cas, montré plus rigoureux pour le côté pratique que pour le côté théorique, en reconnaissant aux Latins Juniens une aptitude générale plus étendue que les avantages matériels qu'on voulait leur laisser. Cela tient sans doute à l'époque où fut rendue la loi *Junia Norbana*, et au but que l'on poursuivait d'attacher à la qualité de citoyen des privilèges qui la rendissent plus précieuse, et de récompenser les pères de famille qui donnaient des citoyens ingénus à la République, en leur attri-

(1) Ulpien, V, §§ 4, 9.

buant les parts caduques des successions. Il n'était pas indifférent. d'ailleurs, pour les affranchis de la loi *Junia* d'avoir cette capacité, même restreinte, d'être institués : la *Factio Testamenti* était indispensable au moment même de la confection du testament, à cause de l'ancienne forme dans laquelle cet acte se faisait jadis, la *Mancipatio*, acte bilatéral et solennel, qui ne pouvait être passé que par deux parties dûment capables d'y jouer un rôle actif. La règle avait survécu à sa raison d'être, après l'établissement des autres manières de tester, et alors qu'il eût été beaucoup plus rationnel de considérer la capacité réciproque du testateur et de ses héritiers au moment où l'hérédité devait être déférée, c'est-à-dire à la mort du testateur ou à l'avènement de la condition. Au contraire, le *Jus Capiendi*, c'est-à-dire, comme l'indique son nom, le droit de recueillir le bénéfice d'une disposition, n'était nécessaire qu'au moment même où il était mis en œuvre, lorsque l'héritier ou le légataire était appelé à faire valoir le droit que le défunt lui avait transmis.

De là, l'utilité, pour des personnes privées du *Jus Capiendi*, d'être néanmoins investies de la *Factio Testamenti*, ces deux capacités n'étant pas exigées à la même époque : l'institution ou le legs faits en leur faveur étaient valables dès le principe, et leur droit pouvait être complété entre le moment de la confection du testament et celui de l'ouverture de la succession, par exemple, si elles acquéraient le droit de cité dans l'intervalle. La prohibition portée contre les Latins Juniens devint d'ailleurs inefficace, lorsque, sous Auguste, les fidéicommis furent rendus légalement obligatoires (ils l'étaient déjà moralement d'après l'opinion publique et pour quiconque en avait souci ; Auguste tint à honneur d'en exécuter volontairement). A défaut de ce moyen, l'institution était grevée d'une sorte de condition tacite (1) qui la tenait en suspens jusqu'au décès du testateur et même cent jours après, sans qu'il y eût à distin-

(1) Ulp., XVII', § 1 ; XXII, § 3.

guer si elle avait été faite en faveur du Latin ou de son esclave (1), celui-ci empruntant la capacité de son maître ; cela avait à peine besoin d'être remarqué. La distinction entre la *Factio Testamenti* et le *Jus Capiendi* avait cessé d'exister du temps de Justinien (2) ; du moins l'une des capacités supposait-elle nécessairement l'autre, de sorte que les *Institutes* emploient indifféremment les deux expressions l'une pour l'autre. Lorsque le Latin Junien n'avait pas acquis, lors de l'ouverture de l'hérédité, le droit de recevoir sa part, celle-ci était rangée parmi les *Caduca* (« *veluti ceciderit ab eo* », dit Ulpien) (3), comme celles des *Cœlibes* et des héritiers ou légataires prédécédés ou ayant perdu leur capacité (4). Ces parts caduques étaient réservées à ceux qui « obéissaient à la loi » en se mariant, avec le but de donner des citoyens à la patrie. De là, le nom de *Lois caduquaires* qui désigne l'ensemble de ces dispositions qui, destinées à réformer les mœurs, s'attaquaient peut-être à l'effet sans supprimer la cause, ce qui aurait probablement été impossible au législateur. Le moyen employé, c'est-à-dire les récompenses pécuniaires offertes aux pères de famille, était lui-même peu moral en soi, en ce qu'il tendait à substituer des calculs d'intérêt aux considérations morales plus dignes de servir de point de départ à la fondation d'une famille.

Quoi qu'il en fût du résultat social des lois *Julia* et *Pappia Poppæa* et autres, elles n'en introduisirent pas moins, dans la législation des testaments, des dérogations que des juristes plus scrupuleux auraient peut-être jugées d'une équité douteuse. Ce qui fait remarquer davantage le caractère exceptionnel de la privation du *Jus Capiendi* chez les Latins Juniens, c'est que toutes les conséquences du testament qui ne sont pas

(1) L. 82, *De Acquis. vel Omitt. Hered.*, XXIX, II.
(2) *Inst.*, V, § 4, *de Hered. Qual.*, II, XIX.
(3) XVII, § 1.
(4) L. un. §§ 1-5, *de Cad. toll.*, VI, LI.

liées à l'acquisition des droits transmis par le défunt aux bénéficiaires de ses dispositions se produisaient normalement : par exemple, la révocation d'un testament antérieur par celui qui instituait l'affranchi régi par la loi *Junia Norbona* (1). Par contre, et quoique celui-ci eût l'aptitude légale à figurer dans un testament comme témoin, *libripens* ou *familiæ emptor*, il ne pouvait, en vertu d'une disposition de la loi *Junia Norbana*, être tuteur testamentaire : c'était encore une exception à la règle générale d'après laquelle il avait la *Testamenti Factio* (2), et, si la tutelle eût été à Rome une charge imposée au tuteur dans l'intérêt du pupille, on pourrait voir là une disposition d'équité destinée à ne pas imposer au Latin Junien les obligations alors qu'il était exclu des bénéfices ; mais comme les pouvoirs du tuteur étaient établis dans son intérêt, et, quoique ce principe eût subi quelques tempéraments, il est peut-être plus exact de dire que c'était par défaveur que cette fonction était interdite par la loi *Junia* aux individus qu'elle régissait.

Mais toutes ces règles n'ont trait qu'à l'un des côtés de la *Factio Testamenti*, le côté passif. Du côté actif, une autre incapacité forme, pour ainsi dire, le pendant et la réciproque de celle de recueillir les successions : c'est celle de laisser une hérédité testamentaire ; mais elle est plus complète. Avant la loi *Junia Norbana*, il ne pouvait être question de l'hérédité d'un individu affranchi sans formes solennelles ou par un maître bonitaire : maintenu, en fait, en liberté par l'intervention du préteur, cet individu n'avait jamais cessé d'être esclave, en droit, et, par suite, les biens qu'il avait pu acquérir constituaient pour lui, non un patrimoine, mais un simple pécule dont le préteur, complétant son œuvre de protection, lui assurait la jouissance et la disposition pendant sa vie. La mort de l'affranchi, mettant fin à la protection accordée à sa personne, faisait en même temps cesser celle qui lui conservait

(1) Cf. Gaius, II, § 144.
(2) Ulpien, XI, § 16.

les choses acquises par lui, et qui était comme l'accessoire de la précédente. C'est pourquoi le droit du maître, reprenant son empire, lui faisait recueillir, *jure peculii*, les biens laissés par l'esclave dont l'affranchissement avait été irrégulier. La loi *Junia Norbana* ayant fait de celui-ci un homme libre, il pouvait avoir un patrimoine, et non un pécule; il n'avait plus de maître, mais un patron. Il semblerait donc que celui-ci ait dû avoir les droits que comportait cette qualité, notamment les droits successoraux. Cependant, et par une interprétation peut-être exagérée de l'assimilation des nouvelles classes d'affranchis aux Latins Coloniaires, les *Jura Patronatus* avaient été, au moins en matière de succession, jugés incompatibles avec la situation des Latins Juniens. De là, il serait résulté pour leurs patrons une situation inférieure à celle des patrons des affranchis citoyens, et pour eux, un droit de disposition plus large que celui de ces autres affranchis. Pour cette raison, et sans doute en souvenir de ce qui se passait pour les *Servi in libertate*, la loi *Junia Norbana* fit retomber sous les règles du pécule et, comme tel, retourner au patron comme lui ayant toujours appartenu, le patrimoine laissé par les affranchis Latins décédés, qui, « ayant vécu libres, mouraient esclaves. » De là, l'impossibilité de tester. Quant à la succession *ab intestat*, indépendamment de la disposition de la loi *Junia*, les Latins Juniens n'en auraient pu laisser, si ce n'est au patron, puisqu'ils n'avaient ni agnats, ni enfants en puissance (n'étant pas citoyens), ni *gentiles*. Il y a une conséquence à tirer de ce que le patron prenait, *jure peculii*, les biens laissés par l'affranchi Latin : ces biens se confondaient dans sa succession et étaient attribués, confondus avec elle, à ses héritiers en puissance ou externes, mais non à ses héritiers siens exhédérés (1), à la différence de ce qui avait lieu pour la succession des affranchis citoyens auxquels succédaient le patron, et, à défaut, ses héritiers siens, c'est-à-dire ceux qui

(1) Gaius, III, § 58; L. 27, *de Bon. libert.* D., XXXVIII, v.

auraient été sous sa puissance à la mort de l'affranchi, s'il eût vécu alors (les héritiers siens du patron remplaçaient pour l'affranchi les agnats) (1). Un sénatus-consulte Largien, rendu sous Claude, établit une règle nouvelle, excluant de la succession des Latins Juniens, tous les héritiers externes au profit des héritiers non exhédérés *nominatim* (2) (particulièrement des filles et petits-enfants exhérédés *inter cæteros*, des descendants ayant usé du *Jus abstinendi* et des émancipés omis n'ayant pas réclamé la *Bonorum Possessio contra tabulas*). Cette double incapacité de laisser ou de recueillir une succession, formant exception à leur aptitude générale à participer aux modes de transmission du *Jus civile*, paraît avoir été le caractère distinctif de la condition des Latins Juniens en matière de Droit privé.

§ II

Des jura publica.

En ce qui concerne le Droit public, la différence qui distinguait la situation des Latins Juniens de ceux des colonies apparaît très nettement avec ses conséquences : c'est que les habitants des villes gratifiées du Droit latin, et plus anciennement, ceux qui étaient établis dans les colonies latines, avaient, dans leur colonie ou leur ville, tous les avantages résultant de la qualité de citoyen de ce pays, aussi bien quant aux droits politiques que quant aux droits privés, en même temps qu'ils y subissaient les diverses charges publiques. Au contraire, les affranchis régis par les lois *Junia Norbana* et *Ælia Sentia*, n'ayant aucun lien avec une autre cité que Rome, ne jouissaient pas ailleurs des droits qui leur y étaient refusés, ce qui était une aggravation des restrictions apportées à leurs droits. Il faut d'ailleurs tenir compte de l'infériorité de la con-

(1) Gaius, III, §§ 46, 49.

(2) Gaius, III, § 63; IV, §§ 65-67; *Inst.*, § 4, *loc. cit.*

dition des affranchis par rapport à celle des ingénus, alors même que les uns et les autres ont le même droit de cité. Seulement les infériorités qui ne résultaient que de la qualité d'affranchi n'étaient pas héréditaires comme celles qui avaient pour cause la qualité de Latin.

Celles qui distinguaient les affranchis citoyens des ingénus s'appliquaient à plus forte raison aux affranchis Latins : au point de vue du droit criminel, ceux-ci pouvaient, comme les premiers, être mis à la torture comme (1) témoins (sauf contre leur patron) et ne pouvaient pas plus qu'eux intenter une action publique (à moins d'être père d'un fils ou d'avoir trente mille sesterces de fortune) (2). Est-il besoin d'ajouter que les *Sacra Publica*, l'inscription sur les registres du cens, etc., leur étaient interdits? Même les *Munera* ne leur étaient pas applicables. Ils étaient exclus des légions au double titre de Latins et d'affranchis (3), et il n'y avait que dans les circonstances exceptionnelles que l'on enrôlait les affranchis, même citoyens. Cela ne s'applique toutefois qu'à l'armée de terre : dans la marine, les affranchis paraissent avoir toujours été admis, soit comme *remiges*, soit comme *milites* (4), quoique moins ordinairement parmi ces derniers; les affranchis Latins pouvaient certainement faire partie des *remiges*, puisque l'on en prenait même parmi les esclaves rachetés; le personnel de la flotte se recrutait d'ailleurs surtout parmi les affranchis (5) et les pérégrins, et elle était quelquefois commandée par un affranchi impérial. Sous l'empire, lorsque le *Jus Militiæ* se fut transformé en une simple charge et plus souvent en un métier, les affranchis, même Latins, entrèrent dans la composition des troupes romaines de terre; la loi *Visellia* le prouve, au moins pour

(1) L. 1, § 9, *de Quæstione*, XLIX, XVIII.

(2) *Coll. leg. Mos.*, tit. IV, cap. IV et V.

(3) T. L., X, 21; XXII, 11.

(4) Suétone, *Auguste*, 16; Tacite, *Hist.*, III, 12; T. L., XXXVI, 2; XLII, 27, 31; XLIII, 12.

(5) Tacite, *Hist.*, I, 87; *Ann.*, XIV, 3; *Hist.*, III, 12; Suét., *Aug.*, 16.

les *Vigiles* (1). Quant aux *Jura Suffragii* et *Honorum*, les affranchis citoyens eux-mêmes n'avaient qu'une part restreinte au premier, étaient exclus du second (2) : à plus forte raison ces droits ne pouvaient-ils appartenir aux Latins Juniens.

§ III

De l'acquisition de la cité.

En compensation des infériorités qui caractérisaient la condition juridique des affranchis Latins, des facilités assez grandes leur étaient accordées pour s'élever au droit de cité : Ulpien (3) ne cite pas moins de huit modes d'acquisition de ce droit pour les Latins, et les conditions à remplir n'étaient pas très difficiles pour la plupart. Bien qu'il ne spécifie pas que ces modes fussent particuliers aux personnes investies du Droit latin en vertu des lois *Junia Norbana* ou *Ælia Sentia*, plusieurs des paragraphes du titre, parlant de ceux qui ont obtenu la liberté avant trente ans, s'appliquent évidemment à cette seule catégorie de Latins ; les modes spéciaux aux *Latini Coloniarii* n'étant pas rappelés, il est probable qu'ils ne sont pas visés par Ulpien (4), qui consacre un paragraphe à chacun des modes énumérés au commencement du titre.

I. Le premier consiste dans une concession par décision gracieuse du prince (5), semblable à la naturalisation moderne dans les États où elle est accordée par le pouvoir exécutif. En ce cas, on appliquait la constitution de Trajan relative aux droits du patron sur les biens de l'affranchi Latin décédé, auquel

(1) Ulpien, II, § 5; Tacite, *Ann.*, XIII, 27; Gaius, I, § 32.

(2) L. un. C. *ad Leg. Visell.*, IX, XXI; l. 1 C, *Si serv. aut lib.* X, XXXII.

(3) Titre III entier.

(4) Voici son énumération : « ...*Beneficio principali, liberis, iteratione, militia, nave, ædificio, pistrina, præterea ex senatusconsulto, mulier quæ sit ter enixa....* » Tit. III, § 1. Le titre *de Latinis* vient d'ailleurs après ceux qui traitent des affranchis et des hommes libres (I, *de Libertis*, II, *de Statu libero*).

(5) § 2, « *Beneficio principali... si ab Imperatore jus Quiritium impetraverit.* »

était assimilé celui qui avait reçu la cité *beneficio principali* à l'insu ou contre le gré du patron, disposition qui fut modifiée par un sénatus-consulte d'Hadrien, décidant que les droits du patron ne s'exerceraient plus sur le patrimoine de l'affranchi qui aurait, ultérieurement, eu recours à un autre mode d'acquisition de la cité (1).

II. Les Latins arrivaient à la cité, en second lieu, *liberis*, c'est-à-dire quand ils avaient une postérité dans certaines conditions. Ce droit, établi par la loi *Junia Norbana* d'après Ulpien (2), par la loi *Ælia Sentia* d'après Gaius (3), suffirait à ranger la disposition dont il émane parmi les mesures législatives destinées à améliorer ou à réformer les mœurs par un système de punitions et de récompenses fondé sur l'esprit des lois caducaires. Plusieurs conditions étaient nécessaires pour se prévaloir de ce droit.

1° La première était d'avoir épousé une Romaine ou une Latine (« *si civem Romanam vel Latinam duxerit* ») (4), Junienne ou des Colonies (« *vel cives Romanas, vel Latinas Coloniarias* [*vel ejus*]*dem conditionis* ») (5).

2° Il fallait ensuite que ce mariage eût été contracté *liberorum quærendorum causa* (6). M. Accarias (7) croit que ces expressions sont tirées de la loi *Ælia Sentia* et signifient que le mariage doit être contracté entre personnes présumées capables d'avoir des enfants ensemble. Cela était probablement nécessaire ; c'est conforme à l'esprit de la condition ; et la conséquence « que le mariage d'un homme âgé de moins de soixante ans avec une femme quinquagénaire ne serait pas pris en considération » semble exactement déduite. Peut-être pour-

(1) Gaius, III, §§ 72, 73.
(2) III, § 3.
(3) I, § 29.
(4) Ulp., III, § 3 ; un autre texte (VII, § 4) attribue l'établissement de ce droit à la loi *Ælia Sentia* comme celui de Gaius.
(5) Gaius, I, § 29.
(6) Ulp., III, § 3.
(7) *Précis de Droit Romain*, t. I, p. 137, n. 1 (n° 64 a ; édit. 1879, 3e).

rait-on objecter que cette condition ainsi entendue ferait en quelque sorte double emploi avec le but exigé chez les époux qui, supposant d'ailleurs cette possibilité, comporterait de plus quelque chose d'intentionnel.

3° Le témoignage de sept citoyens romains pubères était nécessaire et destiné, d'après la phrase d'Ulpien (1), à prouver l'existence de la condition précédente : voilà une singulière application de la preuve testimoniale, et l'on peut se demander quel genre de garantie résultait de ce que sept citoyens affirmaient que « *liberorum quærendorum causa uxorem duxerat.* » Ce témoignage s'expliquerait beaucoup mieux d'après le passage de Gaius, à moins que ce ne fût une solennité destinée à faire comprendre aux époux la gravité de l'engagement exigé d'eux.

4° Enfin, comme complément des trois autres conditions, une quatrième circonstance devait y être ajoutée : l'existence d'un enfant né du mariage, fils ou fille, âgé d'un an au moins, « *postea filio filiave, nato natave et anniculo facto* (2).., » sans doute parce que l'on trouvait qu'avant cet âge la vie était trop incertaine pour y attacher un effet aussi considérable.

La réunion de ces diverses conditions, dont la dernière est le but des autres, donnait au Latin le droit de « *apud prætorem causam probare, et fieri civis romanus, tam ipse quam filius filiave ejus et uxor...,* » droit dont l'effet pourrait être comparé à celui de la naturalisation collective de certaines législations modernes.

Le bénéfice n'était pas perdu si le Latin venait à décéder avant que l'enfant né de son mariage n'eût atteint l'âge d'un

(1) « ... *Testatione interposita quod liberorum quærendorum causa uxorem duxerit....* » Gaius (*loc. cit.*) semble plutôt appliquer ce témoignage à la qualité de Latins, etc... des époux : « ... *Si uxores duxerunt vel cives Romanas vel Latinas coloniarias* [*vel ejus*]*dem conditionis cujus et ipsi essent, idque testati fuerint, adhibitis non minus quam septem,* etc.... »

(2) Ulp., *loc. cit.*

an ; en ce cas, la mère pouvait *probare causam* (1) et obtenir ainsi le droit de cité romaine pour elle et pour son enfant. Ce dernier avait de plus droit à la succession de son père, par assimilation aux posthumes siens nés *ex justis nuptiis* (2). Si la mère elle-même était morte avant que son fils ne fût âgé d'un an, le droit de faire la *causæ probatio* passait à celui-ci avec tous ses avantages, c'est-à-dire la cité et le droit à l'hérédité de ses parents ; mais Gaius ajoute qu'il ne faut pas appliquer à la fille ce qu'il vient de dire du fils au cas de prédécès des deux père et mère. Ni Ulpien ni Gaius ne semblent faire allusion au cas d'une Latine Junienne épousant un Romain ; mais tous deux font observer que l'enfant d'une Romaine est toujours Romain, aux termes d'un sénatus-consulte d'Hadrien (3), qui, d'après le même Gaius (4), a tranché une controverse sur la qualité à attribuer à l'enfant né d'une Romaine et d'un Latin Junien. On avait soutenu (5) « que les lois *Junia Norbana* et *Ælia Sentia* avaient donné au Latin le *Connubium* lorsqu'il se mariait dans les conditions fixées par la loi *Sentia*, et que, par suite, l'enfant devait, selon les règles ordinaires, suivre la condition paternelle, tandis que ceux qui naissaient d'un mariage autrement contracté suivaient la condition maternelle, conformément au droit des gens. » Cette opinion tendait à compléter l'assimilation aux *Justæ Nuptiæ* du mariage contracté en vue de la *Causæ Probatio*, et qui produisait des effets analogues, sinon plus considérables à certains égards, que les précédentes.

La *Causæ Probatio*, d'abord instituée uniquement en faveur des esclaves affranchis avant l'âge de trente ans, fut étendue

(1) Gaius, I, § 32.

(2) *Ibid.* : « *Perinde ac si ex justis nuptiis procreatus esset, quasi suus posthumus patris....* »

(3) Ulp., III, § 3 *in fine;* Gaius, I, § 32.

(4) I, § 80.

(5) « ... *Fuerunt tamen qui putaverunt, ex lege Ælia Sentia contracto matrimonio, Latinum nasci....* »

à tous les Latins Juniens par un sénatus-consulte rendu sous le consulat de Pégasus et de Pusion et qui porte le nom de *Pégasien* (1).

III. L'*Iteratio* était au contraire un mode spécial aux individus qui, ayant l'âge légal pour la *manumissio*, avaient reçu la liberté sans les formes requises par la loi (2). Elle consistait à refaire l'affranchissement d'une manière régulière. Ce n'était assurément pas une faveur exagérée que celle qui consistait à reconnaître à cet affranchissement l'effet qu'il aurait eu dans le vieux droit, alors que le premier était non avenu. Cela avait lieu, par exemple, si le propriétaire bonitaire, qui avait déjà affranchi son esclave, venant à acquérir le *Dominium ex Jure Quiritium*, remplissait de nouveau les formalités nécessaires pour lui donner la liberté (3). L'hypothèse où il s'agissait d'un vice de forme est plus simple : on renouvelait l'acte vicieux, et le Latin était citoyen (4).

IV. Le service militaire avait dans certains cas l'effet de donner la qualité de citoyen : ainsi les Pérégrins qui servaient dans la flotte (5) l'obtenaient par vingt-cinq ans de service. Une loi *Visellia* (rendue, d'après Mommsen, en 682 ou 72) (6) établit un droit analogue au profit des affranchis servant dans les *Vigiles*, corps créé par Auguste et destiné à prévenir ou réprimer les incendies, la nuit (7). Les Vigiles étaient organisés militairement en sept cohortes et répartis dans quatorze

(1) Gaius, I, § 31.

(2) Ulpien, III, § 1.

(3) La dérogation est plus marquée en ce cas où il n'y avait plus à proprement parler de *dominium ;* elle existe aussi dans les autres cas, où la *dominica potestas* était également éteinte; y renoncer était donc une fiction.

(4) Pline le Jeune, *Epistulæ,* VII, 16.

(5) Tacite, *Hist.,* 1, 6, 3, 1; Suétone, *Galba,* 12. Deux légions formées de marins reçurent aussi la cité (Tac., II, 69; III, 51); mais c'est là une décision spéciale.

(6) *Bulletin de l'Institut archéologique*, 1845, p. 93 ; Ulpien, III, § 5.

(7) V. *Dictionn. de Géographie et d'Histoire,* par MM. Desobry et Bachelet, t. II, p. 2743. L'organisation des Vigiles ressemble à celle du régiment des sapeurs-pompiers de Paris.

corps de garde (deux par chaque région de la ville). Soldés aux frais du Trésor, ils devenaient, au bout d'un certain temps de service, *frumentarii*, de même que les *Peregrini* (chargés de la police), ce qui suppose un certain droit de bourgeoisie. Il y avait connexion entre ce privilège et l'acquisition de la cité, et le même temps était nécessaire pour obtenir l'un et l'autre (1), c'est-à-dire six ans. Cela prouve que les citoyens commençaient à être peu soucieux du *Jus Militiæ* et que le recrutement du corps en question devenait difficile. Il paraît même que six ans passés dans les rangs des Vigiles parurent une condition trop rigoureuse, car un sénatus-consulte réduisit cette durée à trois ans (2).

V. Après avoir cherché à assurer le recrutement des milices chargées de veiller à la sécurité nocturne de Rome, le législateur s'est préoccupé d'encourager les industries qui fournissaient les aliments nécessaires à sa population. Comme il était résulté du travail servile, désormais mal surveillé à cause de l'immense étendue de certains domaines dont les propriétaires ne voulaient ni ne pouvaient diriger eux-mêmes l'exploitation, que les terres étaient fort mal cultivées et tous les métiers plus ou moins délaissés ; comme on avait laissé les Marais Pontins, jadis transformés par les Étrusques en terres arables d'une fécondité extraordinaire (3), reprendre leur état de foyers pestilentiels, c'était d'Afrique que venait le blé consommé par le peuple romain : de là, la pensée de favoriser ceux qui entreprenaient le transport du grain, et

(1) M. Beaudouin, *le Majus et le Minus Latium (Revue Hist. du Dr.*, 1879), pp. 1-30. Inscriptions : Kellermann, *Vigiles*, 12; Wilmans, 1500.

(2) Gaius traite de ce mode d'acquisition au § 32ᵇ du Cʳᵉ Iᵉʳ reconstitué par W. Studemund ; (Gaii Inst. Comm. IV, p. 89, 1874, *Leipsiæ ;* Huschke, *Jurispr. antej.*, 1874, Gaius, I, 32ᵇ et seq. pp. 174, 175) : « [*Præterea ex lege Visellia tum majores quam minores XXX manumissi et Latini facti jus Quiritium adipiscuntur*] *id est, fiunt cives Romani, si Romæ inter Vigiles sex annos militaverunt, postea dicitur factum esse senatusconsultum quo data illis civitas si triennium militiæ expleverunt.* »

(3) M. Duruy, *Hist. des Romains*, Introd....

l'édit de Claude, accordant le *Jus Quiritium* à ceux qui se trouvaient dans les conditions suivantes (1) : 1° faire construire un navire ; 2° jaugeant au moins dix mille mesures ; 3° l'employer à transporter du blé à Rome pendant six ans. Peu importait, d'ailleurs, que le navire eût péri avant ce temps, pourvu qu'il eût été remplacé par un autre : le but était atteint quand même.

VI. La disposition qui accorde la qualité de citoyen au Latin qui a établi un moulin est évidemment inspirée des mêmes motifs que la précédente et la complète. Les conditions auxquelles il fallait satisfaire sont connues, grâce à la lecture par Studemund du passage de Gaius relatif à ce privilège accordé aux meuniers (2) ; il dit aussi que c'est à une constitution de l'empereur Trajan que remonte le droit en question. Celui-ci appartenait au Latin qui avait pendant trois ans, à Rome, exploité un moulin et y avait fait moudre au moins cent mesures de blé par jour.

VII. Un abri, un logement quelconque, est presque aussi nécessaire à l'homme que les aliments : de là, la faveur accordée à l'affranchi Latin qui fait bâtir une maison. Sans doute, l'intention d'embellir Rome par des constructions nouvelles se joignait dans l'esprit du législateur à la préoccupation de faciliter aux habitants les moyens de se loger. D'après le texte de Gaius (3), tel que le rapporte l'*Enchiridion* de M. Giraud, l'auteur de l'édit qui récompensa les constructeurs de maisons serait Néron, et la condition à remplir par eux serait d'y avoir employé les deux tiers de leur fortune.

(1) Ulpien, III, § 6. Gaius, I, § 32 c (restitution de Studemund) : « *Item edicto* [*divi*] *Claudi*[*i*] *Latini jus Quiritium consecuntur si navem marinam ædificaverent, quæ non minus quam decem millium modior*[*um*] [*frumen*]*ti capi*[*at*], *eaque navis vel quæ in ejus locum substituta* [*sit sex*] *annis frumentum Romam portaverit.* »

(2) La fin du Titre d'Ulpien manquant, ce mode est simplement cité dans ce qui en reste. Gaius, I, § 34 : « *Denique divus Trajanus constituit ut si* [*Latinus*] *in urbe tr*[*icunio*] *pistrinum exercuerit* [*quod in*] *dies singulas non minus quam centenios mo*[*dios*] *frumenti pinseret ad jus Quiritium perven*[*iret*]. »

(3) I, § 33 ; Ulp., III, § 1.

D'après la nouvelle lecture de M. Studemund (1), qui n'indique pas quel fut l'auteur de l'édit, le Latin n'obtiendrait la cité que s'il a dépensé pour la construction la moitié de sa fortune, et, en outre, s'il avait un patrimoine égal ou supérieur à deux cent mille sesterces.

VIII. Un sénatus-consulte donna aux femmes un huitième moyen d'arriver à la cité (2). Il suffisait qu'elles fussent mères de trois enfants. Aucune autre condition ne paraît avoir été exigée, et il importe peu qu'elles aient été mariées avec des individus de telle ou telle catégorie, ou pas du tout. Il y a tout lieu de croire qu'il s'agit des cas où la *causæ probatio* était impossible, et sans doute de celui où les enfants étaient *vulgo concepti*. On ne voit pas bien quel a pu être le motif d'une semblable décision, si ce n'est le but d'augmenter la population libre et ingénue ; mais le moyen ne révèle pas un sens moral très développé chez ceux qui avaient jugé à propos d'édicter une disposition législative de ce genre.

IX. Un autre mode d'acquisition de la cité, commun d'ailleurs à tous les Pérégrins, était aussi accessible aux Latins Juniens. C'est celui que l'on appelait *erroris probatio* ou *erroris causæ probatio*. Lorsque, par suite d'une erreur, portant, soit sur la qualité de son conjoint, soit sur la sienne propre, on avait contracté mariage dans des conditions que vraisemblablement on n'aurait pas acceptées si l'on eût agi en connaissance de cause, on pouvait, en prouvant son erreur, acquérir pour soi et faire acquérir à sa famille la qualité de citoyen romain ; de plus, le père acquérait en même temps la *Patria Potestas* sur les enfants issus de cette union, ou, s'il était mort, ces enfants étaient assimilés à des héritiers siens, même en l'absence de *Connubium* entre les parents. Plusieurs hypothèses où des erreurs de ce genre pouvaient se produire sont énumérées

(1) « *Prætereа ... ut si Latinus qui patrimonium sestertium CC millium plurisve habebit in urbe Roma do[mum] ædificaverit in qu[am] non minus quam partem dimidi[am] patrimoni[i] sui impenderit jus Quiritium consecuntur* (§ 33). »

(2) Ulp., III, § 1 : « *Prætereа ex senatusconsulto, mul[ier] quæ sit ter enixa.* »

par Gaius avec assez de détails ; il donne aussi les raisons qui justifient cette manière un peu bizarre de réparer les conséquences d'une erreur, qui semblerait plus logiquement constituer une cause de nullité ou d'annulation du contrat, selon qu'elle porte sur la substance ou sur les qualités des parties, tandis qu'elle a pour résultat d'attacher à ce contrat des effets plus compréhensifs qu'il n'aurait eus autrement.

1° Si le mari est citoyen romain et sa femme Pérégrine ou Latine, alors qu'il la croyait Romaine, le mariage produit exactement les mêmes conséquences que les *Justæ Nuptiæ* entre Romains, et donne droit de cité à la femme, excepté si elle était déditice, et aux enfants. Si c'était la femme qui était Romaine, elle pouvait également faire acquérir le droit de cité à son mari et à ses enfants (sauf pour le mari déditice) et faire placer ceux-ci sous la *Patria Potestas* de celui-là ;

2° On accorde le même droit de faire l'*erroris probatio* aux Latins ou Latines mariés à des Pérégrins, quoique ces personnes n'aient pu compter contracter les *Justæ Nuptiæ*, n'ayant pas le *connubium ;* mais elles pouvaient être dans l'intention d'user de la *causæ probatio*, si elles croyaient leur conjoint Latin ;

3° Un troisième cas est celui où l'erreur a porté sur la qualité du citoyen romain qui, se croyant Latin ou Pérégrin, a épousé une femme de cette condition ; de même si c'est une Romaine qui s'est trompée sur son propre état. Ceux-là non plus ne pouvaient vouloir contracter le mariage romain, mais il est à supposer que telle eût été l'intention du Romain s'il eût connu sa situation.

Les textes ont toujours soin de dire que les enfants acquièrent la cité avec les parents et sont placés sous la puissance du père. Ce n'est pas tant, sans doute, à cause du caractère exceptionnel d'une disposition qui change l'état de toute une famille et établit après coup des liens qui supposaient ordinairement plusieurs conditions préalables que parce que

l'*erroris probatio* n'était admise que si un enfant était né du mariage et avait atteint l'âge d'un an. Cela pouvait même faire naître une question qui ne se posait pas pour l'enfant du Latin Junien qui avait fait la *causæ probatio*, celle de savoir ce qu'il advenait du testament du père par suite de l'agnation de ce *suus hæres* (1) : elle fut tranchée par un sénatus-consulte qui n'admit pas la rupture pour le cas où le père était mort avant que l'*erroris causæ probatio* n'eût été exercée. Mais c'était là une disposition exceptionnelle, motivée par la répugnance que les Romains avaient pour la succession *ab intestat*, et avant laquelle c'était la doctrine contraire qui prévalait.

Deux autres questions se présentent, relativement aux enfants des Latins Juniens : par suite du défaut de *connubium* chez leurs parents, ils suivent la condition de leur mère (2); les enfants des Latines Juniennes sont donc aussi Latins Juniens, mais par la naissance, non par l'affranchissement. De là, une différence notable : ils sont ingénus. La conséquence la plus importante de cette situation, c'est qu'ils n'ont pas de patron. Faut-il déduire de là que leur succession doit échapper aux règles d'après lesquelles les biens des affranchis Latins retournent au patron *jure peculii*, en vertu de la fiction qui les fait considérer, après leur mort, comme n'ayant pas cessé d'être esclaves? M. Accarias (3) croit l'affirmative probable. On peut faire observer dans le même sens que la fiction en vertu de laquelle le Latin Junien était censé mort en servitude était aussi une exception, sans doute inspirée par réminiscence, si l'on peut ainsi parler, des *Servi in libertate*, et que fiction contraire à la vérité, exception contraire au droit commun, ne doivent ni ne peuvent être étendues hors des cas pour lesquels on les a établies.

On peut se demander si tous les modes d'acquisition de la

(1) Gaius, II, §§ 138-143.

(2) I, § 67 : « ... *Cujus conditionis et mater fuerit, quia non aliter quisquam ad patris conditionem accedit, quam si inter patrem et matrem connubium sit.* »

(3) Tome I, p. 198, n. 1.

cité offerts aux affranchis Latins sont également accessibles aux Latins Juniens ingénus? La plupart de ces modes ne paraissent pas supposer nécessairement la qualité d'affranchi, sauf l'*Iteratio;* et encore serait-il assez juste et raisonnable de la leur étendre si l'on voulait leur appliquer la règle que leurs biens, à leur décès, constituent un pécule et non un patrimoine et une hérédité, car ce serait les assimiler à des esclaves. Peut-être est-il plus rationnel de rejeter l'*Iteratio* comme le *jus peculii*.

Les textes ne paraissent pas souvent faire allusion à ceux des enfants de Latins Juniens qui avaient conservé la qualité de leurs parents. Sans doute, cette hypothèse était relativement peu pratique, à cause des facilités accordées aux affranchis Latins, et surtout à ceux qui étaient mariés et avaient des enfants, pour arriver au droit de cité. L'impossibilité de laisser leur patrimoine à leurs enfants s'ils décédaient Latins, devait d'ailleurs exciter chez ceux qui étaient pères de famille le désir d'obtenir une condition supérieure pour eux et pour leurs descendants. Cela avait dû contribuer à diminuer le nombre de ceux qui bénéficièrent de l'abolition par Justinien de la distinction des affranchis citoyens et des affranchis Latins, faisant pour eux ce que Caracalla avait décidé pour les ingénus et complétant ainsi la réforme qui faisait de tous les sujets de l'empire des citoyens.

DROIT FRANCAIS

DE LA NATIONALITÉ D'ORIGINE

Soit chez les anciens, soit chez les modernes, deux faits ont généralement servi de base à la détermination de la nationalité d'origine : la filiation et la naissance sur le sol. L'une représente le principe de l'hérédité des mœurs et des caractères ; l'autre, celui de l'assimilation au milieu dans lequel l'être croît et vit. Avant de prendre connaissance de l'application de ces deux principes dans les divers temps et les divers lieux, et plus particulièrement en France, il y a lieu d'examiner la part qui revient à chacun en droit philosophique.

Principes rationnels.

Le fondement juridique de l'État moderne est l'idée d'association volontaire entre ceux qui en font partie. Deux droits sont en présence : celui de la société, maîtresse de fixer ses conditions, et celui de l'individu, qui doit être libre de choisir sa nationalité. C'est cette liberté que doit respecter le pouvoir social lorsqu'il pose les règles selon lesquelles une personne

sera considérée comme nationale d'un État donné. D'autre part, à cause des droits et des obligations incompatibles qui naissent de la dualité de patries, il importe de ne pas attribuer cette qualité à des individus relevant de souverainetés étrangères, mais il est bon de la reconnaître, autant que possible, à tous ceux qui se rattachent par un lien suffisant au pays pour lequel on légifère et qu'un autre ne réclame pas en vertu de ses lois.

Les conditions auxquelles, dès son entrée dans la vie, un homme doit se trouver saisi d'une nationalité étant une sorte de présomption de sa volonté, elles doivent être la consécration des circonstances d'où peut résulter l'affinité entre un pays et un individu. La filiation, la naissance ou l'établissement sur le sol d'un pays peuvent faire présumer cette convenance. Il n'y a aucune difficulté lorsqu'un enfant est né et demeure dans le pays de ses parents : le principe personnel et le principe territorial conduisent alors à la même solution. Mais lorsque cet enfant est né (ou fixé) sur un sol étranger, peut-on trouver quelque raison de faire prévaloir l'un de ces faits sur l'autre? ou même de donner tout effet à l'un exclusivement?

Le principe territorial est peu soutenu en droit philosophique. L'affection que l'enfant porte à ses parents est généralement considérée comme pouvant créer un lien plus solide que celle que peut lui inspirer le sol où il est né, surtout s'il n'y réside pas habituellement. Comme le dit M. Bluntschli (1), la naissance sur tel ou tel territoire est un fait accidentel, la filiation un fait normal, et c'est de ses parents, non du sol, que l'enfant tire, non seulement la vie, mais encore ses aptitudes et ses qualités; c'est plutôt parmi les compatriotes de ses parents que se trouve sa place. Cette règle est plus conforme à la base rationnelle de la nationalité; elle évite ce grave inconvénient de faire du fils, par rapport à ses parents, un

(1) *Journal du Droit international privé*, 1871 = VI, p. 107, *de la Qualité de citoyen d'un État au point de vue des Rapports internationaux.*

étranger et parfois un ennemi. Enfin, elle n'établit pas, quoi qu'on en ait pu dire (1), une confusion entre la patrie et la famille. Le principe du sol est, en outre, peu en harmonie avec la dignité humaine ; il fait de l'élément territorial de l'État le principal et de l'élément personnel l'accessoire, contrairement à la véritable nature des choses. Mais ne serait-ce pas aller trop loin que d'exclure d'une manière absolue l'influence du sol natal, qui peut être une cause d'attachement, surtout s'il s'y joint une résidence d'une certaine durée? Il serait en même temps conforme à la conception du libre choix de l'individu de lui laisser une certaine latitude pour préférer à la patrie que lui attribue sa filiation celle qu'il pourrait tenir du lieu de sa naissance, en remplissant certaines conditions de forme et surtout d'établissement. Ce tempérament présente aussi l'avantage de donner à tout homme la possibilité d'avoir une patrie, lors même que la législation du pays de ses parents ne lui confère pas de nationalité.

L'utilité que peut présenter le principe territorial, conservé comme règle subsidiaire, se manifeste d'une manière plus évidente lorsque le principe personnel ne fournit pas les éléments d'une solution, soit par suite de la différence, soit par suite de l'absence de nationalité chez les parents, soit par suite du défaut de filiation légalement connue.

Dans le premier cas, l'application à l'enfant de la qualité de l'un de ses parents se trouve, pour ainsi dire, contrebalancée par une raison équivalente d'appliquer l'autre; car il n'y a aucune raison *a priori* de décider que la filiation paternelle doit l'emporter sur la filiation maternelle ou réciproquement, soit qu'il s'agisse d'enfant légitime, soit qu'il s'agisse d'enfant naturel (beaucoup distinguent entre les uns et les autres). (2) Or qui est mieux à même que l'intéressé de

(1) M. Alauzet, *de la Qualité de Français*, § I, ch. 1, art. 10.

(2) MM. Arntz et Westlake, *Séance de l'Institut du Droit international privé de* 1880.

savoir vers quel pays il se sent le plus attiré? C'est ce qui a donné lieu à la théorie du droit d'option (1), contre laquelle on a élevé surtout deux objections, tirées de l'organisation de la famille et de l'incertitude qu'une semblable faculté jetterait dans l'état des personnes. A la première, on peut répondre, avec M. Laurent, que, puisqu'il s'agit d'un droit de l'enfant, c'est lui seul qui peut en disposer. A la seconde, que les règles de l'option peuvent être combinées de manière à éviter l'incertitude que l'on redoute, soit en donnant au père ou tuteur le droit de choisir pour l'enfant mineur, et sauf la rectification de ce dernier à sa majorité, soit en attribuant à celui-ci la nationalité du père ou celle de la mère (selon les cas et les opinions). Ce serait peut-être enfin le cas d'utiliser, pour rompre l'équilibre dans lequel se tiennent les deux filiations, le principe subsidiaire de la naissance ou de l'établissement en tel ou tel pays, en présumant à l'enfant la nationalité de celui de ses parents dans le pays duquel il est né. La même solution pourrait être proposée aussi pour le cas où les parents ont changé de nationalité entre la conception et la naissance (2), et toutes les fois que se trouve justifiée l'application de deux nationalités. On pourrait en même temps tenir compte du droit de l'enfant, en lui facilitant l'accès de la patrie de l'auteur dont il ne suivrait pas la condition en principe, soit au moyen d'une option règlementée de manière à sauvegarder son intérêt et celui de l'État, soit au moyen d'une naturalisation de faveur.

Enfin, lorsque les parents n'ont pas de nationalité, ou lorsque la filiation elle-même n'est pas établie légalement, l'application

(1) M. Richelot, I, 66, 111; M. Laurent, *Princ. de Droit civil*, t. I, nº 326, p. 429; nº 331, p. 436.

(2) Si toutefois l'on admet que l'intérêt de l'enfant puisse faire fléchir le principe que ce n'est qu'à la naissance qu'un individu devient capable d'avoir des droits, ou que la vérité naturelle, c'est-à-dire la relation du père à l'enfant au moment seul de la conception, impose la même dérogation, l'emportant ainsi sur la vérité juridique.

du principe du sol est imposée par l'impossibilité de tirer une conséquence de rapports inconnus ou inexistants, par cela seul que l'on reconnaît la nécessité d'attribuer à tout homme une nationalité dès sa naissance; l'établissement à perpétuelle demeure, ou même une résidence prolongée, serait peut-être une cause d'assimilation suffisante pour présumer en semblable hypothèse l'attachement à telle nation (1).

CHAPITRE I

Historique.

Les législations empruntent leurs caractères à l'organisation sociale pour laquelle elles sont faites; elles varient avec elles, et leur histoire traverse les mêmes phases. Ainsi les diverses manières dont on concevait le fondement juridique de l'État ont exercé une grande influence sur tous les droits reconnus, soit aux citoyens, soit aux étrangers, et sur les conditions qu'il fallait remplir pour se trouver placé dans l'une ou l'autre de ces catégories; le droit, à cet égard, peut se diviser, comme l'histoire, en trois grandes périodes, ayant chacune un caractère général bien distinct : l'antiquité, le moyen âge, les temps modernes.

SECTION I

Antiquité.

Ce qui caractérise le droit de l'antiquité, c'est l'esprit de race ou de caste et la confusion des institutions civiles, reli-

(1) Cp. M. Beudant, *de la Nationalité d'origine, Revue critique*, t. IX, 1856 pp. 61 et ss.

gieuses, militaires et politiques. Cet état social et surtout la division des personnes qui en était la conséquence, la distinction d'hommes libres et d'esclaves, qui faisait des républiques les plus démocratiques de l'antiquité de véritables aristocraties ou oligarchies, cet état ne pouvait s'accommoder que du principe de filiation en ce qui concernait l'attribution à la naissance de la qualité de citoyen. Comment la naissance sur le sol aurait-elle pu avoir quelque effet dans des cités où se perpétuaient, côte à côte, une race jalouse de ses droits et de ses prérogatives, et une autre dont les membres étaient assimilés à des choses, c'est-à-dire ne pouvaient être par eux-mêmes que l'objet d'un droit, mais jamais le sujet actif ou passif? Comme il est possible qu'à l'origine l'esclavage n'ait été qu'un adoucissement à la coutume de mettre à mort les étrangers, au moins chez certains peuples, il en résulte qu'il y a toujours eu place pour une certaine analogie dans la condition des esclaves et celle des étrangers, même lorsqu'on fut arrivé à reconnaître certains droits à ces derniers. Aussi, la cité et la liberté se transmettaient-elles le plus souvent de la même manière des parents aux enfants. Les peuples les plus policés étant peut-être les plus fiers de leur nationalité, il s'ensuivait qu'ils n'admettaient pas plus facilement que les autres que le droit de cité pût résulter d'autres faits que de la filiation.

§ I

Grèce.

I. En Grèce, les philosophes et les législateurs pensaient qu'un petit nombre de familles libres (1), indépendamment des étrangers et des esclaves, était la meilleure garantie du bon ordre social et de la prospérité publique. L'accès de Sparte était interdit aux étrangers. Lycurgue avait craint

(1) Platon, *Traité des Lois*, fixe ce nombre à 5040.

qu'ils ne fussent une cause de démoralisation ; « car, dit Plutarque (1), à mesure que les étrangers entrent dans une ville, il y entre nécessairement avec eux des propos nouveaux ; ces propos engendrent de nouveaux sentiments qui ne manquent pas de faire éclore un malheureux essaim de passions et d'inclinations nouvelles qui sont entièrement opposées au gouvernement et ruinent toute son harmonie, comme, dans la musique, l'harmonie est ruinée par les dissonances. » Ce que Lycurgue aurait le plus redouté, à en juger par ce passage de Plutarque, ç'auraient été les innovations qui auraient modifié l'ordre de choses qu'il avait établi (2) et qu'il considérait sans doute comme la perfection même.

II. Les lois athéniennes, quoiqu'elles donnassent aux étrangers la possibilité d'obtenir le droit de cité, se montraient rigoureuses quand il s'agissait d'attribuer la qualité d'Athénien à l'enfant qui venait de naître. Il ne suffisait pas, en effet, que l'un de ses auteurs fût Athénien, ni même que son père le fût : s'il n'était issu de deux citoyens athéniens, il était appelé Νόθος et suivait la condition des étrangers (3). A peine ce principe put-il fléchir pour quelques grands hommes ou leurs enfants, tant le peuple athénien était orgueilleux de sa nationalité. « A peine le vainqueur de Salamine put-il faire oublier que sa mère était d'Halycarnasse ! A peine Périclès, malgré sa gloire, put-il faire pardonner à son fils le sang milésien de sa mère : les Lares de la patrie doivent rester cachés aux yeux de l'étranger (4).... » Une loi fut nécessaire pour le fils de Périclès, ainsi que pour toute naturalisation. On ne saurait pousser plus loin l'application du *jus sanguinis;* mais une telle règle généralisée serait une source de conflits, en mettant tous ceux dont le père et la mère n'appartiendraient pas à la même nation dans l'impossibilité d'avoir un droit de

(1) *Vie de Lycurgue*, ch. 17.
(2) Bacquet, *Droit d'Aubeine,* ch. II, § 21.
(3) M. Samuel Petit, *Leg. Attic.,* liv. II, tit. 4.
(4) M. Beudant, *Revue critique,* 1856, t. IX, p. 61.

cité originaire. La législation athénienne admettait d'ailleurs que l'on pût être investi de deux nationalités, à la différence de ce qui était admis à Rome, où la qualité de citoyen ne pouvait se cumuler avec celle de membre d'une autre cité.

§ II

Rome.

Le système romain était moins exclusif, puisqu'il suffisait d'être né *ex justis nuptiis* d'un père citoyen pour l'être soi-même ; il est vrai que les *justæ nuptiæ* n'étaient possibles qu'entre personnes jouissant du *connubium*, et que celui-ci n'existait en général qu'entre citoyens romains, sauf concession spéciale (1), et anciennement entre Romains et *Latini Veteres ;* de sorte que presque toujours la mère était citoyenne romaine. Quant à l'enfant né hors des justes noces, il suivait la condition de sa mère, d'où l'adage « *Partus ventrem sequitur* » ; mais une loi *Mensia* dérogea à cette règle pour le cas où la mère était Romaine et le père Pérégrin : l'enfant né d'eux avait la qualité de son père. Il en était différemment si le père était Latin ; l'enfant avait alors le droit de cité comme sa mère (2).

La qualité des parents était considérée à l'époque de la conception, si c'était celle du père que devait recevoir l'enfant ; à l'époque de la naissance, s'il devait avoir l'état de sa mère.

§ III

Peuples germains.

Le principe de filiation fut suivi jusqu'à la fin de l'empire romain. Les Germains qui, après la chute de celui-ci, s'éta-

(1) Ulp., tit. V, § 4 ; §§ 8 et 10.

(2) Gaius, Cre I, ℥ 80 *in fine*, rapporte que cette décision fut l'objet d'un sénatus-consulte d'Adrien. Gaius, §§ 80 et ss. On préfère souvent le nom de loi *Minitia*.

blirent sur une partie de son territoire, avaient, en matière de nationalité, un système d'une remarquable originalité et qui semble se fonder sur ce principe, tout moderne pourtant, que tout homme a le droit de choisir sa patrie : c'était l'affiliation à une tribu qui attribuait le droit de se prévaloir de telle ou telle nationalité. Chaque tribu était ainsi une véritable association, fondée sur une sorte de « contrat social », dont l'objet était un système de garantie réciproque et de responsabilité solidaire, qui suppléait au défaut d'autorité sociale et obligeait les *familiares* à s'entr'aider et à réparer les dommages causés par l'un d'eux. C'est là l'origine du *wehrgeld*, qui constitue à peu près tout le système répressif des commencements de la période mérovingienne. Quant à celui qui n'était pas affilié, sa situation très inférieure est facile à comprendre : n'ayant aucune protection à attendre ou du moins à exiger, il ne pouvait guère compter que sur une assistance désintéressée, et les méfaits dont il pouvait être la victime ne donnaient lieu à aucun châtiment. D'autre part, n'ayant aucun répondant pour ses délits, il inspirait la méfiance et était exposé aux mauvais traitements : aussi la mort et l'esclavage mettaient-ils souvent fin à cette situation. A proprement parler, il n'y avait pas chez les Germains de véritable nationalité d'origine, mais plutôt une sorte de naturalisation accessible, mais nécessaire, à tous, et qui pouvait être tacite, à condition d'une résidence paisible d'un an et un jour dans une communauté d'hommes libres. Mais le droit de porter les armes, celui d'assister au *Mallum* ou assemblée générale et politique des guerriers, et d'y voter, ne pouvaient être conférés qu'expressément par les hommes ayant ces droits : « *Arma sumere non ante cuique moris est quam civitatis suffecturum probaverit* » (1). C'est un troisième principe à ajouter au *Jus sanguinis* et au *Jus soli;* il ne paraît pas avoir été admis ailleurs que chez les Germains et n'a pas subsisté longtemps après leur établissement dans la Gaule; il

(1) Tacite, *De Moribus German.*, ch. 13.

paraît inspiré d'une conception assez élevée de l'indépendance de l'individu, conception assez fréquemment constatée dans le droit germanique, en même temps que du désir de composer la tribu d'une élite de guerriers. En d'autres temps, en d'autres lieux, il n'aurait sans doute pu convenir ; car, dans une organisation sociale moins différente de celle qui existe actuellement, il aurait eu l'inconvénient de ne pas assurer la perpétuité de l'État et d'y créer une classe nombreuse de gens sans patrie.

SECTION II

Moyen âge.

La situation des Francs fixés au milieu des Gallo-Romains ne tarda pas à faire substituer au système d'affiliation celui de la filiation : tous les enfants des Francs furent désormais Francs comme leurs parents, et cela était conforme à la personnalité des lois, admise alors d'une manière absolue, et qui rendait nécessaire une détermination plus fixe de la nationalité.

§ I

Période franque.

On a soutenu que chacun choisissait la loi sous laquelle il voulait vivre, et l'on s'appuyait pour cela sur trois raisons principales : d'abord, la question par laquelle le juge ouvrait tous les procès : « *Qua lege vivis*, » nécessitée par ce que chaque peuple restait soumis à sa loi personnelle nationale et gardait longtemps son individualité distincte. Ensuite un passage de la loi salique : « *Si quis ingenuus Francum, aut Barbarum, aut hominem qui lege salica vivit, occiderit*, » semble distinguer : 1° les Francs, 2° les Barbares, 3° des hommes qui, sans être

Francs ni Barbares, étaient soumis à la loi salique, ce qui fait supposer qu'ils l'avaient choisie. Puis, une constitution de Lothaire, de l'an 824, décide en ces termes : « *Volumus ut omnis senatus et populus romanus interrogetur quali vult lege vivere, et sub eo vivat.* » On aurait pu ajouter que cela était conforme aux traditions germaniques et dérivait sans doute du système d'affiliation précédemment suivi. Ces arguments, cependant, ne paraissent pas devoir l'emporter sur les objections qu'ils ont soulevées. On fait observer que la formule d'interrogation *Qua lege vivis* peut aussi bien s'entendre dans le sens de la loi qui est attribuée par la naissance que de celle que l'on aurait choisie, sinon mieux, et cela est confirmé par un texte de la loi lombarde, émanant de Pépin : « *Per singulos inquirant qualem legem habeant ex nomine* » (1), c'est-à-dire à quelle loi ils doivent être soumis d'après le nom de leur nation. On a d'autres manuscrits de la loi salique que celui d'Hérold, et aucun d'eux n'exprime la même division en trois catégories : « *Si quis ingenuus Francum, aut barbarum hominem qui lege salica vivit occiderit...* » mais seulement en deux : le Franc et l'étranger barbare placé sous l'*avouerie* du roi pour participer à la garantie du *wehrgeld*. Les probabilités sont donc en faveur de cette manière de voir. Les arguments de textes à cette époque ne peuvent pas d'ailleurs avoir une très grande autorité, à cause du peu d'instruction de ceux qui les ont rédigés et du plus ou moins grand degré d'authenticité des copies qui ont été conservées. Quant à la constitution de Lothaire, elle est spéciale à l'Italie et s'adresse au peuple pris en masse, ainsi que l'indiquent les expressions *Senatus et populus romanus*, qui ne seraient pas celles d'une loi réglant la situation des individus. Ce qui enfin serait décisif dans une législation plus parfaite, c'est que la femme en se mariant et l'enfant adultérin pouvaient, par exception, choisir leur loi : donc, le contraire était la règle.

(1) Baluze, t. I, p. 142. V. M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, nº 34, p. 30.

Deux faits importants, indépendamment de la juxtaposition de deux races et de deux législations, romaine et germaine, caractérisent l'époque franque : d'une part, la prédominance de l'idée d'origine; d'autre part, la ressemblance qui commence à se manifester entre elle et l'idée de nationalité moderne. Mais il s'opérait alors une transformation dont les conséquences devaient se faire profondément sentir dans l'ordre social et dans l'ordre juridique, qui sont étroitement unis. Les tribus jadis nomades s'étaient fixées sur les terres qu'elles s'étaient attribuées par voie de prélèvement sur les vaincus (1), au moins en fut-il ainsi pour les Burgundes, les Visigoths et une partie des Francs; cette fixation fit entrer en ligne de compte l'élément territorial et lui donna une importance qu'il ne semble pas avoir eue dans l'antiquité.

« Après cette grande confusion des races qui fit du v^e^ et du vi^e^ siècle l'époque peut-être où l'humanité a le plus souffert, les chefs des tribus durent songer à enchaîner l'homme à la terre. Après trois siècles de chaos pendant lesquels les nouveaux conquérants avaient parcouru l'Europe en tous sens, les flots débordés allaient rentrer dans leurs lits et les nations se reconstituer (2) .... » Peut-être « l'enchaînement des hommes à la terre » ne fut-il pas l'œuvre exclusive et spontanée des chefs de tribus ; il paraît résulter aussi des inextricables difficultés auxquelles l'application des lois personnelles devait donner lieu, lorsqu'il s'agissait de déterminer la loi à appliquer à chacun d'après sa nationalité et de constater cette nationalité elle-même. « Alors, » dit M. Beudant, « l'étranger, le *warganeus*, l'*adventice*, le *desconnu* n'est plus seulement celui qui appartient à une autre nation, c'est celui qui se trouve dans un canton dont il n'est pas originaire, *qui diocesim mutavit*, comme le montre d'ailleurs le troisième capitulaire

(1) Les Romains ont employé le même procédé à l'égard de certains peuples, chez qui ils établirent des colonies.

(2) M. Beudant, *Rev. crit.* 1859; t. IX, p. 60 et ss.

de 806, ordonnant de rechercher, au sujet des étrangers, « *de quo pago sint* » (1).

§ II

Période féodale.

Cette transformation était achevée au temps de Charlemagne; on ne s'expliquerait pas autrement que celui-ci, partageant son empire entre ses trois fils, ait décidé que « les habitants de l'une des trois parties de l'empire ne seraient pas étrangers par rapport à ceux des autres. » Les liens qui rattachent ainsi l'homme à la terre vont se fortifiant, la propriété concédée préparant cette hiérarchie des terres qui entraîne celle des propriétaires et forme la base de la féodalité. En même temps, sous les successeurs de Charlemagne, le pouvoir central, s'affaiblissant sans cesse, laisse aux propriétaires de fiefs la possibilité d'usurper peu à peu, sous le nom d'immunités, les démembrements de la souveraineté qui va se confondant avec la propriété. De là, l'importance considérable qu'acquiert la terre dont l'homme est bientôt considéré, en quelque sorte, comme l'accessoire, par un renversement remarquable des principes fondamentaux du droit philosophique. On conçoit que la naissance sur tel ou tel territoire ait été prise en considération de préférence à la filiation, à une époque où le serf était attaché à la glèbe comme la mousse au rocher. Les seigneurs et le roi trouvaient, en outre, leur avantage dans une théorie qui ajoutait au nombre de leurs vassaux de nouveaux « taillables et corvéables à merci » dans la personne des enfants nés sur leurs terres de parents étrangers ; ceux-ci même étaient tenus de faire « l'aveu » au seigneur, sous peine d'être rendus serfs (2). Mais ces fils d'étrangers n'avaient pas trop à se plaindre de l'appli-

(1) *Ib.*; Baluze, t. I, p. 450.

(2) Marculfe, l. I, form. 8; Beaumanoir, ch. 45, n° 5.

cation du *Jus soli*, qui leur permettait d'échapper aux incapacités édictées contre les étrangers, les « aubains (1), » notamment au « droit d'aubaine, » en vertu duquel le seigneur s'appropriait leurs successions, etc. D'autre part, cela ne pouvait guère froisser un sentiment patriotique, puisqu'il n'y avait pas, à proprement parler, de patrie à cette époque, les anciennes distinctions de race ayant disparu et les nations modernes n'étant pas encore formées. Aussi, le *jus soli* était-il universel comme la féodalité, et son application ne soulevait-elle aucune objection, à en juger par nos anciens auteurs. Bacquet dit en effet (2) : « Les vrais et naturels Français sont ceux qui sont naiz dedans le royaume, paiz, terres et seigneuries de la nation, domination et obéissance du Roy. » Et Domat (3) : « Les enfants des étrangers, s'ils naissent dans un pays où leur père était étranger, se trouvent originaires de cet État ; ils y naissent sujets et y ont les droits de naturalité, comme si leur père avait été naturalisé. » — « La seule naissance dans le royaume, dit enfin Pothier (4), donne les droits de naturalité, indépendamment de l'origine des père et mère et de leur demeure. » On ne tenait même pas compte du domicile des parents, quoique le domicile fût, dans le droit de cette époque, la base du statut personnel, et le fait de naître dans tel ou tel pays, dans telle ou telle seigneurie, fût-il d'ailleurs accidentel, était nécessaire et suffisant pour attribuer la qualité de sujet de ce pays, de vassal de cette seigneurie. Enfin, on admettait cette théorie d'une manière complète, y compris la réciproque de la règle précédente, de sorte que tous ceux qui naissaient hors « des terres et paiz du royaume (5) » étaient étrangers.

(1) On n'est pas d'accord sur l'étymologie de ce mot : les uns le font dériver d' « *alibi natus* », les autres, d' « *Albanus* », c'est-à-dire d'Albion, etc....

(2) *Dr. d'Aubeine*, I, ch. I, n° 2.

(3) *Dr. Public*, I, tit. VII, sect. 4, n° 5.

(4) *Traité des personnes*, Partie I^e^, tit. II, sect. I, n° 45.

(5) Bacquet, *Dr. d'Aub.*, I, ch. 2, n° 1.

§ III

Période monarchique.

La territorialité, cependant, rencontra des obstacles qui, peu à peu, restreignirent ses effets, quoique d'abord dans une faible mesure. Tandis que l'humanité sortait des ténèbres épaisses où elle avait été plongée aux débuts du moyen âge, tandis que commençait à se développer la culture des lettres, des arts, des sciences, et qu'aux ombres d'une nuit intellectuelle, si l'on peut dire, succédaient des lueurs nouvelles, un sentiment de dignité devait faire accepter moins facilement cette subordination de l'homme à la terre, qui est le moyen, tandis qu'il est le but. En même temps, les légistes cherchaient dans le Droit romain des armes pour ou contre le pouvoir royal, pour ou contre le pouvoir papal, et cette rénovation d'une législation appropriée à un état social tout différent de celui que l'on avait sous les yeux, devait ouvrir à la pensée des horizons nouveaux et faire entrevoir d'autres conceptions de la société que cette hiérarchie féodale, héritage des époques précédentes ; celle-ci, enfin, était battue en brèche par les communes, moins attachées au sol que les seigneurs féodaux contre qui elles luttaient, et par la royauté, dont le but, constamment poursuivi depuis Louis le Gros jusqu'à Richelieu et Louis XIV, était de reprendre à ces seigneurs féodaux les droits de souveraineté qu'ils avaient usurpés, et qu'elle leur arrachait, pour ainsi dire, lambeau par lambeau. Le sol conservait son importance, encore manifestée par le peu de cas que l'on faisait de la propriété mobilière, et l'effet attaché à la naissance sur le sol, qui continuait à être la seule cause de nationalité d'origine. Mais, à mesure sans doute que se formait la nation française, et, par suite, que l'idée de patrie se concevait mieux, on trouvait quelque chose de choquant à

traiter en étranger, en aubain, privé d'une partie de ses droits, l'enfant de parents français que le hasard peut-être avait fait naître à l'étranger : et cela fit admettre qu'il serait sujet du royaume, s'il y fixait plus tard son domicile (1); il obtenait alors des lettres de *naturalité* qui lui donnaient rétroactivement cette qualité, c'est-à-dire l'assimilaient au Français d'origine. Du temps de Pothier (2), le seul fait d'être né de parents français suffit, pourvu que l'on ait conservé l'esprit de retour, pour produire le même effet que la naissance en France. C'est la qualité du père qui était prise en considération, si l'enfant était légitime ; sinon, c'était celle de la mère. Les mêmes raisons auraient justifié une disposition réciproque à l'égard des enfants d'étrangers : peut-être un sentiment d'égoïsme national, joint au désir de ne pas diminuer le nombre des sujets du roi qu'on augmentait d'un autre côté, fut-il un obstacle à cette réforme ; peut-être aussi a-t-on pris en considération l'intérêt du fils d'étranger, né en France, qui jouissait, grâce au *Jus soli,* de tous les droits des Français. En définitive, on appliquait aux Français le principe de filiation, aux étrangers le principe du sol : cette combinaison, peu logique, avait pour résultat de faire attribuer la condition de Français au plus grand nombre de personnes possible.

La jurisprudence de ce siècle a eu à statuer sur l'application de ces principes de l'ancien droit. Il s'agissait d'un individu nommé Nicolas Sieur, dont le grand-père était Belge, mais dont le père était né en France en 1781, par conséquent était Français *jure soli,* selon la règle ancienne. A plus forte raison devait être considéré comme Français son fils, Nicolas Sieur, né en France aussi ; pourtant le tribunal de Rocroi, par un jugement du 14 août 1841, a décidé que ce jeune homme, qui excipait de sa qualité de Belge pour obtenir sa radiation

(1) Bourjon, *Droit commun de France*, t. I. tit. VII, sect. 2, n° 27 ; arrêt 12 mars 1707.

(2) Pothier, *Traité des pers.*, Partie Ie, tit. II, sect. 1, nos 43, 46.

des listes du recrutement, était bien fondé dans sa prétention, parce « que le demandeur ni ses auteurs n'avaient, en aucun temps, obtenu la qualité de Français. » Il est surprenant que le tribunal n'ait pas remarqué ou ne se soit pas rappelé que, en raison des époques et des circonstances, le père et le fils Sieur n'avaient nullement à acquérir la qualité de Français que leur origine leur attribuait de plein droit. Cependant, la Cour de Metz, ayant à statuer sur l'appel, a confirmé, par un arrêt du 15 décembre 1841, ce jugement qui semble donner un effet rétroactif à la règle du Code civil, en faveur, il est vrai, du demandeur, mais sans respect pour les droits acquis aux tiers en vertu de l'ancienne législation, et, dans l'espèce, pour ceux de l'État. Le reproche que l'on pouvait adresser au jugement de Rocroi et à l'arrêt de Metz, ne paraît pas avoir échappé à la Cour de cassation, lorsque le pourvoi formé contre cet arrêt est venu devant elle, et qu'elle l'a rejeté parce « que la Cour avait jugé en fait et sans violer aucune loi. » M. Alauzet (1) trouve exagéré le scrupule qui a empêché la Cour de cassation d'admettre le pourvoi : il semble, en effet, que ce ne soit pas seulement, ou plutôt que ce ne soit pas au point de vue du fait que l'arrêt de Metz soit sujet à critique, mais au point de vue du droit, puisqu'il n'appliquait pas à l'hypothèse donnée la règle qui aurait dû la régir.

SECTION III

Droit intermédiaire.

Le mouvement des esprits à l'époque de la Révolution française ne pouvait être que favorable aux étrangers ; à mesure que l'on s'habituait à voir un homme égal aux autres dans le « manant » ou le « vilain » d'autrefois, on ne pouvait guère s'empêcher de reconnaître à l'étranger les droits considérés

(1) *De la Qualité de Français*, etc., § I, ch. I.

désormais comme les attributs de toute personne humaine. C'est là la cause de l'abolition des droits d'aubaine et de détraction, condamnés depuis longtemps par les philosophes du XVIII^e^ siècle, et de la consécration du droit à la naturalisation ou à la nationalité en faveur de l'étranger qui remplit certaines conditions. Pour appeler le plus d'hommes possibles à jouir des bienfaits de la liberté naissante et des droits de l'homme et du citoyen, qui n'étaient encore proclamés qu'en France, on maintint le principe général de l'acquisition de la qualité de Français par la naissance sur le sol. Ainsi, un mobile de libérale fraternité poussait les législateurs de cette époque à consacrer une règle issue d'un régime d'asservissement.

§ I

Constitution du 14 septembre 1791.

Le titre II, article 2 de cette constitution, la première de la France, détermine qui est citoyen français. Ce sont :

« 1° Ceux qui sont nés en France d'un père français;

» 2° Ceux qui, nés en France d'un père étranger, ont leur domicile dans le royaume;

» 3° Ceux qui, nés en pays étranger d'un père français, sont venus s'établir en France et ont prêté le serment civique.

» 4° Enfin, ceux qui, nés en pays étranger et descendant à quelque titre que ce soit d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion, viennent établir leur domicile en France et y prêtent le serment civique. »

On peut résumer ainsi les principes posés par ce texte : la nationalité française résulte avant tout de la réunion des deux circonstances qui sont le plus souvent considérées isolément : la filiation et la naissance sur le sol. Lorsque l'une d'elles vient à faire défaut, la présomption d'affection pour la

patrie étant moins forte, la condition qui est remplie n'a d'effet qu'autant qu'elle est corroborée par le fait volontaire du domicile, qui est de nature à faire supposer chez l'individu né en France de parents étrangers ou à l'étranger de parents français l'intention de partager les destinées du peuple français. Ce tempérament apporté au système précédemment suivi en atténue les inconvénients ; il ne prévient pas d'une manière suffisante les circonstances qui peuvent faire attribuer deux nationalités à un même individu, par exemple, au fils de Français, né dans un pays soumis au *Jus soli*, et ensuite établi en France, ou à l'enfant né en France d'un père appartenant à un pays régi par le *Jus sanguinis*, puis fixé en France ; il peut enfin arriver que le fils de Français, né et domicilié en pays étranger, soit sans patrie, si la loi du pays ne reconnait pas pour nationaux tous ceux qui naissent sur son territoire, ou que même résultat se produise pour le fils d'étranger, s'il est né en France et domicilié dans un pays qui n'attache la qualité de sujet qu'à la naissance sur le sol. Ces conséquences auraient d'ailleurs disparu si un principe semblable eût été admis par les autres nations, tandis que l'allégeance perpétuelle pouvait multiplier les cas où il y avait cumul de deux nationalités. Du moins, la qualité de Français ne dépendait-elle pas d'un événement purement fortuit, et son attribution reposait-elle sur une base rationnelle. La dernière des quatre dispositions de l'article 2 est une extension de celle qui la précède ; elle se justifie par une idée de réparation que les tendances libérales de l'époque imposaient. La prédominance du *Jus soli* est marquée dans ce texte par la nécessité de la prestation du serment civique, imposée à ceux qui ne tiennent leur droit à la qualité de Français que de leur filiation, en plus de la condition d'établissement qui suffit pour les enfants nés en France de père étranger. Enfin, on peut remarquer qu'il n'est, à cet égard, question que de la filiation paternelle ; vraisemblablement la loi a statué sur le *plerumque fit*, et il faut appliquer à la

mère ce qui est dit du père, au moins lorsque celui-ci est inconnu.

§ II

Constitutions du 24 juin 1793, du 5 fructidor an III, du 22 frimaire an VIII.

Sous l'empire de ces trois constitutions, la naissance et le domicile en France sont les conditions essentielles du droit à la qualité de citoyen français (art. 4 de la const. de 1793, art. 8 et 10 de la const. de l'an III, art. 2 de la const. de l'an VIII). Elles diffèrent seulement par les conditions accessoires ajoutées aux précédentes : la première, inspirée des idées de fraternité universelle de l'époque, et, par conséquent, la plus extensive, fait à tort de la citoyenneté une récompense pour des actes jugés méritoires ou un encouragement aux transactions, dans le but de faciliter la circulation des biens ; la seconde marque une réaction, causée sans doute par la situation de la France en guerre avec l'Europe coalisée, situation qui avait dû faire sentir qu'il n'y avait avantage pour personne à accorder trop facilement la qualité de citoyen, qui n'appartient plus alors qu'aux individus domiciliés depuis un an, inscrits sur les registres civiques et payant une contribution. Cette dernière condition, qui n'offre guère de garantie de moralité ou d'attachement, ne se trouve pas reproduite dans la constitution de frimaire an VIII, dont l'article 2 est d'ailleurs conçu dans les mêmes termes que l'article 8 de la constitution de fructidor an III.

Ce qui donne un caractère particulier à ces lois, c'est l'acquisition du droit par le seul effet de l'accomplissement des conditions fixées, soit qu'il résulte de la naissance, soit qu'il dépende d'autres circonstances ultérieures, tandis que ces deux hypothèses sont réglées d'une manière toute différente dans la plupart des législations qui ne reconnaissent même en

général de droit à l'individu que dans la première, et laissent, pour la seconde, toute latitude au pouvoir législatif ou au pouvoir exécutif.

En raison du caractère politique des lois qui réglaient l'attribution de la nationalité française à l'époque révolutionnaire, on a posé la question de savoir si ces dispositions pouvaient avoir quelque effet sur les droits conférés par celle qui avait précédé chacune d'elles? Il ne paraît pas contestable qu'il y ait un droit acquis par le seul fait de s'être trouvé dans les conditions édictées par une loi, alors qu'elle était en vigueur, fût-elle même politique. Ce n'est pas d'ailleurs parce qu'un texte contient des dispositions relatives à l'organisation des pouvoirs publics et d'autres relatives à l'état des personnes qu'on peut les confondre et amener des changements considérables dans la condition des citoyens, au mépris de l'équité la plus élémentaire. Cette opinion que les lois constitutionnelles en question n'ont pu, à cet égard, poser de règles que pour l'avenir, est admise en ce qui concerne la naturalisation (1); elle a un degré de probabilité tout aussi élevé quant à la nationalité d'origine.

Les deux époques pendant lesquelles le principe du sol a dominé dans la législation française, ont ainsi chacune leur caractère bien tranché : l'une, rattachant l'homme à la terre sans tenir un compte suffisant de sa liberté naturelle; l'autre, ouvrant à tous, d'une manière trop large peut-être, avec l'accès du territoire, celui des droits des nationaux.

(1) M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 72, p. 64 ; M. Demolombe, t. Ier, n° 41 ; M. Laurent, *Principes de Droit civil*, t. I, n° 170.

APPENDICE

Personnes assimilées aux nationaux d'origine.

Dans ces deux périodes, celle de l'ancien droit et celle du droit intermédiaire, toute une catégorie de personnes pouvait se trouver d'un coup mise dans la position des Français originaires : c'étaient les habitants, ou mieux, les sujets, originaires des pays annexés à la France par voie de conquête ou de cession. Pothier (1), en effet, en parle ainsi : « Lorsqu'une province est réunie à la couronne, ses habitants doivent être regardés comme naturels français, soit qu'ils y soient nés avant ou après la réunion. Il y a même lieu de penser que les étrangers qui se seraient établis dans ces provinces et y auraient obtenu, suivant les lois qui y sont en vigueur, la qualité de citoyens, devraient, après la réunion, être considérés comme citoyens, ainsi que les habitants originaires de ces provinces, ou au moins comme des étrangers naturalisés en France. » Par suite de cette règle fort ancienne, les effets de l'origine se produisaient de la même manière exactement que si le territoire eût toujours été français. C'était une *nationalisation*, s'il est permis d'employer cette expression, ayant un effet rétroactif, plutôt qu'une naturalisation : la distinction que Pothier fait à la fin du passage, entre les originaires et les personnes naturalisées dans le pays conquis, auxquels il conserve leur situation respective, confirme cette interprétation, motivée en premier lieu par les mots *naturel français*. Cette théorie eut souvent l'occasion d'être appliquée (2) sous la première république et sous le premier empire, d'autant plus que la

(1) *Traité des personnes*, Partie Ie, tit. II, sect. I.

(2) Les traités de Mulhouse (24 janvier 1798) et de Genève (18 avril 1798) l'expriment formellement.

Convention traitait comme annexés tous les pays occupés par les armées françaises, bien qu'ils ne fussent soumis que par exception aux principes gouvernementaux de la Révolution; mais ces exceptions étaient fréquentes. Les habitants pouvaient d'ailleurs se soustraire à cette assimilation aux Français d'origine en émigrant dans un certain délai (1) hors du territoire conquis, faculté déjà admise dans l'ancien droit.

CHAPITRE II

Législation française actuelle.

La codification des lois « civiles » françaises a été faite dans des conditions toutes différentes de celles au milieu desquelles avaient été rédigées les lois révolutionnaires. Aux assemblées de la Révolution, jalouses des libertés nouvellement conquises, ennemies, par suite, de toutes les distinctions et de tous les privilèges qui tiennent à la race, et naturellement portées par l'enthousiasme de ces victoires sociales et politiques à appliquer d'une manière parfois exagérée leurs conceptions philanthropiques, avaient succédé le Directoire, dans un moment de relâchement, puis, avec la constitution de frimaire, un gouvernement dont l'organisation savante et compliquée assurait une sorte d'équilibre entre les diverses assemblées revêtues des pouvoirs publics; de sorte que les courants d'opinions, d'ailleurs moins énergiques à cette époque, se trouvaient ralentis et, au

(1) Les traités de Campo Formio (17 octobre 1797) et d'Amiens (27 mars 1802) fixaient ce délai à trois ans.

besoin, dirigés comme une rivière que l'on canalise ; il était par suite assez facile à un pouvoir exécutif, beaucoup plus fortement constitué que ceux des époques précédentes, d'obtenir les mesures législatives qu'il jugeait nécessaires, d'autant plus que l'initiative lui était réservée et que la discussion n'était possible qu'entre les trois commissaires choisis dans le Conseil d'État et les trois tribuns délégués par le Tribunat, tandis que le Corps législatif décrétait la loi en silence ; après ce vote, la loi pouvait encore être déférée au Sénat pour inconstitutionnalité, par le Tribunat ou le gouvernement, et enfin elle était promulguée par le Premier Consul. Il est facile de comprendre l'influence que ces formes constitutionnelles ont dû avoir sur le fond des lois qui ont passé par ces diverses phases au cours desquelles elles pouvaient subir des transformations de nature à atténuer leurs caractères divers. Afin de faciliter l'entente entre les deux assemblées investies de la mission de discuter les projets devant le Corps législatif, on établit de plus la « communication officieuse » qui, leur donnant la possibilité d'échanger leurs observations avant la discussion publique, dut souvent faire de celle-ci une simple formalité et restreindre ainsi la part faite à l'appréciation des membres du Corps législatif devant qui elle avait lieu. Le mode de recrutement appliqué aux diverses assemblées politiques avait aussi sa part d'influence ; il appartient d'ailleurs au droit constitutionnel d'apprécier, en l'examinant d'une manière plus approfondie et plus détaillée, l'organisation et le fonctionnement de cette constitution. Ce qui importe plus à l'interprète des lois issues des pouvoirs ainsi établis, c'est qu'il ne peut trouver d'indices de la volonté des législateurs de ce temps que dans les discussions qui se sont produites au sein du Conseil d'État ou du Tribunat, ou dans les observations présentées par les membres de ces deux assemblées et ceux du gouvernement ou de la commission chargée d'étudier l'avant-projet du Code civil, ou enfin dans les discours prononcés devant le Corps législatif. Il

est impossible de connaître la pensée des membres de ce corps, qui devaient voter en silence, mais n'en sont pas moins les véritables auteurs de la loi.

L'influence du droit antérieur a été assez considérable, et c'est celle de l'ancien droit, par les écrits de Pothier surtout, qui a eu la plus large part. Les réclamations des rédacteurs qui étaient des pays de droit écrit donnèrent au droit romain, auquel les pays du Midi étaient accoutumés, une place assez importante, malgré la différence de l'état social de la France et celui des Romains et les siècles qui les séparaient. Par contre, le droit intermédiaire a été mis à contribution dans une mesure beaucoup plus restreinte : cela peut paraître étrange, lorsque l'on considère que non seulement on était sous l'empire d'une partie des lois qui composent ce droit, mais encore que Cambacérès, qui avait travaillé à la rédaction de plusieurs de ces lois ou constitutions, était Second Consul au moment où l'œuvre de la codification nouvelle fut accomplie ; cela a résulté peut-être d'un certain revirement des esprits, et surtout du peu de sympathie que les théories des philosophes du XVIII^e^ siècle, point de départ des lois révolutionnaires, inspiraient aux hommes dont les opinions devaient avoir le plus d'autorité.

Le système suivi, en matière de nationalité, par la constitution de 1791 et celles qui lui succédèrent, étant le même que celui de l'ancien droit, avec cette différence seulement que les constitutions révolutionnaires exigeaient, en plus de la naissance sur le sol, une autre condition de résidence, de filiation, etc..., on n'aurait donc pu hésiter qu'entre ce principe et celui du droit romain. L'état de l'Europe, après les guerres qui s'étaient succédé à peu près sans interruption depuis 1792, n'était pas fait pour diminuer les difficultés auxquelles peuvent donner lieu les questions de nationalité, et devait contribuer à faire sentir au législateur toute l'importance en même temps que toute la délicatesse de sa mission lorsqu'il s'agit de donner à des problèmes aussi complexes des solutions conformes à la

justice, solutions que des préoccupations de diverse nature, inspirées par les circonstances ou certaines conceptions des intérêts en jeu, rendent plus difficiles à trouver. Le projet des commissaires du gouvernement était ainsi conçu :

« Article 1er. Toute personne née d'un Français et en France jouit de tous les droits attachés à la qualité de Français, à moins qu'elle n'en ait perdu l'exercice par l'une des causes ci-après expliquées.

» Article 2. Tout enfant né en pays étranger d'un Français qui n'avait pas abdiqué sa qualité, est Français. »

C'était l'application des règles suivies dans l'ancien droit, ou plutôt de celles de la constitution de 1791, si ce n'est qu'il n'était fait aucune allusion à l'enfant né en France de parents étrangers. Cette omission fut l'objet d'une observation du tribunal d'appel de Nîmes, appelé à donner son avis sur le projet : il trouva qu'il en résultait, au moins en apparence, que l'enfant né d'un étranger en France était exclu de la jouissance des droits civils, *a contrario* du fils de Français. On aurait pu ajouter que l'article 1er, pour avoir voulu éviter la répétition du mot « jouissance, » semblait faire une confusion entre celle-ci et l'« exercice » dont il parle ensuite, ou du moins, supposer que celui-ci est la condition nécessaire de celle-là, tandis que c'est le contraire qui est vrai ; l'emploi d'un autre équivalent n'ayant pas de sens précis dans la langue juridique eût été préférable si l'on tenait à varier l'expression.... Malgré l'avis du tribunal d'appel de Nîmes, le projet fut transmis tel quel à la Section de Législation du Conseil d'État, ce qui causa une observation identique de la part de Tronchet, qui ajouta : « La faveur de la population a toujours fait considérer ces enfants comme Français, pourvu qu'ils expriment l'intention de l'être. » Cette remarque donna lieu à une assez longue délibération, au cours de laquelle il soutint constamment le système ainsi formulé par lui et qui était à peu près celui des constitutions précédentes. Boulay, s'appuyant sur ce que ces personnes avaient les droits

politiques, dit que l'on ne pouvait leur refuser les droits civils. C'est alors que le Premier Consul proposa la rédaction : « Tout individu né en France est Français. » A la suite des observations de Tronchet qui insistait sur la nécessité de laisser l'individu libre de refuser cette nationalité à sa majorité, de Berlier qui voulait déclarer Français « les enfants nés de père et mère non étrangers, » Bonaparte dit : « Quel inconvénient y a-t-il à le faire Français de plein droit ? Il ne peut y avoir que de l'avantage à étendre l'empire des lois françaises. » Puis il ajouta, répondant à une nouvelle objection de Tronchet : « Alors il est impossible de soumettre à la conscription et autres charges publiques les fils d'étrangers venus en France comme prisonniers ou par suite d'événements de guerre. Il faut envisager la question au point de vue de l'intérêt français. S'ils n'ont pas de biens, ils ont l'esprit français, les habitudes françaises ; ils ont l'attachement que chacun porte naturellement au pays qui l'a vu naître. S'ils ont des biens, les successions qu'ils recueillent à l'étranger viennent en France ; celles qu'ils recueillent en France sont régies par la loi française ; aussi y a-t-il, sous tous les rapports, avantage à les admettre parmi les Français. »

Tronchet, admettant qu'il fallait se placer au point de vue de l'utilité, fit observer que cette utilité ne se réalisait que si la France acquérait l'étranger, que s'il avait manifesté la volonté d'être Français ; « s'il ne le veut pas, » ajoutait-il, « ses bénéfices et les successions qu'il recueillera tourneront au profit de l'étranger ; cet intérêt n'est relatif qu'aux meubles seulement ; la succession et la disposition des immeubles est régie par la loi française. » Il répondit ensuite à Régnier qui pensait qu'une déclaration de l'intéressé était une faible garantie : « On ne peut empêcher le fils d'étranger qui jouirait des droits civils en France sans déclaration de recueillir et d'emporter la succession paternelle. » Après diverses observations, Portalis ayant déclaré qu'il n'y avait aucun inconvénient à con-

sidérer comme Français tout individu né en France, le Premier Consul mit aux voix le principe qui fut adopté (1), et ainsi formulé à la séance des 14 et 16 thermidor an IX : « Tout individu né en France est Français (art. 1). » — « Tout enfant né d'un Français en pays étranger est Français (art. 2). » (2)

L'exposé des motifs, à la séance du Corps législatif du 11 frimaire an X (3), fait par Boulay, rapporteur, exprimait que les enfants de Français ne pouvaient être que Français, sans qu'il fût besoin de s'en expliquer s'ils étaient nés en France, et que ce principe était vrai même des enfants nés à l'étranger, parce qu' « ils sont aussi formés de sang français.... A la paternité française est donc attachée d'une manière absolue, et abstraction faite de toute autre circonstance, notre nationalité. » — « N'est-ce pas le cri de la nature? » ajoutait-il. « N'est-ce pas celui de la politique? Les Français sont souvent conduits hors du territoire par des affaires publiques ou particulières, par le désir de s'instruire ou la simple curiosité. Quelle funeste loi serait celle qui priverait de la qualité de Français les enfants qu'il aurait eus sur une terre étrangère? »

Boulay faisait ici le procès du *Jus soli;* il est étonnant qu'il le soutienne dès l'alinéa suivant.

« Le même privilège doit être attaché au sol français. Nous tenions autrefois pour maxime que la France était le pays naturel de la liberté, et que l'esclave devenait libre dès qu'il mettait le pied sur la terre française, etc. » De là, il concluait que l'on doit faire pour la cité ce que l'on faisait autrefois pour la liberté, c'est-à-dire que la naissance doit la donner à celui qui a vu le jour en France, comme le seul fait de mettre le pied sur le territoire français donnait la liberté à l'esclave. Cette assimilation pouvait être fondée dans la

(1) Séance du 6 thermidor an IX, nos 3 et 4, Locré, p. 34.
(2) Locré, p. 218 (II, no 2).
(3) Id. (VIII, no 5).

société antique où la participation au droit était la prérogative d'une classe de citoyens privilégiés et pouvait seulement être accordée aux autres comme faveur ; elle ne se justifie plus dans la société moderne, dont la tendance, nettement manifestée depuis la philosophie du XVIII^e^ siècle et la législation révolutionnaire, est de considérer les droits (au moins les droits dits « privés ») comme les attributs de toute personne humaine ; c'est pour cette raison qu'il est logique de les reconnaître même aux individus que des législations différentes considèrent comme esclaves, tandis que la nationalité, relation juridique entre un État et un individu, génératrice de droits et d'obligations, ne doit être étendue, comme le demandait Tronchet, à des individus appartenant à d'autres nations en vertu de leur filiation qu'autant qu'ils l'acceptent ou peuvent être présumés l'accepter. Il faut remarquer toutefois que les rédacteurs du Code, dans la discussion, se référaient presque toujours à la jouissance des droits civils (comme d'ailleurs le texte du projet primitif), qu'ils semblent considérer comme la conséquence de la nationalité seule, ce qui rend la comparaison de Boulay moins inexacte (1). L'exclusion des étrangers fut d'ailleurs partiellement réalisée (2), d'où résultait pour eux un avantage à être considérés en France comme Français. On pourrait d'ailleurs reprocher aux orateurs qui ont pris part à la délibération qui avait abouti à cette rédaction, de ne s'être pas placés à un point de vue assez général et de n'avoir pas cherché dans la nature même des droits en jeu les éléments d'une solution.

Le peu d'attachement qu'un individu peut avoir pour un pays où il est né de parents appartenant à une autre nation et dont on lui impose la nationalité, est d'ailleurs l'objection principale que soulève le système consacré par les articles 1 et 2,

(1) Le système qu'il proposait conservait toujours le caractère féodal : les droits dépendant de la terre.

(2) Cp. art. 726 et 912 ; 14 et 16, C. civ.

tels qu'ils avaient été rédigés à la séance des 14 et 16 thermidor. Pour prendre l'exemple même dont s'était servi le Premier Consul, quel dévouement attendre des fils des étrangers amenés en France comme prisonniers de guerre, si l'on faisait d'eux des Français et qu'on les obligeât à servir dans ces armées que leurs pères avaient combattues? A la séance du 25 frimaire de l'an X (1), le tribun Siméon, rapporteur, fit, dans le langage un peu emphatique que paraissent avoir affectionné les tribuns, la critique de l'effet attaché à la naissance sur le sol français. « La rédaction de cet article 2, » disait-il, « ne présente-t-elle pas quelque chose de bizarre? Le fils d'un Anglais peut devenir Français; mais le sera-t-il par cela seul que sa mère, traversant la France, l'aura mis au jour sur cette terre, étrangère à elle, à son mari, à ses parents? Si chaque nation fait une telle déclaration, nous perdrons autant de Français que nous en gagnerons : on n'appartiendra plus à sa famille, à sa nation; la patrie dépendra moins de l'affection qui s'y attache, du choix et de l'établissement que du hasard de la naissance. Cependant l'article est bon en lui-même. Quelque riches que nous soyons en population, nous pouvons en acquérir encore. Ouvrons nos portes aux étrangers, profitons du hasard qui leur donne des enfants chez nous; mais ne nous en saisissons pas malgré eux. C'est une offre que nous devons leur faire, un bienfait que nous leur accorderons; nous ne leur imposons pas une servitude.

« En Angleterre, tout enfant qui y naît est généralement « sujet du roi, » nous dit Blakstone. « Cela se ressent de la féodalité, cela n'est point à imiter. Ce qui l'est, c'est d'accorder à l'individu né en France les droits de Français s'il ne veut rester attaché à sa patrie originaire. » Ces paroles, qui faisaient ressortir la nécessité de tenir compte vis-à-vis de l'individu né en France de l'affection pour la patrie de ses parents comme on en tenait compte pour le fils de Français né à

(1) Locré, II, p. 248 (IX, n° 10.)

l'étranger, firent repousser l'article 2 du projet. Le Conseil d'État se rendit également à ces raisons, et, le 6 brumaire an XI, substitua à l'article 2 de son projet l'article 9 actuel : « Tout individu né en France d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qualité de Français ; pourvu que, dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en France son domicile, et qu'il l'y établisse dans l'année, à compter de l'acte de soumission. »

L'article 10 ne fut pas modifié : c'est pourquoi il n'est pas question, dans le Code civil, des enfants nés en France de parents français, qui, d'ailleurs, auraient été Français, soit que l'on eût donné la prédominance au *Jus soli*, soit qu'on l'eût donné au *Jus sanguinis*. S'il était possible de concevoir quelque doute à cet égard, ce qui n'est guère admissible, les paroles du tribun Gary, dans son rapport au Corps législatif, fait à la séance du 17 ventôse an XI (1), seraient de nature à faire cesser l'hésitation : « On conçoit facilement, disait-il, pourquoi le projet ne s'occupe pas des enfants nés en France de parents français. C'est bien pour cela qu'est essentiellement faite la loi française et que sont établis les droits civils. »

« Il y avait plus de difficulté pour l'individu né en France d'un étranger ; un premier système tendait à le déclarer Français, sans s'embarrasser de sa destinée et de sa volonté ultérieure, et l'on citait à l'appui l'exemple de l'Angleterre. » — « Les vues généreuses qui avaient produit ce système ont cédé à des motifs d'ordre supérieur, etc. »

La théorie, ainsi adoptée par le Conseil d'État et le Corps législatif, était celle que Tronchet avait soutenue lors de la discussion au Conseil d'État. Si le Code civil français a ainsi fait prédominer la filiation, il a néanmoins reconnu un effet juridique à la naissance sur le sol, par une de ces transactions,

(1) Locré, II, p. 336 (XVI, nos 4, 5).

fréquentes lors de l'élaboration des projets de loi à propos desquels deux opinions diamétralement opposées sont en présence, mais presque inévitables lorsque la discussion n'a porté que sur un point de la question, en l'espèce, celui de savoir si, oui ou non, l'on imposerait la qualité de Français à tout enfant né en France.

Des lois ultérieures ont modifié les règles posées par le Code et leur application, mais sans toucher à leur essence; d'autres changements sont en voie de s'accomplir.

SECTION I

Principe de filiation.

Quelle que soit l'opinion que l'on admette en ce qui concerne la nature du droit établi par l'article 9, on ne peut méconnaître la part prépondérante donnée au *Jus sanguinis* dans la législation française actuelle; d'une part, le fils de Français est toujours considéré comme Français; de l'autre, le fils d'étranger, lors même que sa naissance sur le territoire de la France lui donne le droit d'être compté au nombre des Français, peut toujours préférer la nationalité de ses parents : la seule application qu'il soit fait du principe territorial est donc facultative pour l'intéressé, encore est-elle contestée, quant à sa base. Ainsi, par des transformations successives, par un tempérament ajouté à un autre tempérament déjà admis dans le dernier état de l'ancien Droit, le système législatif français tend à se rapprocher de plus en plus du système romain, dont plus de douze siècles le séparent. Cette évolution d'un droit qui reprend peu à peu une théorie depuis longtemps abandonnée n'est pourtant pas un retour en arrière dans le chemin du progrès : les circonstances spéciales qui avaient donné au sol une influence si considérable sous la féodalité n'existant plus, l'état de

droit qui en résultait devait disparaître aussi. Le Droit romain n'était pas d'ailleurs tout à fait une législation morte, puisqu'il régissait les pays du Midi, dits de « Droit écrit ; » les règles qu'il consacrait touchant la transmission de la qualité du père ou de la mère aux enfants, si elles n'étaient plus appliquées, ne devaient donc pas être complètement oubliées des juristes de cette région (le tribun Siméon, qui fit modifier la rédaction de l'article 1er du projet dans le sens de la restriction des effets du *Jus soli*, était précisément le fils d'un avocat au parlement d'Aix). En rattachant l'enfant à la patrie de ses parents, on règle sa situation d'une manière plus conforme à ses affections naturelles, on ne risque pas de le mettre dans la cruelle nécessité de choisir entre sa patrie et sa famille, et de sacrifier l'une aux devoirs qui lui sont imposés vis-à-vis de l'autre. Ce n'était donc pas seulement à la règle du Droit romain que l'on revenait, c'était à celle du Droit naturel, ou plutôt rationnel.

La compréhension de la règle donnée doit servir à mesurer et, au besoin, à déterminer son extension : c'est en comparant les hypothèses diverses à la formule employée par le législateur que ceux qui ont à interpréter sa volonté peuvent reconnaître la portée exacte des dispositions qu'il a édictées, c'est en rapprochant les diverses espèces de la base sur laquelle sont fondées ces dispositions que l'on peut s'assurer si elles sont justifiées hors des cas expressément prévus par les textes, et s'il est dans l'esprit de la loi de les étendre davantage. Les deux articles qui statuent sur la nationalité d'origine dans le Code civil français sont loin de régler expressément les diverses situations qui peuvent se présenter ; non seulement ils ne traitent que des enfants nés ailleurs que dans le pays de leurs parents ; la règle de l'article 10, alinéa 1 : « Tout enfant né d'un Français en pays étranger est Français, » leur serait applicable *a fortiori ;* mais le terme si général « d'un Français » ne résout pas la question de savoir duquel de ses parents il

suivra la nationalité, ni celle de savoir à quelle époque doit être considérée la qualité du père ou de la mère : autant de points controversés ; il faut encore rechercher si la disposition des lois révolutionnaires, relative aux descendants des personnes émigrées pour cause de religion, est encore en vigueur et si elle est attributive ou déclarative de nationalité. La disposition de l'article 1er, alinéa 2, paraît aussi se rattacher au principe de filiation ; mais ne constitue-t-elle pas plutôt une naturalisation d'un genre spécial ?

§ I

Enfant dont les père et mère n'ont qu'une nationalité (la même pour les deux ; ou dont l'un des deux n'en a pas).

I. Lorsque les père et mère ont une seule et même nationalité, ce qui est le cas le plus fréquent, la fixation de celle de leur enfant est facile : dès lors que le lieu de la naissance n'est pas pris en considération, quelle autre condition pourrait-il avoir que celle de ses parents? Que l'enfant soit légitime ou naturel, il importe peu ; le résultat pratique sera le même, qu'on lui fasse suivre la condition paternelle ou la condition maternelle. Cela suppose, bien entendu, si la filiation est naturelle, qu'elle est légalement constatée, c'est-à-dire que l'enfant a été reconnu, volontairement ou judiciairement.

II. Il peut arriver qu'un seul des parents ait une nationalité ; cela se conçoit très facilement s'il s'agit d'un enfant naturel, puisqu'il n'existe aucune espèce de lien juridique entre ses parents. La disposition de l'article 19 du Code civil, portant « une femme française qui épouse un étranger suivra la condition de son mari (1), » et l'article 12 ayant consacré

(1) Le Code français ne peut évidemment attribuer la nationalité étrangère ; si la loi étrangère ne consacre pas une règle analogue à celle de l'article 12 du Code civil, la Française mariée à un étranger est étrangère sans patrie.

la même disposition, ou du moins la réciproque (contrairement aux habitudes du Code) en ce qui concerne la femme étrangère qui épouse un Français, il s'ensuit que, au point de vue du Droit français, deux personnes mariées n'ont ordinairement qu'une seule et même nationalité, et, même si la femme était sans patrie avant son mariage, toutes deux auront pour patrie celle du mari. La question devient plus embarrassante si c'est le mari qui n'avait de lien avec aucun État : il est alors tout aussi étranger dans le pays où il se trouve que ceux qui sont sujets d'autres pays, et il l'est quel que soit le pays où il se trouve. S'il est en France et s'il y contracte mariage, va-t-on imposer à sa femme la condition d'étrangère sans patrie? Si l'on admettait ce résultat assez choquant, il faudrait donc dire aussi que les enfants hériteraient de cette qualité négative. Décide-t-on, au contraire, que la femme conserve sa nationalité, puisqu'elle n'en acquiert pas d'autre? Les termes de l'article 10 sont assez larges pour attribuer à l'enfant cette qualité. Il en serait de même si la nationalité de l'un des parents était inconnue : « *Nemo plus juris transferre potest quam ipse habet,* » dit l'adage ; et, comme on ne peut se prévaloir d'un droit qu'en le prouvant, du moment qu'il n'est établi par aucune présomption légale, on ne peut pas davantage le faire passer à ses descendants.

Par la même raison, l'enfant naturel dont la filiation n'est légalement constatée que par rapport à l'un de ses parents, soit que celui-ci l'ait reconnu, soit que la preuve de la maternité, ou de la paternité dans le cas où la recherche en est exceptionnellement autorisée (art. 340), ne peut suivre que la condition de celui de ses père et mère par rapport à qui la preuve existe.

De l'hypothèse d'un enfant naturel, on peut rapprocher celle du posthume, c'est-à-dire de l'individu né après le décès du mari de sa mère, que l'article 314 considère, en principe, comme enfant légitime, si la dissolution du mariage ne remonte

pas à plus de trois cents jours. Si c'est un enfant légitime, il y a lieu de lui appliquer les règles qui déterminent la nationalité de ceux-ci, soit que les parents aient une même nationalité, soit qu'ils en aient deux. Toutefois, si l'attribution de la condition paternelle doit être placée au moment même de la naissance, le père, n'existant plus à cette époque, n'avait pas plus de nationalité que d'autres droits : il n'a donc, à cet égard, rien pu transmettre à son enfant; seule la filiation maternelle existait à ce moment, et seule elle a pu produire un effet. Si la naissance avait eu lieu plus de trois cents jours après le décès du mari de la mère, l'enfant pourrait être déclaré naturel, et sa situation réglée en conséquence.

Aux posthumes véritables, on peut comparer les posthumes « fictifs, » si l'on peut s'exprimer ainsi, dont les pères, quoique existant en fait, étaient considérés en droit comme ayant perdu leur personnalité, selon les articles 28 et suivants du Code civil. La loi du 31 mai 1854, mue par une conception plus exacte des droits de la société et de ceux de l'individu condamné, a aboli cette « mort civile » et l'a remplacée par d'autres incapacités ; mais il existe probablement encore des fils d'individus dont les condamnations avaient dû entraîner cette conséquence : il n'est donc pas sans intérêt de se demander quelle influence leur situation a pu exercer sur la nationalité de leurs enfants. Le mort civilement avait perdu la qualité de Français : il ne pouvait donc plus la transmettre à ses descendants du jour où la condamnation était définitive. Vis-à-vis de ses enfants, une différence le distinguait pourtant du père inconnu légalement, qui n'existe pas comme tel aux yeux de la loi ; c'était la subsistance de l'obligation alimentaire, qui manifestait encore le lien de filiation. Mais ce lien, qui met une sorte de communication entre la qualité du père et celle de l'enfant, paraît sans importance à ce point de vue si la qualité du père est négative. Il y a aussi à tenir compte de la dissolution du mariage qui résultait de la mort civile

comme de la mort naturelle : d'où cette conséquence que l'enfant né d'un mort civil et de son conjoint après le moment où la condamnation était devenue définitive, est légitime ou naturel selon les principes posés pour les posthumes. La jurisprudence a distingué selon que l'enfant avait été conçu avant ou après l'époque où la mort civile avait frappé le condamné : dans le premier cas, un arrêt de rejet de la Cour de cassation du 11 juin 1844, a déclaré l'enfant légitime; un autre arrêt du 3 février 1811 l'a déclaré Français. Enfin, un dernier, du 8 février 1810, rejetant un pourvoi, et statuant sur le cas d'un enfant conçu après que la mort civile avait commencé à produire ses effets, a décidé que cet enfant était illégitime, mais Français (1). La solution de ces questions dépend donc de l'époque où s'opère la transmission de la nationalité paternelle ou maternelle ; mais quelle que soit cette époque, le droit qui passe à l'enfant ne peut être que celui qu'avait alors l'auteur de qui il procède : il faut donc que la nationalité que l'enfant doit recevoir et le rapport juridique, c'est-à-dire la filiation, grâce auquel il doit la recevoir, existent tous deux à ce moment. Si l'un des deux fait défaut chez l'un des père et mère, on ne peut attribuer à leur enfant que la qualité de l'autre. Telle paraît du moins la solution qui découle du principe de filiation ; il ne semble pas, d'ailleurs, que ces hypothèses aient donné lieu à beaucoup de débats devant les tribunaux, sauf en ce qui concerne les individus issus de parents morts civilement, ni à beaucoup de controverses parmi les auteurs ; le système à leur appliquer peut varier selon l'opinion que l'on admet quant à la détermination de la qualité que l'enfant doit avoir lorsque ses père et mère n'avaient pas la même.

(1) M. Alauzet, *De la Qualité de Français*, etc., § I, ch. I, C. civ., art. 10.

§ II

Enfant dont les père et mère ont chacun une nationalité distincte.

Lorsque les parents ont chacun une nationalité, la raison d'être du principe de filiation se trouve justifier à la fois deux déductions opposées : il n'y a pas plus de raison pour supposer chez l'enfant de l'attachement pour la patrie de son père que pour celle de sa mère, ou inversement; peut-être aurait-ce été le cas d'avoir recours à un principe subsidiaire (lieu de naissance ou domicile), mais tel n'est pas le système suivi par le Code.

I. Il est utile de voir comment se présente la situation avant de chercher la règle qui lui convient. On commence ordinairement par distinguer si les parents sont mariés ou non ; et tout le monde n'applique pas les mêmes principes aux uns et aux autres.

Première hypothèse. Les articles 12 et 19 n'empêchent pas complètement que deux époux n'aient chacun leur nationalité distincte, même au point de vue de la loi française. Le mari peut avoir acquis par naturalisation, depuis le mariage, une nationalité étrangère ; si c'est dans un pays où la naturalisation n'a qu'un effet personnel, ou même si c'est dans un pays où son effet s'étend à la femme, mais que celle-ci n'ait pas consenti et, par conséquent, ne se soit pas mise dans le cas de perdre la nationalité française, conformément à l'article 17, 1°, elle conserve sa qualité. La femme elle-même peut (1), au moins avec l'autorisation du mari (et encore est-il contesté que cette autorisation soit nécessaire), s'être fait naturaliser en pays étranger, alors que le mari restait Français ou même, cas plus rare, obtenait une autre nationalité. Il suffit, d'ail-

(1) V. M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, nos 413 et ss., pp. 314 et ss.

leurs, de constater la possibilité de la réalisation de l'hypothèse pour que la nécessité de faire un choix s'impose.

Qui doit faire ce choix? Est-ce l'intéressé? Est-ce la loi? D'après la base du système de filiation, qui est l'affection présumée pour la patrie des parents, ce serait l'individu. Cette manière de résoudre la question a été proposée par M. Laurent (1).

Après avoir réfuté l'argument tiré par ceux qui veulent attribuer à l'enfant la nationalité de son père exclusivement de ce que l'exercice de la puissance paternelle est confié au père, du moins dans les cas ordinaires; après avoir caractérisé d'un mot cette puissance paternelle établie uniquement pour la protection de celui qui y est soumis, à ce point, pourrait-on ajouter, que c'est d'après la nationalité de l'enfant et non d'après celle du père, lorsqu'elles diffèrent, qu'elle est réglée; après avoir enfin écarté l'analogie qu'on a voulu faire entre le nom et la nationalité, M. Laurent s'incline devant l'opinion générale, à cause de l'incertitude que produirait le droit d'option. Cette objection n'est pourtant pas sans réplique. D'abord il y a un précédent dans le Code civil : c'est l'article 9, qui donne à celui qui est né en France de parents étrangers le droit de préférer à la patrie de ses parents le pays qui l'a vu naître. La situation de cet individu présente ainsi une incertitude, peut-être moins grave, parce qu'il est étranger, au moins sous condition résolutoire, et qu'un délai a été imposé pour l'exécution de la condition, sauf le cas où il aurait servi dans les armées françaises (L. 22-25 mars 1849) ou satisfait aux obligations imposées par la loi sur le recrutement : alors l'incertitude sur sa nationalité se prolonge indéfiniment. Il est vrai que tout le monde n'admet pas que l'article 9 ait jamais eu un effet rétroactif; mais la jurisprudence de la Cour de

(1) *Principes de Droit civil*, t. I, p. 429, n° 326 : « Demante énonce ce principe comme un axiome » (que l'enfant suit la qualité du père); « cependant nous ne le trouvons écrit nulle part. » *Droit civil international*, t. III, p. 182, n° 197.

cassation s'est plusieurs fois prononcée pour l'affirmative, de sorte qu'en fait, on fait remonter à la naissance l'effet de l'option. De ce que celle-ci a été consacrée par le Code dans l'hypothèse de l'article 9, on pourrait conclure que c'est une théorie parfaitement admissible dans l'état de la législation française (et belge) que de donner à l'individu qui se trouve dans une situation où deux patries peuvent lui être attribuées, le choix entre les deux. On pourrait même dire que cette solution s'impose avec plus de force lorsque la dualité de lien résulte de la filiation qui unit l'enfant à deux personnes appartenant à des États divers que si elle résulte de la contradiction entre le *Jus sanguinis* et le *Jus soli*. Le principe de filiation dominant dans nos lois ne souffre, en effet, aucune exception dans le premier cas, tandis que l'article 9 y déroge en faisant une place au *Jus soli*. Les termes larges dont se servent les articles 9 et 10 seraient d'ailleurs de nature à favoriser l'attribution facultative de la nationalité paternelle ou maternelle : « Tout individu né en France d'*un étranger*..., tout enfant né d'*un Français*, etc. (1)..., » cela peut aussi bien s'entendre du père que de la mère, et, en admettant cette interprétation, on arriverait souvent à imposer la qualité de Français à des personnes qui appartiennent à une nation étrangère : toutes celles qui seraient issues d'un père belge et d'une mère française, ou réciproquement, se trouveraient dans ce cas. Or ce n'était certainement pas là le vœu du législateur, qui a édicté la disposition de l'article 9, précisément pour éviter une situation semblable : la nécessité de sortir d'embarras impose donc une décision analogue. Quant aux inconvénients résultant de l'incertitude, il y aurait plusieurs moyens de les éviter d'une manière au moins aussi complète que dans le cas de l'article 9. Mais ce serait là toute une théorie à construire

(1) Selon la règle interprétative du Droit romain : « *Pronuntiatio sermonis in sexu masculino ad utrumque sexum plerumque porrigitur* » (L. 195, Dig., *de Verb. signif.*).

de toutes pièces, pour ainsi dire, car elle ne se trouve pas dans le Code, et son silence, à cet égard, peut donner à penser que rien de semblable n'a existé dans la pensée de ses rédacteurs.

Les travaux préparatoires, tels qu'ils sont relatés dans les comptes-rendus des séances du Conseil d'État ou du Corps législatif, montrent que la question du droit de l'enfant aux deux nationalités de ses père et mère n'a même pas été débattue. En outre, on sait que les rédacteurs du Code s'inspiraient plutôt du droit historique que du droit philosophique (1) : or, soit à Rome, soit en France, sous l'ancien régime et dans les cas où l'on appliquait le principe de filiation, c'était à la condition du père que l'on rattachait toujours l'enfant, issu d'un mariage légitime en France, ou *ex justis nuptiis* chez les Romains. « *Cum legitimæ nuptiæ factæ sunt, liberi patrem sequuntur* » (2). « Si l'enfant est né en légitime mariage, il faut que le père soit Français pour que le fils le soit aussi. Un enfant né en pays étranger d'*une Française* et d'*un étranger* serait réputé *étranger* (3). » C'est une raison de supposer que cette règle traditionnelle est dans l'esprit du Code, bien qu'elle ne soit pas écrite dans son texte, ni nulle part, selon la remarque de M. Laurent dans ses *Principes de Droit civil* (4).

On fait également observer qu'elle est en harmonie avec l'ensemble des dispositions du Code sur la famille. « Le père est en effet le chef de la famille : c'est lui qui exerce la puissance paternelle, c'est lui dont la volonté l'emporte lorsqu'il s'agit du mariage de l'enfant, c'est lui enfin qui transmet à l'enfant son nom à perpétuer : il doit, dès lors aussi, lui

(1) Il ne pouvait être question du droit international dont les théories n'étaient pas formées.

(2) L. 19, Dig., *de Statu hominum*.

(3) Pothier, *Traité des personnes*, tit. II, sect. II.

(4) Tome I, nº 326, pp. 428 et ss.

transmettre sa nationalité (1). » C'est également le domicile du père que le mineur a et conserve jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 108 et 374). Il est donc probable que c'est la théorie romaine qui est passée dans le Code. La force de la tradition est telle que ce principe n'a point été discuté : il n'est cependant pas justifié d'une manière aussi certaine dans le droit moderne que dans le droit ancien. A Rome, la *Patria Potestas*, établie uniquement dans l'intérêt du *Pater*, subsistait tant que celui-ci, qui, d'ailleurs, n'était pas nécessairement le « père, » mais aussi bien un autre ascendant, était vivant : c'était une sorte d'autorité sociale et religieuse, aussi bien qu'un droit de famille ; elle mettait l'enfant qui y était soumis vis-à-vis de l'ascendant qui l'exerçait dans une situation qui, dans la rigueur du droit primitif, ne différait pas sensiblement de celle de l'esclave vis-à-vis du maître ; la personne juridique du fils était, à plusieurs égards, comme absorbée dans celle du père : comment aurait-il pu avoir une condition différente ? Lorsque, au contraire, il n'y avait pas de *Patria Potestas* (2), c'était la condition de sa mère que l'enfant recevait, quand même ses parents auraient été unis par un mariage régulier, mais d'un ordre inférieur (entre un Romain, par exemple, et une étrangère sans *connubium*). Au contraire, dans le droit moderne, on considère la puissance paternelle comme un simple droit d'éducation, corrélatif d'un devoir et destiné à en permettre l'accomplissement; elle est toute dans l'intérêt de l'enfant et ne dure qu'autant qu'il en a besoin ; la volonté du père ne supplée à celle de l'enfant que jusqu'au moment où sa raison est assez développée pour qu'il soit sans inconvénient laissé maître de disposer de sa personne et de ses droits. Or la nationalité est une qualité et un droit dont il sera investi toute sa vie : le principe même de l'autorité légale du père,

(1) M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, nº 330, pp. 252 et ss.

(2) Il pouvait y avoir *Justæ Nuptiæ* sans *Patria Potestas*, mais lorsque le père n'était pas citoyen romain, mais étranger jouissant du *connubium*, ce qui n'est pas le cas auquel il est fait allusion.

fondée sur l'incapacité temporaire de l'enfant, semble donc favorable à l'indépendance de celui-ci en matière de nationalité du jour où il devient capable ; enfin, il serait conforme à cette autorité que le père pût, pendant la minorité de son enfant, réclamer pour lui l'une des deux nationalités auxquelles sa filiation lui donne droit. Mais il faut reconnaître que le système généralement suivi sera le plus souvent conforme à la nature des choses, précisément à cause des droits prépondérants que le père tient de la loi, soit comme père, soit comme mari, en un mot, comme chef de la famille, et en vertu desquels il choisit le domicile, peut régler l'éducation des enfants, etc., d'où l'on peut conclure, pour la plupart des cas, que c'est plutôt à sa patrie qu'à celle de la mère que se rattacheront naturellement les enfants. D'ailleurs, le plus souvent, tous les membres de la famille ont la même nationalité (1), de sorte que, même en supposant que l'attribution forcée de la qualité du père, à l'exclusion de celle de la mère, puisse quelquefois froisser les aspirations de l'enfant, cet inconvénient doit se produire rarement. A la session de l'Institut du Droit international privé de 1880, MM. Arntz et Westlake ont proclamé, dans leur rapport, que « la paternité, et à défaut de paternité légitime, la maternité naturelle » est attributive de nationalité.

II. *Deuxième hypothèse*. C'est seulement en matière de filiation naturelle que la maternité peut, selon certaines personnes, l'emporter sur la paternité, lorsque l'une et l'autre sont légalement constatées, c'est-à-dire lorsque les père et mère ont reconnu leur enfant ou que celui-ci a pu établir judiciairement la preuve de sa filiation, soit contre sa mère, soit contre son père, dans le cas spécial de l'article 340 (2e disposition). Du moment qu'il existe un lien légal entre ses deux

(1) Cela paraît même être la tendance du droit international actuel; cela vaut mieux en fait; mais est-il bon et juste de rendre cette situation légalement obligatoire?

parents et lui, l'enfant a le germe des deux nationalités qui leur appartiennent; de là, comme pour l'enfant légitime, l'idée d'un droit d'option, qui n'aurait pas à être soutenu contre les mêmes objections que dans le cas de filiation légitime, puisqu'il ne peut être question de l'unité de la famille. Ce système, dû à M. Richelot (1), est cependant sujet à certaines critiques, qui semblent devoir le faire rejeter, au moins en droit, sinon en législation. « En effet, en principe, dit M. Daniel de Folleville (2), la nationalité d'origine se détermine, non point en vertu d'une option ou d'une manifestation libre de la volonté; mais c'est la loi seule qui fixe elle-même d'une façon absolue, si, en naissant, on est ou non Français. On comprend d'ailleurs qu'il en soit ainsi; car la nationalité tient à la fois au droit public, au droit international et au droit privé. C'est une matière trop importante pour la laisser soumise à l'arbitraire et au caprice individuel. » Il est certainement préférable que la nationalité d'origine saisisse l'enfant à sa naissance en vertu d'une règle fixe et assez large pour embrasser tous les cas. Les partisans de l'option peuvent dire, il est vrai, que précisément, dans le cas où le père et la mère n'ont pas la même nationalité, l'enfant se trouve saisi par les deux à la fois, et qu'il faut qu'il en dépouille une; les termes génériques de l'article 10 (comme ceux de l'art. 9) rendent possible cette théorie. Mais il est difficile de supposer qu'elle soit implicitement consacrée par le Code, alors que la réglementation de détail et d'application, qui eût été nécessaire pour éviter les inconvénients de l'incertitude où l'on serait tant que l'option n'aurait pas été faite, ne se trouve nulle part dans les textes et qu'il n'en a pas été fait mention dans les travaux préparatoires.

Ceux-ci pourraient servir à appuyer l'opinion que la doc-

(1) Tome I, n° 66, p. 111; M. Laurent, *Principes de Droit civil*, t. I, n° 331, p. 436.

(2) *Traité de la naturalisation*, n° 336, p. 256. Cp. MM. Aubry et Rau, *Principes de Droit civil*, t. I, p. 231, § 63, n. 3.

trine romaine, attribuant, en général, à l'enfant né d'une union autre que les *Justæ Nuptiæ* la condition maternelle, est passée dans le droit français actuel (1). En effet, Tronchet (2), répondant à une question de Cambacérès, à propos de l'article 1 du projet (art. 9 actuel, transformé), dit que « l'enfant naturel suit toujours la condition de sa mère. » Telle était aussi, du reste, la règle suivie dans l'ancien Droit français : Pothier en fait foi.

Dans un autre ordre d'idées, cette considération qu'aucun lien juridique ne rattache les parents de manière à confondre en quelque sorte leurs personnalités en une, doit, selon cette doctrine, faire décider que l'enfant, pas plus que sa mère, ne peut se rattacher à la condition du père. Les textes, par la généralité de leurs expressions, se concilient avec cette interprétation, si ce n'est pas plutôt une théorie de toutes pièces à établir.

Une fois entré dans cette voie que paraît indiquer la rédaction de l'article 10, il serait peut-être difficile de s'arrêter, et l'on pourrait être amené à attribuer la qualité de Français à tout individu né d'un père ou d'une mère français, quelle que fût la nationalité de l'autre auteur. Ce système pourrait s'autoriser d'un passage des délibérations qui ont eu lieu au Conseil d'État à propos de cet article 10 (3). Tronchet ayant déclaré à Regnaud (de Saint-Jean d'Angély) que « tout enfant né hors mariage suit la condition de sa mère, » Cambacérès demanda ce qu'il serait décidé de l'enfant naturel d'un père français. Tronchet répondit que l'on ferait remplir au père en France les formalités qui seraient impossibles à l'étranger (4) : cela ferait supposer que la paternité aussi bien que la maternité

(1) Duranton, tome I, n° 121.

(2) Locré, p. 34 (II).

(3) Locré, t. II, p. 39, n^{os} 4, 6.

(4) Cela pourrait avoir trait à la reconnaissance sans être décisif dans la question de nationalité, ou signifier que celle du père devait l'emporter.

était considérée par les rédacteurs du Code comme attributive de la qualité de Français.

M. Coin-Delisle (1) enseigne, en effet, que la qualité de Français, existant chez l'un quelconque des père et mère, passe à l'enfant sans distinction aucune. « Il ne faut pas qu'une seule goutte de sang français se détourne au profit des nations étrangères. » Cette théorie aboutirait à introduire les questions de sentiment dans la législation et à les substituer aux questions de principe et de justice. Elle serait une source de conflits, surtout si d'autres nations l'adoptaient, et aurait les mêmes résultats fâcheux que l'application du *Jus soli* aux enfants nés en France de parents étrangers, combinée avec celle du *Jus sanguinis* aux enfants nés à l'étranger de parents français. Les moins bonnes règles semblent celles qui causent des conflits entre deux législations semblables. Le Code n'ayant d'ailleurs indiqué aucun moyen de remédier à cette situation en ce qui concerne l'attribution de deux nationalités causée par l'application des deux filiations paternelle et maternelle, il y a lieu de supposer qu'il a tranché lui-même la question.

Il n'est pas nécessaire pour cela de suivre la maxime « *Partus ventrem sequitur*, » issue du Droit romain et conservée par l'ancienne jurisprudence française. A Rome, les rapports de famille et de filiation étaient établis d'une manière trop différente de ce qu'ils sont actuellement, pour qu'on puisse en faire découler toujours les mêmes conséquences. Le lien entre père et enfant, d'où dérivait l'attribution de la condition du père au fils, n'existait que sous la forme de la *Patria Potestas* (2), organisée comme une véritable souveraineté, et ne pouvant se produire que dans des conditions déterminées; hors des *Justæ Nuptiæ*, elle n'existait pas, et il n'y avait aucun lien juridique entre le père et l'enfant; celui-ci ne pouvait donc recevoir la qualité de celui-là. Au contraire, dans le Droit français, la

(1) Sur l'art. 10, nos 10, 11.
(2) Pour les citoyens romains.

puissance paternelle appartient aussi bien au père naturel qu'au père légitime (art. 383, etc.), puisqu'elle résulte du devoir d'éducation qu'il a à remplir : il suffit donc que la filiation soit légalement constatée. On pourrait objecter que la *Patria Potestas* romaine n'est pas la seule cause de la différence des systèmes suivis à l'égard de l'enfant naturel et de l'enfant légitime, puisque la même différence était admise dans l'ancien droit français. Il est facile de répondre que la règle a pu survivre à sa raison d'être : on a d'autres exemples d'applications des principes romains faites par nos anciens jurisconsultes à des matières auxquelles ils n'étaient pas parfaitement adaptés. En outre, le caractère religieux du mariage devait empêcher qu'une reconnaissance pût suppléer à celui-ci dans tous ses effets.

Les expressions générales des articles 9 et 10 ne contredisent pas plus ce système que les trois autres : elles trouveront leur justification dans l'hypothèse où le père est inconnu. Comme d'ailleurs ces textes statuent d'une manière uniforme et générale et embrassent à la fois le cas des enfants légitimes et celui des enfants naturels, il est probable que l'intention de leurs auteurs était de déposer une seule règle pour les uns et les autres, au moins comme thèse générale.

Plusieurs objections ont été opposées à cette solution. Elles se fondent sur certains inconvénients qui pourraient résulter de l'effet ainsi attaché à la reconnaissance faite par le père. On a supposé le cas où, après qu'un certain laps de temps se serait écoulé depuis la reconnaissance de l'enfant par sa mère française, un étranger viendrait se déclarer le père par un acte, peut-être mensonger, qui servirait à faire perdre à l'enfant la qualité de Français.

A cette objection, M. Daniel de Folleville (1) fait deux

(1) *Traité de la naturalisation*, n° 341, p. 239. Cp. n^os^ 338, 340, pp. 257, 258. — Cp. Lille, 22 février 1878, *Demulier contre Préfet du Nord* (*Ib.*, n° 1043, p. 679). — Dans le système contraire, le même fait peut se produire, la seconde reconnaissance émanant d'une femme étrangère.

réponses, « l'une de droit, l'autre de fait. *En droit*, pourquoi ne regarderait-on pas un tel effet comme pouvant découler de la reconnaissance? Celle-ci fera bien prendre à l'enfant le nom du père, elle le soumettra à la puissance paternelle, elle attribuera au père des droits à la succession de l'enfant. Ces effets-là sont-ils donc moins considérables que la transmission de nationalité? D'ailleurs, *en fait*, la reconnaissance se produira le plus communément au moment de la naissance de l'enfant, ou peu de temps après. En supposant qu'elle n'ait lieu que plus tard, le plus souvent le père, avant de reconnaître l'enfant, lui aura prodigué ses soins.... » On ne se figure pas bien d'ailleurs quel motif pourrait pousser un étranger à imposer à l'enfant naturel d'une Française, avec sa reconnaissance, la nationalité étrangère, à moins que ce ne soit pour s'assurer des droits à la succession de cet enfant. Mais c'est là une circonstance toute particulière. Il peut, d'ailleurs, être regrettable que l'on fasse ainsi passer au nombre des étrangers, peut-être des ennemis de la France, une personne que l'on considérait et qui se considérait comme Française ; mais le point de vue patriotique n'est pas le point de vue juridique ; du moins, ne peut-on introduire ni surtout faire dominer en droit les considérations de sentiment. Que l'on fasse dépendre la qualité de l'enfant naturel de celle de son père ou de celle de sa mère (1), il peut toujours arriver que la reconnaissance faite en dernier lieu, si c'est l'auteur dont l'enfant suit la condition qui la fait, impose à l'enfant une nationalité autre que celle qu'il avait eue jusque-là. L'objection a donc autant de force contre le système qui fait prédominer la filiation maternelle que contre celui qui donne la préférence à la filiation paternelle ; elle ne tombe que si, se plaçant au point de vue des sentiments exagérés de l'intérêt français, on attribue la nationalité française à tout enfant naturel dont l'un des père et mère est Français, ou si, considé-

(1) M. Daniel de Folleville, *op. cit.*, p. 260. M. Valette, tome Ier, p. 123, applique aussi la nationalité du père.

rant l'intérêt et le droit de l'enfant, on lui permet de choisir sa patrie d'origine.

Quant aux conflits qui peuvent résulter de ce que, dans plusieurs États, on attribue à l'enfant naturel la qualité de sa mère, c'est certainement une conséquence fâcheuse. On ne peut pourtant pas toujours l'empêcher de se produire, surtout quand les législations sont différentes ; il arrive même que de telles hypothèses se présentent lorsque deux législations sont identiques, et que, par suite, il semblerait plus facile de les éviter. Si un principe est reconnu bon, s'il paraît conforme à la nature des choses, on ne peut pas non plus le sacrifier pour supprimer un cas de conflit. Or comme l'enfant naturel, légalement reconnu par ses père et mère, se rattache aussi bien à son père que l'enfant légitime, il n'y a pas de raison pour leur appliquer une règle différente.

§ III

Époque à laquelle est transmise la nationalité paternelle ou maternelle.

Les père et mère de la personne dont il s'agit de déterminer la nationalité, ou celui des deux dont elle suit la condition, peuvent avoir fait successivement partie de deux ou de plusieurs nations. Pour savoir à laquelle devra se rattacher leur enfant, il est nécessaire d'avoir fixé préalablement l'époque où la transmission de la qualité a eu lieu. Cette époque peut être, à première vue, soit celle à laquelle l'enfant a reçu la vie, soit celle à laquelle sa naissance a fait de lui un être distinct et capable d'avoir des droits, une personne juridique enfin. L'adage « *Infans conceptus pro jam nato habetur, quoties de ejus commodis agitur*, » peut tempérer la règle en ce dernier cas ; enfin, la solution peut varier selon que c'est la condition du père ou celle de la mère qui est prise en considération.

Cette distinction, admise en Droit romain, semble assez conforme à la nature des choses, puisque la vie de l'enfant est complètement indépendante de celle de son père dès que la conception a eu lieu, tandis qu'elle reste étroitement unie avec celle de sa mère jusqu'à la naissance. De là, l'enfant qui suivait la condition paternelle, la recevait telle qu'elle se comportait à la conception; celui qui recevait sa qualité de sa mère, avait l'état de celle-ci au moment de la naissance (1).

Cette théorie, ayant pour elle la raison et les précédents, semblerait donc devoir être admise sans difficulté. Rien, il est vrai, soit dans les textes, soit dans les travaux préparatoires, ne prouve qu'elle ait été consacrée par le Code; mais ce silence même, en mettant l'interprète dans la nécessité de chercher lui-même la règle, lui permet de la choisir.

La doctrine romaine a soulevé certaines critiques. « La conception, a-t-on dit, est un fait impossible à constater; on ne peut donc pas attacher un effet juridique à une époque incertaine. La naissance, au contraire, est facile à constater; elle donne une base suffisamment certaine à une décision de droit. » Il n'y aurait donc pas, dans ce système, à distinguer si c'est le père qui transmet sa qualité à l'enfant ou si c'est la mère : pour l'un comme pour l'autre, on tiendrait compte seulement de leur situation au moment de l'accouchement de la mère. On écarte l'application des articles 312 et suivants, parce que ces articles régissent la matière du désaveu et que les présomptions légales ne peuvent être étendues hors des cas pour lesquels elles ont été expressément et spécialement établies. Comme il n'y a pas d'autre moyen de se renseigner sur l'époque de la conception (car un examen médical ne serait concluant que s'il avait eu lieu au moment précis de la naissance, au plus tard, de manière à constater d'après l'état et le

(1) « *In his qui jure contracto matrimonio nascuntur, conceptionis tempus spectatur; in his autem qui non legitime concipiuntur, editionis.* » Ulp., Reg., t. V, § 10. (L. 7, *De Statu Hominum*, Dig. I, v.)

développement des organes depuis combien de temps l'enfant a vécu), ce fait serait donc impossible à établir. Cependant les présomptions des articles 312 et suivants, fondées sur des observations physiologiques de faits constants, ont, en fait, un degré de probabilité aussi fort en d'autres matières qu'en celle du désaveu, et, si l'on ne peut les y appliquer avec leur caractère et leur force légale, ne pourrait-on du moins s'en servir à titre de simples présomptions de l'homme (art. 1353)?

Un autre argument est tiré des textes : les articles 9 et 10 parlent des enfants « nés » ; ce qui semble exclure les enfants simplement conçus. Mais cette observation n'est décisive que si l'on suppose que ces textes ont employé ces expressions dans leur sens grammatical exact, et que c'est avec intention qu'ils ont exprimé l'idée de « naissance » déjà « accomplie », que semble indiquer le sens du verbe, aussi le « temps », c'est-à-dire le « participe passé », et une aussi rigoureuse exactitude est bien rare dans les nombreuses dispositions du Code.

On ajoute, pour soutenir qu'il n'y a lieu de tenir compte que du moment de la naissance, une considération plus importante en droit : c'est que l'enfant ne devient une personne juridique que par le fait de sa naissance ; ce n'est qu'à partir de ce moment qu'il est capable d'être le sujet actif ou passif d'un droit ; auparavant « il ne compte dans la société humaine qu'à titre d'espérance éventuelle ; il n'est donc et ne peut être membre d'aucune nation. » Son âge, son état civil, sa capacité ne se règlent-ils pas d'après ce point de départ? Mais certains droits sont pourtant reconnus à l'enfant seulement conçu : les articles 725, alinéa 2, 1°, et 906, alinéa 1, le déclarent capable de recevoir entre-vifs ou par succession. A cette objection, l'on répond que les articles 725 et 906 contiennent, à cet égard, des dispositions exceptionnelles qui ne peuvent être étendues sans texte exprès.

M. Weiss (1) expose enfin un résultat inique qu'aurait eu,

(1) *Traité élémentaire du Droit international privé*, l. I, ch. II, p. 25. Dans le

sous l'empire du Code, la combinaison de l'article 726 avec l'application de la nationalité du père telle qu'elle se comportait lors de la conception : si le père, étranger à ce moment, acquérait plus tard, mais avant la naissance, la qualité de Français, son enfant, étranger, se trouvait écarté de sa succession selon l'article 726. Ce résultat ne peut plus se produire, à cause de la loi du 14 juillet 1819, qui a abrogé l'article 726 ; mais il n'est pas à supposer que les rédacteurs du Code aient voulu le consacrer. On peut, en réponse, faire observer que cette situation se présentait toutes les fois que le fils d'un Français était étranger, et qu'elle avait sa cause, non dans l'attribution de telle ou telle nationalité, mais dans l'exclusion injuste portée contre les étrangers, qui était seule sujette à critique dans ces cas.

Un moyen de remédier aux inconvénients résultant de la diversité des nationalités des membres d'une même famille a d'ailleurs été proposé et est défendu par plusieurs des jurisconsultes aux opinions desquels s'attache le plus d'autorité. Il consiste à admettre comme tempérament à la règle adoptée la maxime « *Infans conceptus pro jam nato habetur, quoties de commodis ejus agitur* » (1). D'où l'on conclut, soit qu'il a le choix entre les nationalités que l'auteur dont il suit la condition a pu avoir entre la conception et la naissance, ce qui semblerait la décision la plus favorable à ses intérêts et, par suite, la plus conforme à la règle précitée ; soit qu'il est Français, si son père (2) (ou sa mère) l'a été à un moment quelconque de la durée de la gestation.

M. Laurent expose et justifie ainsi ce système (3) : « ... tout individu « né » (art. 9) : tout enfant « né » (art. 10). Cela est en harmonie avec les principes. N'oublions pas qu'il s'agit

même sens, Cass. belge, 17 février 1873, *Pasicrisie*, 1873, 1, 119 ; Cogordan, *De la Nationalité au point de vue des rapports internationaux*, p. 29.

(1) L. 7, Dig., *de Statu Hominum*. (Cp. art. 725, 906, C. civ.)

(2) Plus généralement « celui dont il suit la condition. »

(3) *Princ. de Dr. civ.*, t. I, n° 327, p. 430. Cp. M. Richelot, I, 65.

« d'un droit de l'enfant. Or, quand un enfant a-t-il des droits ? Il n'en a, en général, qu'à partir de sa naissance, encore faut-il qu'il naisse viable. C'est alors qu'il fait intervenir la maxime *Infans conceptus*, etc., et il en conclut qu'il y a place pour un droit d'option, tout en reconnaissant que l'incertitude qui en résulterait, au moins dans l'état de la législation, serait un inconvénient. En réponse à l'objection fondée sur ce que la maxime qui fait considérer comme ayant des droits un enfant simplement conçu ne pourrait être appliquée hors des cas expressément déterminés par les articles 725 et 906, il fait observer que « la consécration par le Code reconnaît à cette maxime un fondement rationnel, qui est l'intérêt de l'enfant, ce qui constitue une raison générale et non spéciale aux successions (1). »

Il est en effet logique de se fonder sur l'intérêt d'une personne lorsqu'il s'agit de déterminer ses droits, puisque ceux-ci sont des moyens d'assurer à chacun le libre exercice de ses facultés, ce qui constitue le but et la raison d'être de la sanction accordée par la société organisée. C'est également sur cet intérêt primordial que se fonde M. Daniel de Folleville, disant (2) : « Au point de vue des vrais principes, on ne peut être Français ou étranger, appartenir à telle ou telle nation qu'autant qu'on est déjà né ; ce n'est que par une fiction introduite en faveur de l'enfant qu'on peut le réputer né du jour de sa conception ; ce n'est encore qu'en vertu d'une fiction qu'il peut être, dans le sein de sa mère, héritier ou légataire (art. 725). La fiction, étant établie en faveur de l'enfant, ne doit point, par conséquent, être retournée contre lui : *beneficia non sunt retorquenda*. Or, quel peut être, aux yeux de la loi française, le véritable intérêt de l'enfant, lorsque les principes ne viennent pas rigoureusement l'entraver ? C'est évidemment

(1) Cp. M. Demolombe, *Droit civ.*, t. I, nº 151, p. 165 ; MM. Aubry et Rau, t. I, § 69, notes 2, 3 (p. 231).

(2) *Traité de la naturalisation*, nº 345, p. 268.

« de naître Français.... » Solution avantageuse, surtout lorsqu'elle conduit à appliquer de plein droit à l'enfant la nationalité de ses parents au lieu du droit à la réclamer plus tard en se conformant à l'article 2 de la loi du 7 février 1851, par exemple. Ce système a été admis par la Cour de cassation belge, dans un arrêt du 9 juillet 1883 (1), qui se fonde sur ce « que le père ne peut disposer de la nationalité de son enfant ; » cela est vrai, mais cela suppose que la nationalité est déjà un droit acquis à l'enfant. On pourrait limiter l'application de la maxime au cas où la nationalité est déterminée par la conception, de façon à ce que l'enfant en naissant ait toujours la même nationalité que son père a à ce moment.

Un avantage commun au système qui tempère dans l'intérêt de l'enfant l'application rigoureuse des principes et à celui qui fixe la transmission de la nationalité paternelle à la conception, est de rendre possible l'attribution à l'enfant d'une nationalité que le père avait à cette époque et a perdue (par exemple, en se mettant dans un des cas réglés par l'article 17), même si le père était mort pendant la grossesse de la mère.

L'utilité du tempérament établi selon la loi 7 au Digeste se manifeste avec moins d'évidence lorsque c'est la nationalité de sa mère que l'enfant doit recevoir. Il peut conduire alors à donner à l'enfant une patrie autre que celle de sa mère, ce qui paraît peu conforme à l'idée de filiation, ou du moins à la raison qui a fait prévaloir cette idée. Cependant, bien qu'il ne paraisse pas en général que l'imposition de la qualité de Français à des personnes qui peuvent avoir des motifs d'en préférer une autre, ait trouvé faveur dans la législation moderne, il est vrai de dire que, au point de vue des lois françaises, il vaut mieux être Français (2). Sous l'empire du

(1) *Pasicrisie*, 1883, I, 304; 5 mars 1877, *Pasicrisie*, 1877, I, 139; *contra*, 17 février 1873 (époque de la naissance), *Pas.*, 1873, I, 119.

(2) Tel paraît du moins avoir été le point de vue des auteurs de la codification de 1804. V. notamment Locré (*Lég. civ.*, t. II, art. 9 et 10.) Il est vrai qu'ils paraissent avoir eu l'intention de refuser les droits civils aux

Code et avant la loi du 14 juillet 1819, il y avait même un avantage matériel très sensible, qui ne subsiste que dans une faible mesure ; mais il y en a d'autres, ne serait-ce que le droit d'expulsion qui ne peut exister qu'à l'égard des étrangers, les droits politiques qui ne peuvent leur être reconnus, l'accès aux fonctions publiques, etc. L'intérêt ou les affections de l'enfant pourraient conduire à une conclusion opposée, si l'on suppose que ses parents se rattachent d'une manière définitive à un pays étranger, si lui-même est destiné à y vivre : si l'on combinait l'application de la qualité de Français à tout enfant dont le père ou la mère (selon le cas) a eu cette qualité à un moment quelconque placé entre la conception et la naissance, avec le système qui déclare Français tout individu issu d'un père ou d'une mère française (sans distinguer), il suffirait donc que l'un des deux auteurs ait été Français à ce moment donné pour que l'enfant le fût. Cette conséquence extrême, en désaccord avec les sentiments probables des intéressés et peu favorable à l'homogénéité de la famille, met en lumière le principal et peut-être le seul inconvénient de l'application de l'adage « *Infans conceptus pro jam nato*.... » Encore n'est-ce là qu'une conséquence extrême du principe et non un de ses résultats ordinaires, de ceux qui préoccupent plus constamment le législateur. Il était d'ailleurs facile d'empêcher toute imposition accidentelle de nationalité en donnant à l'individu la faculté d'abdiquer la qualité de Français (ce qui n'est pas impossible dans l'état actuel de la législation), ou en limitant l'attribution à l'enfant de la nationalité que son auteur a eue à un moment quelconque au cas où cet enfant n'est pas déjà investi d'une autre nationalité (1).

Comme la maxime destinée à tempérer les systèmes qui s'en étrangers en général : de là, la supériorité forcément attachée à la condition de Français.

(1) Un tempérament analogue a été introduit en faveur des enfants nés en Angleterre de parents étrangers par la loi de 1870.

rapportent exclusivement au moment de la conception ou à celui de la naissance, était admise dans le dernier état du Droit romain pour les enfants de personnes qui avaient été successivement libres et esclaves (1) entre la conception et la naissance, et que ces enfants prenaient la condition de leur mère à sa dernière minute de liberté (2), il ne serait pas surprenant qu'une règle semblable n'eût été dans l'esprit des rédacteurs du Code, bien qu'ils ne l'aient pas insérée dans les textes. La préoccupation de donner effet à toute circonstance qui pouvait être une cause d'attachement à la France paraît, du reste, avoir été un des mobiles de leurs décisions (3). C'est encore une raison de croire que c'est la théorie du dernier état de la législation romaine qui est passée dans la nôtre (4).

APPENDICE

I. La disposition de l'article 10, alinéa 2e, ainsi conçue : « Tout enfant, né en pays étranger d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, pourra toujours recouvrer cette qualité, en remplissant les formalités prescrites par l'article 9, » dérive d'une idée de filiation : les observations échangées lors de sa rédaction et l'exposé des motifs, fait par Boulay (5), prouvent que c'est au « sang français dont il est formé » que cet

(1) En vertu d'un rescrit d'Hadrien, généralisé par les jurisconsultes. L. 18, Dig., *de Statu Hominum*, I, v; L. 5, §§ 2, 3, *ib.*; Paul, *Sent.*, II, xxiv, §§ 2, 3.

(2) *Institutes*, l. I, t. iv, *de Ingenuis*, Pr.; L. 4, C., *de Pœn.*, IX, xlvii.

(3) Par exemple, l'art. 10, al. 2.

(4) Ce système est moins rigoureusement logique que celui qu'expose Ulpien (titre V, § 10); mais le Code civil ne ressemble pas à cet égard au droit ancien de Rome.

(5) Locré, *Lég. civ.*, t. I, p. 423, nº 6.

enfant doit son droit à la nationalité française. Mais le père n'a pu lui transmettre une qualité qu'il n'avait plus lui-même : aussi le Code dit-il « ... recouvrer cette qualité..., » expression d'ailleurs impropre, puisque l'enfant n'a jamais été Français. De ce mot « recouvrer, » de l'article 20, qui écarte la rétroactivité que l'on pourrait attacher à l'accomplissement des conditions prescrites, résulte une sorte d'assimilation de la position de l'enfant à celle du père, qui fait que le premier est presque considéré comme ex-Français, à l'exemple du second. Le droit que l'enfant reçoit est bien fondé sur son origine, mais lui fait prendre une qualité qu'il n'avait pas avant sa réclamation. On serait tenté de dire que c'est une « naturalisation d'origine, » si dans la terminologie usuelle, ces mots « ... ne hurlaient de se voir assemblés. » C'est un droit d'origine quant à sa cause, non quant à ses effets.

Si l'on admet que l'enfant légitime a toujours la nationalité paternelle, ce 2e alinéa de l'article 10 apporte une dérogation à ce principe pour le cas où l'individu appelé à bénéficier du droit qu'il établit est le fils d'une Française qui a perdu sa qualité par suite de son mariage avec un étranger; les termes de l'article autorisent cette interprétation (1).

II. L'article 2 de la loi des 7-12 février 1851 (2) étend, également en vertu de la filiation, l'effet de la naturalisation du père aux enfants; mais il s'agit alors de la naturalisation proprement dite, à moins de considérer tout simplement ce texte, ainsi que le 2e alinéa de l'article 10, comme constituant un cas de transmission de la nationalité du père, même perdue avant ou acquise après l'époque où cette transmission se produit habituellement. Mais il est fort douteux qu'un tel point de vue ait été celui du législateur et surtout qu'il soit appelé à prévaloir.

(1) Cp. L. 28 juin 1883.

(2) Cp. convention franco-suisse du 29 juillet 1879, et décret du 7 juillet 1880, lui donnant exécution.

§ IV

Descendants de personnes expatriées pour cause de religion.

Un cas tout spécial de nationalité d'origine est celui qui a été établi par l'article 22 du décret des 9-15 décembre 1790, ainsi conçu : « Toutes personnes qui, nées en pays étranger, descendent, à quelque degré que ce soit, d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion, sont déclarés naturels français, et jouiront des droits attachés à cette qualité, si elles reviennent en France, y fixent leur domicile et prêtent le serment civique. Les fils de famille ne pourront user de ce droit, sans le consentement de leurs père, mère, aïeul ou aïeule, qu'autant qu'ils seront majeurs et maîtres de leurs droits. » Cette disposition a été confirmée par l'article 2 du titre II de la constitution des 13-14 septembre 1791.

La révocation de l'édit de Nantes (17 octobre 1685) avait obligé les protestants qui tenaient à leur foi à s'expatrier pour pouvoir exercer le culte qu'ils avaient choisi sans encourir les oppressions et même les persécutions qui leur rendaient le séjour du royaume insupportable. L'article 22 du décret de 1790 et l'article 2 du titre II de la constitution de 1791 avaient pour but de réparer, dans la mesure du possible, les conséquences de l'édit de 1685 (1), en réintégrant les protestants émigrés et leurs descendants dans les droits qui leur avaient été enlevés; le fait de sortir du royaume leur faisait notamment perdre, à titre de pénalité, la qualité de Français.

I. 1° Les personnes auxquelles cette espèce d'*In integrum restitutio* ou de *Jus Postliminii* est applicable sont, d'après le décret de 1790, les « descendants de religionnaires fugitifs, à quelque degré que ce soit; » c'est dans cette dernière partie de

(1) Cette révocation était tombée en désuétude sous la Régence.

la proposition que se trouve la dérogation extensive en matière de filiation. Il est évidemment conforme à l'esprit du décret, et l'on pourrait même dire, à plus forte raison, que ceux-là mêmes qui avaient été forcés de s'expatrier doivent bénéficier du même droit. Peut-être le texte n'en parle-t-il pas parce que l'on aura supposé qu'il n'existait plus de ces personnes, ou plutôt parce que l'on tenait simplement pour non avenue la perte de nationalité française qui leur avait été infligée. La question peut se poser, dans la pratique, quant aux droits de succession. La Cour de cassation a décidé que ces personnes doivent être considérées comme mortes dans l'intégrité de leurs droits, alors même qu'elles n'auraient pas satisfait aux conditions du décret (1). On a discuté la question de savoir si les personnes qui se seraient mises dans un des cas prévus par l'article 17 du Code civil pourraient néanmoins se prévaloir de la disposition du décret de 1790 : la négative paraît peu conforme à l'esprit de cette disposition législative, qui veut rendre aux Français et à leurs descendants les droits qu'on leur avait ôtés ; mais il faut tenir compte de ce que les législateurs de 1790 ne pouvaient avoir égard aux cas de perte de la nationalité française établis par l'article 17, promulgué quatorze ans après. Il résulte de là que si l'on veut assimiler les descendants de Français expatriés aux Français d'origine, comme cela paraît être l'intention des auteurs du décret, il faut leur appliquer les mêmes règles qu'aux Français (2). Cependant, comme les ex-Français ont des facilités pour recouvrer leur qualité ancienne et qu'il pourrait y avoir doute sur la possibilité de les leur appliquer, cette solution paraîtrait bien rigoureuse. Peut-être pourrait-on admettre que jusqu'à leur retour en France ces personnes

(1) Cass., 30 avril 1806, Sirey, 1806, I, 291; Cass., 13 juin 1811, Sirey, 1811, I, 290.

(2) Cass., 13 juin 1811, Sirey, 1811, I, 290. *Contra,* Aix, 15 mars 1866, Dev., 1866, II, 171. M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 222, p. 168. Mais il serait contraire à l'esprit du décret de les assimiler quant aux déchéances que ses auteurs ne pouvaient prévoir.

n'étant Françaises que sous condition, l'article 17 ne leur serait pas applicable? Ce serait une échappatoire dont le point de départ est fort sujet à contestation; car on perd un droit conditionnel aussi bien qu'un autre. Il vaut probablement mieux avouer que ces deux textes sont inconciliables (sauf dans le système qui considère les personnes qui bénéficient du décret de 1790 comme naturalisées).

2° Le serment civique ayant été aboli et n'ayant été remplacé par aucune autre formalité, il suffit, pour être Françaises, que ces personnes fixent leur domicile en France en faisant une déclaration analogue à celle que prescrit l'article 9. Aucun délai n'a été fixé pour remplir ces conditions (« ... pourront toujours, » dit le texte de l'article 22), elles peuvent être accomplies à toute époque.

Toutefois, quelques auteurs se sont demandé s'il fallait considérer ce décret comme étant encore en vigueur. M. Demante (1) admet la négative, en se fondant sur l'article 10, alinéa 2e, relatif aux enfants de tous ceux qui ont perdu la qualité de Français par une cause quelconque. Mais l'article 10 ne s'occupe que des « enfants », c'est-à-dire des descendants au premier degré, tandis que la disposition portée en 1790 et confirmée en 1791, s'applique à « tous les descendants, à n'importe quel degré, par les hommes ou les femmes; » ensuite, l'esprit du décret de 1790 (au moins d'après l'interprétation de la jurisprudence) est de regarder comme sans effet la disposition des édits qui dépouillait les émigrés protestants de la nationalité française. Voilà deux raisons de croire que leur situation n'est pas adéquate à celle que régit l'article 10, 2e alinéa. Aucun texte n'ayant formellement abrogé le décret en question, il s'agit de savoir si cette abrogation résulte de la loi du 30 ventôse an XII, ou de la désuétude. Celle-ci, même en supposant qu'elle soit admise comme mode d'abrogation des

(1) Tome I, n° 20 *bis*. *Contra*, M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n°s 220 et s., pp. 167 et s.

lois françaises, ne saurait être invoquée, car le décret de 1790 a été plusieurs fois mis en œuvre depuis la promulgation du Code (notamment en 1824 et 1828 pour la validation des élections de Benjamin Constant, de Romand et d'Odier). (1) Quant à l'article 7 de la loi du 30 ventôse an XII, il ne peut être appliqué ici, puisque la règle de l'article 10, alinéa 2e, ne vise pas les mêmes personnes que le décret de 1790. On peut ajouter, avec MM. Aubry et Rau, que « le texte du décret de 1790, étant de sa nature plus politique que civil, ou ayant tout ou moins pour objet une spécialité du droit civil, » ne pouvait être atteint par la loi qui abrogeait les dispositions contradictoires avec celles du Code : *Generalia specialibus non derogant*.

II. L'effet qui résulte de l'article 22 du décret de 1790 est de reconnaître la qualité de Français à toutes les personnes qui sont dans le cas prévu par ce texte, à cette seule condition qu'elles aient rempli la formalité qu'il exige en établissant leur domicile en France. Mais des divergences se sont produites quant à l'époque à partir de laquelle cet effet doit avoir lieu. Les uns soutiennent que la qualité de Français est acquise seulement à compter du jour où la condition a été remplie. Deux raisons sont invoquées pour justifier ce système : d'abord, la naturalisation n'a jamais d'effet rétroactif, et aucune exception n'a été apportée à ce principe ; ensuite, le texte de l'article 22 dit : « ... ils jouiront...; » donc il se réfère à l'avenir, tandis que les vingt et un autres articles du décret prennent soin de déclarer que la « rétroactivité aura lieu (2). »

Mais l'emploi du futur peut facilement s'expliquer d'une autre façon : il se réfère à l'époque où le droit sera définitivement acquis par l'accomplissement des formalités, consolidé par l'accomplissement de la condition à laquelle il est soumis.

(1) Paris, 29 septembre 1847, D. P. 1848, I, 501 ; M. Demolombe, t. I, nº 167 *bis ;* M. Daniel de Folleville (*op. cit.*); MM. Aubry et Rau, t. I, § 70, et note 32; Aix, 15 mars 1866 (Dev., 1866, II, 171.)

(2) Merlin, *Répertoire*, vº *Religionnaires*, § X, nº 7 ; Cass., 17 juin 1813, *ibid.*

Or la réalisation d'une condition a toujours un effet rétroactif. Ce n'est pas une naturalisation qu'ils obtiennent, c'est une nationalité qui leur est confirmée. Les expressions de la proposition principale de l'article 22 « ... sont déclarés naturels français... » corroborent cette explication ; « ... déclarés... » indique la constatation, la reconnaissance d'un état préexistant ; «... naturels français... » se disait dans l'ancien droit des Français par droit de naissance ou de ceux qui avaient reçu les « lettres de naturalité, » lesquelles avaient toujours un effet rétroactif. Enfin l'esprit du décret était de remettre les personnes dont il s'occupait dans la situation juridique qu'elles auraient eue sans la révocation de l'édit de Nantes, c'est-à-dire de leur reconnaître tous les droits des Français nés, par une sorte de *Jus Postliminii*. Les expressions dont se sert le rapport qui fit voter par acclamation la loi de 1790 sont concluantes en ce sens : « Oui, ils n'ont *jamais cessé d'être Français*.... Les citoyens dispersés sur une terre étrangère *ne cessent pas un instant, aux yeux de la loi, d'appartenir à la patrie* qu'ils ont quittée. Cette maxime d'équité honora la législation romaine, elle doit immortaliser la vôtre. La patrie *n'a jamais cessé de tourner vers eux* ses regards affligés, *elle a toujours conservé leurs droits*.... » C'est même cette idée qui est la base de la disposition qui applique formellement aux biens l'effet rétroactif : autrement sur quoi se fonderait-on pour la justifier ? Comment comprendre que celle-ci soit réglée d'une manière différente et expliquer qu'elle produise un effet plus étendu ? C'est donc du jour de leur naissance et non de celui où ils se sont fixés en France que les descendants des religionnaires expatriés ont tous les droits que comporte la qualité de Français avec les obligations corrélatives.

APPENDICE

Application du principe de filiation à l'état des personnes dans l'Algérie et les colonies françaises.

Dans les pays d'outre-mer annexés à la France, deux ou plusieurs races se juxtaposent et coexistent, sans se confondre. Ce sont, d'une part, les habitants du pays qui l'occupaient avant l'annexion ou plutôt la colonisation, et, d'autre part, les individus d'autres races et particulièrement les Français qui viennent s'y établir après, et le plus souvent par suite de la fondation de la colonie. Les différences très profondes de race, de religion, de tendances, d'état social surtout, ont nécessité l'établissement, au point de vue des droits politiques et civils, de deux classes de personnes soumises à des règles différentes. La confusion du droit et de la religion chez les peuples indigènes, ainsi que les différences dans le degré de civilisation, sont les principales causes de cette situation.

I. En Algérie notamment, l'acte de capitulation a dû garantir aux indigènes, ainsi qu'aux juifs, assez nombreux, la conservation de leurs lois religieuses et civiles étroitement unies. L'état des personnes a été organisé par un sénatus-consulte du 14 juillet 1865, ainsi que la naturalisation. Les articles 1 et 2 de ce sénatus-consulte distinguent d'après l'origine : les musulmans indigènes sont soumis à la loi musulmane, les Israélites et les Français à leur statut personnel. Une loi des 24 octobre-16 novembre 1870 a déclaré les Israélites citoyens français.

II. Aux Indes-Orientales, les indigènes sont également régis par leurs lois et coutumes (ordinairement la loi de Manou), les Français, par le droit commun métropolitain, qui était, lors de

la fondation de ces colonies, au XVII^e^ siècle, les ordonnances et la coutume de Paris (1). Aux termes d'une ordonnance des 5 février-19 mars 1842, cette réglementation est restée en vigueur, quant à la distinction sur laquelle elle repose. Mais le statut attribué aux indigènes d'après leur qualité originaire n'est pas considéré comme obligatoire pour eux, et il a été admis qu'ils peuvent se soumettre volontairement aux lois françaises.

Le traité du 5 juin 1862 et le décret des 25 juillet-3 octobre 1864 ont consacré le même système : les indigènes sont soumis aux lois annamites et justiciables des tribunaux annamites.

SECTION II

Principe du sol.

D'après ce que nous ont appris les travaux préparatoires, l'article 9 a été une atténuation du système territorial du projet primitif soutenu par le Premier Consul, atténuation motivée par les inconvénients de l'imposition de la nationalité attachée à un événement peut-être fortuit, plutôt qu'une abolition de ce principe. Mais on peut expliquer de deux manières la nature du droit établi au profit de l'individu né en France de parents étrangers : d'après certains auteurs, ce serait une acquisition de nationalité privilégiée en ce que, au lieu de résulter d'un acte des pouvoirs publics, comme dans les cas ordinaires de naturalisation, elle a lieu par l'accomplissement des conditions imposées à l'intéressé, par le « bienfait de la loi, » comme pendant la période révolutionnaire ; dans un autre système, on considère l'article 9 comme un cas de

(1) Dalloz, *Recueil alphabétique, Organis. des Colonies*, n° 762 ; Merlin, *Répertoire*, v° *Colonies*.

nationalité originaire, et cela paraît conforme à la pensée des rédacteurs du Code et aux termes mêmes de l'article 9, qui présente l'enfant né en France de parents étrangers comme un « Français commencé, » suivant l'expression de Merlin, et auquel on a seulement voulu laisser le soin « d'achever sa nationalité » (s'il est permis de compléter la métaphore), afin qu'elle résultât d'un attachement véritable et non du hasard. L'article 9 établirait donc un droit de nationalité fondé sur l'origine, mais suspendu par une condition; l'examen des cas où s'applique l'article et des effets qu'il produit est d'ailleurs nécessaire pour se rendre compte de la portée de sa décision.

La loi des 7-12 février 1851 et celle du 16 décembre 1874 ont modifié l'article 9, en appliquant, sauf option, le *Jus soli* aux individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés; elles auraient établi une règle inverse de celle du Code, en ce sens que les personnes dont elles s'occupent seraient étrangères sous condition suspensive, tandis que celles que vise l'article 9 seraient Françaises sous la même condition suspensive, si l'on admettait la seconde opinion énoncée précédemment.

On peut enfin rechercher s'il n'est pas dans la législation française actuelle d'autres hypothèses régies par le principe territorial, dont l'application semble nécessaire lorsqu'une filiation légale fait défaut.

§ I

Enfant né en France de parents étrangers (art. 9).

Déterminer, d'une part, à quelles personnes et sous quelles conditions l'on doit étendre la règle posée, et, d'autre part, quelles conséquences elle comporte, tels paraissent être les deux ordres d'idées dans lesquels il faut se placer pour exa-

miner les diverses questions que soulève l'article 9 du Code civil.

I. 1° Comme la loi ne peut porter atteinte à des droits acquis sous l'empire d'une législation antérieure qu'elle abroge, les enfants nés avant la promulgation du Code sont certainement régis par le droit en vigueur au moment de leur naissance et conservent la nationalité que ce droit leur avait attribuée, et qui est pour eux un fait acquis, activement et passivement, soit qu'ils aient à s'en prévaloir, soit qu'on ait à la leur opposer. La jurisprudence a admis cette solution plusieurs fois (1); mais elle a repoussé l'opinion d'un auteur qui voulait appliquer la maxime *Infans conceptus pro jam nato, etc.*, à ceux qui étaient seulement conçus lors de la promulgation du Code. « S'il est vrai, dit M. Daniel de Folleville (2), qu'autrefois l'enfant né en France de parents étrangers était Français de plein droit, du moins fallait-il qu'il fût né. Tant qu'il n'était que conçu, il n'avait pas, quant à sa nationalité, un droit acquis, placé à l'abri des innovations législatives. D'ailleurs, l'article 9 vise tout individu né en France d'un étranger, » sans distinguer sous l'empire de quelle loi se plaçait sa conception (3). » C'était, en effet, la naissance sur le sol et non la conception qui était attributive de nationalité; la maxime *Infans conceptus*... n'aurait peut-être pas été inapplicable, mais quel intérêt l'enfant pourrait-il avoir à s'en prévaloir, au moins en thèse générale? Il a la possibilité d'avoir à son choix la nationalité de ses parents ou celle de la France où il est né : cela vaut mieux pour lui que d'être forcé de conserver la qualité de Français. On comprend néanmoins que l'on ait pu voir la question posée en fait : un individu qui n'avait pas fait la réclamation exigée par l'article 9, a pu ensuite regretter

(1) Req, rej. 8 thermidor an X, Sirey, 1803, I, 368; Paris, 13 novembre 1841; Dev., 1841, II, 609; Douai 1er juin 1855; Devill., 1855, II, 591; Civ. Cass. 5 mai 1862; Dev., 1862, I, 609.

(2) *Traité de la naturalisation*, n° 133, p. 108.

(3) Req. rej. 15 juillet 1840; Dev., 1840, I, 900.

cette abstention; mais cette considération ne devait pas l'emporter sur la précédente, qui s'appuie sur une base plus générale, laissant à l'individu la possibilité d'avoir la nationalité qui lui convient le mieux.

Pour être placé sous la règle de l'article 9, il faut réunir les trois conditions suivantes : 1° être né, 2° en France, 3° de parents étrangers.

Première condition. L'article suppose des individus nés. De là, la question qui se pose pour les individus simplement *conçus*. M. Richelot (1) leur applique la maxime : « *Infans conceptus pro jam nato habetur, etc.* » Cette opinion n'est généralement pas admise, ni en doctrine (2), ni en jurisprudence, soit en France (3), soit en Belgique (4). M. Weiss pense que la raison d'être de la maxime est le maintien de l'égalité entre les membres d'une même famille, laquelle, sans cette assimilation des enfants conçus à ceux qui sont déjà nés, serait rompue à l'égard des posthumes, et que cette raison fait défaut dans la question posée à propos de l'article 9. La Cour de cassation de Belgique, consacrant également la négative (arrêt du 7 mars 1881), se fondait sur ce que « le tempérament apporté par l'article 9 au principe de filiation résulte précisément de la naissance sur le sol, à laquelle il n'y a aucune raison d'assimiler la conception; qu'en conséquence, il faut écarter la maxime, etc. » En effet, quel attachement au pays, quelle assimilation à ses habitants peut-on présumer chez celui qui a été seulement conçu? Comment, d'autre part, prouver que cette conception a bien eu lieu en tel ou tel pays? Il faudrait sans doute avoir recours aux présomptions des articles 312 et suivants; mais leur application serait sujette à

(1) Tome I, p. 69, n° 21.

(2) M. Demolombe, t. I, p. 187; M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 137, pp. 108-9; M. Weiss, *Traité élémentaire de Droit international privé*, p. 35.

(3) Cass., 15 janvier 1841; Sirey, 1840, I, 900.

(4) Cass., 7 mars 1881, *Pasicrisie belge*, 1881, I, 46.

contestation, plus encore que lorsqu'il s'agit de rattacher l'enfant à la nationalité de son père. La raison théorique et la raison pratique sont donc d'accord avec le texte pour faire supposer qu'il s'agit seulement des enfants *nés* en France.

Deuxième condition. Il faut que cette naissance se soit produite sur un territoire relevant de la souveraineté française ; il importe peu d'ailleurs qu'il s'agisse de la France continentale, de l'Algérie (1) ou des colonies (2). Il n'en est pas de même des pays soumis au protectorat de la France, puisque, à la différence des colonies, ils conservent une souveraineté amoindrie, mais suffisante pour en faire des personnes du droit des gens public, distinctes de l'État protecteur, qui, en général, intervient surtout ou seulement dans leurs affaires extérieures, et n'a pas, sauf exception, à appliquer son droit privé sur leur territoire.

On considère aussi comme portion intégrante de l'État dont ils portent le pavillon les navires qui se trouvent dans cette partie de l'Océan qui est *res nullius*, et qui porte, en droit international, le nom de « pleine mer. » Comme elle n'est, par suite, soumise à aucune souveraineté, il n'y avait aucune raison pour soustraire à la juridiction de l'État dont ils relèvent les navires avec les hommes qu'ils portent : c'est un « morceau de la patrie » qui reste uni avec elle, sinon par un lien physique, du moins par un lien moral et juridique ; de là, son assimilation au sol même. Par contre, certaines parties de la mer sont soumises à une certaine juridiction des États riverains, et appelées « mer territoriale » parce qu'elles sont considérées comme portions du territoire de ces États. Cet espace est limité, d'après les principes généralement admis, à

(1) Seulement, si c'est en Algérie que s'établit l'individu qui y est né, il est soumis au droit spécial aux Français-Algériens (?) (Paris, 18 mai 1868; D. P., 1869, II, 56.)

(2) Locré, II, p. 249, rapporte que cela a été formellement exprimé dans les travaux préparatoires.

la portée des batteries de la côte (1) (fixée à 3 milles = 5550 mètres, distance qui devrait être doublée en raison des progrès de l'art militaire) qui assure une sorte « d'occupation effective. » Les navires autres que ceux de l'État riverain se trouvent dans un territoire étranger, au moins dans une certaine mesure quand ils naviguent dans ces eaux : de là, une sorte de conflit entre la territorialité du navire et celle de la mer où il flotte, lequel est tranché, selon les règles du droit des gens, au profit de la souveraineté de l'État riverain, si le navire appartient à des particuliers ; au profit de la souveraineté de l'État auquel appartient le navire, si c'est un bâtiment de l'État. Les conséquences de ces principes doivent être appliquées aux enfants de parents étrangers lorsqu'ils naissent à bord d'un navire français ou d'un navire quelconque dans les eaux territoriales françaises. Il n'y a rien de bien exorbitant à considérer comme portion du territoire les navires, puisqu'ils ne se rattachent à aucun autre sol et ont une nationalité ; le caractère fictif est plus accentué dans le « privilège d'exterritorialité » accordé pour les immeubles occupés par les ambassadeurs et autres agents diplomatiques des États étrangers. Ces immeubles, en effet, font matériellement corps avec le sol du pays où ils sont situés, alors qu'ils sont censés dépendre d'un autre, ou mieux, qu'ils en dépendent juridiquement. Mais cette situation exceptionnelle des biens correspond à une situation exceptionnelle des personnes : celle d'un fonctionnaire représentant, dans un État indépendant du sien, la souveraineté de celui-ci. De là, la nécessité d'appliquer un régime spécial à ce fonctionnaire d'un

(1) On a proposé d'étendre cette limite à deux portées de canon, « parce que des pêcheurs se trouvant dans cette zone peuvent recevoir des coups de canon de la pleine mer. » Mais ils pouvaient encore en recevoir en allant dans la deuxième zone. Cette extension est donc sans raison d'être. De même celle qui consisterait à ce que tout navire de guerre fût entouré d'une « mer territoriale » limitée par la portée de ses canons, et qui aurait abouti à des conflits de souveraineté lorsque deux bâtiments de guerre de nations diverses se seraient trouvés dans ces limites.

ordre à part, en le faisant participer à l'indépendance de l'État qu'il représente, vis-à-vis de celui auprès duquel il est accrédité ; en mettant, au point de vue juridique, hors de la territorialité du dernier, les biens immeubles nécessaires à l'exercice de sa mission. Un enfant né dans l'un de ces immeubles est-il, en droit, né dans le pays représenté par l'ambassade, la légation, etc.? Comme la naissance de cet enfant ne participe en rien du caractère tout particulier qui a rendu nécessaire la fiction d'exterritorialité, *cessante causa, cessat effectus*, et le fait reprend la place laissée vide par la fiction juridique (1).

Une autre décision spéciale, également fondée sur une fiction, est celle du décret impérial du 30 juin 1860, qui déclare, dans son article 2, que « les sujets sardes encore mineurs, nés en Savoie et dans l'arrondissement de Nice, pourront, dans l'année qui suivra leur majorité, réclamer la qualité de Français, en se conformant à l'article 9 du Code Napoléon (2). » Il n'est pourtant pas douteux que ces mineurs ne fussent nés sur un sol étranger. La règle ainsi posée est évidemment inspirée de cette conception que les territoires cédés sont censés avoir toujours appartenu à la France (3) ; c'est une fiction de rétroactivité dont la justification paraît difficile et ne peut s'appuyer sur une idée d'accomplissement d'une condition : aucune cause du droit n'existait antérieurement à la cession. Il est d'ailleurs excessivement difficile de savoir au juste de quelles personnes traite cet article 2, qui paraît en antinomie avec le traité du 24 mars 1860, qu'il ne pouvait pourtant pas modi-

(1) M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 139, p. 110; M. Weiss, *Traité élémentaire de Droit international privé*, p. 36; Cass., 13 octobre 1865; Dev., 1866, I, 33.

(2) Ces personnes ne bénéficiaient pas du droit d'option accordé aux majeurs domiciliés ou originaires des territoires annexés par l'art. 1er du décret (Chambéry, 22 décembre 1862; Sirey, II, 113).

(3) V. sur ce décret, M. Alauzet, *de la Qualité de Français*, etc., § II, *Principes de Droit des gens*, p. 100 et note 3.

fier (1). Une lettre du Ministre de la justice, garde des sceaux, adressée au préfet de la Gironde, en date du 17 novembre 1876, au sujet d'un Suisse né en Savoie avant 1860, rappelle que l'article 9 était applicable en l'espèce. Si cette idée de rétroactivité en matière de changements de territoire devait être conservée, il serait logique d'en conclure, par réciproque, que les individus nés sur une portion de territoire enlevée à la France, et avant le démembrement, seraient censés nés à l'étranger, qu'ils fussent nés de parents français (article 10) ou non (2). La solution contraire a pourtant été admise par la Cour de cassation (3) : en conséquence, les individus nés sur les portions de territoire enlevées à la France à la suite de la désastreuse guerre de 1870, par le traité de Francfort (du 10 mai 1871) seraient admissibles à se prévaloir de la nationalité française en se conformant à l'article 9 du Code civil. D'autre part, et d'après une innovation du traité de 1860, les Allemands considèrent comme tombant sous le coup de l'annexion les individus domiciliés aussi bien que les originaires.

Troisième condition. Lorsqu'un enfant est né en France, il faut, pour qu'il ne soit pas Français de plein droit, que ses parents n'aient pas eux-mêmes cette qualité, et le droit d'option établi par l'article 9 suppose une sorte de conflit entre le *Jus sanguinis* et le *Jus soli*, qu'il a pour but de trancher. Mais il faut déterminer la compréhension que doit avoir ici la qualité d'étranger, et son extension à diverses catégories de personnes.

Le Code lui-même, dans l'article 13, pose la base d'une division des étrangers en accordant la jouissance de tous les droits civils à ceux qui ont pris le soin de se faire « autoriser

(1) V. M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalis.*, nos 306 et ss. ; pp. 234 et ss. Cp. Trib. civ. Lyon, 24 mars 1877.

(2) Arrêt contraire : Cour de Bordeaux, délibérant sur le siège, et confirmant (24 novembre 1878) un jugement du trib. civ. de Bordeaux.

(3) 7 novembre 1878, *le Droit*, 29 novembre 1883.

à avoir leur domicile en France. » De là, certains auteurs (1) ont conclu que les enfants de ces personnes naissaient Français sans autre condition. Il est difficile d'appuyer ce système sur un raisonnement juridique : il ne peut se déduire d'aucun texte; et pour le tirer par argument *a fortiori* de l'article 9, il faudrait précisément démontrer que celui-ci n'est relatif qu'aux étrangers non autorisés, appelés aussi étrangers « ordinaires, » à l'exclusion des « autorisés. » Or, il parle d'« étrangers » sans faire aucune distinction ; l'autorisation n'enlève pas la qualité d'étranger ; elle n'empêche donc pas celui à qui elle est accordée d'être compris dans la désignation de l'article 9.

L'établissement à perpétuelle demeure est également sans effet sur la nationalité, soit des parents, soit des enfants. Cela est peu rationnel, car il y a là une cause d'attachement très forte ; le Code lui-même, faisant perdre la nationalité française à ceux qui s'établissent à l'étranger sans esprit de retour, a montré l'importance qui peut être attribuée à ce fait (2) ; mais il ne fait découler aucune conséquence juridique de l'établissement en France (3), quant à la nationalité (4).

Parmi les individus qui n'appartiennent pas à l'État sur le territoire duquel ils sont fixés ou se trouvent momentanément, on peut distinguer ceux qui se rattachent à un autre État de ceux qui, au contraire, n'ont pas de patrie. On a soutenu que les enfants nés en France de ces derniers étaient Français par ce seul fait, sans avoir à recourir à l'article 9. « D'abord, dit-on, il n'est rationnel de concevoir un droit d'option que pour un individu placé dans une alternative ; l'article 9 suppose en effet que deux nationalités sont offertes à la personne née en

(1) Delvincourt, I, p. 189, n. 1; Proud'hon, *État des personnes*, t. I. p. 198 (Dijon, 1842).

(2) Le Code civil consacre rarement la réciproque d'un principe posé (art. 3, al. 2 et 3, 17, 2° et 3°, 21, al. Ier, etc....)

(3) Cp. Code italien, art. 8; loi hollandaise sur la Nationalité, art. 1er, 1° et 3.

(4) Cp. MM. Aubry et Rau, t. I, § 70, p. 236.

France, mais de parents étrangers. Du moment qu'elle ne peut recevoir sa qualité de ceux-ci, c'est du sol qu'elle doit la tenir, ainsi, d'ailleurs, que cela résulte de la manière dont les auteurs de la codification de 1803-1804 ont modifié le droit antérieur. Celui-ci attribuait la qualité de Français 1° à tout individu né de parents français, 2° à tout individu né en France de parents étrangers, 3° ou de parents sans nationalité. L'article 10, alinéa 1er, conserve la première de ces trois règles ; l'article 9 a modifié la seconde ; la troisième subsiste, puisqu'elle n'a été ni modifiée ni abrogée ; car elle ne tombe pas sous le coup de la loi du 30 ventôse an XII = 20 mars 1804, ôtant force de loi aux dispositions et coutumes anciennes relatives à des matières régies par le Code, celui-ci ne traitant pas de cette troisième règle (1). »

Mais la question est précisément celle de savoir si le Code a innové en cette matière sur l'ancien Droit et le Droit dit intermédiaire, explicitement ou implicitement, peu importe ; or, les observations du Tribunat ayant fait échouer le projet qui reproduisait l'ancien système, parce que cette règle d'origine féodale ne devait pas survivre à l'état social qui l'avait fait établir, paraissent avoir eu pour but d'y faire substituer le principe de filiation, sauf l'exception portée par l'article 9 et fondée sur l'attachement possible au sol natal (2). On pourrait peut-être objecter que l'on a surtout voulu empêcher qu'une même personne eût deux patries, et que ce serait dépasser le but que de ne pas lui en attribuer du tout à sa naissance. Cela ne prouve pas que telle ne soit pas la conséquence des règles adoptées par le Code. Celui-ci, d'ailleurs, dit « né d'un étranger » (art. 9) ; or, les gens sans patrie sont étrangers ; qu'est-ce autre chose que de ne pas faire partie de la nation ? Ce qui est bien le cas. Que l'on puisse présumer chez ces personnes l'intention de se fixer en France, c'est très

(1) Cp. Demante, t. I, n° 18 *bis*, pp. 66, 67 ; Valette, sur Proud'hon, t. I, p. 200.
(2) V. M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 145, p. 113.

vrai ; mais cette présomption n'est nulle part écrite dans la loi ; l'article 9 exige une manifestation expresse de volonté, ce qui est bien différent (1). On peut donc croire que les enfants de parents sans nationalité n'ont droit qu'en se conformant à ce texte à la qualité de Français, lorsqu'ils sont nés en France.

On pourrait être tenté d'appliquer la même solution aux enfants dont les père et mère sont inconnus, puisqu'eux non plus ne peuvent recevoir de nationalité en vertu de leur filiation, ni avoir de lien avec un autre pays que celui où ils sont nés. Mais une différence essentielle les sépare : c'est qu'il n'y a pas de raison *a priori* pour supposer que les parents inconnus ne soient pas Français. Or, l'article 9 n'a été fait que pour les enfants d'étrangers ; il ne régit donc pas ce cas.

Il en serait tout différemment si l'enfant venait à être reconnu par un père ou une mère étrangers, ou par les deux, pourvu qu'il dût suivre la condition de celui des deux qui est étranger, si l'autre ne l'est pas. Peu importerait, d'ailleurs, que la reconnaissance la première en date eût émané d'un auteur français, puisque la reconnaissance n'est que la constatation d'un fait antérieur, c'est-à-dire de la paternité, ou de la maternité, auquel ses effets doivent remonter. La filiation étrangère ainsi établie met donc l'enfant né en France en situation de bénéficier de l'option ; mais il peut arriver que la reconnaissance n'ait lieu qu'après le délai fixé pour faire cette option. M. Daniel de Folleville est d'avis (2) de la lui permettre quand même ; ce serait équitable, et cela paraîtrait conforme à l'esprit de l'article 9, quoique contraire à son texte. La doctrine et la jurisprudence paraissent assez disposées à admettre cet effet de la reconnaissance. Un jugement relativement

(1) Cp. M. Demolombe, I, n° 152 ; Laurent, I, n° 334 (n^os^ 86, 371) ; *Princ. de Droit civ. fr.* ; Cour de Bruxelles (*Revue de l'Administration*, XXV, p. 148 (pour enfant de père sans nationalité), (*Revue du Droit international privé*, t. XIII = 1881, p. 52.)

(2) *Traité de la naturalis.*, n° 149, p. 116.

récent du tribunal d'Albertville (1) a ainsi décidé dans l'espèce suivante : Chrysanthe Donche, enfant naturel reconnu par une femme Donche, devenue Française par suite de l'annexion de la Savoie et en vertu du traité du 24 mars 1860, fut ensuite légitimé par le mariage de sa mère avec le sieur Carmellini, resté sujet sarde, parce qu'il n'avait pas opté dans le délai d'un an à compter du décret du 30 juin 1860 ; de là, Chrysanthe Carmellini (et non plus Donche) concluait à ce que la qualité d'étranger lui fût reconnue. Cela fut admis par le tribunal, se fondant sur ce « qu'il résulte de l'acte de mariage sus-énoncé que les deux époux l'ont (Chrysanthe) reconnu pour leur fils, que cette reconnaissance et la légitimation qui en est la suite, en fixant légalement à cet enfant son origine, celle d'un père étranger, lui impriment suivant l'opinion la plus accréditée la qualité d'étranger,... attendu que dans ces conditions il n'a pas usé de la « faculté d'option qui lui était accordée par ledit article 9 du Code civil ; que dès lors, il n'est pas Français.... »

Il est enfin une classe d'étrangers toute particulière : c'est celle des Français qui ont perdu leur nationalité. En général, eux et leurs enfants, pour lesquels a été établi le deuxième alinéa de l'article 10, sont, au point de vue de la nationalité, soumis à un régime à part. C'est cette situation exceptionnelle, ou plutôt ce sont les termes de l'article 10, alinéa 2, qui, reproduisant ceux de l'alinéa 1^er^ « né en pays étranger », ont donné lieu à une controverse sur le point de savoir ce qu'il fallait décider lorsque ces individus sont nés en France : ils peuvent, en effet, être compris dans les expressions de l'article 9 aussi bien que dans celles de l'article 10. La possibilité d'appliquer ce dernier texte paraît encore moins certaine si la mère seule était une ex-Française, puisque l'on admet généralement que l'enfant suit la condition du père, au moins l'enfant légitime (2).

(1) 15 mai 1879, *Journal du Droit international privé,* Carmellini contre l'État, 1879, p. 394.

(2) Cass. française, 30 juillet 1855; Sirey, 1856, II, 275 (négative); Gand,

L'affirmative a surtout pour elle les motifs qui ont fait édicter la disposition du deuxième alinéa de l'article 10, c'est-à-dire l'origine française. Mais elle semble en contradiction avec la règle que l'enfant reçoit sa qualité de son père; comment fonder un droit sur une nationalité que la mère a eue autrefois, alors que l'on ne tient aucunement compte de celle qu'elle possède actuellement au moment de la naissance de l'enfant? La raison du droit d'option serait plus forte en ce dernier cas, peu fréquent, il est vrai, mais possible : de deux époux étrangers, la femme peut avoir été seule naturalisée Française.

On peut d'ailleurs faire la même observation quant aux conséquences de l'application de l'article 1er, alinéa 2, aux enfants naturels dont la mère seule a été Française, lorsque le père les a reconnus aussi. Si l'on admet que cette reconnaissance leur fait acquérir la nationalité paternelle en excluant celle de leur mère, celle qu'elle a, n'est-il pas bien étrange de leur donner droit à la qualité de Français, alors que leur mère l'a perdue depuis longtemps peut-être? Il semble donc que l'enfant d'un étranger et d'une ex-Française soit purement et simplement « enfant d'étrangers : » s'il est né en France, il est dans les conditions de l'article 9. Celui-ci peut-il être invoqué lorsque le père ou les père et mère sont des Français qui ont perdu leur nationalité, et que, bien entendu, l'enfant est né en France? L'affirmative paraît résulter des expressions « né en pays étranger » dont se sert l'alinéa 2e de l'article 10 (1), tandis que l'article 9 se réfère à l'individu « né en France. » L'argument *a contrario*, tiré des termes de l'article 10, a conduit un auteur (2) à considérer comme

30 juillet 1864 (négative), *Belgique judiciaire*, XXIII, p. 718; Cass. belge, 24 février 1874 (Dev., 1874, II, 233) (nég.); Cour Bruxelles (affirmative) (affaire électorale), 10 décembre 1871, *Pasicrisie*, 1872, II, p. 42; M. Laurent, *Principes de Droit civil français* (aff.), t. I, nº 344; M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, nº 212 *ter*, pp. 161 et ss. (affirmative).

(1) En ce sens, M. Coin-Delisle, sur l'art. 10, nº 16.

(2) M. Legat, p. 15.

Français purement et simplement celui qui est né en France de parents ex-Français. Mais on fait sur ces expressions « en pays étranger » une remarque assez juste : c'est que le premier alinéa de l'article 10 s'exprime de la même manière, ce qui n'empêche pas d'appliquer la même décision que les personnes dont il s'occupe soient nées en France ou ailleurs. Il est bien possible que ce soit par attraction que l'alinéa 2 ait reproduit les mêmes mots; il faut d'ailleurs considérer que l'article 10 ne s'occupait primitivement que des individus « nés en pays étranger, » l'article 9 déclarant Français tous ceux qui étaient nés en France et que la modification de ce dernier texte aurait dû faire retrancher cette condition dans le premier. La raison d'attachement est encore plus forte, du reste, pour la personne née en France. Mais il faut bien aussi reconnaître qu'elle se trouve comprise dans les termes de l'article 9; peut-être, après tout, pourra-t-elle invoquer à son choix l'un ou l'autre (1).

2° En donnant aux personnes ainsi déterminées un droit à la nationalité française, l'article 9 a eu pour but de faire profiter la France de l'affection que peuvent avoir pour elle ceux qui sont nés sur son sol. Mais afin de ne pas présumer cette affection à la légère, il a imposé à celui qui réclame à ce titre la qualité de Français l'accomplissement de certaines formalités qui, en manifestant sa volonté sérieuse et réfléchie, complètent la présomption et le droit qui en est la conséquence. C'est pourquoi, à une certaine époque et dans un

(1) Le principal intérêt pratique est dans le délai d'un an fixé par l'art. 9, et que n'exige pas l'art. 10, al. 2. — Dans le sens de l'art. 10, M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 205, pp. 157 et s.; M. Demolombe, t. I, n° 166, p. 198; Marcadé, t. I, n° 120, p. 94; Demante, t. I, n° 20 *bis*, II, Cp. nombreux arrêts contradictoires : Lyon, 2 août 1827; Cassat., 19 mars 1828; Douai, 16 novembre 1829; Grenoble, 18 février 1834; Paris, 25 mars 1834; Cass., 16 juillet 1834, 9 juillet 1844, 13 janvier 1854, etc.... V. M. Alauzet, *de la Qualité de Français*, etc., § II, n° 31.

Il paraît en définitive, et à cause des circonstances de la rédaction, plus probable qu'il n'y a pas à tenir compte des mots « nés en pays étranger.... »

certain délai, le requérant doit « réclamer » la nationalité française, et établir son domicile en France, s'il n'y était déjà fixé.

Quatrième condition personnelle : capacité. L'époque est ainsi déterminée par l'article 9 : « ... dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité.... » Cette proposition donne lieu à une question importante, faute d'avoir déterminé si cette majorité est celle de la loi française ou celle du pays auquel appartient par sa filiation la personne ainsi virtuellement investie de deux nationalités entre lesquelles elle a à choisir. D'ordinaire, en effet, l'état et la capacité des personnes sont régis par leur loi nationale (article 3, 3e alinéa et *a contrario*) : quelle est celle de l'individu qui réclame la qualité de Français? Il peut être considéré comme étranger, tant que l'option n'a pas produit tous ses effets ; mais l'esprit du Code n'est-il pas de le traiter comme Français du moment où il manifeste l'intention de l'être ?

Pour appuyer cette conception et l'application de la majorité française qui en découle, on fait remarquer que le pouvoir souverain d'un État a seul qualité pour régler les conditions d'attribution de sa nationalité ; « que, d'ailleurs, il est inadmissible que le législateur de 1803 ait voulu organiser le droit de réclamer la qualité de Français sur une base variable suivant les temps et les lieux, subordonner ce droit à l'arbitraire des souverainetés étrangères, autoriser, en une matière aussi grave, un consentement donné en certains cas à un âge où la loi française ne reconnaît pas la plénitude de la raison, et permettre en d'autres cas qu'un individu habile à remplir tous les actes de la vie civile soit immédiatement après frappé de toutes les incapacités du mineur ; qu'au surplus, selon l'article 3 de la constitution de l'an VIII, tout étranger pouvait acquérir les droits civils et politiques, on ne concevrait pas que les rédacteurs du Code Napoléon, alors qu'il s'agissait de droits purement civils, se fussent montrés plus

rigoureux à l'égard de l'étranger né en France, et qui, à ce titre, était à leurs yeux digne d'une faveur particulière, etc. (1)....» L'idée d'assimilation aux Français, sur laquelle est fondée la disposition de l'article 9, semblerait aussi favorable à cette solution : du moment que l'on demande à être Français, c'est que les lois françaises sont appropriées à la situation, aux mœurs que l'on a ; c'est donc un avantage d'y être soumis le plus tôt possible. Cette observation est de nature à fortifier le dernier argument de l'arrêt précité, surtout si l'on réfléchit que le jeune homme, né et élevé en France — celui pour qui a été fait l'article 9 — au milieu des Français, doit, au même âge, se trouver, quant au développement de ses facultés, dans des conditions approximativement les mêmes que celles qui sont communément constatées dans le milieu où il a vécu.

Au point de vue pratique, les conséquences de l'application de la loi étrangère seraient bien faites pour la faire rejeter. Si la majorité est fixée par cette loi à un âge plus avancé que celle de la loi française, l'inconvénient ne sera peut-être pas très grand, l'individu réunissant une double capacité ; mais il pourra échapper ainsi à certaines obligations imposées aux autres Français (2), ou être privé de certains avantages. Si, au contraire, la majorité étrangère est plus précoce (3), non seulement, par suite de l'influence du milieu, la personne qui veut bénéficier de l'article 9 n'aura peut-être pas toute la maturité de raison suffisante, mais surtout l'on aboutit à une

(1) Cassat. belge, 19 février 1878, *Pasicrisie*, 1878, I, 110 ; 16 février, *ib.*, p. 93 ; 8 avril, *ib.*, p. 398 ; Cours d'appel belges : *Pasicrisie*, 1878, II, 117, 119, 136 ; pratique des administrations communales de Gand, Liège, Anvers (*Revue de l'Administration*, XXV, p. 147 : « les arrêts de la Cour auront l'heureux mérite de rassurer dans notre pays un grand nombre de personnes dont la nationalité était contestée ou contestable.... »)

(2) Particulièrement au service militaire, dans l'armée active (art. 9, al. 3, L. 27 juillet 1872) si la majorité étrangère est à 25 ans (en Danemark, Norwège, etc....) Certaines carrières lui seront fermées.

(3) Suisse, 20 ans, etc....

inconséquence : réputée capable pour manifester sa volonté d'être Français, elle va retomber, sitôt cet acte accompli en capacité, et par le fait même de son accomplissement et de sa validité, sous le coup des incapacités que comporte l'état du mineur; voilà tout l'effet de sa capacité éphémère : et si l'option venait, pour quelque cause, à être annulée, le mineur français redeviendrait un étranger capable! Ce serait un véritable cercle vicieux.

Tous les précédents, depuis le décret du 20 septembre 1790, c'est-à-dire la constitution de 1793, article 4, la constitution de 1795, article 8, la constitution du 22 frimaire de l'an VIII, article 2, toutes les lois relatives aux droits des Français ou des étrangers en matière de qualité de citoyen français, se réfèrent à l'âge de 21 ans. Rien ne peut faire supposer que le Code ait dérogé à cette règle (1).

L'esprit et le texte de l'article 9 sont aussi invoqués par cette doctrine :

« Attendu, » dit en substance un arrêt de la Cour de cassation belge du 6 février 1878, « qu'il faut donner aux termes de la loi la signification que le législateur leur donne, à moins qu'il n'ait manifesté à cet égard une volonté contraire;

» Attendu que, d'après l'article 188 du Code civil, la majorité est fixée à 21 ans; que l'article 9 s'y réfère, s'il ne porte dérogation;

» Attendu que rien dans les textes ne la fait supposer; que les expressions « sa majorité » indiquent la relation entre l'âge de l'individu et l'âge de la majorité, etc....

» Attendu que les travaux préparatoires ne portent nulle trace que le législateur ait voulu s'en rapporter à la majorité étrangère; qu'on doit, au contraire, se convaincre, par les

(1) MM. Aubry et Rau, t. I, p. 337, note 5; M. Alauzet, *de la Qualité de Français*, p. 9; *le Droit*, 25 novembre 1883, conclusions de M. le substitut Roulier, trib. civ. de la Seine.

inconvénients et les anomalies attachés à ce système, que ce n'est pas celui de la loi ;

» Attendu qu'en effet les principes qui régissent le statut personnel de l'étranger s'effacent chaque fois que leur application est de nature à compromettre un intérêt public (1);

» Attendu que l'article 3 de la constitution de l'an VIII exige 21 ans pour acquérir les droits politiques et civils, qu'une plus grande sévérité ne se conçoit pas, etc. (2).... »

Cet arrêt résume les arguments de la doctrine qu'il admet et les réunit de façon à les rendre assez probants ; les expressions « sa majorité » sont mises à profit d'une manière habile et fournissent une raison assez spécieuse, grâce à l'explication qui fait indiquer à l'adjectif possessif « sa, » non le rapport entre l'individu et « sa loi nationale » déterminant sa majorité, mais celui qui existe entre l'âge de cet individu et celui qui est fixé pour la majorité. » Seulement, il ne faudrait pas attacher à cette raison de texte une très grande importance, les textes du Code n'étant pas rédigés avec la rigoureuse exactitude et la logique précise d'expression des théorèmes géométriques (3).

Les lois postérieures au Code contiennent aussi des décisions propres à faire croire que c'est généralement à la majorité française que se sont référés les législateurs. L'article 1^er^ de la loi du 11 décembre 1849 (4) exige, en effet, chez l'étranger qui veut se faire naturaliser, le même âge de 21 ans que les lois antérieures au Code. Or, la raison était bien moins forte en ce cas, puisque l'étranger dont il s'agit n'avait antérieurement aucune attache à la France ni aucun droit à la qualité de Français, à la différence de celui de l'article 9. La loi des

(1) On ne voit pas bien en quoi un intérêt public, en quoi le droit de l'État ou de ses membres est en jeu ici.

(2) *Pasicrisie*, 1878, I, 93 ; Sirey, 1879, II, 265.

(3) Dans le sens de la majorité française : Delvincourt, I, p. 22, note 1 ; Duranton, I, n° 129 ; Aubry et Rau, I, § 70, note 5, p. 237.

(4) Sur la naturalisation.

27 juillet-17 août 1872 (1) paraît conçue dans le même esprit : son article 9 décide, en effet, en premier lieu (al. 1er) que les jeunes gens qui ont réclamé la qualité de Français en vertu de l'article 9 du Code civil, tirent au sort « dans l'année qui suit leur déclaration; » or, qu'arriverait-il si la majorité étrangère était fixée à un âge plus précoce qu'en France? C'est qu'ils tireraient au sort avant leur vingtième année accomplie, plus tôt que les autres Français; en second lieu, l'alinéa 3e et dernier du même article décide que ces jeunes gens « seront astreints aux mêmes obligations que ceux de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge : » comment concilier cette décision avec l'application de la majorité étrangère? Si celle-ci était de 25 ans (comme en Danemark), à quoi se réduirait le service actif pour ces jeunes gens?

Enfin, l'application de la majorité française aboutit à une théorie assez bien déduite quant à l'acquisition de la nationalité par les étrangers : d'une part, les étrangers ordinaires, pouvant obtenir du gouvernement la naturalisation, à condition d'avoir 21 ans et de remplir certaines formalités, etc.; d'autre part, les personnes nées en France, ayant droit à la qualité de Français, sous certaines conditions; pourquoi ces conditions seraient-elles différentes de celles qui sont imposées aux étrangers lorsqu'aucune dérogation n'y est faite?

Mais il faut tenir compte d'une importante différence quant à l'époque de la réclamation entre les étrangers ordinaires et les individus nés en France de parents étrangers : ceux-ci doivent à peine de déchéance faire leur réclamation dans l'année à compter de leur majorité, ceux-là peuvent se faire naturaliser à n'importe quel âge. Enfin, il n'y a entre leurs situations juridiques respectives aucune analogie à invoquer.

Si, d'autre part, les rédacteurs des diverses lois ont paru se référer surtout à l'âge de 21 ans, c'est que c'est celui auquel la plupart des législations font cesser la minorité (Bel-

(1) Sur le recrutement de l'armée.

gique, Italie, etc.), surtout celles des pays voisins : on a statué sur le *Plerumque fit*.

Aussi, l'application de la loi étrangère est-elle soutenue en doctrine et en jurisprudence (1). On conteste qu'aucune raison ne nécessite une dérogation à l'application de la loi nationale. Dans les cas les plus fréquents, la majorité étrangère (2) est fixée à un âge plus tardif qu'en France : or, comment un individu soumis à la tutelle aura-t-il la possibilité matérielle ou morale de faire un acte aussi important de la vie civile? En supposant que son père ou son tuteur le laisse assez libre pour cela, aura-t-il, alors qu'il abandonne à ce tuteur l'exercice de tous ses droits et la gestion de tous ses biens, des opinions bien arrêtées sur son établissement, sur le rôle différent qu'il aurait dans tel ou tel pays? Et, au point de vue juridique, quelle serait la conséquence de son option? La loi française peut bien la tenir pour valable, mais la loi étrangère ne fera sans doute pas de même : l'enfant sera Français en France, et Autrichien, Danois, etc., dans le pays de ses parents. Cela est tout aussi exorbitant, sinon plus, que la situation faite, par l'application de la loi étrangère, aux individus issus de parents appartenant à des pays où la majorité est plus précoce qu'en France, pays excessivement rares, du reste.

Les textes peuvent parfaitement se concilier avec ce système. Ceux que l'on oppose, l'article 3 de la constitution de l'an VIII, l'article 1er de la loi de 1849 sur la naturalisation, visant des cas différents, ou plutôt constituant des dispositions relatives aux étrangers en général, n'ont rien à décider pour le cas spécial de l'article 9 (3). La constitution de frimaire est, en outre, modifiée par le Code quant à la nationalité. Les

(1) M. Demolombe, t. I, n° 16; Valette, *Explic. somm.*, p. 12; Demante, I, n° 19 *bis*; Douai, 10 février 1868, Dev., 1868, II, 140; M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 156, pp. 120 et ss.

(2) Pays-Bas, Autriche, Danemark, etc.

(3) Suivant l'adage : *Generalia specialibus non derogant.*

expressions de ces lois sont d'ailleurs formelles : on pourrait peut-être en tirer argument *a contrario*, l'article 9 n'employant pas les mêmes termes et disant seulement « sa majorité, » ce qui laisse au moins une certaine latitude d'interprétation.

Quant à l'inégalité dans les obligations militaires, elle résulte nécessairement de l'article 9, alinéas 1 et 3 de la loi des 27 juillet-17 août 1872, même quand la réclamation serait faite dans l'année qui suit la majorité française, puisque le tirage au sort n'est imposé que dans l'année qui suit cette déclaration, c'est-à-dire à vingt-deux ans au plus tôt, en général dans la vingt-troisième année, alors que les autres Français sont compris sur les listes du recrutement et tirent au sort dès l'année qui suit celle pendant laquelle ils ont eu vingt ans, ce qui fait deux ans de service en moins pour les individus déclarés Français en vertu de l'article 9 du Code civil, astreints aux obligations imposées aux jeunes gens de leur âge (art. 9, al. 3, L. 1872). Cela n'est pas très juste (1) ; peut-être a-t-on voulu encourager l'option (2) ? Du moment, d'ailleurs, que l'article 9 n'a pas dérogé à l'article 3, alinéa 3, du Code civil, il n'y a aucune raison pour ne pas appliquer la règle consacrée par cet article, quoique implicitement. L'ordre public n'est nullement intéressé dans la question, pourvu que le droit de chacun soit reconnu de la manière la plus complète et garanti de la manière la plus efficace possible. Il n'y a donc aucune raison d'écarter l'application du statut personnel (3) ; ce serait vouloir soustraire purement et simplement les personnes à leur loi nationale toutes les fois qu'il plairait à la souveraineté territoriale, et cela

(1) Mieux aurait valu les placer exactement dans la situation des jeunes gens qui ont tiré au sort en même temps qu'eux.

(2) Il faut aussi avoir égard à ce que certains avantages leur sont impossibles, par suite de l'âge auquel ils sont déclarés Français : par exemple, l'accès des « écoles du gouvernement. »

(3) Comme le prétend un considérant de l'arrêt précité de la Cour de cassation belge. Cp. M. Dauiel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 158, p. 122.

pour aboutir à une dualité de patries. Ce serait méconnaître le respect réciproque des droits des États.

Les éléments d'une solution doivent se trouver dans la situation même de l'individu ; or, il est étranger, au moins sous condition résolutoire, et l'on doit lui appliquer la loi de capacité étrangère, *a contrario* de l'article 3, alinéa 3, de même que l'on applique, dans le cas de la loi de 1851, la loi française à celui qui est Français sous la même condition. Même si la condition doit rétroagir, on ne peut pas néanmoins lui faire produire d'effet avant sa réalisation, car cet effet anticipé serait lui-même conditionnel. Qui voudrait soutenir un tel système ? Aussi l'opinion qu'il faut s'en référer à la majorité étrangère paraît-elle préférable (1).

Un troisième système, assez rationnel, est préconisé par M. Weiss (2) et repose sur une distinction qui peut se formuler ainsi : l'article 9 suppose deux opérations distinctes ; d'une part, l'abdication de la nationalité que l'enfant tient de ses parents ; d'autre part, l'acquisition (ou la confirmation ?) de celle qu'il reçoit du sol où il est né. Ce système aurait l'avantage d'ôter toute possibilité de contester dans un pays la réclamation faite dans l'autre, quelles que fussent les différences entre les deux législations quant à l'âge de capacité. Il est bon, toutefois, de faire observer que, si le Code a bien réellement eu la capacité étrangère en vue et s'en est contenté, il n'y a pas non plus à craindre de conflit à cet égard. D'autre part, le texte ne paraît faire allusion qu'à une seule majorité ; et il ne serait guère possible de scinder les formalités, comme semblerait l'indiquer la nécessité de faire la réclamation dans un délai

(1) Dans le même sens, Valette, sur Proud'hon, p. 180, note *a* ; t. I, p. 48 ; Fœlix, *Revue du Droit français et étranger*, II, p. 339, n° 2 ; Demante, I, p. 69 ; M. Demolombe, I, 188 ; M. Laurent, III, 197 (*Droit international*).

(2) *Traité élémentaire de Droit international*, cond. de l'art. 9, pp. 38 et ss. Cogordan, *De la Nationalité au point de vue des rapports internationaux*, p. 79 ; Valette, p. 49, et *Explicat. sommaires*, p. 11 ; Douai, arrêt du 10 février 1868, Sirey, 1868, II, 140.

d'un an partant de la majorité, lequel délai serait expiré, lorsque l'intéressé atteindrait un âge de majorité, fixé, par exemple, à vingt-quatre ou vingt-cinq ans ; ou bien il faudrait attendre la majorité la plus tardive pour accomplir les conditions, ce qui reviendrait à exiger une double capacité que le texte ne paraît pas supposer. Peut-être cette manière de sortir d'embarras serait-elle un bon procédé législatif ; elle aurait cependant l'inconvénient d'enlever aux enfants dont les parents appartiennent à des pays où la majorité est fixée à un âge moins avancé que vingt et un ans, la possibilité d'entrer dans certaines écoles spéciales, qu'ils auraient si l'on exigeait seulement la majorité de leur loi (1).

Première condition réelle. Un délai d'un an a été fixé, à compter de la majorité, pour la réclamation de la qualité de Français, et un second délai, également d'un an, et partant du jour où le premier expire, pour l'établissement de domicile en France, lorsque le réclamant était fixé ailleurs. Sans ce terme fatal, le bénéfice de l'article 9, pouvant être exercé à toute époque, aurait tenu en suspens la qualité de l'individu né en France de parents étrangers pendant toute sa vie peut-être, lorsque cet individu serait mort sans avoir opté : grave inconvénient qu'il fallait empêcher. De plus, il aurait pu attendre, pour réclamer les avantages de la qualité de citoyen français, d'avoir passé l'âge où l'on pouvait exiger de lui l'accomplissement de l'obligation la plus lourde qui pèse sur les nationaux : le service militaire.

Une loi postérieure au Code, celle des 22-25 mars 1849, a soustrait à cette exigence une certaine catégorie d'hommes ; elle est ainsi conçue : « Article unique. L'individu né en France d'un étranger sera admis, même après l'année qui suivra l'époque de sa majorité, à faire la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil, s'il se trouve dans une des deux conditions suivantes : — 1° s'il sert ou s'il a servi dans les

(1) M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 157, p. 121 et ss.

armées françaises de terre et de mer ; — 2° s'il a satisfait à la loi du recrutement sans exciper de son extranéité. » Il n'est pas nécessaire d'insister sur les raisons qui ont fait adopter cette décision favorable aux individus qui ont montré jusqu'où allait leur dévouement pour la France en lui payant ce que l'on a appelé « l'impôt du sang, » alors qu'ils n'y étaient pas obligés (1). De plus, le temps passé sous les drapeaux a dû compléter leur assimilation aux Français de race et fortifier leur attachement pour le pays qu'ils servaient. Enfin, s'ils n'ont pas opté plus tôt, ce n'est vraisemblablement pas par calcul, puisqu'ils ont eu les charges sans les avantages du citoyen français.

Quant aux troubles que pourrait causer dans l'état des personnes l'incertitude résultant de l'absence de délai, ils ne sont pas bien à craindre, à cause du nombre évidemment restreint de ceux qui peuvent bénéficier de la loi de 1849. En effet, les étrangers ne peuvent s'engager que dans la légion étrangère, ce qui doit diminuer le nombre de ceux qui voudraient contracter un engagement militaire en France, vu les conditions dans lesquelles se trouve ce corps, toujours stationné hors d'Europe et qui d'ailleurs compte un certain nombre de Français dans ses rangs. Quant à ceux qui ont « subi la loi du recrutement sans exciper de leur extranéité, » il faut supposer qu'ils ont été appelés par erreur et n'ont pas réclamé : ils sont évidemment assez rares. Le service effectif n'est du reste pas nécessaire pour ceux-là ; il suffit qu'ils se soient conformés aux lois militaires, notamment qu'ils aient tiré au sort. Un étranger, par erreur aussi, peut avoir été admis dans un corps de l'armée française ; il ne serait pas nécessaire qu'il eût été un « combattant » proprement dit : les termes de la loi de 1849 sont assez larges pour s'appliquer de même aux assimilés, tels que les ouvriers militaires affranchis du service actif (comme ceux des ports et arsenaux, et des fonderies et manufactures mili-

(1) Il est étonnant que rien de semblable n'ait été fait sous le premier empire, alors qu'il fallait tant de soldats.

taires, etc.), les membres des corps francs, reconnus par l'autorité militaire, les membres de la garde nationale mobilisée.... Il n'y a pas à rechercher si c'est par erreur sur sa qualité ou volontairement que le fils d'étranger s'est fait ou laissé enrôler ; il méritait une compensation, même dans le premier cas, d'autant plus qu'il n'était pas le seul qui se fût trompé ; il pouvait se croire Français *Jure soli* et avoir pour cela laissé passer le délai.

Une difficulté relative à l'application de cette loi a été soumise aux Cours de Douai et d'Amiens en 1868. Un individu, nommé Sioën, né en France le 1er janvier 1835, d'un père étranger, avait été inscrit en 1855 sur les listes de recrutement et s'était fait rayer en excipant de sa qualité d'étranger. Neuf ans plus tard, il se fit inscrire comme omis sur les listes du contingent, tira au sort en 1865 et obtint un bon numéro. Il se fonda ensuite sur ce fait pour réclamer la qualité de Français, conformément à la loi de 1849 et à l'article 9. Un jugement du tribunal civil de Lille, du 29 novembre 1867, statuant sur la validité de l'option, admit l'affirmative, conformément à la prétention de Sioën, et fut confirmé par un arrêt de la Cour de Douai, du 10 février 1868 (1). Cet arrêt fut cassé pour vice de forme et l'affaire renvoyée devant la Cour d'Amiens, qui décida que l'exception d'extranéité opposée en 1855 équivalait à une renonciation à se prévaloir de la loi de 1849 (2). La solution donnée à ce procès est fondée sur trois raisons principales : d'abord, l'individu en question n'avait pas servi dans l'armée française ; au contraire, en 1855, il s'était prévalu de sa qualité d'étranger pour n'être pas enrôlé ; ensuite sa seconde inscription comme omis était irrégulière, puisqu'il n'avait pas

(1) D. P., 1868, II, 31 et s.

(2) Arrêt du 24 novembre 1868, D. P., 1868, II, 240 et ss.; Cass., 27 janvier 1869, Sirey, 1869, I, 129 ; autre espèce, Cass., 16 avril 1872, Sirey, 1873, I, 418. M. Demolombe, I, 187; *contra*, Alauzet, *de la Qualité de Français*, p. 12 et s. ; M. Daniel de Folleville, nos 173 et ss., pp. 135 et ss. (*Traité de la naturalisation.*)

été omis, mais rayé sur sa demande, et ne pouvait par conséquent avoir un effet légal; enfin, la raison de la loi de 1849, c'est-à-dire le dévouement à la France, faisait place à des calculs ou à des caprices dont on ne peut faire dépendre l'application d'une loi. Malgré ces raisons, l'arrêt d'Amiens donne lieu à des critiques : d'abord, si Sioën n'avait pas servi effectivement, c'est qu'il avait eu un bon numéro; il aurait aussi bien pu en tirer un mauvais. De plus, la loi de 1849 ne fait aucune distinction entre le service effectif et le fait d'avoir subi la loi militaire : *Ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus*, et il suffit d'avoir couru les chances du sort. Son inscription était illégale : c'est vrai, mais l'inscription d'un étranger l'est toujours, puisqu'elle suppose une erreur. Enfin, rien ne prouve que le fait d'avoir excipé de sa qualité d'étranger puisse emporter déchéance, d'autant moins que Sioën était mineur à cette époque et ne pouvait par conséquent disposer valablement de sa nationalité, mais tout au plus réserver son droit (1). Quant à faire dépendre l'application d'une loi de calculs ou de caprices, c'est un résultat qu'on ne peut empêcher lorsque les individus prennent le soin de se mettre dans les conditions prévues, par exemple, si un jeune homme né en France de parents étrangers se fait rayer des listes du contingent, puis opte pour la nationalité française : il est alors de nouveau inscrit, mais vers sa vingt-troisième année. C'est d'ailleurs à l'administration qu'il appartient de veiller à ce que les inscriptions soient régulièrement faites.

La même question s'est posée en matière électorale; le juge de paix du canton de Saint-Denis (Seine) avait dénié la qualité de Français à un individu qui, après s'être fait rayer des listes du contingent, avait obtenu de nouveau son inscription et réclamait ensuite le bénéfice de l'article 9 combiné avec la loi de 1849. Mais il y avait là une question préjudicielle en

(1) M. Weiss, *Traité élémentaire de Droit international privé*, p. 44; cp. M. Massenat-Deroche, *Revue pratique de Droit français*, 1870, p. 19 et s.

présence de laquelle, d'après une jurisprudence constante, le juge de paix devait surseoir à statuer (1) sur l'appel en matière électorale.

En résumé, le fait de s'être fait rayer des listes du recrutement ne fait pas obstacle à l'application de la loi de 1849; du moins, est-ce la solution qui paraît la plus rationnelle.

Deuxième condition réelle. La condition principale exigée par l'article 9, celle dont les autres, relatives à la capacité ou au délai, sont en quelque sorte les accessoires et le complément, est la manifestation de volonté, venant confirmer la présomption qui a sa cause première dans la naissance sur le sol; un établissement définitif garantit une résolution sérieuse de faire partie de la nation française. Seulement, à cet égard, une distinction, résultat naturel de la différence de situation, s'établit entre ceux qui étaient déjà domiciliés en France et ceux qui l'étaient ailleurs.

Pour les premiers, une déclaration d'établissement de domicile suffit, mais elle est nécessaire, et aucun acte équivalent n'y pourrait suppléer; ainsi il a été jugé que l'engagement militaire serait sans effet pour cela (2). Il semble d'ailleurs que la loi de 1849 ne pourrait laisser subsister aucun doute à cet égard : elle supprime le délai d'un an pour ceux qui ont servi dans les armées françaises, donc les autres formalités subsistent.

Le Code ne dit pas à qui doit être faite cette déclaration. MM. Demolombe (3) et Aubry et Rau (4) enseignent que la municipalité du lieu où l'individu né en France vient fixer son

(1) Sentence du 18 février 1879; arrêt Cass., 26 mars 1879; D. P., 1879, I, 204, *Driesseins;* V. M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation,* n° 176, p. 140.

(2) Cass., 8 juillet 1846; D. P., 1846, II, 263; Douai, 17 janvier 1848; D. P., 1848, II, 164.

(3) T. I, p. 179.

(4) T. I, p. 237, § 70 et note 6.

domicile est compétente pour la recevoir. M. Daniel de Folleville (1) y ajoute la municipalité de la résidence dont « la compétence à cet égard n'est pas exclusive ; c'est ce qui résulte de la discussion qui eut lieu au Conseil d'État.... » D'où il résulte que les individus qui se trouveraient à bord d'un vaisseau ou à l'armée feraient « leur déclaration dans la forme réglée pour les actes de l'état-civil dans ces circonstances exceptionnelles (art. 59 et 88 du Code civil). » Cette solution large paraît devoir être admise dans le silence des textes. La jurisprudence belge a même admis que, dans le cas de destruction des registres, les tribunaux pourraient valablement constater l'option (2).

Si, au contraire, celui qui réclame la qualité de Français, en vertu de l'article 9, réside à l'étranger, il doit « faire soumission de fixer son domicile en France. » Cette soumission peut évidemment être faite à la municipalité du lieu où le domicile sera établi ; si ce lieu n'était pas encore choisi (car la loi n'exige pas la détermination d'une commune), il faudrait s'adresser à la municipalité du lieu de naissance (3). Enfin, les agents diplomatiques et consulaires français, pouvant remplir pour les Français les fonctions d'officiers de l'état-civil, paraissent également compétents.

Quant au contenu de l'acte de soumission, il paraît nécessaire que l'intention d'acquérir un domicile y soit formellement exprimée. La Cour de cassation de Belgique a jugé qu'une déclaration ainsi conçue : « Voulant faire option de patrie et jouir du bénéfice de l'article 9, je réclame la qualité de Belge, » était insuffisante (4).

Mais, une fois ces formalités remplies, aucun autre acte ou

(1) *Traité de la naturalisation*, n° 131, p. 107.

(2) Verviers, jugement du 18 décembre 1878, *Pasicrisie*, 1878, III, 270.

(3) Une circulaire du Ministre de la justice de Belgique exige que cette déclaration soit toujours faite à cette municipalité. (Circulaire du 8 juin 1876, M. Laurent, *Droit international*, t. III, p. 198.)

(4) Arrêt du 12 février 1872 ; *Pasicrisie*, 1872, I, 65 ; D. P., 1872, II, 12.

confirmation n'est nécessaire, et le gouvernement n'a pas à manifester de consentement ou d'approbation ; l'envoi de lettres de naturalisation est inutile (1).

II. L'individu qui remplit personnellement les conditions prévues par l'article 9 et qui a accompli les formalités que ce texte établit, est donc Français de plein droit. Mais quelle est au juste sa situation avant que la nationalité française ne lui soit définitivement acquise ? Il est étranger, au moins provisoirement ; il doit être traité comme tel ; par exemple, le droit d'expulsion peut être exercé contre lui par les représentants du gouvernement ayant qualité pour cela (le Ministre de l'intérieur et les Préfets des départements frontières) : le tribunal correctionnel de la Seine a rendu en ce sens, le 27 décembre 1883, un jugement, confirmé par la Cour de Paris, le 6 février 1884, et qui décide en outre que l'option faite après le jugement et avant l'arrêt de la Cour ne met pas obstacle à ce droit d'expulsion (2). Une proposition de loi, ayant pour but de modifier cet état de choses rigoureux, a été déposée sur le bureau de la Chambre des députés le 6 décembre 1883 par M. Talandier (3) : le rapport de M. Féau a conclu à ce que la proposition ne fût pas prise en considération (le 12 janvier 1884). (4). L'accès aux écoles du gouvernement est également impossible, ainsi que l'engagement militaire, dans les troupes françaises autres que la légion étrangère. Cette situation, qui ne peut donner lieu à aucun doute si l'on considère l'effet de l'article 9 comme une naturalisation, différente seulement dans sa cause, et non dans ses effets, de la naturalisation ordinaire, se déduit aussi logiquement de l'opinion qui conçoit l'enfant né en France de parents étrangers comme Français dès le principe, mais sous condition suspensive, puisque, jusqu'à

(1) Cass., rej., 19 août 1844 ; Dev., 1844, I, 776.

(2) *Le Droit*, 20 février 1884.

(3) *Journal officiel*, *Documents parlementaires*, 1883, p. 1074, annexe 2332.

(4) *Ibid.*, 1884, p. 10.

l'accomplissement de la condition, il est étranger sous condition résolutoire, et n'a pas un droit définitivement réalisé à la nationalité française. Ce droit, qui a son fondement et comme son germe dans les circonstances où le titulaire est né, ne devient complet que par la réunion des divers faits prévus par l'article 9, mais le devient nécessairement et, pour ainsi dire, par le fonctionnement mécanique des règles combinées dans cet article.

L'effet ainsi produit doit-il remonter à sa cause, comme cela a généralement lieu pour l'accomplissement d'un événement qui tient un droit en suspens? C'est là une question vivement débattue. Mais il n'est pas nécessaire d'admettre l'affirmative pour regarder comme Français d'origine celui qui tient son droit de l'article 9; ainsi, en Belgique, le Code électoral et la loi électorale du 3 mars 1831 ne distinguent que deux catégories de Belges : «... il faut être Belge de naissance ou avoir obtenu la *grande naturalisation* » (pour être électeur); les personnes qui ont usé du bénéfice de l'article 9 sont donc comprises dans les « Belges de naissance, » bien que la jurisprudence belge, à la différence de la jurisprudence française, n'admette pas la rétroactivité de l'article 9 (1) : celle-ci ne fait rien à la cause du droit.

Mais la question de savoir si cette conséquence ordinairement attachée à l'avènement de la condition, selon l'article 1179 du Code civil, doit être appliquée, est considérée par M. Demolombe (et d'autres non moins éminents auteurs) comme l'une des plus délicates du sujet et comme susceptible de donner lieu aux plus graves hésitations.

Si l'on peut trouver de bonnes raisons pour croire que l'article 9 est une consécration partielle du principe ancien, de l'effet attaché à la naissance sur le sol français, pour expliquer les formalités imposées par l'article 9 comme un tempérament

(1) Cour de Bruxelles, 19 février 1878, 23 février 1873; *Recueil de Droit électoral*, Scheyvens, 1873, II, 92; 8 janvier 1872, D. P., 1872, II, 13.

et une condition apportés à ce principe, du moins ne pourrait-on affirmer que cette explication soit prouvée d'une manière indubitable, puisque les discours prononcés lors des travaux préparatoires n'exprimaient en définitive que les opinions de leurs auteurs, puisque surtout les textes sont peu décisifs ou du moins peu formels en un sens ou en l'autre. Aussi, la doctrine qui repousse l'application de la règle de l'article 1179 aux effets de l'article 9 fait-elle observer que le mot « réclamer, » employé par ce dernier texte, peut avoir le sens de « demander, » de « solliciter, » qui n'implique pas l'idée de rétroactivité que semble indiquer le mot « recouvrer » dont se servent les articles 10, alinéa 2e, 18, 19, 20. De plus, dit-on dans ce système, c'est précisément pour ce motif que l'article 20, repoussant la rétroactivité dans les hypothèses prévues par les articles 10, 18, 19, n'a pas fait de même pour l'article 9 ; on n'avait pas, en présence des termes et de la compréhension de celui-ci, à concevoir l'idée d'un *Jus postliminii*, analogue à celui qui, chez les Romains, faisait considérer comme n'ayant jamais été esclaves les citoyens captifs échappés des mains de l'ennemi.

On fait ressortir les conséquences fâcheuses qu'aurait pu avoir, sous l'empire du Code, la combinaison des articles 726 et 912, qui rendaient les étrangers incapables de recevoir à titre de donation ou de succession, avec le système de la rétroactivité ; si un enfant né en France de parents étrangers avait été appelé à une succession étant encore au berceau, ou même simplement conçu, par application de l'article 906, cette succession n'aurait pu être déférée que provisoirement, puisque la possibilité d'être Français en se conformant à l'article 9 habilitait virtuellement cet enfant à succéder, et au bout de plus de vingt ans, de vingt et un ans, il aurait pu reprendre les biens à ceux qui les avaient reçus. Et cela par l'effet d'une condition potestative (1). La loi du 14 juillet 1819, qui a

(1) M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, nº 161, p. 124 et ss.;

abrogé les articles 726 et 912, n'ôte pas la force de cette objection : si cet intérêt n'existe plus, ou du moins a été considérablement diminué par cette loi, il n'en est pas moins difficile de présumer chez le législateur, sans motifs sérieux, l'intention de consacrer un résultat tel que celui qui vient d'être exposé. Cependant, il faudrait bien l'admettre si elle résultait de circonstances particulières ou des principes établis.

Or, les travaux préparatoires tendent à faire supposer que l'intention des rédacteurs du Code a été seulement de restreindre l'application du principe territorial aux cas où il ne froisserait aucun intérêt, aucune volonté légitime; mais de laisser l'ancienne règle reprendre son empire dès qu'elle se trouvait d'accord avec les désirs de l'individu. « Le bonheur de sa naissance n'est pas perdu pour lui, » disait le tribun Gary à la séance du Corps législatif du 27 ventôse an XII ; « la loi lui offre de lui assurer le bienfait de la nature ; mais il faut qu'il déclare l'intention de le conserver. » Il semble donc que le choix fait par l'individu doit produire le même effet que la détermination par la loi d'une nationalité originaire, c'est-à-dire acquise dès la naissance.

La règle commune, lorsqu'un droit a sa cause dans un fait, mais ne devient certain que par la réalisation d'un autre événement, est d'ailleurs, selon l'article 1179, que ce droit, lorsqu'il est devenu complet, compte au titulaire de l'époque à laquelle sa cause a existé. Comme telle est bien la situation

dans le même sens, Fœlix et Demangeat, I, 41 ; Duvergier sur Toullier, t. I, n°, note *a* ; Marcadé, sur l'art. 9; Bugnet, sur Pothier, IX, p. 17 et 18 ; Demante, t. I, n° 19 *bis*, III ; Cogordan, *Nationalité au point de vue des Rapports internationaux*, p. 81 ; M. Laurent, *Droit civil international*, t. III, p. 193 ; Alauzet, *de la Qualité de Français*, etc..., pp. 19 et ss.; M. Brocher, t. I, pp. 214 et ss.; Paris, 4 janvier 1847; D. P., 1847, II, 34; Bruxelles, 28 janvier 1873 (*Rec. de Dr. élect.*, Scheyvens, 1873, II, 92) ; Gand, 27 février 1874, *Belgique judiciaire*, 1874, p. 648; M. Bara, Ministre de la justice de Belgique, à la séance de la Chambre des députés du 17 juin 1881, *Annales parlementaires*, sess. 1880-1881, p. 1346; Section de législ. du Conseil d'État, sur le projet de M. Batbie, relat. à la naturalisation. (*Annexes au Rapport Batbie*, p. 218 ; Sénat, 6 mars 1884.)

réglée par l'article 9, on ne voit pas, en l'absence d'un texte précis, ce qui autoriserait à soustraire cette hypothèse au principe ordinaire. L'article 20, qui porte exception, ne rappelle précisément pas l'article 9. Faut-il voir dans cette omission un résultat de l'opinion que la rétroactivité ne pouvait être supposée ? ou une simple négligence ? Faut-il, au contraire, décider que ces deux catégories de textes, d'une part l'article 9, de l'autre les articles 10, alinéa 2, 18 et 19, visés par l'article 20 et employant tous le mot « recouvrer » (alors que l'article 9 dit « réclamer »), diffèrent quant aux effets qu'ils doivent avoir? Leur forme semblerait appuyer cette dernière manière de les comprendre, surtout en présence des raisons qui les ont fait admettre.

Le même esprit (1) paraît se trouver dans les lois postérieures au Code. Ainsi la loi du 28 mai 1853, sur la caisse des retraites et rentes viagères pour la vieillesse, autorise, dans ses articles 3, alinéa 2, et 10, alinéa 2, les individus nés en France de parents étrangers à faire, même avant d'avoir exercé le droit à.eux conféré par l'article 9, des versements à ladite caisse. Mais ce dernier argument est peu concluant : si l'on a jugé nécessaire d'autoriser spécialement ces personnes à profiter d'un avantage qui appartient aux Français, c'est sans doute parce que le droit commun ne le leur donnait pas ; de plus, l'effet rétroactif ne se produit que quand la condition est réalisée. C'est ainsi que les autres avantages de la qualité de Français, comme l'accès des fonctions publiques, etc.., ne sont pas reconnus aux individus dans le cas de l'article 9, tant qu'ils n'ont pas réclamé la nationalité française. Il paraît cependant que nos législateurs n'ont jamais considéré l'acquisition de la qualité de Français par ce procédé comme ayant les effets d'une naturalisation ordinaire, puisque, lors de la rédaction de la loi

(1) Cass. 19 juillet 1848 ; Dev., 1848, I, 529 ; Cp. MM. Aubry et Rau, t. I, n. 10, p. 238; Toullier, t. I, nº 261 ; Coin-Delisle, sur l'art. 9, nº 115; Valette, *Code civil*, t. I, p. 48 (droit condit.).

de 1849 sur la naturalisation, des amendements ayant trait à l'article 9 furent repoussés comme « ne rentrant pas dans le cadre d'un projet sur cette matière. »

Enfin il semble que la question soit de même nature que celle qui se pose à propos de la loi des 7-12 février 1851, dont les termes semblent indiquer l'attribution conditionnelle, mais dès la naissance, de la nationalité qui sera choisie par l'intéressé devenu capable; dans l'un et l'autre cas, la loi a voulu que l'individu ne fût pas rattaché à tel ou tel pays malgré lui. Pourquoi aurait-il cette nationalité, dont il ne veut pas, pendant sa minorité? Pourquoi, dès lors, faire échec au principe de l'article 1179?

Les conséquences de ce principe, consistant dans un bouleversement des droits, ne sont guère plus exorbitantes, ni plus mauvaises dans le cas de l'article 9 que dans tous ceux où il y a des droits conditionnels : c'est la rétroactivité en elle-même, plutôt que son application à l'option de patrie que l'on atteint par les critiques inspirées par cette incertitude dans l'état des personnes ou leur fortune.

Cette conséquence présente encore un intérêt pratique, malgré l'abrogation des articles 726 et 912 par la loi du 14 juillet 1819, celle-ci ayant frappé les étrangers d'une certaine déchéance lorsqu'ils sont en concours avec des cohéritiers français, et que ceux-ci, exclus pour une cause quelconque (même indépendante de la nationalité) d'une partie de biens situés à l'étranger, ont le droit d'exercer sur les biens situés en France le prélèvement d'une portion égale. Il importe également de savoir à partir de quelle époque la nationalité française doit être acquise pour déterminer la condition de la femme et des enfants de celui qui use du bénéfice de l'article 9. Il serait, par contre, difficile d'appliquer la rétroactivité à certains droits qui ne peuvent être exercés qu'à une époque déterminée : par exemple, on ne pourrait, en vertu de cette idée, admettre dans une école du gouvernement l'individu né en

France de parents étrangers; ni avant son option, car son droit à la qualité de Français n'est pas encore consolidé; ni après, alors qu'il a passé l'âge, et qu'on ne peut lui accorder l'avantage qui résulterait pour lui de pouvoir se présenter aux concours d'admission une ou plusieurs années après les autres Français, auxquels la rétroactivité devrait justement avoir pour raison de l'assimiler (1). Au point de vue criminel, la nationalité, sans parler de l'extradition, qui semble devoir être réglée comme l'expulsion, sert de base à une compétence en vertu de laquelle un individu peut être traduit, même pour crimes commis à l'étranger, devant les tribunaux de son pays (article 5 du Code d'instruction criminelle). De là, cette question : le coupable était-il Français au moment du crime ou du délit? La Cour d'assises de Douai a répondu affirmativement dans l'espèce suivante (2) : un individu, né en France de parents belges, Liévin Brans, se fit passer en Belgique pour un sieur Charles Demoyettes (en 1876) dont il emprunta les papiers; il put ainsi s'engager dans l'armée belge et toucher 300 francs, acompte de la prime de 1,600 francs accordée aux engagés volontaires, qui est versé le jour de l'engagement. Il rentra en France et réclama la qualité de Français, conformément à l'article 9. Puis il fut traduit devant la Cour d'assises du Nord pour faux en écritures publiques et usage de pièces fausses. Son défenseur, Me Honoré, ayant décliné la compétence de la Cour, en se fondant sur ce que son client n'avait pas encore acquis la qualité de Français lors des crimes à lui imputés, la Cour, conformément aux conclusions de M. l'avocat général Grévin, rendit, sous la présidence de M. le conseiller Lemaire, un arrêt motivé sur ce que le législateur de 1803 a seulement voulu, tout en laissant subsister, pour l'individu né en France de parents étrangers, l'ancien principe territorial, suspendre le droit qui

(1) Autre intérêt au point de vue civil : les Français seuls peuvent être témoins dans les actes notariés. Item, de l'art. 14, sauf controv.

(2) Arrêt du 3 août 1877, *Recueil des Arrêts de Douai*, t. XXXV, p. 173.

en résulte par une condition destinée à empêcher l'imposition d'une nationalité contre le gré de l'intéressé, et sur ce que l'article 20 est limitatif et peut d'autant moins viser l'article 9 que les termes de celui-ci sont différents de ceux des articles 10, 18, 19 rappelés par le premier de ces textes; que, par conséquent, l'article 1179 doit recevoir son application.

Contrairement à cette jurisprudence de la Cour de Douai et à celle de la Cour de cassation, le Conseil d'État a décidé, sur les conclusions de M. le commissaire du gouvernement Laferrière, que la déclaration de l'article 9 est attributive et non déclarative de nationalité, et, par suite, a rejeté la réclamation d'un sieur Rigot, né le 18 juin 1847 de parents étrangers et ayant réclamé en 1869 la qualité de Français. Cet individu, placé dans la réserve conformément aux articles 2 et 9 de la loi du 21 mars 1832 et par application de l'article 76 de la loi des 27 juillet-17 août 1872, demandait à faire partie de la classe de 1867 ; le Conseil d'État a déduit du caractère attributif qu'il voyait dans la déclaration de l'article 9 que c'était à la classe 1869 que Rigot devait appartenir, et a confirmé la décision du Ministre de la guerre contre laquelle réclamait le demandeur (1). L'article 9, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1872, consacrant la solution contraire, c'est-à-dire faisant marcher les individus qui ont réclamé la qualité de Français selon l'article 9 avec ceux de la classe de laquelle leur âge leur aurait fait faire partie s'ils eussent été Français purement et simplement, semble au contraire impliquer une idée de rétroactivité.

Quoi qu'il en soit de l'époque à partir de laquelle est Français celui qui reçoit cette qualité de l'article 9, on ne peut lui accorder l'exercice des droits ni le soumettre aux charges des Français tant que sa déclaration n'a assuré sa position. L'article 9, alinéa 3, de la loi militaire, a bien pu faire compter leur temps de service militaire de la même date que celui des jeunes gens du même âge; mais l'alinéa 1er du même

(1) 19 janvier 1877, Dev., 1879, II, 63.

article 9 de la loi de 1872, a dû reculer l'époque du tirage au sort en les y appelant « dans l'année qui suit leur déclaration : » autrement on aurait fait subir la loi du recrutement à des étrangers (1). Aussi, et cela était nécessaire pour sauvegarder le droit d'option, l'individu né en France de parents étrangers, compris par erreur sur les listes de recensement, peut faire rayer son nom en prouvant la qualité de son père. Cette preuve se fait au moyen d'actes émanant des autorités étrangères du pays du père, actes pour lesquels la loi française n'a par conséquent aucune règle à établir, soit quant à leur forme, soit quant aux autorités compétentes pour les dresser. Le modèle du certificat que les autorités anglaises délivrent à cette fin est annexé à une circulaire de M. le Garde des sceaux du 7 janvier 1876 ; en voici la traduction :

« Je certifie par les présentes que L.... m'a prouvé :

» 1° que sa nationalité d'origine est celle de sujet britannique, M..., son père, étant né sujet britannique ;

» 2° que ledit L.... conserve encore sa nationalité.

» Signé : A. B., l'un des principaux secrétaires d'État de Sa Majesté Britannique, ministère de l'intérieur. »

Seulement, le père peut être Anglais d'après la *Common law*, par suite de sa naissance en Angleterre, et Français, selon l'article 10, alinéa 1er du Code civil français, en vertu de sa filiation. De sorte que le fils est Français aussi selon le même article 10, alinéa 1er (2).

(1) Un amendement à la loi sur le recrutement votée dernièrement par la Chambre des députés ayant pour objet d'astreindre ces individus au service militaire dans la légion étrangère, lorsqu'ils résident en France, s'ils n'ont satisfait au recrutement dans le pays de leurs parents, a été rejeté sur les observations de M. le Ministre de la guerre, qui a fait ressortir les difficultés internationales auxquelles donnerait lieu ce système (d'ailleurs peu logique, la France n'ayant aucun droit à exiger le service militaire d'individus étrangers, au moins conditionnellement, ni aucun intérêt ou droit à leur faire remplir chez eux cette obligation).

(2) M. Weiss, *Traité élém. de Droit internat. privé*, p. 46, n. 4 ; Cogordan, p. 100 (*de la Naturalisation au point de vue des Rapports internationaux.*)

Cette réclamation, fondée sur l'extranéité au moins provisoire du fils d'étranger, doit être faite au plus tard devant le Conseil de révision : il a été jugé ainsi par le tribunal civil de la Seine (1re chambre, le 18 février 1875) (1), qui a déclaré :

1° que le préfet n'est pas le contradicteur ordinaire des parties lorsqu'il s'agit de faire juger des questions de nationalité ;

2° que « la loi ne lui permet, par exception, d'être défendeur à la demande que dans le cas prévu par l'article 26 de la loi du 21 mars 1832 » (cité au lieu de l'article 29 de la loi des 27 juillet-17 août 1872) ;

3° que « Vanrullen ne se trouvait pas dans le cas dudit article ; qu'il n'avait élevé aucune réclamation devant le Conseil de révision présidé par le préfet, et que ce dernier n'a pas à reconnaître ou à contester la nouvelle nationalité que Vanrullen veut se faire attribuer... ; » et, en conséquence, le tribunal a décidé que le préfet n'avait pas qualité pour défendre et que Vanrullen n'était pas recevable en sa demande.

Une instruction du 1er décembre 1872 et une circulaire ministérielle du 14 juin 1878 ont décidé que l'engagement conditionnel d'un an était possible aux Français de l'article 9 qui n'avaient pas encore tiré au sort : cette interprétation paraît conforme à l'esprit de l'article 53 de la loi du 27 juillet 1872 aussi bien qu'à l'équité, et ne constitue une faveur appréciable que dans le délai qu'elle laisse aux jeunes gens.

Mais, à cause du maximum d'âge imposé pour se présenter à certaines écoles du gouvernement et particulièrement aux écoles militaires, l'accès des carrières auxquelles ces écoles sont un moyen d'arriver se trouvait fermé aux fils d'étrangers qui optent pour la nationalité française ; or, il était possible que l'attrait que certains d'entre eux pouvaient éprouver pour l'une de ces carrières fût précisément le mobile qui les poussât à

(1) *Journal du Droit international privé*, p. 186, *Service militaire* (Vanrullen contre Préfet de la Seine.)

demander la nationalité française ; l'intérêt de l'État lui-même était de ne pas se priver des services que pouvaient lui rendre par la suite des individus dont les goûts ou même l'ambition étaient une garantie de zèle. La loi du 28 juin 1883, due à l'initiative de M. l'amiral Fourichon, a remédié à cette situation pour une partie des jeunes gens en question. Son article unique est ainsi conçu :

« Pourront, à l'âge fixé par la loi et les règlements, s'engager dans les armées de terre et de mer, contracter l'engagement conditionnel d'un an, se présenter aux écoles du gouvernement, les enfants mineurs nés en France d'une femme française mariée avec un étranger, lorsqu'elle recouvre sa qualité conformément à l'article 19 du Code civil. — Auront les mêmes droits les mineurs orphelins de père et de mère, nés d'une femme française mariée avec un étranger. — Lesdits mineurs pourront, dans les cas prévus par les deux §§ précédents, s'engager, concourir pour les écoles, et opter dans les formes déterminées par la loi du 14 février 1882. »

Cette loi, outre la naissance en France de parents étrangers, exige donc deux conditions : 1° que la femme soit étrangère par le seul fait de son mariage ; 2° qu'elle recouvre la nationalité française, ou qu'elle et son mari soient décédés ; c'est-à-dire que la loi de 1883 n'est jamais applicable si le père est encore vivant. Sans doute, on a voulu ne pas soustraire le fils à l'autorité et à la nationalité paternelles, et éviter que des membres de la famille n'aient des patries différentes par suite des goûts de l'enfant. M. Weiss fait remarquer, en outre, qu'il faut que la mère ne soit pas elle-même née en France, qu'autrement l'enfant se trouverait dans le cas de la loi des 7-12 février 1851. Mais est-il suffisant que la mère soit née en France pour que les conditions de cette dernière loi soient remplies ?

Si l'on suppose deux pays soumis au Code civil français, comme la France et la Belgique, il arrive que, en vertu de

l'article 10, alinéa 1er, les jeunes gens sont compris sur les listes de recrutement de leur pays d'origine (1) avant d'avoir pu exercer le droit que leur confère l'article 9, de sorte qu'ils sont soldats ou insoumis au moment où ils pourraient faire la déclaration prescrite. Soldats, ils seront obligés de rester sous les drapeaux ; insoumis, ils seront passibles des peines portées contre ceux qui se dérobent à leurs obligations militaires. Le projet de convention franco-belge du 5 juillet 1879, pour éviter cet inconvénient, reculait jusqu'à l'âge de 22 ans l'époque à laquelle ces jeunes gens devront être compris sur les tableaux de recensement.

§ II

Enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né. (Lois des 7-12 février 1851 et du 16 décembre 1874.)

L'article 9 du Code civil avait l'avantage de tenir compte de l'attachement que les enfants nés en France de parents étrangers pouvaient éprouver pour le sol natal et du droit que chacun doit avoir de choisir sa patrie. Mais il laissait subsister ce grave inconvénient qui résulte de la situation des gens qui, fixés à perpétuelle demeure sur le territoire d'un État, ayant d'ailleurs rompu tout lien avec l'État dont ils étaient originaires, peut-être par le fait même de cet établissement, se gardent bien, ainsi que leurs descendants, de profiter des moyens mis à leur disposition pour acquérir, dans le pays qu'ils habitent ou dans celui où ils sont nés, la qualité de national, dont ils redoutent les charges plus qu'ils n'en désirent les avantages. En 1851, il y avait, dans le département du Nord, 77,000 individus, nés en France de parents étrangers, qui n'avaient pas réclamé le bénéfice de l'article 9,

(1) C'est-à-dire des pays de leurs parents.

aimant mieux se faire considérer comme étrangers. La plupart d'entre eux, vu la position géographique du Nord, étaient probablement des Belges, dont les parents avaient ordinairement perdu leur qualité selon l'article 17, 3°, par l'établissement sans esprit de retour et devaient se trouver dans la position d'individus sans patrie, que les Allemands ont appelée *Heimathlosat* (*heimathlosen*, sans domicile), et à laquelle Proud'hon voulait remédier au moyen de l'*Incolat* (1).

Deux tentatives furent faites dans un but semblable : la première, en 1831, sous forme d'amendement au projet de loi militaire, tendait à faire adopter le principe suivant, « que tout individu né en France de parents étrangers y domiciliés depuis plus de vingt ans, est Français de plein droit et astreint au service militaire, à moins de déclarer renoncer, dans le mois suivant, au bénéfice de l'article 9, déclaration interdite à celui dont le père, l'ayant faite, serait resté en France. » Cette disposition, qui aurait présenté quelque analogie avec celle des Codes italien et hollandais qui régit les individus en situation semblable, aurait eu, semble-t-il, d'assez bons résultats et n'aurait pas froissé la liberté individuelle, en laissant aux individus le droit de se soustraire à l'attribution de la nationalité française. Tout au plus pourrait-on critiquer, à cet égard, la disposition finale supprimant cette faculté en présence d'un établissement continu, et nécessaire d'ailleurs pour sanctionner l'obligation où l'on voulait placer les individus en question de choisir une nationalité effective. En 1849, lors de la discussion de la loi sur la naturalisation, plusieurs solutions de la difficulté furent encore proposées. Les uns voulaient soumettre à des conditions plus difficiles la naturalisation de ceux qui n'auraient pas réclamé la qualité de Français selon l'article 9 : mais on conçoit le peu d'efficacité d'une telle mesure à l'égard de gens qui ne veulent d'aucune nationalité ; elle aurait atteint toutefois ceux que le seul désir d'échapper au

(1) *De l'État des personnes,* I, p. 390 et ss.

service militaire empêche de se prévaloir de l'article 9, mais qui seraient bien aises, plus tard, de devenir Français. On demandait, en outre, qu'ils fussent soumis au service militaire dans la légion étrangère. Ce moyen, plus efficace peut-être, et qui a encore été proposé récemment, est mauvais en droit : on ne peut obliger les étrangers à servir la France, pas plus qu'on ne leur permet de jouir des droits et des avantages qu'elle réserve à ses nationaux (droits politiques, fonctions publiques, etc.). D'autres voulaient que l'individu qui n'aurait pas déclaré, dans le délai de l'article 9, conserver la qualité d'étranger, fût déclaré Français de plein droit. Un troisième système, plus modéré, consistait à n'appliquer la règle précédente qu'aux enfants des individus dans ce cas. L'étranger, si l'on eût admis l'une de ces deux solutions, conservait le droit de préférer la patrie qu'il tenait de sa filiation ; dans la dernière même, il restait attaché à cette patrie ; et si l'on considérait ses enfants comme Français purement et simplement, c'était par une conséquence assez naturelle de l'établissement prolongé en France. Tous ces amendements furent écartés, non par une raison de fond, mais par suite de cette observation « qu'ils ne rentraient pas dans le cadre d'un projet sur la naturalisation. » C'est du dernier que la loi des 7-12 février 1851 paraît s'être inspirée, en déclarant Français, sauf réclamation, et après deux naissances successives sur le sol français, les enfants d'étrangers. — Article 1er, ainsi conçu : « Est Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration faite, etc. » Il y a à rechercher quelle est l'extension de ce texte, c'est-à-dire à quelles personnes et sous quelles conditions il s'applique, et ensuite sa compréhension, c'est-à-dire l'effet qu'il comporte.

I. 1° Les personnes visées par cet article 1er sont celles qui

se trouvent dans la situation réglée par l'article 9 (1° naissance, 2° en France, 3° de parents étrangers), et de plus, dont les parents sont également nés en France (1). Ce sont, en d'autres termes, les enfants des personnes que régit l'article 9 qui se trouvent eux-mêmes dans la même situation. C'est une catégorie de personnes soustraite à l'application du principe du Code civil. Une autre condition était exigée par le projet primitif : il aurait fallu que le père « résidât » en France, ou « fût décédé y résidant; » cette disposition aurait évité que la nationalité française fût attribuée à un individu par suite de circonstances fortuites qui l'ont fait naître en France. Les inconvénients de « l'*heimathlosat* » ne sont du reste guère à craindre si le père réside encore en pays étranger. La commission écarta ce système pour une raison qui ne paraît pourtant pas très décisive : elle voûlut éviter les difficultés que peut soulever la question de résidence, difficultés qui ne sont pourtant pas insurmontables (2) et paraissent moins à redouter que la dualité de patries.

2° A l'inverse de l'article 9 du Code civil, l'article 1er de la loi de 1851 attribue, sauf réclamation contraire, la qualité de Français à ceux qu'il régit. Comme pour l'option prévue par l'article 9, la capacité du réclamant est évidemment nécessaire; mais la majorité à laquelle on doit se référer est fixée par le texte : c'est celle de la loi française. Cela se conçoit, puisqu'il s'agit d'un individu qui n'a que conditionnellement la qualité d'étranger, est Français sous condition résolutoire, étranger sous condition suspensive (à l'inverse

(1) La Cour de cassation a jugé (Arrêt de la Chambre criminelle, 7 décembre 1883, Gillebert contre Ministère public) que l'individu né en France d'un père né dans les provinces belges incorporées à la France sous la première république et démembrées en 1814, était dans ce cas. (V. *De la condition en France des petits-fils de Belges*, etc..., par M. Eugène Roche, avocat, Dunkerque, 1886.)

(2) M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 178, p. 143; M. Beudant, *Revue critique*, 1856, t. IX, p. 57 et ss.

de celui de l'article 9, raison de plus pour appliquer à celui-ci la majorité étrangère).

De plus, la déclaration doit être faite dans un délai d'un an, sans aucune exception.

Les formalités en elles-mêmes consistent dans une déclaration de la volonté d'être considéré comme étranger. L'article 1er de la loi de 1851 portait qu'elle doit être « faite, soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires accrédités en France par le gouvernement étranger. » Il a été modifié à cet égard par la loi du 16 décembre 1874, qui a remplacé « les agents diplomatiques et consulaires étrangers » par les « agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, » ce qui est beaucoup plus logique, puisque la France ne peut régler que la compétence de ses fonctionnaires et non celle des agents étrangers. Cette formalité empêche que l'individu ne soit investi de deux nationalités; elle laisse subsister la possibilité de n'en avoir aucune. C'est pour remédier à cet état de choses qu'une proposition de loi fut déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale, en 1872, par M. des Rotours, député du Nord (1). Elle était ainsi conçue : « Est déclaré Français et, comme tel, soumis « à la loi du recrutement de l'armée tout individu né en France de parents étrangers, à moins qu'il ne déclare, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, repousser la qualité de Français, et qu'il ne justifie avoir satisfait aux obligations que la loi du recrutement du pays d'origine de la famille lui impose. » Cette proposition, qui ne paraît pas avoir été inspirée par un sentiment de grande bienveillance pour les étrangers, ce qu'expliquent fort bien les circonstances malheureuses à la suite desquelles ces questions d'extranéité et de

(1) *Journal officiel*, n° du 24 décembre 1872; cette proposition suivait de près le vote de la nouvelle loi militaire du 27 juillet; cela et les événements précédents rendaient évidemment à la question un intérêt d'actualité.

service militaire étaient reprises, aurait donné, si elle eût été votée telle quelle, et par suite de sa disposition finale, un rôle assez singulier à la France en attribuant la qualité de Français comme une peine aux réfractaires étrangers. Outre que l'État français n'a pas de droit ni d'intérêt à s'occuper des rapports entre nationaux et États étrangers, son intervention ainsi comprise eût été peu digne. Il faut aussi tenir compte de ce qu'il y a des pays où la loi de recrutement n'existe pas (1) : il aurait fallu que la règle posée restât lettre morte à l'égard des originaires de ces pays. A la suite d'amendements successifs, une rédaction définitive assez différente de celle qui précède fut votée le 16 décembre 1874, sur le rapport de M. Desjardins, professeur à la Faculté de droit de Paris. Ce texte nouveau se contente de modifier l'application de la loi de 1851, tout en en conservant le principe : « Article 1er. L'article 1er de la loi du 12 février 1851 est ainsi modifié. — Est Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration faite, soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, et qu'il ne justifie avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration. — Cette déclaration pourra être faite par procuration spéciale et authentique. » On se borne donc à exiger que l'intéressé rapporte la preuve du fait en considération duquel la nationalité française ne lui sera pas imposée, c'est-à-dire de ce qu'il appartient à un État étranger. Quant à la forme de l'attestation qui est l'instrument de cette preuve, ou à la compétence des

(1) M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, nos 184 et ss., pp. 147 et ss.; p. 148, note 2; Cp. M. Weiss, *Traité élémentaire de Droit international privé*, p. 60.

autorités qui la délivrent, il n'appartenait pas à la loi française de les régler : c'est affaire de souveraineté territoriale (*locus regit actum*) (1). Lorsque ce certificat émane des autorités anglaises, il revêt la forme suivante (la même d'ailleurs que pour l'exception d'extranéité pour les individus nés en France et n'ayant pas opté pour la nationalité française) :

« Je certifie par les présentes que L.... m'a prouvé :

» 1° Que sa nationalité d'origine est celle de sujet britannique, M..., son grand-père, étant né sujet britannique ;

» 2° Que ledit L... conserve encore sa nationalité.

» Signé : A. B., l'un des principaux secrétaires d'État de Sa Majesté Britannique, ministère de l'intérieur (2). »

Hors ces cas, l'application de la loi de 1874 est difficile ; elle a toujours l'inconvénient de donner l'appréciation à une souveraineté étrangère. Il serait utile que des arrangements diplomatiques intervinssent pour trancher ces difficultés.

Le tribunal de Bayonne a eu à statuer, en 1882, sur la qualité d'un Espagnol, Neto, né en France, ainsi que son père. En 1879, il s'était fait rayer des listes du contingent de l'armée, puis, le 13 mai 1880, avait tiré au sort en Espagne. Immatriculé l'année suivante sur les registres du consulat espagnol de Bayonne, il fut de nouveau compris sur les listes de recensement pour le tirage au sort ; il réclama contre cette inscription et obtint gain de cause devant le tribunal (3). C'était l'application pure et simple de la convention franco-espagnole du 7 janvier 1862, portant : « Les Français nés en Espagne peuvent s'y exempter du service militaire en produisant un certificat attestant qu'ils ont tiré au sort en France ;

(1) *Journal du Droit international privé*, 1876, p. 236.

(2) V. dans le *Journal des Débats* du 14 janvier 1875, les instructions adressées par le gouvernement bernois à ses agents ; cp. circulaires du Ministre de la guerre du 13 décembre 1876 et du 26 décembre 1877.

(3) Jugement du 27 décembre 1882, *Journal du Droit international privé*, 1853, p. 56 ; cp. *Revue critique*, 1883, p. 718 (*Observations de M. L. Renault sur le jugement de Bayonne*).

les Espagnols nés en France ne sont pas enrôlés s'ils prouvent qu'ils « ont satisfait au service militaire en Espagne (1). » Neto ne pouvait donc être astreint au service militaire ; mais il était Français, n'ayant pas « produit une attestation en due forme de son gouvernement. » Voilà un résultat au moins bizarre d'une convention destinée à obliger les nationaux des deux pays à fournir le service militaire dans l'un ou dans l'autre, et qui aboutit précisément à permettre à un individu de s'y soustraire en fait dans son pays. Sur quoi se fonder d'ailleurs pour incorporer des Espagnols dans l'armée française ou des Français dans l'armée espagnole? A-t-on pensé à la situation des individus ainsi obligés au service militaire dans une armée étrangère au cas d'une guerre entre deux États liés par une semblable convention ?

II. L'individu visé par la loi de 1851 « est Français, » dit l'article 1er, tant qu'il n'a pas réclamé. Le projet primitif portait « sera Français. » Un amendement, dû à M. Valette, fit remplacer le futur par le présent. On en conclut que ceux qui étaient déjà nés lors de la promulgation de la loi, se trouvaient désormais placés sous l'empire de celle-ci et non plus sous celui de l'article 9, pourvu, bien entendu, que la qualité d'étranger ne leur fût pas définitivement confirmée par l'omission des déclarations (2). Cela est mieux en harmonie aussi avec l'effet de la loi de 1851, qui présume chez l'individu la qualité de Français et règle sa situation, en conséquence, jusqu'à manifestation d'une volonté dans les formes prescrites. Peut-être aurait-on pu voir aussi, dans ces expressions « est Français, » une conséquence de la pensée que cette attribution de la qualité produit son effet malgré la réclamation contraire et jusqu'à celle-ci, car elle semble fixer

(1) Cette disposition n'a pas été modifiée par le traité de commerce conclu le 6 février 1882 entre les mêmes parties contractantes. (D. P., 1883, IV, 54.)

(2) Cp. Douai, 18 décembre 1854, Dev., 1855, II, 263; M. Demolombe, t. I, nº 165 *quater*, p. 194.

l'état de l'intéressé jusqu'à ce moment, à la différence de l'article 9, qui laisse cette période dans le vague. Cependant, la rétroactivité de la réclamation effaçant cette nationalité, d'abord imprimée à l'individu, est plus généralement admise en ce qui concerne la loi de 1851 : elle est, d'ailleurs, aussi logique en ce cas et paraît imposée par la conception du législateur. « Il a paru, » dit M. Benoît Champy devant l'Assemblée nationale, « que la plus sérieuse des garanties consistait à laisser à l'étranger, que la nationalité française va saisir, le droit de décliner cette nationalité et de revendiquer celle qu'il tient de ses ancêtres... l'étranger pourra toujours conserver sa nationalité. » Il est donc virtuellement investi des deux, et son choix doit lui en enlever complètement une. Il est d'ailleurs à remarquer que le principe dominant dans la législation française est celui de la filiation (1); que, par suite, la loi de 1851, permettant à l'étranger de réclamer l'application de ce principe, doit être entendue d'une manière plus large, ou au moins aussi large que l'article 9, qui autorise au contraire la réclamation du principe territorial, lequel n'est généralement pas décisif. Ainsi que l'expriment les paroles de M. Benoît Champy, on ne voulait pas faire des Français malgré eux, c'est pourquoi l'on avait introduit la disposition relative à la faculté d'option, qui n'existait pas dans le projet. Si l'on n'admettait pas la rétroactivité, on serait au contraire dans la nécessité de faire conserver pendant sa minorité à l'individu une nationalité dont il ne veut pas, et alors que déjà il en aurait une autre. Or, ce conflit positif est plus grave que le conflit négatif qui pourrait résulter de l'article 9 du Code civil si on repoussait la rétroactivité dans le cas de celui-ci : il n'y a pas aussi grand inconvénient à ce qu'un mineur soit sans patrie, puisqu'il n'a généralement ni les

(1) Cela n'est pas certain pour les étrangers. Cp. M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 179, pp. 143 et s.; Demante, II, 290; Cogordan, *Nationalité au point de vue des Rapports internationaux*, p. 92.

droits ni les charges du citoyen. Ce qui explique que cet effet rétroactif soit plus facilement admis dans le cas de la loi de 1851.

La situation de ces individus, Français tant que la condition est en suspens, mais à qui l'avènement ou plutôt l'accomplissement de cette condition peut rétroactivement enlever cette nationalité, donne lieu à une difficulté sérieuse relative à leur inscription sur les listes du recrutement. Ces individus, peut-on dire, étant Français momentanément au moins et pouvant l'être définitivement, jouissent des avantages que comporte cette qualité; ils doivent aussi, dans la même mesure, en supporter les charges (1). Mais que faire alors si la condition, venant à être remplie, fait considérer comme un étranger né l'individu incorporé en vertu de la nationalité française qu'il est désormais censé n'avoir jamais eue? Tout au plus pourra-t-on le libérer; mais cela n'empêcherait pas qu'il n'ait effectivement servi plus ou moins longtemps, tout au moins subi une loi qui n'est pas faite pour lui. De là, une seconde opinion (2), qui n'admettait pas qu'il pût prendre part au tirage au sort avec les jeunes gens de son âge et s'appuyait, en outre, sur ces paroles de M. Benoît Champy : « La commission a voulu laisser à la loi spéciale sur le recrutement le soin de régler l'appel et le tirage au sort des étrangers devenus Français faute d'une déclaration d'extranéité. » — « Mais, fait observer M. Daniel de Folleville (3), cette considération n'était point décisive; car qualifier d'étrangers devenus Français, faute d'une déclaration « d'extranéité, » les individus dont s'occupe l'article 1er de la loi

(1) Demangeat, *Droit international privé*, t. I, p. 96, note *a*; Valette, *Explic. somm. du Code civ*, p. 14; Douai, 18 décembre 1854; Dev., 1855, II, 263. Cp. M. Demolombe, I, 194 (*Code civil*).

(2) MM. Aubry et Rau, t. I, p. 215; Demante, II, *Appendice*, nº 315 *bis*, III, p. 380.

(3) *Traité de la naturalisation*, nº 183, p. 147; cp. M. Demolombe, t. I, nº 165 *ter*, p. 194.

de 1851, c'était perdre de vue le principe même de cette loi, qui en fait des Français de naissance. » L'article 9, alinéa 2, de la loi des 27 juillet-17 août 1872, sur le recrutement, a tranché la question dans le sens du second système, en décidant que « les individus déclarés Français en vertu de l'article 1er de la loi du 7 février 1851 concourent également, dans le canton où ils sont domiciliés, au tirage qui suit l'année de leur majorité, s'ils n'ont pas réclamé la qualité d'étranger conformément à ladite loi. » L'alinéa 3, qui semble procéder d'une idée de rétroactivité, leur applique, en outre, la même règle qu'à ceux de l'article 9, quant à la date d'où commence à courir la durée de leur service, c'est-à-dire que c'est avec la classe à laquelle appartiennent les autres Français du même âge qu'il les fait marcher.

Il semblerait que, ne pouvant être astreints au service militaire tant que la nationalité française ne leur appartient pas d'une manière définitive, ils doivent se trouver aussi dans l'impossibilité d'entrer volontairement dans l'armée, soit en s'engageant, soit en se faisant admettre à l'une des écoles destinées à préparer les Français à la carrière militaire ou à d'autres fonctions publiques. Il était cependant à désirer de ne pas entraver la carrière de ceux qui se proposaient de conserver la nationalité française, au risque de les déterminer à y renoncer et à aller porter à l'étranger les fruits de l'instruction reçue en France. L'article 2 de la loi de 1874 a mis fin à cette situation. « Les jeunes gens auxquels s'applique l'article précédent, » y est-il dit, « peuvent, soit s'engager volontairement dans les armées de terre et de mer, soit contracter l'engagement conditionnel d'un an conformément à la loi du 27 juillet 1872, titre IV, 3e section, soit entrer dans les écoles du gouvernement à l'âge fixé par les lois et règlements, en déclarant qu'ils renoncent à réclamer la qualité d'étranger dans l'année qui suivra leur majorité. Cette déclaration ne peut être faite qu'avec le consentement exprès et spécial du

père, ou à défaut de père, de la mère, ou à défaut de père et de mère, qu'avec l'autorisation spéciale du conseil de famille. Elle ne doit être reçue qu'après les examens d'admission, et s'ils sont favorables. » En permettant à ces jeunes gens de consolider sur leur tête la qualité de Français par une renonciation au droit qu'ils avaient d'opposer leur extranéité, on a supprimé la raison d'être des différences que l'incertitude de la position mettait entre eux et les autres Français. Seulement, cette renonciation constitue une dérogation au droit commun en ce qu'un mineur ne peut ordinairement se dépouiller d'un droit. On la justifie en disant que ce n'est pas à proprement parler une modification dans l'état et les droits : « Il ne s'agit pas, » disait M. Albert Desjardins dans son rapport à l'Assemblée nationale, « de faire acquérir la qualité de Français à des mineurs qui ne l'ont pas, il s'agit de la consolider chez des mineurs qui sont présumés l'avoir. C'est une sérieuse et forte présomption que pose la loi française. Il est naturel qu'elle accueille une manifestation qui la confirme.... » Cette confirmation n'en enlève pas moins au mineur le droit de se prévaloir de sa nationalité étrangère, ce qui « constitue une innovation considérable ; car il est de principe dans notre droit que les majeurs seuls peuvent faire librement choix d'une nationalité (1). » Du caractère dérogatoire de cette disposition résulte qu'elle ne pourrait être étendue hors des cas expressément prévus ; par exemple, l'inscription sur les listes du contingent ne pourrait être obtenue au moyen d'une telle déclaration. De même, quant à la formalité de l'habilitation spéciale à l'hypothèse : elle ne pourrait être employée pour d'autres actes, ni suppléée selon les règles ordinaires de la tutelle. L'expression « à défaut de père » semble indiquer que ce n'est que si le père n'existe pas que le consentement de la mère est suffisant, c'est-à-dire si le père est décédé ou inconnu. Cependant, on pourrait aussi l'entendre dans le sens de « à défaut de père en état de con-

(1) M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n° 188, p. 151.

sentir. » La même observation s'applique aux mots suivants « à défaut de père et de mère. »

L'individu qui a réclamé la qualité d'étranger selon la loi de 1851, se trouve encore placé dans les termes de l'article 9 du Code civil. On s'est demandé si la réclamation faite en vertu de la loi de 1851 mettait obstacle à celle qui est permise par cet article 9. Un jugement du 18 mai 1872, rendu par le tribunal civil de Lille (1), a admis la négative, se fondant sur deux arguments : en premier lieu, la loi de 1851 a soustrait à l'article 9 la catégorie d'individus dont elle s'occupe; en second lieu, au point de vue des motifs de cette loi, l'attachement qu'un individu peut avoir pour la France est bien suspect, lorsqu'après avoir repoussé la nationalité française qui s'offrait à lui sans qu'il eût même besoin de l'accepter, il vient la reprendre par un moyen détourné. Tout porte à croire que ces manœuvres sont l'effet d'un calcul plus ou moins avouable. Mais (2) si l'on se sent peu disposé à admettre parmi les citoyens français un individu qui passe ainsi d'une patrie à une autre (bien qu'il puisse avoir eu pour cela un mobile ou un motif légitime), il est douteux qu'en droit on puisse décider comme l'a fait le tribunal de Lille, précisément à cause de l'esprit de la loi de 1851 : en soustrayant, en effet, à l'application de l'article 9, une partie de ceux que régissait ce texte, elle n'a fait que supprimer les conditions qui leur étaient nécessaires pour acquérir la qualité de Français, afin de diminuer le nombre des gens sans patrie. Or, rien ne dit que l'individu qui revient à la France après lui avoir préféré un autre pays, ne le fait pas parce qu'il s'est aperçu que tout lien entre la patrie de ses parents et lui était rompu. Ne serait-ce pas dépasser le but de la loi en exagérant la portée de sa disposition, et, par conséquent, le manquer, que de repousser cet individu ?

(1) *Jurisprudence de Douai*, 1872, t. XXX, pp. 222-223.

(2) Selon la remarque de M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, pp. 144 et ss., nos 180, 181.

§ III

Enfants de parents inconnus.

Les difficultés que présente la fixation de la nationalité originaire dérivent ordinairement d'une contradiction entre les solutions qui tendent à imposer les deux principes contraires, le droit du sang et le droit du sol, ou les deux filiations, paternelle et maternelle de l'individu. Lorsque ni le père, ni la mère ne sont légalement connus, l'hésitation, au contraire, naît de ce qu'aucune nationalité peut, de prime abord, paraître ne saisir l'enfant.

I. Les cas dans lesquels peut se rencontrer cette ignorance, cette inexistence légale de la filiation, sont assez faciles à concevoir. Il est possible que le droit et le fait soient d'accord à cet égard, et que, par suite du mystère qui a entouré la naissance de l'enfant, etc., l'on ne sache absolument pas quels sont ses parents. C'est souvent ce qui arrive pour les enfants trouvés. Le défaut de reconnaissance peut aussi être cause que l'enfant ne se rattache à ses parents par aucun lien juridique (1). Ce lien ne peut même pas être établi en ce qui concerne les enfants adultérins ou incestueux (sauf les cas très rares, comme le désaveu, par exemple, où leur filiation résulte de faits légalement certains).

La mention du nom du père ou de la mère dans l'acte de naissance ne paraît pas devoir être prise en considération, si elle a été faite sans leur assentiment, d'autant plus qu'elle est irrégulière ; ce n'est pas une reconnaissance.

II. Toute idée de filiation étant nécessairement mise de côté quand il s'agit d'appliquer une nationalité à cet enfant, la question ne semble pas douteuse au premier abord : c'est le sol qui doit décider. Mais, nulle part, le Code n'a admis sans con-

(1) V. Dalloz, v° *Droits civils*, n° 78, *Répertoire*.

dition sa prépondérance. L'article 9 était, avant la loi de 1851, la seule application de ce principe (1). Il a semblé, en conséquence, à plusieurs jurisconsultes français et belges, que l'individu né en France ou en Belgique de parents inconnus tombait sous la règle de cet article 9. Ils se fondent sur ce que, le principe de filiation étant seul admis dans la législation française, cet enfant ne peut tirer d'aucune autre circonstance la nationalité française (ou belge).

« Attendu, » dit un arrêt de la Cour de cassation belge, rendu le 24 juin 1880, toutes Chambres réunies et contrairement aux conclusions de M. l'avocat général Faider, « que la nationalité d'origine a pour source unique la filiation, et que le seul effet de la naissance d'un étranger en France est de lui permettre d'acquérir la qualité de Français par le bienfait de la loi..., etc. »

« Attendu que l'article 9 du Code civil, en accordant ces facilités, loin d'appliquer le principe que tout individu né en France est Français, consacre un droit inconciliable avec ce principe, puisque l'individu né en France est étranger, qu'à sa majorité seulement il est apte à réclamer l'indigénat, qu'il l'acquiert par sa volonté... etc. »

Le même arrêt ajoutait que « les orateurs (sur l'art. 2 du projet du Code) pensaient, il est vrai, à une filiation connue, mais que cela ne suffit pas pour restreindre à cette hypothèse le vote de rejet...» Cette exclusion absolue du principe du sol est également défendue par M. Laurent, qui s'exprime ainsi (2) : « La naissance fortuite sur un territoire n'est pas un principe, c'est un fait, et comment un fait qui dépend du hasard attri-

(1) M. Laurent, *Droit civil international*, t. III, p. 189; Richelot, t. I, p 112; Brocher, I, p. 213 ; Cass. belge : jugé que l'enfant naturel d'une mère belge désignée dans l'acte de naissance, mais n'ayant pas reconnu son enfant, était étranger et dans le cas de l'art. 9; *Pas.*, 1880, I, 228, 24 juin 1880 ; 7, 21, 28 février 1881, *Pasicrisie*, 1881, I, pp. 96, 125, 133; 31 mai 1881, ch. r., *Pas.*, 1881, I, p. 292.

(2) *Cours élémentaire de Droit civil*, t. I, nº 17.

buerait-il la nationalité? Celle-ci est donc une question de race, d'origine. » Peut-être pourrait-on dire aussi que la filiation est un fait plutôt qu'un principe.

Le système de la Cour de cassation belge a été critiqué par M. Adolphe Du Bois, avocat de la Cour de Gand (1). « Alors, » dit-il, « l'article 9 serait inapplicable ; le véritable type d'une nation serait les Juifs.... La naissance sur le territoire déciderait, quoi qu'on en dise, de la question de nationalité dans le présent comme dans le passé, n'était que la famille a été considérée comme une unité qu'il ne fallait pas rompre inconsidérément. Là où, le chef de famille étant d'un pays, des circonstances accidentelles ont fait naître l'enfant dans un autre pays, il n'a point paru que l'on pût détacher le fils du père et lui faire une nationalité différente, alors que mineur il lui doit l'obéissance, et n'a ni le droit, ni le plus souvent l'intention, ni le moyen de s'en séparer. Aussi longtemps donc que l'enfant est incapable de volonté, l'unité de la famille l'emporte ; une fois la majorité atteinte et l'individu capable de choix, telle est l'influence reconnue au territoire où il est né que, pour en tenir la nationalité, il lui suffira de le vouloir et de s'y fixer. Et le Code Napoléon consacre au moins implicitement et dans la mesure du possible le même système pour le fils du Français qui naît en pays étranger, puisqu'il suffit que les règles de ce Code aient été adoptées dans la législation de ce pays (comme c'est le cas en Belgique) pour que le fils de Français y ait son option, comme en Belgique le fils d'étranger.... » Il y aurait probablement à faire quelque réserve sur la fin du passage, car rien ne prouve que la loi française reconnaisse un droit d'option au Français né en Belgique, par cela seul que le Code y a été adopté (un conflit est même né de cette situation). (2) Mais il ne paraît pas moins vrai que l'exclusion du principe territorial n'a pas été aussi complète que le prétendent ceux

(1) *Revue du Droit international privé*, 1881 = XII, p. 52, *Jurisprudence belge*.
(2) V. Aff. Carlier (Trib. de Valenciennes), ch. IV, § I, ci-dessous.

qui ne veulent pas l'appliquer aux enfants de parents inconnus.

Aussi le système contraire compte-t-il d'assez nombreux partisans (1). Il est logique, en effet, que le rapport de filiation l'emporte (sauf les cas où est admis le droit d'option); mais ne l'est-il pas aussi que, ce principe prédominant faisant défaut, le principe subsidiaire, celui du sol, soit appelé à décider? Il n'y a même pas à « soustraire ces enfants au principe de filiation, » comme le dit l'auteur de l'article précité; un lien inconnu ne pourrait les saisir. Ce n'est pas seulement par l'attachement au sol natal, assez probable, et le seul que l'on puisse présumer comme base de nationalité chez l'individu qui n'a point de famille, que se justifie cette application de la territorialité, admise d'ailleurs même par des auteurs très attachés au principe de filiation. Une autre raison, décisive pour tout le monde, c'est qu'il y a plutôt lieu de supposer chez les parents que l'on ne connaît pas la nationalité du pays où l'enfant est né que tout autre. Une présomption semblable était établie par l'article 23 du Code sarde : «... Si la mère elle-même n'est pas connue, l'enfant est présumé sujet. » Cela est le fait ordinaire; le nombre des étrangers, dans un État donné, est toujours dans une proportion minime par rapport à celui des nationaux. La plupart des enfants qui naissent dans cet État doivent donc vraisemblablement la vie à des nationaux; cela n'est pas douteux pour les enfants dont les parents sont connus; en admettant même que la proportion

(1) Cours d'appel belges : Bruxelles, Liège, 20 avril, 2 juin 1880, *Pasicrisie*, 1880, II, 220; M. Beudant, *Revue critique*, 1859, t. IX, p. 57; M. Demolombe, I, p. 167; MM. Aubry et Rau, I, p. 232, note 6; M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalis.*, n° 147, p. 113; Cogordan, *Nation. Rapp. internat.*, p. 102; M. Bara, *Droit internat.*, p. 143; *Revue libérale*, novembre 1882, p. 47; cp. Code civ. ital., art. 3 : « Si le père est inconnu, est citoyen l'enfant d'une mère citoyenne.... Quand la mère n'est pas connue, l'enfant né dans le royaume est citoyen.... » Aj. M. Laurent, en législation; loi belge interprétative du 15 août 1881 (*Annuaire de législ. étrang.*, 1882, p. 453); et en France, projet de M. Batbie, art. 8, du Conseil d'État, art. 2.

d'enfants nés de parents étrangers soit un peu plus forte parmi ceux dont la filiation est inconnue, ils ne constitueraient jamais qu'une infime minorité. M. Ad. Du Bois (dans l'article précité) s'étonne avec raison que l'on ait mis trois quarts de siècle pour découvrir la combinaison de textes sur laquelle la Cour de cassation belge fait reposer son système ; il semble impossible d'admettre, remarque cet auteur, que le législateur ait voulu retrancher ainsi du nombre des Français un million d'enfants naturels, surtout à une époque où l'on avait tant besoin de soldats , car « le cas le plus ordinaire, après la paternité ou la maternité légitimes, c'est la paternité ou la maternité naturelle inconnues. Au commencement de ce siècle, il y avait vingt-cinq mille expositions et soixante-dix mille naissances illégitimes (d'après les rapports de M. de Vatteville sur le service des enfants abandonnés et trouvés); ce serait un singulier système que de donner à ces enfants l'option entre la France et rien du tout. » Le même M. Du Bois ajoute que « vu la grande étendue de la France, vu le grand nombre des naissances illégitimes » (qui ne paraît pas être proportionnellement plus considérable, quoi que paraisse penser l'avocat de Gand, que le nombre des mêmes naissances en Belgique) « qui ont lieu aussi bien dans les départements de l'intérieur que dans ceux des frontières, la proportion des naissances illégitimes que l'on pouvait attribuer aux étrangers au commencement du siècle était de « une sur mille au plus. » Quoi qu'il en soit d'ailleurs de ce chiffre, quoique le nombre des étrangers qui se trouvent en France soit plus considérable, proportionnellement, que celui des étrangers qui se trouvent dans les autres États, surtout dans le département de la Seine et dans les départements frontières, quoique enfin le nombre des naissances illégitimes soit peut-être plus grand dans les parties de la France où les étrangers sont en plus grande quantité, la filiation française n'en reste pas moins la plus probable pour les individus nés en France; les statistiques

pourraient d'ailleurs servir à établir la vérité de cette proposition par la comparaison du nombre, de l'âge, des étrangers et des Français qui habitent la France, des conditions dans lesquelles ils vivent. Cela n'empêche pas cette présomption d'être une application du *Jus soli*, en tant que sa base est précisément cette circonstance que l'individu est né en France.

Deux textes de la législation française confirment cette solution. C'est d'abord le décret de la Convention nationale rendu le 14 juillet 1793, déclarant les enfants trouvés « enfants naturels de patrie. » Mais il est facile d'objecter que, à cette époque, même les enfants de parents étrangers étaient Français par le seul fait de la naissance en France. On pourrait répondre que si cette règle a été abrogée par l'article 9, et non sans discussion, pour le cas où les parents sont étrangers et uniquement pour ne pas imposer à l'enfant une patrie différente de celle de sa famille, ni le texte, ni la raison de la loi n'impliquent que l'ancien principe ait été mis de côté lorsque l'enfant n'a pas de filiation légale. Un autre texte, datant d'une époque postérieure au Code, le décret impérial du 19 juillet 1811, appelle au service militaire les enfants trouvés en France : il semble confirmer le principe qui résulte de l'autre décret, et qui se trouve ainsi maintenu. Ces deux décrets statuent sur les enfants « trouvés » en France, qu'ils traitent comme Français de plein droit ; la même solution s'impose évidemment avec plus de force pour ceux qui sont « nés » sur le territoire, circonstance que le fait d'y avoir été trouvé rend probable, sans la prouver absolument.

APPENDICE

Proposition de loi soumise aux Chambres.

Les règles posées par le Code civil et les lois ultérieures en matière de nationalité vont probablement être modifiées par une loi actuellement pendante devant les Chambres, et issue d'une proposition présentée en 1882 par M. Batbie sur le bureau du Sénat et fusionnée avec un projet du Conseil d'État, chargé d'examiner les deux. En ce qui concerne la nationalité d'origine, les auteurs de la proposition visent un triple but, d'après les paroles de M. le commissaire du gouvernement, Camille Sée, à la séance du 13 novembre 1886 : rétablir l'unité dans la législation française, et, tout en facilitant l'acquisition de la nationalité française, empêcher qu'elle ne soit obtenue contre le gré des pouvoirs publics; enfin, remédier aux inconvénients de l'article 9 et de la loi de 1851.

Les textes suivants, destinés à prendre place dans le Code civil, ont été votés en première délibération par le Sénat (1) :

« Article 8. Tout Français jouira des droits civils. — Sont Français :

» 1° Tout individu né d'un Français, en France ou à l'étranger ;

» 2° L'enfant naturel, dont la filiation est établie pendant la minorité par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité du père ou celle de la mère, si la filiation n'est pas établie à l'égard du père » (renvoyé à la commission après objection de

(1) V. *Journal officiel*, nos 156 et 401, session ordinaire 1882; 65, sess. 1884; 19, sess. extraord. 1886; *Débats parlementaires*, Sénat, 15 novembre 1886, p. 1195.

M. Clément, fondée sur l'effet de la reconnaissance du père survenant après un certain laps de temps) ;

» 2° Tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ;

» 3° Tout enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins qu'il n'ait, à sa majorité, décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents aux conditions et selon les formes qui seront établies par les lois et les règlements ;

» 4° Les étrangers qui, ayant atteint l'âge de vingt et un ans accomplis, ont, après trois ans de domicile autorisé ou dix ans de résidence non interrompue en France, obtenu la naturalisation par décret ; est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français ;

» 5° L'enfant mineur d'un père ou d'une mère survivants qui se sont fait naturaliser Français, à moins qu'une disposition formelle du décret limite aux parents les effets de la naturalisation.

» Article 9. Tout individu né en France de parents étrangers pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, obtenir la naturalisation sans condition de stage, mais en faisant la soumission, dans le cas où il résiderait en pays étranger, de fixer son domicile en France, en l'y fixant réellement dans l'année à compter de l'acte de soumission. S'il est mineur, il ne pourra être naturalisé que sur la demande de son père, de sa mère ou de son tuteur, et aux conditions qui sont exigées par son statut personnel pour le consentement au mariage du mineur (1). — Le bénéfice de cette disposition pourra être accordé à l'étranger né en France, quel que soit son âge, s'il a servi dans les armées de terre ou de mer, et à celui qui a satisfait à la loi du recrutement sans exciper de son extranéité.

(1) Il est à craindre que cette capacité spéciale ne soit pas reconnue par le pays d'origine.

» Article 10. Tout enfant né en France ou à l'étranger qui a perdu cette qualité pourra la recouvrer à tout âge et aux conditions de l'article 9 (1). »

De plus, l'article 9 sera désormais visé par l'article 20 ; et la naturalisation obtenue en vertu des articles 9 et 10 conférera le droit de siéger dans les assemblées politiques immédiatement, à la différence des autres naturalisations, qui ne donneront ce droit qu'au bout de dix ans ou d'un an, au cas de loi spéciale.

Ces nouvelles dispositions présentent un avantage incontestable au point de vue de la clarté et de la méthode en prononçant sur une série d'hypothèses que les lois antérieures n'avaient pas prévues et dont la solution était douteuse. Les innovations consacrées en matière de filiation ne sont d'ailleurs pas très considérables ; on peut regretter que la disposition de l'article 10 nouveau ne soit pas applicable toutes les fois que l'un des auteurs est Français en vertu d'une cause quelconque.

L'observation que le numéro 2 constituait une amélioration sur l'état de droit actuel, lequel permet à la reconnaissance survenant à n'importe quelle époque de changer la nationalité de l'enfant, a fait adopter cette disposition d'abord réservée. On peut signaler l'absence d'une règle relative à l'époque où doit être envisagée la qualité des parents.

En ce qui concerne l'application du principe du sol, elle a été restreinte au cas prévu par les lois de 1851 et de 1874 ; encore (déclaration de M. le commissaire du gouvernement) n'a-t-on conservé cette règle qu'à cause de l'augmentation croissante du vagabondage international (le nombre des étrangers sans patrie déterminée établis dans le Nord s'est élevé de 77,000 à 133,000 de 1851 à 1876, ce qui tendrait à prouver l'inefficacité de la loi en question). Quant à l'option de l'article 9, selon l'avis du Conseil d'État, on a jugé qu'il valait mieux la supprimer, à cause, non seulement des difficultés

(1) Adoptés en première lecture à la séance du 15 novembre.

théoriques, mais encore et surtout des difficultés pratiques qu'elle présente et dont M. le commissaire du gouvernement a donné des exemples : des irrégularités et des nullités résultent de l'ignorance et de la négligence des intéressés et quelquefois des maires, compétents pour recevoir les déclarations ; la réclamation de la qualité de Français n'est connue que du maire et de la partie intéressée ; il n'existe aucune certitude que l'individu n'a pas une autre nationalité ; enfin, l'article est souvent impraticable, soit en France, soit en Belgique, l'individu né dans ces pays étant soldat dans celui de ses parents au moment fixé pour l'option. Ces inconvénients auraient peut-être été évités par une réforme moins radicale, ainsi que l'ont objecté quelques membres du Sénat ; mais la diminution de l'influence du sol est la tendance assez justifiée des législations modernes.

Enfin, le projet fixe expressément la condition des enfants nés en France de parents sans nationalité ou inconnus, et, naturellement, la règle d'après le lieu de naissance.

CHAPITRE III

Législations étrangères.

La connaissance des législations qui régissent les divers États modernes présente une double utilité : indispensable pour concevoir les conséquences qui peuvent résulter de l'application de ces lois diverses au cas où des rapports juridiques s'établissent soit entre États, soit entre individus et États étrangers, et, par suite, pour rechercher celles qui peuvent conduire à

régler d'une manière satisfaisante ces situations qui, indépendamment des difficultés proprement dites, empruntent un caractère tout spécial de délicatesse à la possibilité d'émouvoir les susceptibilités de l'orgueil national ou à la rencontre de deux ou de plusieurs souverainetés qui ne doivent pas empiéter l'une sur l'autre, cette étude offre ensuite un avantage, comparable à celui que présentent l'examen et la comparaison des législations mortes, celui de fournir des exemples des diverses théories juridiques admises, selon l'état de civilisation, les mœurs, les traditions, l'origine des divers peuples ; à cela s'ajoute l'intérêt qui s'attache à ce qui est actuellement vivant, quoique séparé de nous dans l'espace.

Au point de vue de la nationalité d'origine, les deux principes, celui du sang et celui du sol, qui se sont succédé dans le temps, se partagent les diverses contrées du monde civilisé, reconnus tantôt d'une manière absolue et exclusive, tantôt se combinant de manières diverses. Les divers États du globe peuvent, à ce point de vue, être répartis en trois classes, selon que le *Jus soli* ou le *Jus sanguinis*, ou les deux, y sont admis comme causes de nationalité.

SECTION I

Principe du sol.

Le principe territorial, que la féodalité avait rendu prédominant, voit diminuer le champ de son application, à mesure que les progrès des sciences morales et politiques tendent à faire disparaître les conséquences d'un état de choses détruit, que les rapports tout différents établis entre les hommes ou entre les États ne permettent plus de conserver. Ce principe aurait même peut-être cessé de régir à l'exclusion de l'autre tous les États du monde, si des circonstances spéciales ne

l'avaient maintenu dans l'Amérique du Sud, où la population blanche s'est formée à l'origine par l'émigration, et où les immigrations d'Européens sont une des principales sources d'accroissement et de force des États en même temps qu'un élément de résistance contre les « hommes de couleur, » généralement tenus dans une situation très inférieure ; de sorte que la race n'est pas sans effet sur les droits, puisque, s'il suffit à un étranger d'être né sur le sol pour être citoyen, l'homme de couleur peut y vivre depuis cinq ou six générations sans arriver aux mêmes droits.

§ I

Bolivie.

La Bolivie est régie par la constitution du 15 février 1878, qui paraîtrait très récente si les changements de gouvernement et de législation n'étaient aussi fréquents dans ces pays. La nationalité est réglementée par l'article 31, d'après la teneur duquel sont Boliviens : 1° les enfants nés en Bolivie ; 2° les enfants qui seraient nés à l'étranger de père et mère boliviens, à condition que la résidence de leurs parents eût pour cause le service de la république, ou l'émigration pour raisons politiques (même dans les cas où la loi exige la naissance sur le territoire) ; 3° les enfants nés à l'étranger de parents boliviens, mais établis en Bolivie : application timide du *Jus sanguinis* aux enfants de nationaux.

§ II

Chili.

Les règles en matière de nationalité sont posées par l'article 6 de la constitution du 25 mai 1833, chapitre 4, qui

attribue la qualité de Chilien : 1° aux individus nés en territoire chilien ; 2° aux enfants nés en pays étranger de Chiliens et domiciliés au Chili *(avexendar-se en Chile)* ou dont le père résidait à l'étranger pour le service de la république chilienne. Le tribunal de Valparaiso, par un jugement du 21 mars 1856, a appliqué à une Française l'effet de la naissance sur le territoire chilien (1) : « Considérant que par le seul fait d'être née sur le territoire du Chili, Adèle P.... doit être considérée comme Chilienne suivant la constitution de l'État.... »

§ III

États-Unis de Colombie.

L'article 17, § 10, de la constitution du 8 mai 1863 classe la nationalité parmi les matières qui sont de la compétence des lois fédérales ; il déclare Colombiens, indépendamment des naturalisés : 1° les individus nés ou à naître au territoire colombien, même les fils de père étranger non domicilié *(transeuntes)*, mais à condition d'établir leur domicile dans le pays ; 2° les fils de père ou mère colombiens, nés soit en Colombie, soit ailleurs, mais, en ce dernier cas, à condition d'établir leur domicile ; 3° les individus nés dans les républiques hispano-américaines, à condition de fixer leur domicile sur le territoire colombien et de faire une déclaration devant l'autorité compétente. La condition de domicile est ainsi exigée en tous cas ; cela ne manque pas d'une certaine logique en ce que l'établissement, joint à l'une des autres circonstances nécessaires, est une véritable cause d'attachement. Ces dispositions, ainsi que plusieurs de celles qui se trouvent dans les constitutions américaines, peuvent être rapprochées de celles de la constitution française de 1791 et de quelques-unes des lois constitutionnelles qui lui ont succédé.

(1) Ce renseignement est dû au *Traité de la naturalisation* de M. Daniel de Folleville, n° 980, p. 647.

§ IV

Équateur.

L'article 4 de la constitution du 11 août 1869 établit deux classes distinctes d'Équatoriens : ceux qui le sont par droit de naissance, ceux qui le sont par naturalisation.

Les premiers sont : 1° les individus nés sur le territoire équatorien ; 2° les enfants nés de père ou de mère équatoriens sur un territoire étranger, à condition de venir résider sur le territoire de la république.

§ V

Paraguay.

Les règles relatives à la qualité de citoyen du Paraguay se trouvent dans la constitution votée en 1870 par une Convention nationale qui succédait au gouvernement provisoire établi par plébiscite au mois d'août 1869, par suite de la guerre contre Lopez. La constitution nouvelle, ou plutôt la première du Paraguay, a été promulguée le 24 novembre 1870. Son article 35 détermine les personnes auxquelles appartient la qualité de citoyen paraguayen :

1° Celles qui sont nées sur le territoire paraguayen ; 2° les enfants de père ou de mère paraguayens, à condition de résider dans ce pays ; 3° les enfants des citoyens paraguayens nés dans un pays étranger où leur père était au service de la république, même si les lois exigent la naissance sur le territoire de celle-ci.

§ VI

Pérou.

La constitution actuellement en vigueur au Pérou date du 13 novembre 1860. Elle distingue deux classes de Péruviens, selon que leur qualité résulte de la naissance ou de la naturalisation (art. 33). La première classe comprend : 1° les individus nés sur le territoire péruvien ; 2° ceux qui sont nés en pays étranger de père péruvien ou de mère péruvienne et dont les noms seraient inscrits sur le registre civique, soit pendant leur minorité et sur la demande de leur père, soit à leur majorité, ou après émancipation, sur leur demande ; 3° les naturels de l'Amérique espagnole et les Espagnols qui se trouvaient au Pérou lors de la proclamation et du serment d'indépendance et y sont restés depuis (art. 34). On a agité la question de savoir quelle sera la condition des enfants nés au Pérou de parents étrangers (ou de père inconnu légalement et de mère péruvienne). (1) On a émis l'opinion qu'ils étaient seulement réputés étrangers, à cause du principe qui rattache l'enfant à ses parents (M. Pacheco). « Nous préférons, » dit M. Pradier-Fodéré, « l'opinion émise par M. Cypriano Zegara, qui déclare ces enfants *Péruviens de fait*. Il y a, en effet, un texte de la constitution qui est formel, l'article 34, n° 1. Cette disposition est très précise ; elle n'admet aucune distinction relative à la nationalité des père et mère ; ces enfants sont nés au Pérou, cela suffit. »

§ VII

Vénézuéla.

Sous l'empire de la constitution du 28 mars 1864, sont

(1) V. *Journal du Droit international privé*, 1878, p. 317, *des Étrangers nés au Pérou*, par M. Pradier-Fodéré.

Vénézuéliens : 1° tous les individus nés au Vénézuéla, quelle que soit la nationalité de leurs parents ; 2° les enfants de père et mère vénézuéliens nés sur un autre territoire, sous deux conditions : établir leur domicile au Vénézuéla, déclarer l'intention d'être Vénézuéliens ; 3° les individus nés dans les républiques hispano-américaines, ou aux Antilles, sous les deux mêmes conditions. Telles sont les dispositions de l'article 6 de la constitution ; on conçoit que leur combinaison avec celle de l'article 7, qui établit que la qualité de Vénézuélien est indélébile, doit être une source de conflits avec les autres pays. Cette législation a, d'autre part, le mérite de sanctionner assez largement le choix de la patrie pour ceux chez qui se rencontrent deux causes de nationalité et qui ne sont pas nés sur le territoire vénézuélien.

§ VIII

Uruguay.

La constitution de la république orientale de l'Uruguay, du 10 septembre 1829, promulguée en juillet 1830, divise, dans son article 6, les citoyens en deux catégories : les citoyens « naturels » et les citoyens « légaux. » Cette division correspond à peu près à celle qui est plus généralement connue et qui distingue la nationalité « originaire » de la nationalité « acquise. » L'article 7 déclare citoyens naturels tous les individus libres nés sur le territoire de la république. Quant aux citoyens légaux, ils paraissent tenir leur droit plutôt d'une sorte de naturalisation que de leur origine ; les diverses circonstances qui confèrent ce droit sont énumérées dans l'article 8 ; plusieurs d'entre elles peuvent être comparées aux faits qui, sous l'empire de la constitution du 24 juin 1793, donnaient les droits de citoyens français.

§ IX

République Argentine (1).

La constitution du 25 septembre 1860, défendant aux provinces de légiférer sur la naturalisation et la qualité de citoyen (art. 108), autorisait le Congrès à voter une loi sur la nationalité et la citoyenneté, en respectant le principe de la citoyenneté naturelle ou d'origine (art. 67, § 11). En exécution de ces dispositions, a été promulguée la loi fédérale du 1er octobre 1869. L'article 1er détermine les personnes qui ont, de par leur naissance, la qualité d'Argentin : 1° toutes celles qui sont nées sur le territoire de la république Argentine, quels que soient leurs parents, excepté les enfants des ambassadeurs, ou plutôt, des ministres étrangers et des membres de leur légation, résidant sur le territoire argentin ; 2° les enfants d'Argentins nés à l'étranger, à condition d'opter pour la nationalité argentine ; 3° ceux qui sont nés dans les légations ou à bord des navires de guerre de la république Argentine ; 4° ceux qui sont nés dans les républiques formant les Provinces-Unies du Rio-de-la-Plata avant l'émancipation de ces républiques, à condition qu'ils résident sur le territoire national et déclarent l'intention d'être Argentins ; 5° ceux qui sont nés sur les navires argentins dans les eaux neutres.

§ X

État libre d'Orange.

L'indépendance de l'État libre d'Orange a été reconnue le 23 février 1854 ; sa constitution date du 8 mai 1879. L'article 1er est ainsi conçu : « Sont citoyens de l'État libre

(1) V. Cogordan, *Nationalité*, etc..., p. 438.

d'Orange : 1° les personnes blanches nées sur le territoire de l'État de parents habitant le territoire.... » La condition de résidence des parents évite que l'imposition de la nationalité ne soit due au hasard. L'exclusion des gens de couleur est la conséquence du vieux préjugé des colons américains et du régime primitif des possessions espagnoles et portugaises.

§ XI

Costa-Rica. — Guatémala.

En vertu d'une loi du 20 juillet 1861, sont Costa-Ricains tous les individus nés en ce pays, même s'ils sont fils d'étrangers ; mais, en ce dernier cas, ils ont le droit d'opter pour la nationalité de leurs parents (1).

Le même principe est admis par la république de Guatémala ; pour être citoyen, il faut, de plus, avoir une profession ou une propriété ; les fils d'étrangers se dépouillent de la nationalité guatémalienne en se retirant dans un autre pays.

§ XII

Haïti.

Le Code civil haïtien reconnaissait la nationalité haïtienne aux enfants issus de père ou mère nationaux. A la suite des révolutions qui ont lieu dans cet État, la législation a été modifiée, et le principe territorial a été substitué au principe de filiation ; tous les individus nés à Haïti y ont la nationalité du pays.

A part ces États, qui sont tous d'anciennes colonies, et où, par suite, l'établissement et la résidence ont le plus souvent une importance assez considérable, le principe de territorialité

(1) V. Cogordan, *la Nationalité...*, p. 39.

en matière de nationalité n'est presque plus admis autrement que combiné avec celui de la filiation. Encore, plusieurs des législations des pays hispano-américains le tempèrent-elles à l'égard des enfants de leurs nationaux ; encore, quelques-unes permettent-elles aux enfants des étrangers de se dérober à la nationalité que leur attribue la naissance sur le sol. D'autres imposent des conditions de résidence ou de réclamation de la nationalité, qui permettent à l'individu de choisir la patrie qui lui convient. On peut enfin remarquer une certaine analogie entre quelques-unes de ces constitutions et celles de la Révolution française. Telles, par exemple, la constitution de Bolivie, qui rappelle celle de 1791 ; la disposition de l'article 8 de la constitution de l'Uruguay, déclarant citoyens légaux les étrangers mariés et résidant au Pérou, ou ayant un art ou une industrie, etc., et résidant dans le pays à une certaine époque (lors de la prestation de serment à la constitution), ceux que le pouvoir législatif en jugera dignes, à peu près comme la constitution de 1793 (1); à l'exemple enfin de ce qui se faisait en France à l'époque révolutionnaire, c'est dans la loi constitutionnelle que toutes ces législations ont placé les règles relatives à la nationalité, sauf une ou deux.

SECTION II

Principe de filiation.

Le système antique quant à l'attribution de la nationalité originaire paraît revivre dans certains pays qui s'attachent exclusivement à la filiation. Le caractère plus personnel de lien national est sans doute la cause première de cet état de choses ; peut-être aussi l'influence du Droit romain, très

(1) Cp. San Salvador : pour être citoyen, il faut avoir 21 ans, savoir lire et écrire ou être père de famille, ou avoir des moyens d'existence. Ce n'est plus, à proprement parler, le *Jus soli*.

cultivé dans les pays allemands, qui pratiquent le système du *Jus sanguinis*, n'a-t-elle pas été étrangère à la rénovation de celui-ci ?

§ I

Allemagne.

L'empire allemand étant un état fédératif, il en résulte qu'il y a deux nationalités, qui sont l'une à l'autre comme l'espèce est au genre. Mais tandis que, dans certaines confédérations, l'une est indépendante de l'autre, en ce sens que l'on peut être citoyen fédéral sans l'être dans un état particulier (par exemple, aux États-Unis), dans l'empire allemand, au contraire, ces deux qualités ne vont pas l'une sans l'autre : de même que celui qui a la nationalité d'un État particulier a par là même la nationalité fédérale, de même celui qui n'a pas celle d'un état particulier (*Staat-angehoerigkeit*) ne peut avoir celle de l'état fédéral (*Bundes-angehoerigkeit*). (1). » En raison de la difficulté que présentait l'application de ce principe en présence des différences qui existent entre les législations des divers pays allemands, a été votée la loi fédérale de l'Allemagne du Nord du 1er juin 1870, devenue loi d'empire depuis la constitution impériale du 16 avril 1871 et rangée par celle-ci dans les matières fédérales. Cette réglementation a été appliquée à l'Alsace-Lorraine par une loi du 25 juin 1873.

L'article 1er de la loi du 1er juin 1870 formule la corrélation nécessaire entre les deux nationalités ; l'article 2 détermine les faits qui les attribuent : « Dorénavant, la qualité d'Allemand ne sera acquise que 1° par la filiation, 2° la légitimation.... » L'adoption n'a pas d'effet par elle-même. L'article 3 décide que l'enfant naturel d'Allemande suit la condition de sa mère.

(1) V. *Annuaire de législation étrangère*, 1872, p. 183, trad. et notes de M. Lyon-Caen.

L'article 4, que l'enfant légitimé suit celle de son père. » Ces dispositions ont l'avantage d'éviter les incertitudes qui, dans le silence du Code français, planent sur ces questions. Cette observation, d'ailleurs, n'a pas trait au fond des solutions données, mais à l'utilité qu'il y a d'être fixé sur le système adopté par le législateur.

§ II

Autriche-Hongrie.

L'empire austro-hongrois se compose, à proprement parler, de deux confédérations, l'empire et le royaume, ou la Cisleithanie et la Transleithanie, séparées par la Leitha. Des provinces très nombreuses et des races très diverses, mais où dominent l'élément allemand et l'élément madgyare souvent en lutte, forment par leur réunion ces deux États, réunis eux-mêmes sous un gouvernement (qui comprend une délégation de chacun des deux parlements et un ministère commun). Chacune des deux parties de l'empire a sa législation.

1° *Autriche ou Cisleithanie.*

L'article 28 du Code général autrichien de 1811 pose le même principe que la loi allemande de 1870 : « On acquiert la jouissance complète des droits civils par la nationalité. Et la nationalité autrichienne appartient par le fait de la naissance aux enfants des citoyens autrichiens. » Aux enfants naturels, on applique la maxime *Partus ventrem sequitur*. Cette règle n'est d'ailleurs pas formellement exprimée : elle s'induit par argument d'analogie de l'article 105 du Code qui donne à l'enfant naturel le nom de sa mère, et des articles 11 et 14 de la loi municipale du 17 mars 1849, qui le rattachent à la commune de sa mère. Ce dernier texte surtout semble fournir une raison d'analogie assez probante. La légitimation, si elle

a eu lieu pendant la minorité, imprime à l'enfant de plein droit la qualité de son père.

L'adoption ne produit aucun effet sur la nationalité de l'adopté : l'article 28 garde le silence sur cette question, et les articles 182 et 183 rejettent toute translation de l'état social de l'adoptant à l'adopté.

Les enfants de parents inconnus sont réputés Autrichiens, pourvu qu'ils aient été trouvés sur le sol de l'empire : il y a lieu de supposer que, dans ce cas, leurs parents étaient plutôt d'Autriche que d'un autre pays. C'est la seule conséquence, et encore est-elle indirecte, que la législation autrichienne attache à la naissance sur le territoire (1).

La loi du 21 décembre 1861 sur les droits fondamentaux des citoyens (art. 1er), déclarant qu'il n'y a qu'une seule nationalité en Cisleithanie, consacre les mêmes règles.

2° *Hongrie ou Transleithanie.*

Dans le sens même de cet état, la diversité des races et des nationalités avait causé des conflits, surtout entre Madgyares et les membres des autres nations qui composent le royaume (Slovaques, Ruthènes, Serbes, Slaviens, qui représentent l'élément slave ; Saxons, Francs, Souabes, Allemands, Boyens, l'élément germanique ; enfin, Roumanies, Macedo-Valaques, Juifs, Grecs, Arméniens, Bohémiens ou Tsiganes, Tartares, etc.) (2) ; une loi a été nécessaire pour trancher les difficultés auxquelles cette situation donnait lieu. Au point de vue international proprement dit, une loi commune régit tous ces peuples, groupés vis-à-vis des autres États en un seul corps de nation. C'est celle des 20-24 décembre 1879 (3), qui, dans son article 2, distingue deux modes d'acquisition de la nationalité hongroise à titre originaire : la filiation et la

(1) V. *Journal du Droit international privé*, 1883, p. 362 (M. Beauchet).

(2) V. *Revue du Droit international et de législation comparée*, 1869, XXXII, p. 513.

(3) *Annuaire de législ. étrang.*, 1880, p. 351, trad. de M. Cogordan.

légitimation; celle-ci n'est pour ainsi dire qu'une forme de celle-là, différente par les circonstances et la constatation.

D'après l'article 3, la naissance donne la qualité de Hongrois à tout enfant legitime d'un Hongrois et à tout enfant naturel d'une Hongroise, même lorsque, dans l'un ou l'autre cas, la naissance aurait eu lieu à l'étranger.

D'après l'article 4, la légitimation donne la qualité de Hongrois à l'enfant naturel d'un Hongrois et d'une Hongroise.

L'article 33 s'occupe de l'enfant naturel reconnu par un père étranger : il suit la loi de la patrie de son père et perd la nationalité hongroise, à moins que la législation du pays de son père ne lui accorde pas la condition de celui-ci. Cette disposition est rationnelle; elle constitue une sorte d'entente tacite avec les législations étrangères, grâce à laquelle sont supprimées des causes de double nationalité ou d'absence de patrie.

§ III

Suisse.

Comme l'Allemagne et l'Autriche, la Suisse est une confédération. Les vingt-deux cantons dont elle se compose peuvent se diviser en quatre groupes, au point de vue des législations particulières (1), mais avec des tendances unitaires. En ce qui concerne la nationalité, la constitution fédérale du 29 mai 1874 dispose dans son article 43 que « tout citoyen d'un canton est citoyen suisse. L'enfant légitime suit la condition de son père; l'enfant naturel, celle de sa mère. »

(1) Zurich, code rédigé par Bluntschli; Berne, Lucerne, Argovie, Soleure, code autrichien; Uri, Schwitz, les deux Unterwalden, Appenzel, catholiques, (av. indivisions d' « alpages.... » *Als und allmein Genossenschaften*) Bas Unterwalden, jurisprudence primitive et simple, et sans codification; canton romain de la Suisse orientale et méridionale; législation française.

Aucun droit à la nationalité suisse ne résulte de la naissance sur le sol, alors même que les parents et les enfants auraient été longtemps domiciliés en Suisse et que les uns comme les autres y seraient nés. « Sous ce rapport, » ajoutaient M. le Président de la confédération Dubs et M. le chancelier Schiess, répondant à une demande de renseignements faite par le gouvernement de Sa Majesté Britannique, « la Suisse maintient purement et simplement le même principe que celui qu'elle reconnaît pour les descendants de ses propres ressortissants (1).... »

De ces décisions relatives à la nationalité fédérale, on peut rapprocher celle de la constitution de Genève du 24 mai 1847, article 18, 2° et 4°, combinant le principe de filiation et l'allégeance perpétuelle ; de la loi de Bâle-Campagne du 9 avril 1877, sur le droit de bourgeoisie, article 26 ; du Code civil de Glaris, X, articles 1er et 2.

§ IV

Suède.

La Suède est régie par une législation assez ancienne, surtout si on la compare à celle de la plupart des autres États. Son Code, en effet, date de 1734. C'est au titre des *successions*, chapitre XV, article 7, à la fin du texte, que se trouve posée la règle à suivre pour l'attribution de la nationalité suédoise. « Les enfants suivent l'état de leur père. » Cela est vrai des enfants légitimes ou légitimés. Quant aux enfants naturels, ils suivent la condition maternelle (2).

(1) V. M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation,* n° 874, p. 599 ; la communication citée est du 31 août 1868 ; cp. *The report of the royal commissioners for inquiring into the laws of naturalisation*, p. 148, appendix.

(2) V. Anthoine de Saint-Joseph, *Concordance entre les Codes étrangers et le Code Napoléon*, 2e édit., 1856 ; M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation,* n° 864 et ss., p. 198 et s.

Les règles admises dans ces quatre États sont donc, en définitive, à peu près exactement les mêmes; elles ont l'avantage de ne jamais donner une patrie différente aux ascendants et aux descendants, ce qui peut éviter des difficultés; d'autre part, l'application de ces principes absolus peut donner lieu à des combinaisons fâcheuses avec ceux des autres législations; il n'est peut-être pas non plus très rationnel ni surtout utile de reconnaître la nationalité à des individus fixés en d'autres pays depuis plusieurs générations, ainsi que cela peut arriver.

SECTION III

Combinaison des deux principes de la filiation et du sol.

Le nombre des États qui ne fondent la nationalité d'origine que sur un seul principe n'est pas très considérable. Quelques pays d'Europe seulement s'attachent exclusivement à la filiation; et si le nombre des États qui reconnaissent, et avec certains tempéraments, le plus souvent, tout effet à la naissance sur le sol est plus grand, du moins ce système ne se trouve-t-il pratiqué que dans une contrée du globe, l'Amérique méridionale et centrale, où une cause commune et spéciale a produit ce résultat. Partout ailleurs, deux faits ont amené les législateurs à admettre, dans des proportions différentes, la combinaison des deux théories; d'une part, la nécessité de mettre fin aux difficultés nées de la rencontre de deux législations fondées sur des principes opposés, a fait admettre des tempéraments destinés à rendre possible la solution du conflit; d'autre part, à mesure que la base véritable des droits en général, et spécialement de la nationalité, tend à se substituer à des points de départ plus ou moins arbitrairement choisis, on est porté à attacher quelque effet à toute circonstance qui

peut faire présumer chez un individu l'attachement à telle ou telle patrie.

L'influence des traditions, des mœurs et de l'organisation sociale se manifeste par la prédominence d'un principe sur l'autre, soit que l'on ait simplement modifié celui qui était primitivement admis pour faire une place secondaire à l'autre, soit que celui-là ait été réduit au rôle subsidiaire par la substitution plus ou moins formelle de celui-ci. De là, deux groupes de législations : celles où domine le principe du sol, celles où domine le principe de filiation, quelles que soient d'ailleurs les causes de cette prépondérance.

Premier groupe : prédominance du sol.

§ I

Brésil.

La législation (1) de l'empire du Brésil était, sous la constitution du 25 mars 1824, à peu près semblable à celle des autres États de l'Amérique du Sud : c'est dire que le sol y était le principe décisif. L'acte additionnel du 12 août 1834 n'avait pas modifié cette disposition. Aucune distinction n'est faite entre la qualité de *sujet* et celle de *citoyen* (art. 6) ; seulement il y a des citoyens *actifs*, c'est-à-dire ayant l'exercice des droits politiques, et d'autres qui ne l'ont pas (2). Deux modes d'attribution de la nationalité brésilienne sont admis : la naissance et la naturalisation.

Le premier s'applique : 1° à tous les individus libres, ingénus ou affranchis, nés au Brésil, même d'un père étranger, à moins qu'il n'y fût au service d'un autre État ;

(1) Cp. M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, n°s 952 et ss., pp. 634 et ss.

(2) Cp. la terminologie des constitutions françaises de la période révolutionnaire.

2° Aux enfants légitimes de père brésilien ou naturels de mère brésilienne, à condition de s'établir sur le territoire de l'empire ;

3° Les enfants de père brésilien nés dans un pays étranger où le père était au service de l'empire (sans autre condition). (Art. 6, §§ 1, 2, 3.)

Ce texte a donné lieu, parmi les jurisconsultes, les législateurs et les publicistes, à deux opinions, quant à son caractère : les uns le considèrent comme une loi ordinaire qu'une autre loi quelconque pourrait modifier (1), les autres l'assimilent aux lois constitutionnelles et pensent qu'une loi également constitutionnelle serait nécessaire pour y apporter quelque changement (2).

D'autre part, le droit de cité conféré par ce texte (l'article 6) n'est pas une faculté pour l'individu qui se trouve dans l'un des cas prévus : l'article est une disposition impérative imposant de plein droit la qualité de Brésilien. Il paraît même que la question met en jeu l'avenir du Brésil (3).

Cette théorie a donné naissance à de nombreux conflits, surtout dans la matière des successions et de la tutelle, où les consuls étrangers voulaient intervenir pour veiller sur les intérêts de leurs nationaux mineurs, droit qui leur était contesté par les autorités brésiliennes. Il en était de même pour les liquidations de sociétés où des mineurs se trouvaient intéressés, de même pour le service militaire (4). De là, nombre de réclamations des autres gouvernements, à la suite desquelles la loi du 10 septembre 1860 a décidé qu'on pourrait appliquer, pendant leur minorité, aux enfants nés au Brésil de parents qui n'y sont pas au service d'un autre État, le droit

(1) M. P. Bueno, *Dir. Publico,* t. II, p. 449.
(2) M. Ridas, *Dir. administr.*, p. 259; M. Souza, *Analyse,* t. I, 37.
(3) Décret impérial du 7 mars 1846, rendu sur avis du Conseil d'État.
(4) V. *Annuaire de législ. étrang.,* t. VII = 1872, p. 636; t. VIII = 1879, p. 738, note 4. Cp. Circulaire ministérielle du 11 août 1873 et 30 novembre 1877, *Annuaire de législ. étrang.*, 1882, p. 895.

qui régit l'état civil de leurs parents, sauf à les faire entrer à leur majorité dans les droits des citoyens brésiliens, conformément à l'article 6 de la constitution (article 1er). En se fondant sur cette loi, qui est venue tempérer l'application du principe territorial, le gouvernement brésilien a pu admettre conventionnellement l'intervention des consuls étrangers dans la liquidation et l'administration des successions et sociétés de commerce et pour la protection des incapables, mais en fixant à cette intervention des limites infranchissables. Un décret impérial du 2 août 1876 a interdit d'appeler au service militaire les enfants d'étrangers immatriculés sur les registres du consulat, tant que la question de nationalité n'a pas été vidée au point de vue international.

La condition de résidence imposée par l'article 6, § 2, aux enfants de Brésiliens lorsqu'ils sont nés à l'étranger, a été critiquée (1) ; il est vrai qu'elle peut avoir pour résultat que ces individus n'aient pas de patrie, s'ils sont nés dans un pays soumis au principe du sang.

Il semblerait qu'il n'y ait, dans une législation qui tient en principe les enfants nés sur le sol de parents étrangers pour nationaux, aucune difficulté pour décider de même quant aux enfants trouvés sur ce territoire et qui y sont nés le plus souvent ; il y a cependant controverse ; l'affirmative (2) est tempérée par l'effet attribué à une reconnaissance ultérieure d'effacer rétroactivement la qualité de Brésilien, si l'auteur de cette reconnaissance est étranger.

§ II

Danemark.

La législation danoise distingue deux degrés dans la nationalité : l' « indigénat » (*Indfodsret*), qui appartient à toute per-

(1) M. P. Bueno, *Direct. Publico*, II, p. 453.
(2) M. P. Bueno, *D. P.*, II, p. 658; contra, M. Ribas, *Dir. adm.*, p. 256.

sonne née en Danemark et, en vertu de la loi du 15 janvier 1876, y demeurant ; l'indigénat habilite à l'exercice des droits politiques, aux fonctions publiques (1); la « sujétion », qui s'acquiert par l'*animus commorandi*, c'est-à-dire un établissement à perpétuelle demeure. Les circonstances d'où peut résulter la preuve de ce fait ne sont pas déterminées par la loi ; la jurisprudence admet comme suffisant pour cela le mariage dans le pays, l'achat d'immeubles, la vente des biens que l'on possédait en pays étranger, l'installation en Danemark de la famille, même un établissement de commerce. La présomption fondée sur ces circonstances peut être souvent vraie en fait. Les droits conférés par cet établissement réputé définitif sont : l'électorat municipal, le droit de faire du commerce ; les obligations qu'il impose sont de se soumettre aux lois danoises et au service militaire (2).

§ III

Grande Bretagne.

La *common law* était la consécration absolue du *Jus soli :* l'enfant d'étrangers né en Angleterre était Anglais, l'enfant d'Anglais né à l'étranger était étranger. Les statuts de la reine Anne modifièrent cette règle en permettant aux fils d'Anglais nés à l'étranger d'avoir la nationalité de leurs parents. Des bills déclarèrent ensuite Anglais tous les fils d'Anglais ; mais il était nécessaire que le père fût Anglais ; ainsi, même l'enfant illégitime d'une Anglaise ne pouvait se prévaloir de la nationalité de sa mère.

L'« Act » du 12 mai 1870, concernant la condition légale des étrangers et des sujets britanniques, donne une certaine place au *Jus sanguinis* dans son article 4 : « Toute personne

(1) V. dans le *Journal du Droit international privé,* 1883, p. 215, un arrêt de la Cour supérieur (*Hoiesteret*) relatif à la nationalité.

(2) V. Cogordan, *Nationalité,* p. 197.

qui, par le fait de sa naissance sur le territoire britannique, est sujet britannique, mais qui se trouvait également à l'époque de sa naissance sujet d'un pays étranger, aux termes de la loi de ce pays, peut, lorsqu'elle a atteint sa majorité, si elle a la plénitude de sa capacité légale (c'est-à-dire si elle n'est ni *aliénée*, ni *imbécile*, ni *femme mariée*, art. 17), se dépouiller, par une déclaration, de sa nationalité britannique... Toute personne née hors du territoire britannique d'un sujet britannique peut, si elle justifie des mêmes conditions de capacité, renoncer à sa qualité britannique(1). » Cela rend facultative, pour ceux qui cumulent deux nationalités en vertu des deux principes du sol et de la filiation, l'application de ces principes. Ces modifications étaient nécessaires pour mettre fin à des conflits que les habitudes anglaises, portant les insulaires de la Grande-Bretagne à voyager ou à résider en assez grand nombre en pays étranger, devaient rendre très fréquents.

§ IV

États-Unis d'Amérique.

Anciennement, la *common law* anglaise régissait les droits des habitants des États-Unis ; ce qui est naturel, puisque les premières populations de ce pays étaient une réunion de colons anglais. Ni les actes fédéraux du 8 juillet 1778, ni les actes constitutionnels du 17 septembre 1797, ni les actes additionnels de 1789 n'avaient posé de règle à cet égard. Aussi, l' « attorney » général Bater pouvait-il dire, en 1862, que la définition du « citoyen » des États-Unis ne se trouvait nulle part, non plus qu'aucune opinion autorisée sur le sens de cette expression, ni dans les arrêts des tribunaux, ni dans la

(1) *Annuaire de législ. étrang.*, 1872, trad. et note de M. Bertrand ; *Revue du Droit international*, 1871, p. 602 (M. Westlake).

constante et conforme action des différentes branches de l'administration publique (1). »

La première disposition législative sur la nationalité est l'acte du Congrès du 10 février 1855, déclarant citoyens des États-Unis les personnes nées ou à naître à l'étranger de pères citoyens, à condition que ceux-ci aient habité les États-Unis.

Une seconde loi a été proposée le 16 juin 1868, sous forme de « XIVe amendement à la constitution » et ratifiée le 28 juillet 1868 : « Toute personne née ou naturalisée aux États-Unis et soumise à leur juridiction a la qualité de citoyen des États-Unis et de l'État où elle réside. »

Ces dispositions ont été complétées par la section 1992 des statuts révisés : « Toutes personnes nées dans les États-Unis et qui ne sont sujettes d'aucune puissance étrangère, à l'exclusion des Indiens non soumis à l'impôt (2), sont déclarées être citoyens des États-Unis. » La section suivante s'occupe des fils de citoyens de l'Union : « 1993. Tous enfants nés jusqu'à présent ou qui naîtront hors des limites de la juridiction des États-Unis, dont les pères étaient ou pourront être à l'époque de la naissance citoyens de ce pays, sont déclarés être citoyens des États-Unis ; mais le droit de cité ne descendra pas aux enfants dont les pères n'auront jamais résidé aux États-Unis (3). »

Chacun des deux principes reconnus par la loi américaine est ainsi tempéré par une condition (n'appartenir à aucune nation étrangère, si c'est du *Jus soli* que l'on tient son droit de cité; n'être pas établi à l'étranger depuis plusieurs générations, si c'est du *Jus sanguinis*) qui évite l'attribution d'une

(1) *Report of the Royal Commissioners*, appendix, p. 86. V. M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, nos 903 et ss., pp. 614 et ss.

(2) Les traités ne s'appliquent plus aux Indiens, et ne peuvent être contractés avec les tribus, qui ne sont pas reconnues comme puissances indépendantes; sauf obligations résultant de conventions antérieures au 3 mars 1871 (acte du Congrès, 1872; *Wheatons Elements by A. C. Boyd*, 1878, p. 53). V. M. Daniel de Folleville, *op. cit.*

(3) Dudley-Field, *Projet de Code international* (trad. Rollin), Paris et Gand, 1881, art. 250 et décisions judiciaires.

double nationalité, et qui, en restreignant l'application de la seconde règle, accentue plus énergiquement la préférence donnée au principe territorial, préférence qui s'explique facilement dans un État où l'immigration a une part aussi considérable dans l'accroissement de la population.

§ V

Pays-Bas.

La nationalité est régie, dans le royaume des Pays-Bas, par la loi du 29 juillet 1850, article 3 : « Regnicoles établis sont ceux qui ont demeuré sur le territoire de l'État en Europe :

» 1° Durant les trois dernières années ;

» 2° Durant dix-huit mois après avoir déclaré à la municipalité du lieu de leur domicile l'intention de s'y établir. »

L'article 1er décide que : « Sont Néerlandais en ce qui concerne l'exercice des droits civiques :

» 1° Ceux qui sont nés de parents établis sur le territoire de l'État en Europe ;

» 2° Ceux qui, étant nés sur le territoire de l'État en Europe de parents qui n'y sont pas établis, auront déclaré à la municipalité du lieu de leur domicile, dans l'année qui suivra l'époque à laquelle ils auront atteint vingt-trois ans révolus, leur intention de continuer à demeurer sur le territoire. »

Telles sont les conditions grâce auxquelles la naissance sur le sol peut attribuer la qualité de Néerlandais. Il faut ajouter l'enfant trouvé aux personnes qui remplissent les conditions pour avoir cette qualité, s'il continue de résider aux Pays-Bas jusqu'à l'âge de vingt-trois ans.

L'effet de la filiation est limité aux enfants de parents néerlandais, c'est-à-dire aux enfants légitimes dont le père a cette nationalité, aux enfants naturels reconnus par un père ou une mère néerlandais.

La disposition relative aux enfants nés de parents non domiciliés ne diffère pas sensiblement de celle de l'article 9 du Code civil français ; celle qui est relative aux enfants des regnicoles paraît conçue dans le même esprit que la loi de 1851 ; elle est assurément plus efficace contre les gens sans patrie ; peut-être le temps d'établissement qu'elle exige est-il un peu trop court pour y attacher une aussi forte présomption que celle d'une fixation définitive et en faire la base d'une nationalité. Des conflits pourraient naître entre cet article 1^er^, 1°, et, par exemple, le Code français.

§ VI

Portugal.

La constitution du 29 avril 1826, modifiée par l'acte additionnel du 5 juillet 1852, règle la nationalité, et le Code civil a développé et expliqué le texte constitutionnel. L'article 7 de la constitution distingue les Portugais de naissance et les Portugais par naturalisation.

Les premiers sont tous les individus nés en Portugal (ou dans ses dépendances), à moins que leur père, étranger, n'y réside pour le service de sa nation (art. 7, § 1^er^). L'article 18 du Code civil permet toutefois à ces individus de répudier la nationalité portugaise par une déclaration faite à l'époque de la majorité ou de l'émancipation. Cette réclamation peut, avant cette époque, être faite par leurs parents ou tuteur, sauf désaveu par l'enfant devenu majeur. Cela évite l'inconvénient d'une nationalité imposée à un individu, malgré sa volonté ou celle de ses protecteurs légaux et de sa famille, laquelle doit naturellement l'emporter, tant que dure l'incapacité de l'enfant.

Un traité a consacré pour les individus nés en Portugal de parents espagnols la règle inverse de celle qui precède et qui constitue le droit commun, c'est-à-dire que ces individus sont

réputés Espagnols jusqu'à cette majorité. A ce moment, s'ils continuent à résider en Portugal, ils deviennent Portugais, sauf manifestation d'une volonté contraire. Celle-ci n'est pas nécessaire pour ceux dont le père réside en Portugal pour le service du gouvernement espagnol lorsqu'ils veulent conserver la nationalité de leur père; si, au contraire, ils préfèrent la qualité de Portugais, il faut qu'ils la réclament. (Traité hispano-portugais du 21 avril 1866.)

Les enfants de Portugais suivent la condition de leurs parents dans les deux cas suivants, déterminés par l'article 7 de la constitution : « .... 2° les enfants légitimes d'un père portugais et les enfants illégitimes d'une mère portugaise, même s'ils sont nés en pays étrangers, lorsqu'ils viennent établir leur domicile dans le royaume;

» 3° Les enfants d'un père portugais qui réside en pays étranger pour le service du royaume, encore bien qu'ils n'aient pas établi leur domicile dans le royaume. »

L'admission partielle du principe de filiation, concurremment avec celui du sol, auquel il tend à se substituer, a fait établir dans tous les pays où elle a lieu une réglementation assez compliquée; elle a l'avantage d'amener les législateurs à se placer à un point de vue moins exclusif, et à chercher la véritable base sur laquelle doit reposer l'attribution de la nationalité originaire.

Deuxième groupe : prédominance de la filiation.

Il n'y a pas une très grande différence, à première vue, entre les pays où domine le droit du sol et ceux où domine le droit du sang, lorsque l'un et l'autre ont leur part d'application, si ce n'est que celui des deux qui est considéré comme secondaire n'est reconnu ordinairement que sur la demande de l'intéressé ou dans des cas limités. La plupart des pays où le

principe de filiation est aujourd'hui prépondérant ont été jadis soumis au principe territorial, et, si l'on veut prendre pour exemple la législation française, ce n'est que par des tempéraments successifs, que le dernier principe a été réduit au rôle subsidiaire. Le Code français a été copié dans plusieurs États, et imité, quelquefois avec des perfectionnements, dans plusieurs autres.

§ I

Belgique.

Le Code civil français de 1804 a été adopté par la Belgique, devenue royaume indépendant. Les diverses questions de nationalité ont donc leur place dans l'étude du Droit français. Mais des lois ultérieures ont, ainsi d'ailleurs que cela a eu lieu en France, modifié en quelques points, ou développé, les décisions du Code civil. Ainsi, une loi du 6 août 1881, modifiant la loi du 22 septembre 1835 sur la naturalisation, a fait aux individus qui, se trouvant dans le cas de l'article 9, n'auraient pas fait, dans l'année qui suit leur majorité, la déclaration nécessaire pour acquérir la nationalité belge, une position privilégiée en ce qui concerne la naturalisation : elle leur permet d'obtenir la « grande naturalisation, » celle qui confère seule les droits d'électorat, d'éligibilité à la Chambre et au Sénat, etc., sans avoir « rendu des services éminents à l'État (1). »

La question de savoir comment doit être déterminée la nationalité des enfants de parents inconnus, et, principalement, si l'on peut, dans le système du Code, leur appliquer celle du pays où ils sont nés, a donné lieu à de sérieux débats en Belgique. La difficulté s'était compliquée des systèmes contra-

(1) V. *Annuaire de législ. étrang.*, 1882, p. 448 et note de M. Renault; les conditions ordinaires de la grande naturalisation sont (art. 2) : avoir 25 ans ; être marié ou avoir des enfants; avoir une résidence de 10 ans; ou avoir rendu des services éminents.

dictoires adoptés, d'une part, par les trois cours du royaume, qui considéraient ces enfants comme Belges de naissance, et, d'autre part, par la Cour de cassation (1), qui leur appliquait l'article 9. C'est alors que le pouvoir législatif a dû intervenir, ce qui était facile, la constitution belge reconnaissant des lois interprétatives; la loi du 15 août 1881 a décidé, en conséquence, que, « en vertu du droit d'interprétation que l'article 28 de la constitution accorde au pouvoir législatif, les enfants nés en Belgique de parents légalement inconnus sont réputés Belges. » (Art. unique.)

§ II

Roumanie.

La législation roumaine se rapproche de celle de la France. La nationalité se transmet par la filiation. En outre, aux termes de l'article 8 du Code civil, les enfants nés en Roumanie de parents étrangers peuvent réclamer, à leur majorité, la qualité de Roumain, pourvu qu'ils aient été élevés dans le royaume. C'est une garantie de plus quant à leur assimilation aux nationaux et à leur attachement au pays. Une autre condition, que l'on ne rencontre pas non plus dans l'article 9 du Code civil français, avec lequel l'article 8 du Code roumain a, du reste, une grande analogie, est destinée à empêcher, dans la mesure du possible, qu'un individu, déjà investi d'une nationalité par sa filiation, vienne obtenir, grâce à sa naissance en Roumanie, la qualité de sujet de cet État : il faut établir préalablement que l'on n'appartient pas à une autre nation. L'article 9 restreignait aux chrétiens la disposition de l'article 8. Une loi votée en 1879 par les Chambres roumaines supprime

(1) V. notamment arrêt 24 juin 1880, ch. r.; cp. *Revue du Droit international privé*, vol. XVI, p. 138, *Bulletin de la Jurisprudence belge en matière de Droit international privé*, par M. Eugène Van der Rest, professeur à l'Université de Bruxelles; v. ch. II, sect. II, § III (*Enfants de parents inconnus*) de cette thèse. — Cp. *Annuaire de législ. étrang.*, 1882, p. 453.

la distinction que la diversité de religions causait dans la législation relativement à l'acquisition de la nationalité (conformément au traité de Berlin, art. 44, conclu le 13 juillet 1878).

§ III

Bulgarie.

L'organisation de la Bulgarie en État distinct, mais dépendant, date du traité de Berlin du 13 juillet 1878 ; par suite de la reconnaissance de cette souveraineté incomplète, une constitution a été promulguée à Tirnova le 16 avril 1879. Elle règle l'attribution de la nationalité dans son article 54 : « Sont réputés sujets bulgares : 1° les individus nés en Bulgarie et qui n'ont pas une nationalité étrangère ; 2° les individus nés hors du territoire de parents bulgares (1). » A ces dispositions qui rappellent le système suivi dans l'ancien Droit français à l'époque de Pothier, avec la nécessité de ne pas appartenir à un autre pays pour que l'application du *Jus soli* soit possible, il faut ajouter celles de la loi du 26 février 1883, articles 7, 8, 9, 10 : « Tout enfant né même en pays étranger d'un père bulgare, et légitime ou reconnu (par un père ou une mère bulgare), est Bulgare d'origine ; l'individu né en Bulgarie d'un étranger est Bulgare de naissance, sauf option, après l'âge de vingt et un ans (art. 15) ; l'enfant trouvé en Bulgarie est Bulgare (art. 13). » (2)

§ IV

Espagne.

A la suite des événements politiques qui ont amené l'avènement de S. M. Alphonse XII, a été établie la constitution

(1) *Annuaire de législ. étrang.*, 1880, p. 774 et ss.
(2) *Arch. diplom.*, 1881, I, p. 74.

du 30 juin 1876. « Art. 1er. Sont Espagnols : 1° ceux qui sont nés sur le territoire espagnol (1)... » Cet article a été édicté par toutes les constitutions espagnoles du XIXe siècle. Il semblerait une application absolue du principe territorial, atteignant les fils d'étrangers, et, à ce titre, avait motivé, en 1837, des observations du gouvernement français. A ces observations, M. Olozagua, président de la commission, répondait, à la séance du 11 mai 1837 : « Il ne s'agit pas d'imposer la nationalité espagnole à tout enfant né sur le territoire espagnol, mais seulement de lui en faciliter la revendication. C'est une faveur, ce n'est pas une revendication. L'enfant pourra choisir entre la patrie de son père et celle du pays où il est né.» Cette explication peut sembler étrange en présence des termes de l'article; néanmoins, elle ne souleva aucune objection. Ce texte serait donc une décision un peu platonique. Cela résulte aussi de plusieurs lois postérieures à 1837 et qui reconnaissaient la faculté dont parlait M. Olozagua, et grâce à laquelle les individus nés en Espagne d'étrangers pourraient conserver la nationalité de ceux-ci. Ces textes ultérieurs réglementent les conditions d'exercice de ce droit. Voici la disposition du décret du 17 décembre 1852 : « L'enfant né sur le territoire espagnol de parents étrangers, ou d'un père étranger et d'une mère espagnole, est étranger, à moins que, dûment émancipé, il ne réclame la nationalité espagnole dans l'année qui suit sa majorité.» (La majorité est de 25 ans; la puissance paternelle survit à la majorité; c'est, sans doute, un reste du Droit romain.) Enfin, la loi du 17 juin 1880 sur l'enregistrement des actes de l'état civil détermine, dans son article 103, les conditions imposées aux individus nés en Espagne de parents étrangers et qui veulent acquérir la nationalité espagnole. Il résulte de l'ensemble de ces textes et de leur interprétation que la théorie espagnole ne diffère pas beaucoup de celle de la loi française.

(1) *Annuaire de législ. étrang.*, 1877, p. 414.

§ V

Grèce.

La manière dont on acquiert la nationalité grecque, ou plutôt hellénique, est réglementée par le Code civil. D'après l'article 14, « sont réputés sujets hellènes : 1° celui qui est né de père hellène ; 2° celui qui est né de mère hellène et de père naturel ; 3° celui qui est né en Grèce de père et de mère inconnus ; 4° celui qui est né d'une mère étrangère et d'un père hellène, s'il est légalement reconnu (1). » La filiation est donc prise en considération de préférence toutes les fois que cela est possible. Cependant, tout effet n'est pas refusé à la naissance sur le territoire. Indépendamment de celui que lui attribue l'article 14, 3°, à l'égard des enfants nés de père et mère inconnus, elle donne à ceux qui sont nés en Grèce de parents étrangers un droit à la nationalité hellénique, dans certaines conditions fixées par les articles 17 et 19. Il faut : 1° déclarer vouloir établir son domicile dans le royaume ; 2° l'y établir effectivement ; 2° prêter serment devant le « nomarque » (chef de province) compétent.

§ VI

Italie.

L'unité de l'Italie, ou mieux, le royaume d'Italie a été constitué par le roi Victor Emmanuel, de 1859 à 1870 (2).

(1) Une consultation de M. Rhally, avocat à Athènes, en date du 19 août 1868, expose tous les principes de la matière ; elle se trouve dans le *Report of the royal commissioners for inquiring into the laws of naturalization and allegiance,* pp. 110 et ss., 143 et ss.

(2) L'ouverture du premier Parlement italien eut lieu le 18 février 1861, après la prise de Gaëte. La France a du reste beaucoup contribué à cette unification.

A ce nouvel État, formé de la réunion de diverses provinces soumises jusque-là à des gouvernements et à des législations diverses, le Code de 1865 a donné une législation civile. Ce Code, imité de celui de la France, s'est inspiré, en outre, surtout au point de vue du droit international, des perfectionnements proposés pour son modèle.

L'application du principe de filiation se trouve dans les articles 4 et 6, qui déclarent « citoyen le fils d'un père citoyen, » « étranger le fils d'un père étranger. » L'enfant suit, en général, la condition paternelle; mais si « le père est inconnu, l'enfant d'une mère citoyenne est citoyen » (art. 3)... « si la mère elle-même est inconnue, l'enfant né dans le royaume est citoyen » (art. 7). Cette dernière décision est un premier effet du *Jus soli*, qui attribue également la nationalité italienne à l'enfant né sur le territoire du royaume de parents étrangers, à condition que les parents y soient domiciliés depuis 10 ans; une résidence pour cause de commerce serait insuffisante pour produire cette conséquence, qu'une réclamation contraire, faite après l'âge de la majorité, peut empêcher. On peut comparer cette disposition avec celle de la loi française de 1851. M. Bard (1) paraît préférer celle-ci, parce que « la naissance est un fait plus certain que l'établissement des parents; » il est possible que celui-ci soit moins facile à constater, mais il garantit mieux un attachement durable et n'est pas accidentel comme peut l'être le fait d'être né en tel ou tel pays. Ces raisons ne doivent-elles pas l'emporter sur l'autre? Cet article 8 du Code italien a été appliqué par la neuvième Chambre du tribunal de la Seine, jugeant en matière correctionnelle dans une affaire de Lusignan contre le *Figaro* (2) :

« Attendu que le défendeur ne fournit aucun document de nature à déterminer d'une manière précise quelle aurait été la

(1) *Précis du Droit international privé*, 1883, nº 104, p. 141.

(2) Jugement du 21 février 1879, Thureau, Pr, *Journal du Droit international privé*, 1879 (VII), p. 284.

nationalité de Léon de Lusignan, désigné comme père des demandeurs, par conséquent celle qu'il aurait transmise à ces demandeurs ;

» Attendu qu'il résulte des actes de naissance produits et d'un certificat émané du maire de Milan que les mineurs de Lusignan sont nés en cette ville, savoir, etc. ; que de ces mêmes actes, ainsi que d'un acte de notoriété du 24 novembre 1877, il résulte que Léon de Lusignan a établi son domicile en cette ville et qu'il y est resté jusqu'à son décès, survenu le 21 février 1876 ;

» Attendu que l'article 8 du Code italien..., etc. »

Lorsque les parents n'étaient pas domiciliés, l'enfant est soumis, aux termes de l'article 8, § 3, aux formalités prescrites par l'article 6 dans ses deux derniers alinéas, c'est-à-dire qu'il est étranger dès sa naissance et peut devenir citoyen en faisant la déclaration prescrite par l'article 5 (devant l'officier de l'état-civil du lieu de sa résidence), et en fixant dans le royaume son domicile dans l'année de la déclaration. Toutefois, s'il a accepté un emploi public dans le royaume, s'il a servi ou sert dans l'armée nationale de terre ou de mer, si enfin il a satisfait autrement à la levée militaire sans exciper de la qualité d'étranger, il sera, sans autre forme, réputé citoyen. »

Cet article se rapproche de la loi française des 22-25 mars 1849. Aux circonstances auxquelles cette loi s'attache pour dispenser certains individus du délai d'un an imposé par l'article 9, il a assimilé les fonctions publiques ; il est aussi à remarquer qu'il impose dans ces cas la nationalité italienne, comme récompense sans doute. Il semble qu'il eût mieux valu, à ce titre, l'offrir ; mais les législateurs ont beaucoup de peine à se défaire de cette croyance, patriotique, mais fausse en droit, que leur nationalité doit être enviée comme un bienfait. Il est pourtant assez naturel de supposer que chaque peuple en pense autant de la sienne. Il faut cependant tenir compte de ce que les individus qui sont disposés à servir un

pays qui n'est pas le leur, n'ont probablement pas un grand attachement pour leur patrie originaire, si toutefois ils en ont une.

§ VII

Luxembourg.

Le grand-duché de Luxembourg, ancien État de la confédération germanique, actuellement possession du roi (et non du royaume) de Hollande, a adopté le Code français de 1804 comme législation civile. C'est dire que les enfants de Luxembourgeois reçoivent la nationalité de leurs parents, quel que soit le lieu de leur naissance. De même, tout enfant né de parents étrangers l'est aussi. Mais, en vertu de l'article 9, la naissance sur le sol luxembourgeois donne droit à la qualité de sujet de ce pays. Toutefois, deux exceptions ont été portées sur ce point à la règle du Code ; les enfants des fonctionnaires civils ou militaires germaniques, et ceux des agents diplomatiques étrangers, ne peuvent se prévaloir du bénéfice de l'article 9 (loi du 12 décembre 1859). La première proposition n'a plus d'objet, la Prusse ayant dû évacuer le Luxembourg en 1867 et tout lien politique avec l'Allemagne étant rompu, de sorte qu'il n'y a plus de fonctionnaires allemands dans le grand-duché. Lorsque l'étranger n'avait pas rempli les formalités de l'article 9, il fallait qu'il eût recours à la naturalisation, ainsi d'ailleurs que cela a lieu en France et en Belgique. Mais une faveur spéciale lui est accordée (comme, du reste, en Belgique) ; la loi du 28 janvier 1878 le dispense de la résidence, à la différence de l'étranger ordinaire (1). Un article additionnel (art. 2 add.) a été ajouté à cette loi de 1878 ; en voici les termes : « Est Luxembourgeois tout individu

(1) V. *Annuaire de législ. étrang.*, 1879, p. 548, note de M. Cogordan. Cp. loi belge, 16 août 1881.

ayant son domicile dans le grand-duché et né dans le pays d'un étranger qui y est né lui-même, et (condition ajoutée après la discussion au Conseil d'État) y a eu sa résidence jusqu'à la naissance de cet enfant, à moins que dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi luxembourgeoise, cet enfant ne réclame la qualité d'étranger. A cet effet, il devra en faire la déclaration devant l'autorité communale du dernier lieu de sa résidence, et justifier avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle restera annexée à la déclaration. — Est également Luxembourgeois celui qui, lors de la promulgation de la présente loi, jouit des conditions énumérées à l'alinéa précédent, mais a déjà atteint l'âge de la majorité d'après la loi luxembourgeoise, à moins que, dans l'année à compter de la publication de la présente loi, il ne remplisse les devoirs imposés à ceux qui veulent conserver la qualité d'étranger. » Il n'est pas besoin de faire ressortir que cet article 2 additionnel est la reproduction à peu près complète de la loi française des 7-12 février 1851 ; mais il faut reconnaître qu'il paraît supérieur à celle-ci par les quelques différences qui l'en séparent : grâce aux conditions de domicile de l'intéressé et de résidence de son père, il atteint mieux le but qui est d'attribuer la nationalité du pays aux étrangers qui s'y sont fixés et y demeurent d'une manière permanente.

§ VIII

Monaco.

C'est également la législation française (1) qui règle les droits privés à Monaco. Comme la Belgique, comme le

(1) V. *Annuaire de législ. étrang.*, 1882, p. 106 (Code 1880) ; 1878, p. 488 : *Ordonn. du Prince*, 8 juillet 1877.

Luxembourg, d'ailleurs, ce petit État n'est séparé de la France que par des frontières artificielles qui laissent aux habitants des deux pays toute facilité de passer de l'un dans l'autre et de s'assimiler; d'autant plus qu'il n'y a pas entre eux de grandes différences de race. En principe, c'est le droit du sang qui l'emporte, c'est lui qui régit l'état des enfants nés n'importe où de parents monégastes. Quant à ceux qui sont nés à Monaco de parents étrangers, il faut distinguer trois hypothèses (combinaison de l'article 9 du Code avec l'ordonnance du Prince du 8 juillet 1877; Code de 1880, art. 8) :

Première hypothèse. Les parents étaient nés à l'étranger : l'enfant est étranger, à moins de réclamer la qualité de Monégaste (conformément à l'art. 9);

Deuxième hypothèse. L'étranger, père de l'individu en question, est aussi né à Monaco : dans ce cas, son fils est Monégaste, sauf réclamation (ainsi que cela a lieu pour la nationalité française, d'après la loi de 1851);

Troisième hypothèse. Le père et le grand-père de l'individu étaient nés à Monaco : alors il est nécessairement sujet de la principauté. Cette dernière disposition, tout à fait originale et probablement unique dans les législations, complète une sorte de gradation dans l'attribution de la qualité monégaste. Quant au reste, c'est tout à fait le système français. Les deux dernières décisions sont celles de l'ordonnance de 1877.

§ IX

Russie.

Malgré le régime quasi féodal auquel elle était encore soumise dans ce siècle, la Russie reconnaît, en général, un effet décisif au principe de filiation. Cela tient peut-être aux habitudes nomades de plusieurs des peuples soumis à son empire, au caractère quelque peu asiatique qui différencie ses popula-

tions et son organisation de celles des autres États d'Europe, peut-être à la tendance commune des législations diverses. Pour être Russe, il faut donc, et cela suffit, être né de parents russes. Les enfants naturels le sont si leur mère l'était. Le fait d'être né en Russie n'est pourtant pas indifférent; un ukase du 6 mars 1864 sur la naturalisation lui attribue, dans son article 12, l'effet suivant :

« Les enfants d'étrangers non naturalisés Russes qui sont nés ou élevés en Russie, ou qui, quoique nés à l'étranger, ont fait leurs cours d'études dans les établissements d'enseignement supérieur ou secondaire russes, acquièrent, par ce fait, le droit d'obtenir la naturalisation russe dans l'année qui suit leur majorité. »

La naissance en Russie n'est donc ni nécessaire, en tous cas, ni suffisante : il faut y joindre l'éducation en Russie, et celle-ci peut y suppléer lorsqu'elle a été faite dans certains établissements. On n'a pas voulu qu'après avoir profité de l'enseignement russe, les étrangers ne puissent utiliser les connaissances acquises dans le pays où ils avaient reçu l'instruction. La circonstance d'avoir été élevé dans un pays est certainement plus importante au point de vue de l'attachement que la naissance sur son territoire.

§ X

Turquie.

La Turquie, qui a eu à subir de nombreuses vicissitudes, est actuellement régie par la constitution des 11-23 décembre 1876, dont l'article 8 déclare que « la qualité d'Ottoman s'acquiert et se perd dans les cas spécifiés par la loi. » Cette loi est celle du 19 janvier 1869 sur la nationalité. L'article 1^er^ applique le *Jus sanguinis* aux fils d'Ottomans nés en Turquie ou à l'étranger. « Tout individu né d'un père et

d'une mère ottomans, ou seulement d'un père ottoman, est sujet ottoman. » L'article 2 consacre l'effet du *Jus soli* : « L'étranger né sur le territoire peut réclamer la qualité d'Ottoman dans les trois années qui suivent sa majorité. »

Il résulte de la comparaison des lois qui régissent la nationalité originaire dans les diverses contrées, que la tendance la plus générale conduit à la combinaison des deux principes dans des proportions diverses et avec une extension plus ou moins grande. C'est, en définitive, le système du Code français de 1804, ou des théories qui s'en rapprochent beaucoup et qui en sont issues le plus souvent, qui est admis le plus généralement dans l'Europe, sinon par les plus grandes puissances. Des améliorations ont d'ailleurs été réalisées dans quelques pays, surtout dans le but d'éviter les conflits de nationalités. La catégorie des gens sans patrie a beaucoup préoccupé les législateurs, surtout à cause de l'obligation au service militaire, qui, dans la plupart des États, est une charge fort lourde pour les citoyens, et à laquelle échappent partout les étrangers qui ont abdiqué une nationalité sans en acquérir.

CHAPITRE IV

Des conflits de lois et de leur solution.

De la diversité des règles établies par les diverses législations en matière de nationalité et des combinaisons auxquelles elles ont donné lieu, de ce fait surtout que les législateurs de chaque pays sont soumis à l'influence de ses traditions et de ses ten-

dances, il résulte que, souvent, deux lois attribuent chacune une nationalité à un même individu (conflit positif), ou, au contraire, aucune d'elles n'est applicable à un individu (conflit négatif). Ces cas, faciles à concevoir pour quiconque a une connaissance même superficielle des principes admis, sont la source de difficultés diplomatiques et de procès, qui ne peuvent que devenir plus nombreux à une époque que l'on a si justement appelée le « siècle de la vapeur et des chemins de fer, » où la facilité des communications augmente le nombre des individus ou des familles que les nécessités de leur industrie, la recherche du travail, ou même leur agrément, font résider ou voyager en pays étranger. La nécessité de mettre fin à ces difficultés s'impose donc d'une manière assez pressante, et bien des efforts ont été faits pour arriver à ce résultat, soit par des dispositions législatives, soit par des traités diplomatiques. De nombreux travaux, de nombreuses études et de nombreux écrits des Congrès, des jurisconsultes, des publicistes ont été faits en vue du même résultat, surtout depuis un quart de siècle environ.

L'examen des causes et des caractères des conflits les plus ordinaires et les plus remarquables est la préparation la plus utile pour déterminer ensuite les conditions auxquelles doivent satisfaire les règles qui peuvent être proposées pour la solution de ces difficultés. C'est la donnée expérimentale qui fournit la mesure des conséquences de l'œuvre du passé, le fait concret qui permet d'apprécier le résultat de la conception du présent et de se rendre compte de la portée des théories abstraites que l'avenir doit rapprocher de plus en plus de la perfection. En même temps, la connaissance des inconvénients et des avantages des systèmes admis met en garde contre les dangers qu'il peut y avoir à éviter dans la réglementation à faire ou à modifier, notamment l'attribution de deux nationalités à un individu, ou, au contraire, la privation de nationalité. Les exemples n'en sont pas rares.

§ I

Conflits positifs.

Le cas le plus grave, celui où les difficultés peuvent se présenter à l'état le plus aigu, est celui où un même individu est réclamé par deux États. Sa situation peut être critique, si tous deux réclament à la fois de lui l'accomplissement d'obligations incompatibles, telles que, par exemple, le service militaire dans l'un et l'autre pays, surtout s'ils se trouvaient en guerre à ce moment; et l'intérêt des États peut aussi être lésé, si cet individu est assez peu scrupuleux et assez habile pour profiter des deux côtés des avantages de sa double nationalité sans en subir les charges, comme d'ailleurs cela est arrivé. Cela peut résulter, d'abord, d'un conflit entre le *Jus sanguinis* et le *Jus soli*, soit qu'ils soient admis exclusivement chacun par l'une des deux législations ou qu'ils y soient combinés de manière différente. Des cas de ce genre se sont aussi produits entre deux législations semblables, ce qui est plus extraordinaire.

Première hypothèse. Le conflit entre le principe du sang et celui du sol est celui qui se présente le premier à la pensée. En pratique, il se produit assez facilement. Il suffit qu'un national d'un État qui n'admet que la filiation, au moins pour ses nationaux, comme attributive de nationalité, soit né dans un État où la naissance sur le sol soit une manière d'acquérir la qualité de citoyen à l'exclusion de la filiation. C'est ce qui se présente assez fréquemment dans les républiques hispano-américaines, d'autant plus que le nombre des immigrants européens y est assez considérable. Or, plusieurs pays d'Europe admettent exclusivement le principe du sang, presque tous l'admettent pour les enfants de leurs nationaux. Ceux-ci sont par suite Allemands, Français ou Italiens dans le pays de leurs parents; Chiliens, Boliviens ou Vénézuéliens dans celui où ils

sont nés. Le Ministre des affaires étrangères de Vénézuéla exposait, dans une lettre écrite à ce sujet au chargé d'affaires italien, ce principe territorial et ses conséquences.

Des conventions ont quelquefois résolu diversement ces questions délicates. Ainsi, un traité conclu le 21 septembre 1863 entre l'Espagne et la république Argentine (1) a admis une règle de réciprocité qui consiste en ce que chacun des deux États signataires applique sa loi chez lui ; mais il y avait là une dérogation au principe de filiation suivi en Espagne ; aussi une loi a-t-elle été nécessaire pour y rendre possible l'application de cette convention (loi du 21 juin 1864). (2) Aucune concession semblable n'a été faite par le gouvernement français, qui refuse énergiquement d'abandonner ses nationaux à un autre pays ; il est vrai que la France ne se trouve vis-à-vis d'aucun dans la même situation que l'Espagne vis-à-vis de ses anciennes colonies, érigées en États distincts, mais non point rattachées à d'autres États comme les anciennes colonies françaises. Une circulaire du Ministre des affaires étrangères du 16 juin 1874 rappelait aux agents diplomatiques les pénalités édictées contre les individus insoumis à la loi du recrutement, et leur recommandait de refuser leur protection à ceux qui se trouveraient dans ce cas. L'époque à laquelle fut envoyée cette circulaire, assez peu éloignée de la guerre de 1870 et surtout de la promulgation de la loi de 1872 sur le recrutement, explique assez bien ces recommandations (3). Le moyen de vider ce conflit serait de donner, de la part des États qui reconnaissent la filiation comme principe dominant, à leurs nationaux le droit de renoncer à la nationalité de leurs parents lorsqu'ils sont nés dans des pays où le sol leur attribue la nationalité, ainsi que l'a fait la loi anglaise du 18 mai 1870, article 4, à la suite de

(1) V. *Arch. Diplom.*, 1864, III, p. 367.

(2) Cp. M. Calvo, *Droit internat. Théor. et Prat.*, t. II, p. 12 ; Cogordan, pp. 27 et 43.

(3) V. aussi *Lettres de Lord Carley*, ambassadeur d'Angleterre à Paris, des 28, 29 décembre 1877 ; M. Calvo, p. 11.

difficulté avec le gouvernement de Buenos-Ayres. Mais la loi anglaise ancienne admettait aussi le principe du sol. Cela avait même donné lieu à quelques difficultés avec la France au sujet des enfants nés en Angleterre de parents français. Mais dès le 13 mai 1858, une dépêche du Foreign-Office, adressée à l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, lui déclarait que le gouvernement de la reine n'entendait aucunement protéger contre le gouvernement du pays de leurs parents les individus nés en Angleterre d'étrangers (1). C'était un premier pas vers la réforme qui fut accomplie en 1870.

Deuxième hypothèse. Il n'est pas nécessaire, pour que le conflit existe, que les deux pays ou l'un des deux admette un principe opposé d'une manière générale : ainsi, un enfant né en France d'un Allemand, réclamant le bénéfice de l'article 9, ne perd pas pour cela la nationalité de ses parents : certaines conditions (2) sont nécessaires pour cela et peuvent n'avoir pas été remplies. Le moyen de résoudre la difficulté serait d'ailleurs simple : il suffirait que le pouvoir législatif français décidât qu'une autorisation du gouvernement allemand (3), ou tout simplement un certificat constatant qu'on n'appartient à aucun État étranger, est la condition de l'exercice du droit conféré par l'article 9 ; ou que les lois allemandes admissent comme faisant perdre la nationalité allemande l'acquisition de celle d'un autre pays. La même question s'est posée pour un Suisse né en France : un sieur Jurine, né à Bordeaux d'un père suisse né à Genève, passait en France pour Français (soit par erreur, soit en vertu de l'article 9) ; en cette qualité, il avait exercé les droits électoraux, était maire d'une commune, avait fait partie de la garde nationale parisienne, enfin s'était marié à Bordeaux. Plus tard, il se prévalut de sa qualité

(1) *Mémorial Diplom.*, 16 mars 1874.

(2) Autorisation du gouvernement *Entlassung*, ou séjour pendant dix ans à l'étranger sans autorisation (art. 13, 3°, loi allem. sur la nationalité).

(3) Ainsi que l'a fait le traité austro-serbe du 16 juin 1882, entre l'Autriche et la Serbie ; *Reichsgesetblad* autrich., 2 juillet 1882.

de Génevois pour demander le divorce devant le tribunal de Genève, alors que ce mode de dissolution du mariage n'était admis ni en France ni pour les Français. Le tribunal, par un jugement du 6 décembre 1879, admit cette prétention, en se fondant sur deux motifs : 1° on ne pouvait prouver que Jurine eût acquis régulièrement la qualité de Français ; 2° la qualité de Génevois était indélébile avant la loi fédérale du 13 juillet 1876 sur la naturalisation. « ... il était de principe en droit public génevois que la qualité de Génevois, fixée sur la tête d'un enfant dès sa naissance, était indélébile ; qu'elle ne pouvait se perdre par l'acquisition d'une nationalité étrangère, ni même par la renonciation qu'aurait pu vouloir y faire le citoyen qui en était nanti;... il était de même absolument interdit au gouvernement et aux autorités génevoises de recevoir une telle renonciation » (Const. Génevoise de 1794, révisée en 1796, A. II, art. 5; discours prononcé à l'Assemblée constituante de 1842). Ce jugement affirmait donc, en matière de droits civils, la possibilité de se prévaloir d'une double nationalité, au moins pour les nationaux des pays d'allégeance perpétuelle ; il admettait, par contre, la négative en ce qui concerne l'exercice des droits politiques. M. Lehr (1) expose et critique cette jurisprudence, même au point de vue de l'allégeance perpétuelle, dont le fondement est l'intérêt de l'État, puisqu'elle a pour but d'empêcher les citoyens de partir pour se soustraire aux charges excessives imposées dans leur pays. C'était ce but que poursuivait Napoléon lorsqu'il faisait adopter l'article 17 du décret de 1811. Dans cet ordre d'idées, on peut aussi bien enlever les droits civils que les droits politiques. Les textes suisses, d'autre part, établissent l'incompatibilité seulement quant à la jouissance des droits politiques dans deux cantons, et la raison en est simple : c'est que l'on ne peut dans le même

(1) *Droit internat. privé,* t. XII (= 1880), p. 312 : *Du Droit de se prévaloir d'une double nationalité*, par M. Lehr, professeur à la Faculté de Droit de Lauzanne, avocat consultant à l'Ambassade de France.

pays imposer deux fois les charges à un même individu, de sorte qu'il aurait les droits dans deux cantons et les charges dans un seul, ce qui serait inique; tandis qu'il en est tout différemment entre deux nations : chacun peut lui imposer les droits et les charges que comporte chez elle la qualité de citoyen, sans s'occuper de ceux ou de celles qu'il possède ou subit ailleurs; il peut avoir les uns et les autres dans chacun de ces deux pays. Quant aux droits civils, on ne voit pas pour quelle raison il pourrait toujours s'en prévaloir des deux côtés. Si, en effet, comme dans l'espèce soumise au tribunal de Genève, un droit reconnu par l'une des législations est rejeté par l'autre, quel compte pourrait-on tenir des droits acquis à des tiers en vertu de l'une ou l'autre? Ainsi, M. Jurine demandait le divorce qui, à cette époque, n'aurait pu être prononcé entre Français; or, sa femme était Française, lui-même s'était marié comme Français, de quel droit venir prononcer la dissolution de leur mariage au nom de la loi suisse? M. Lehr en conclut que le divorce aurait pu être refusé par suite d'une déchéance résultant de l'indigénat primitif. Il est pourtant indéniable que M. Jurine, s'il avait réellement acquis la qualité de Français, était investi d'une double nationalité. Cela met en évidence les inextricables difficultés auxquelles aboutit cette dualité de patries, surtout lorsqu'elle résulte de l'allégeance perpétuelle. Une règle contraire aux droits de la personne devait nécessairement aboutir à des conséquences iniques : pour elle, si on lui oppose les obligations que sa situation lui impose de deux côtés à la fois; pour ceux qui sont en rapport juridique avec elle, États ou particuliers, si elle se prévaut des droits qui lui sont reconnus des deux côtés. Mais il n'en est pas moins certain que cela est tout aussi injuste, sinon plus, en matière de droits privés qu'en matière de droits politiques; du moins, cette injustice ressort-elle avec plus de force lorsque les droits acquis à un tiers par l'une des deux lois sont directement atteints. Sans rechercher si, au point de

vue de la loi suisse, il y a ou non incompatibilité entre la jouissance des droits politiques en Suisse et la même jouissance dans un autre pays, on peut affirmer que ce cumul peut avoir des conséquences aussi injustes que celui qui précède, surtout en présence de la difficulté de soumettre l'individu à toutes les charges dans les deux pays, en même temps qu'on l'y investit de tous les droits, et réciproquement. Cependant, il paraît plus conforme à la raison d'être de l'allégeance perpétuelle de les lui conserver dans le pays où elle est admise.

Troisième hypothèse. Un cas assez curieux est celui où un conflit s'élève entre deux pays ayant une même législation, ainsi que cela s'est produit entre la France et la Belgique. Cette difficulté a été soumise au tribunal de Valenciennes et à la Cour de Douai en 1881. Un sieur Carlier, né à Marchipont (Belgique) de parents français, et légalement domicilié chez son père à Estreux (France), réclama à sa majorité la nationalité belge, selon l'article 9 des Codes français et belge, sans avoir élevé aucune réclamation, soit au tirage au sort, soit devant le conseil de révision (1). Ensuite, il actionna le préfet devant le tribunal de Valenciennes, en produisant à l'appui de sa demande une attestation du bourgmestre constatant la réclamation faite le 2 juin 1881 de la qualité de Belge. Ses conclusions premières portaient : « ... pour entendre dire que Carlier était Belge et ne pouvait faire partie de l'armée française ; » elles furent modifiées, à cause de l'article 10, alinéa 1^er^, de la manière suivante : « Qu'en vertu de l'effet rétroactif de la loi, il dût être considéré comme ayant été Belge dès sa naissance... » Le jugement du tribunal civil débouta le sieur Carlier de sa demande (4 août 1881), et fut confirmé par un arrêt de la Cour de Douai (du 14 décembre 1881) fondé sur l'article 10. Le but du demandeur était évidemment de se soustraire au service militaire : circonstance qui n'était

(1) Cp. *Journal du Droit international privé*, 1876, p. 186, *Service militaire*, Vanrullen contre le Préfet de la Seine.

pas de nature à faire accueillir favorablement sa prétention ; il est certain, du reste, que le Code civil ne reconnaît pas expressément la réciproque de l'article 9. Si l'on ne veut admettre que cette réciprocité résulte tacitement de l'adoption de l'article 9 dans l'une et l'autre législation, ne pourrait-on appliquer l'article 17, 1° ? Mais il faut remarquer que Carlier s'était laissé inscrire et prendre pour le service. M. Herbaux (1) explique ainsi la décision du tribunal de Valenciennes et de la Cour de Douai (2) : en premier lieu, la jurisprudence belge n'admet pas que l'article 9 ait un effet rétroactif (3) ; c'est aussi l'opinion de M. Laurent. Une loi du 1er avril 1879, donnant un délai d'un an au cas d'omission de la déclaration prescrite par l'article 9, emploie le mot « réclamer, » comme ce dernier texte, et son article 4 déclare que cette réclamation n'a d'effet que « pour l'avenir. » Il est vrai que, cela étant formellement exprimé, on pourrait répondre que c'est précisément par exception. La loi du 29 août 1835, appliquant le droit d'option aux enfants des étrangers naturalisés, repousse aussi la rétroactivité (4). On cite encore, à l'appui, les paroles de M. Bara, Ministre de la justice, qui firent repousser l'amendement proposé par M. Demeur à la loi du 9 août 1881 (ayant le même objet que la précédente), amendement aux termes duquel la réclamation aurait rétroagi. « Il ne faut pas, » dit le Ministre, « laisser poser d'actes qui seraient annulés par l'effet rétroactif, *ce système serait en antinomie avec celui de*

(1) *L'individu né en Belgique de parents français qui a opté pour la nationalité belge reste-t-il soumis au service militaire en France ?* par M. Herbaux, substitut du Procureur de la République à Lille. Cp. *Journal du Droit international privé*, 1882, p. 117.

(2) Une pétition a été faite au Sénat à la suite de cette affaire ; elle a été renvoyée au Ministre des affaires étrangères, après un rapport de M. Dieudé-Defly (*Journal officiel*, 11 août 1882.)

(3) Cours de Bruxelles, 8 janvier 1872, D. P., 1872, II, 13, etc. (v. pp. 192-193, n. 1, précédemment); Gand, 28 février 1874, *Pasicrisie*, 1874, II, 216.

(4) *Moniteur belge* du 29 août 1835 ; cet amendement fut soutenu au Sénat par la section centrale.

l'article 9 (1). » En second lieu, même à supposer que la qualité de Belge fût acquise rétroactivement, l'article 10 empêcherait que la qualité de Français ne fût perdue ; des arrêts de la Cour de cassation consacrent cette opinion (2), en se fondant sur ce « que la réciproque de l'article 9 n'est pas consacrée par le Code, et qu'il n'y a pas lieu de tenir compte des dispositions analogues des lois étrangères. » La même jurisprudence est suivie en Belgique pour les fils de Belges nés en France, même le père y étant né lui-même, et qui sont astreints au service militaire en Belgique, à moins qu'ils n'y aient satisfait dans l'autre pays. Un traité serait utile pour régler d'un commun accord l'effet de l'option. En 1879, le 8 juillet, un traité, que des réclamations soulevées à la séance du 5 décembre 1877 avaient motivé, fut soumis à l'approbation de la Chambre des députés de Belgique, par M. Frère-Orban, Ministre des affaires étrangères ; il stipulait, entre autres clauses, que l'inscription sur les listes du contingent militaire des jeunes gens nés en Belgique de parents français ou en France de parents belges, n'aurait lieu que lorsqu'ils auraient atteint l'âge de vingt-deux ans (3). Mais à la séance du 8 juin 1881, M. Bara déclara que les négociations avaient été rompues.

§ II

Conflits négatifs.

A l'inverse de ce qui a eu lieu dans les hypothèses qui précèdent, il peut résulter de la combinaison des diverses lois, et

(1) *Annales parlementaires*, Chambre des représentants, session de 1880-1881, p. 1346 (17 juin 1881).

(2) 3 août 1871, D. P., 1871, I, 243, *Bourgeois*. Cp. Bruxelles, 1870, II, 112, *Pasicrisie* (21 juin 1869); Cass. belge, 15 juin 1863, 1863, I, 261 ; 16 juillet 1877, 1877, I, 140 ; 12 juin 1876, 1876, I, 349 ; 26 juillet 1879, 1879, I, 365 (*Pasicrisie*).

(3) *Docum. Parl.*, 1878-1879, p. 290 et s. (M. Frère-Orban, ministre).

notamment de la réglementation des causes d'acquisition ou de perte de la nationalité à chaque pays, qu'un individu, qui n'a plus de lien légal avec la patrie de ses ancêtres ou même avec celle qu'il avait autrefois, ne soit investi d'aucune autre nationalité, soit dans le pays où il est né (si ce pays n'était pas celui de ses parents), soit dans celui où il réside. A première vue, les inconvénients de cette situation ne semblent pas aussi graves que ceux de la dualité de patries : non seulement elle ne peut donner lieu à aucune difficulté diplomatique sérieuse, mais, en outre, l'individu qui se trouve ainsi privé de droit de cité, a, le plus souvent, la possibilité d'en acquérir un ; bien plus, s'il n'en a plus, c'est le plus souvent parce qu'il a volontairement abdiqué celui qu'il avait ou pouvait avoir. C'est même là le principal inconvénient de ce genre de conflits, parce qu'un nombre assez considérable (1) d'individus trouvent ainsi le moyen, tout en profitant des divers avantages qu'offre la résidence dans un pays, d'échapper aux charges qui sont la conséquence de la qualité de citoyen, évitant, par exemple, le service militaire, qui arrache les nationaux à leur famille et à leurs affaires pendant un temps plus ou moins prolongé, tandis que le *Heimathlos* peut, pendant ce temps, assurer son avenir, quelquefois en prenant les places que les citoyens ont laissées vides. Certains avantages, il est vrai, sont refusés à ceux qui ne font partie d'aucune nation : ils ne peuvent, par exemple, réclamer la protection des consuls ou aspirer aux fonctions publiques ; mais comme il leur serait souvent facile d'acquérir la nationalité, cette infériorité n'est pas, en fait, sensible pour eux.

Au point de vue pénal, ils ne sont pas soumis à d'autre compétence qu'à celle de l'État où l'infraction a été commise, du moins en général, et ne tombent pas sous le coup de celle

(1) La loi de 1851 avait pour but de les atteindre ; v. ch. I, sect. II, § II, les circonstances qui la firent proposer. Cp. M. Daniel de Folleville, *Traité de la naturalisation*, Introd., n° 26, p. 8, Suisse, n° 887, pp. 607 et ss.; M. Ducrocq, *Cours de Droit administratif*, I, n^{os} 592, 593, pp. 551 et ss.

qu'établit l'article 5 du Code d'instruction criminelle français ; par suite, toujours moins utiles que les autres individus, ils sont, en outre, plus dangereux, puisque la répression de leurs crimes ou délits est moins assurée et qu'ils sont moins faciles à surveiller.

Première hypothèse. Telle est l'hypothèse où, par exemple, un enfant est né en France de parents citoyens d'une des républiques hispano-américaines (Colombiens, Équatoriens, etc.) : si cet enfant reste en France sans réclamer la qualité de Français, selon l'article 9, il ne sera ni citoyen du pays de ses parents, car il faudrait pour cela qu'il y établît sa résidence ; ni Français, puisque, à défaut de réclamation, il est censé étranger ; de même, et à plus forte raison, s'il était né dans un pays exclusivement attaché au *Jus sanguinis*, comme l'Allemagne ou l'Autriche, et quelques autres. Et comme, aucun État ne le considérant comme son national, aucun ne s'occupera de lui, aucune difficulté diplomatique ne sera le plus souvent soulevée, ce qui pourrait paraître un avantage, mais aura l'inconvénient de laisser cette situation se prolonger quelquefois indéfiniment sans qu'aucun remède y soit apporté.

Deuxième hypothèse. Et ce n'est pas plus en matière de conflits négatifs qu'en matière de conflits positifs, c'est moins encore dans ceux-là que la similitude de législation met obstacle à ces irrégularités du droit international. Ainsi, pour prendre un exemple dans les législations et les pays qui nous touchent de plus près, l'article 17, 3°, du Code français de 1804, qui régit la France et la Belgique (et quelques autres pays, avec quelques modifications, ordinairement), déclare déchus de la qualité de Français ou de Belges ceux qui s'établissent à l'étranger sans esprit de retour. Mais ni dans l'un, ni dans l'autre pays, l'établissement à perpétuelle demeure ne donne aucun droit à la nationalité. Si donc un Français va s'établir en Belgique, ou un Belge en France, d'une manière définitive,

il perd la qualité qu'il avait auparavant, il n'en acquiert pas d'autre. De même, si un sujet de ce pays accepte des fonctions publiques ou du service militaire à l'étranger (17, 2°), il perd sa nationalité sans acquérir celle du pays qu'il a servi. (En France, il est seulement dispensé du délai d'un an pour réclamer la nationalité, lorsqu'il y est né.) La loi de 1851 empêche, il est vrai, au moins en apparence, que cette situation ne se prolonge pendant plusieurs générations, lorsque toutefois les individus qui en font partie sont nés sur son sol ; encore peuvent-ils, en réclamant la qualité originaire de leurs parents, se soustraire à celle de Français, et les fraudes leur sont-elles faciles pour conserver la première.

Deux moyens peuvent être mis en œuvre pour prévenir ou trancher les difficultés qui naissent des contradictions entre les diverses lois positives.

Les États entre lesquels elles se présentent peuvent les résoudre par des conventions réglant la situation réciproque de leurs nationaux, comme le traité hispano-argentin, ou celle des gens sans patrie qui se trouvent sur le territoire de chacun d'eux, comme le traité de Gotha (1) et le traité américo-allemand (2). Ce mode de procéder présente un double avantage, résultant de la possibilité de régler les différends de la manière la plus complète et la plus adéquate aux nécessités constatées, et, en même temps, de tenir compte des tendances et des principes de chacune des parties contractantes. Il a un inconvénient, c'est de ne donner pour ainsi dire qu'une décision de fait applicable seulement à la contestation née entre telle et telle puissance, sans poser une règle fixe pour les autres hypothèses qui peuvent se présenter dans l'avenir, soit dans des conditions différentes de celles qui ont été prévues, soit dans les rapports avec d'autres États que les signataires de la convention.

(1) Du 15 juillet 1857.
(2) Du 22 février 1868.

L'autre moyen consiste dans les modifications que le pouvoir législatif de chaque État peut apporter dans son droit interne. Il a l'avantage de poser une règle applicable à tous les cas et de ne pas nécessiter l'entente préalable de deux ou plusieurs gouvernements, laquelle est certainement fort désirable, mais souvent difficile en certaines circonstances, même indépendamment des concessions qu'elle suppose de part et d'autre. Mais il est difficile au législateur de prévoir toutes les hypothèses qui pourront résulter des règles contraires aux siennes et qu'admettent ou qu'admettront les autres puissances.

Ces deux procédés peuvent être combinés avantageusement, surtout si, en les employant, on se conforme aux déductions tirées des droits fondamentaux des sociétés et des individus, et si l'on utilise l'expérience acquise pour atteindre de la manière la plus sûre et la plus efficace le but qu'on se propose.

C'est un des heureux effets du Droit international que d'habituer ceux qui se livrent aux études et aux travaux juridiques ou législatifs à chercher, en dehors et au-dessus du Droit positif, un idéal qui puisse servir de modèle et de critérium aux modifications qu'inspire l'état des législations de leur époque, et qui lui-même soit de plus en plus en harmonie avec la notion du juste.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. VII

DROIT ROMAIN

Du Droit latin.

De l'état et de la division des personnes à Rome. . . 9

CHAPITRE I. — Des *Latini Veteres*. 15

Section I. — Extension du Droit latin ancien, ou quelles personnes jouissaient du Droit latin ancien. . . . 16

§ I. — De la confédération latine. 22

§ II. — De l'origine de Rome et de ses rapports avec la confédération latine 24

Section II. — Compréhension du Droit latin ancien, ou droits que comporte le Droit latin ancien 29

§ I. — Du *commercium* (*jus privatum*). 30

§ II. — Du *connubium* (*jus privatum*). 31

§ III. — Des *jura publica* 34

§ IV. — De l'acquisition de la cité. 39

CHAPITRE II. — Des *Latini Coloniarii*, et généralement des Latins après la dissolution de la ligue et la soumission du *Latium*. 41

Section I. — De l'extension du Droit latin après 338 = 416, ou quelles personnes jouissaient du Droit latin après 338 = 416. 43

§ I. — Des colonies latines. 43

§ II. — Du Droit latin concédé (après la loi *Julia*). . . 49

Section II. — De la compréhension du Droit latin après 416, ou quels droits comporte la condition des Latins après 416. . 51

18

§ I. — Des *jura privata*. 52
§ II. — Des *jura publica*. 54
§ III. — De l'acquisition du Droit de cité. . . . 60
Chapitre III. — Des *Latini Juniani*. 68
Section I. — Extension du Droit des Latins Juniens, ou quelles personnes jouissent de ce Droit latin. 71
§ I. — Loi *Junia Norbana*. 71
§ II. — Loi *Ælia Sentia*. 74
§ III. — Cas spéciaux de Latinité Junienne. . . . 78
§ IV. — Réforme de Justinien 78
Section II. — Compréhension de la qualité de Latin Junien, ou droits que comporte cette qualité. 80
§ I. — Des *jura privata*. 81
§ II. — Des *jura publica*. 86
§ III. — De l'acquisition de la cité. 88

DROIT FRANÇAIS

De la Nationalité d'origine.

Principes rationnels. 99
Chapitre I. — Historique. 103
Section I. — Antiquité. 103
§ I. — Grèce. 104
§ II. — Rome. 106
§ III. — Peuples germains 106
Section II. — Moyen âge. 108
§ I. — Période franque. 108
§ II. — Période féodale. 111
§ III. — Période monarchique. 113
Section III. — Droit intermédiaire. 115
§ I. — Constitution du 14 septembre 1791 . . . 116

§ II. — Constitutions du 24 juin 1793, du 5 fructidor an III, du 22 frimaire an VIII. 118

Appendice. — Personnes assimilées aux nationaux d'origine. . 120

Chapitre II. — Législation française actuelle. . . . 121

Section I. — Principe de filiation. 130

§ I. — Enfant dont les père et mère n'ont qu'une nationalité (la même pour les deux; ou dont l'un des deux n'en a pas). 132

§ II. — Enfant dont les père et mère ont chacun une nationalité distincte. 136

§ III. — Époque à laquelle est transmise la nationalité paternelle ou maternelle. 147

Appendice. 154

§ IV. — Descendants de personnes expatriées pour cause de religion. 156

Appendice. — Application du principe de filiation à l'état des personnes dans l'Algérie et les colonies françaises. . . 161

Section II. — Principe du sol. 162

§ I. — Enfant né en France de parents étrangers (art. 9). . 163

§ II. — Enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né. (Lois des 7-12 février 1851 et du 16 décembre 1874). . 201

§ III. — Enfants de parents inconnus 214

Appendice. — Proposition de loi soumise aux Chambres. . 220

Chapitre III. — Législations étrangères. . . . 223

Section I. — Principe du sol. 224

§ I. — Bolivie 225

§ II. — Chili. 225

§ III. — États-Unis de Colombie. 226

§ IV. — Équateur. 227

§ V. — Paraguay. 227

§ VI. — Pérou. 228

§ VII. — Vénézuéla. 228

§ VIII. — Uruguay. 229

§ IX. — République Argentine 230

§ X. — État libre d'Orange. 230

§ XI — Costa-Rica. — Guatémala. 231

§ XII. — Haïti. 231
Section II. — Principe de filiation. 232
§ I. — Allemagne. 233
§ II. — Autriche-Hongrie. 234
§ III. — Suisse. 236
§ IV. — Suède. 237
Section III. — Combinaison des deux principes de la filiation et du sol. 238
Premier groupe : prédominance du sol. . . . 239
§ I. — Brésil. 239
§ II. — Danemark. 241
§ III. — Grande Bretagne. 242
§ IV. — États-Unis d'Amérique. 243
§ V. — Pays-Bas. 245
§ VI. — Portugal. 246
Deuxième groupe : prédominance de la filiation. . . 247
§ I. — Belgique. 248
§ II. — Roumanie. 249
§ III. — Bulgarie. 250
§ IV. — Espagne. 250
§ V. — Grèce. 252
§ VI — Italie. 252
§ VII. — Luxembourg. 255
§ VIII — Monaco. 256
§ IX. — Russie. 257
§ X. — Turquie. 258
Chapitre IV. — Des conflits de lois et de leur solution. . 259
§ I. — Conflits positifs. 261
§ II — Conflits négatifs. 268

POSITIONS

DROIT ROMAIN

I. Dans la loi 7 (Dig., § 2, *de Acqu. Rer. Dom.*), il faut lire *acquisitæ* et non *acquisita*.

II. On peut léguer sur une servitude un droit d'usufruit (L. 1, Dig., XXXIII, II).

III. La responsabilité de la faute légère *in abstracto* est imposée par la loi 23 de *Regulis Juris* (Dig., L, XVII) en matière de *Dotis datio* au constituant, et non au mari, responsable seulement *in concreto*.

IV. Le débiteur devenu créancier d'un des *correi stipulandi* associés ne peut opposer la compensation à l'autre.

V. Le créancier gagiste ou hypothécaire peut exercer son action avant l'échéance (Ll. 14, *pr.*, *de Pign.*, 13, § 5, *de Pign.*).

HISTOIRE DU DROIT

I. L'invasion germanique a eu un caractère violent, tempéré par la reconnaissance d'une partie des droits des Gallo-Romains.

II. Le bénéficiaire n'était tenu à la fidélité que par suite de la recommandation.

DROIT CIVIL

I. La reconnaissance d'un enfant naturel, après sa mort, n'est pas valable, s'il n'a pas laissé d'enfant légitime.

II. Le second mari n'est responsable que des suites de la tutelle postérieures à son mariage, lorsque la femme remariée a indûment conservé cette tutelle.

III. L'interdiction du mari est une cause de séparation de biens.

IV. La révocation d'un testament par un acte écrit, daté et signé du testateur, est valable.

V. La donation déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux est nulle.

VI. La nullité de la vente de la chose d'autrui ne peut être couverte par la ratification du propriétaire ou l'acquisition de la propriété par le vendeur.

DROIT ADMINISTRATIF

I. Les ministres sont juges de droit commun, au premier degré, du contentieux administratif.

II. La disposition subordonnant la validité d'une libéralité faite à un établissement public à la condition qu'elle ne sera pas réduite, est valable en principe.

DROIT CONSTITUTIONNEL

I. Le Sénat ne peut rétablir par voie d'amendement un crédit supprimé par la Chambre des députés.

II. La décision des deux Chambres les réunissant en Congrès ne peut limiter les pouvoirs de ce Congrès en matière constitutionnelle.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET PUBLIC

I. La femme étrangère, même la Française qui épouse un étranger, n'a pas d'hypothèque légale sur les immeubles du mari situés en France.

II. Les jugements des tribunaux étrangers doivent être déclarés exécutoires en France par les tribunaux français sans révision au fond.

III. Un État est responsable du préjudice qu'il a causé à un autre.

Vu :

Douai, ce 11 décembre 1886,

Le Professeur, président de la Thèse,

DRUMEL.

Vu :

Douai, ce 17 décembre 1886,

Le Doyen de la Faculté,

DANIEL DE FOLLEVILLE.

Permis d'imprimer :

Douai, ce 17 décembre 1886,

Le Recteur de l'académie de Douai,
Chevalier de la Légion d'honneur,

D. NOLEN.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R.F.

— Lille. Typ. J. Lefort. 1887 —

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

DROIT ROMAIN

De l'état et de la division des personnes à Rome

CHAPITRE I. - Des *Lalini Veteres*

Section 1. - Extension du Droit latin ancien, ou quelles personnes jouissaient du Droit latin ancien

§ I. - De la confédération latine.

§ II. - De l'origine de Rome et de ses rapports avec la confédération latine

Section II. - Compréhension du Droit latin ancien, ou droits que comporte le Droit latin ancien

§ I. - Du *commercium (jus privatum)*

§ II. - Du *connubium (jus privatum)*

§11. - Des *jura publica*

§ IV. - De l'acquisition de la cité.

CHAPITRE II. - Des *Latini Coloniarii,* et généralement des Latins après la dissolution de la ligue et la soumission du *Latium*

Section I. - De l'extension du Droit latin après 338 = 416, ou quelles personnes jouissaient du Droit latin après 338 = 416

§ I. - Des colonies latines

§ II. - Du Droit latin concédé (après la loi *Julia*)

Section II. - De la compréhension du Droit latin après 416, ou quels droits comporte la condition des Latins après 416

§ I. - Des *jura privata*

§ II. - Des jura publica

§ III. - De l'acquisition du Droit de cité

CHAPITRE III. - Des *Latini Juniani*

Section I. - Extension du Droit des Latins Juniens, ou quelles personnes jouissent de ce Droit latin

§ I. - Loi *Junia Norbana*

§ II. - Loi *AElia Sentia*

§III. - Cas spéciaux de Latinité Junienne.

§ IV. - Réforme de Justinien

Section II. - Compréhension de la qualité de Latin Junien, ou droits que comporte cette qualité

§ I. - Des *jura privata*

§ II. - Des *jura publica*

§ III. - De l'acquisition de la cité

DROIT FRANÇAIS

Principes rationnels

CHAPITRE I. - Historique

Section I. - Antiquité

§ I. - Grèce.

§ II. - Rome.

§ III. - Peuples germains

Section II. - Moyen fige

§ I. - Période franque

§ II. - Période féodale

§ III. - Période monarchique

Section III. - Droit intermédiaire.

§ I. - Constitution du 14 septembre 1791

§ II. - Constitutions du 24 juin 1793, du 5 fructidor an III, du 22 frimaire an VIII

Appendice. - Personnes assimilées aux nationaux d'origine

CHAPITRE II. - Législation française actuelle

Section I. - Principe de filiation

§ I. - Enfant dont les père et mère n ont qu'une nationalité (la même pour les deux; ou dont l'un des deux n'en a pas)

§ II. - Enfant dont les père et mère ont chacun une nationalité distincte

§ III. - Époque à laquelle est transmise la nationalité paternelle ou maternelle

Appendice

§ IV. - Descendants de personnes expatriées pour cause de religion

Appendice. - Application du principe de filiation à l'état des personnes dans l'Algérie et les colonies françaises

Section II. - Principe du sol

§ I. - Enfant né en France de parents étrangers (art. 9)

§ II. - Enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né. (Lois des 7-12 février 1851 et du 16 décembre 1874)

§ III. - Enfants de parents inconnus

Appendice. - Proposition de loi soumise aux Chambres

CHAPITRE 111. - Législations étrangères

Section I. - Principe du sol

§ I. - Bolivie

§ II. - Chili

§ III. - États-Unis de Colombie

§ IV. - Équateur

§ V. - Paraguay

§ VI. - Pérou

§ VII. - Vénézuéla

§ VIII. - Uruguay

§ IX. - République Argentine

§ X. - État libre d'Orange

§ XI - Costa-Rica. - Guatémala

§ XII. - Haïti

Section II. - Principe de filiation

§ I. - Allemagne

§ II. - Autriche-Hongrie.

§ III. - Suisse

§ IV. - Suède

Section III. - Combinaison des deux principes de la filiation et du sol

Premier groupe: prédominance du sol

§ I. - Brésil.

§ II. - Danemark.

§ III. - Grande Bretagne

§ IV. - États-Unis d'Amérique

§ V. - Pays-Bas

§ VI. - Portugal

Deuxième groupe: prédominance de la filiation

§ I. - Belgique

§ II. - Roumanie

§ III. - Bulgarie

§ IV. - Espagne

§ V. - Grèce

§ VI - Italie

§ VII. - Luxembourg

§ VIII - Monaco

§ IX. - Russie

§ X. - Turquie

CHAPITRE IV. - Des conflits de lois et de leur solution

§ I. - Conflits positifs

§ II - Conflits négatifs